هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE – N° 13249 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — JEUDI 3 SEPTEMBRE 1987

MINITEL
- Mon voyage au Canada. JOUR
- Des livres pour la rentrée. LIT
- 11 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE

Actualité. Sports. International. Jeux. Cinéma. Bourse.
3615 Tapez LEMONDE

c'est l'heure

CLAUDE SARRAUTE.

vendue au groupe Fabre





Une dizaine de navires touchés en deux jours

L'Irak et l'Iran intensifient leurs attaques contre le trafic maritime dans le Golfe

Irakiens et Iraniens ont intensifié, les 1er et 2 septembre, leurs attaques contre le trafic maritime dans le Golfe, cible de leur aviation et de leur marine, tandis que Britanniques et Américains multiplient leurs appels à un arrêt immédiat des hostilités, brandissant la menace de sanctions.

Les Soviétiques paraissent plus enclins à donner davantage de temps à la diplomatie et renouvellent leurs critiques à l'encontre de la politique américaine.

Le trafic maritime dans le Golfe a été la cible, les mardi 1er et mercredi 2 septembre, d'attaques redoublées de la part de l'aviation irakienne ainsi que de la marine iranienne. Depuis le samedi 29 août, date de la reprise des attaques irakiennes dans le Golfe à l'issue d'une trêve de six semaines, quatre ou cinq pétroliers iraniens – ou chargés de pétrole iranien – ont été touchés par les chasseurs-bombardiers irakiens, alors que cinq navires de commerce étrangers étaient l'objet d'attaques de la part de vedettes rapides iraniennes, tirant à la mitrailleuse ou au lance-roquettes.

La France a, d'autre part décidé d'envoyer mardi ses trois chasseurs de mines pour participer à des opérations de déminage dans la région de Khor Al Fakkan – à l'entrée du Golfe, en mer d'Oman –, a annoncé mercredi, M. André Giraud. Invité du journal de TF 1, il a précisé qu'il avait donné cet ordre en accord avec le Président de la République, qu'il a rencontré mardi, et avec le premier Ministre. Les bâtiments seront sur les lieux dans environ une semaine.

Cette intensification de la guerre dans une région où se trouvent déjà une trentaine de navires de guerre américains a poussé Londres et Washington à réclamer un arrêt immédiat des opérations militaires. Le Foreign Office a ainsi condamné la reprise des raids irakiens et demandé qu'il y soit mis fin. Les Etats-Unis ont sommé Téhéran de répondre positivement aux appels de l'ONU à un cessez-le-feu ou sinon à faire face à des sanctions.

L'URSS a, en revanche, insisté sur l'importance de *« créer le climat international nécessaire »* à l'application d'un cessez-le-feu et a renouvelé ses critiques contre la présence militaire américaine dans le Golfe.

(Lire nos informations page 26.)

Embarras à Washington

Depuis quelques jours, le conflit du Golfe évolue à nouveau de manière dangereusement imprévisible. Rompant une trêve de six semaines, l'Irak a repris de plus belle ses bombardements contre les installations pétrolières et les sites industriels de l'Iran. Résultat : une dizaine de navires ont déjà essuyé les attaques et ripostes des deux belligérants. Cette nouvelle escalade attise encore plus que par le passé les risques d'internationalisation d'une des plus longues et des plus sanglantes guerres du demi-siècle.

Bagdad présente sa décision comme destinée à punir le régime des ayatollahs de n'avoir pas donné suite jusqu'à présent à la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à un cessez-le-feu dans le Golfe. Mais des motivations plus prosaïques expliquent le regain d'agressivité irakienne. Le président Saddam Hussein estime, non sans raison, que Téhéran a été le grand bénéficiaire de la pause dans « la guerre des pétroliers ». Celle-ci a en effet permis à l'Iran d'accroître spectaculairement ses exportations de pétrole brut et d'engranger, selon les calculs des experts, jusqu'à 25 millions de dollars par jour.

***L'argent étant, dans le Golfe* comme ailleurs, le nerf de la guerre, l'Irak n'avait bien sûr aucun intérêt, en respectant la trêve, à favoriser l'effort militaire de son ennemi mortel.**

Cela dit, l'Iran, qui n'avait jamais totalement rejeté l'appel à la raison de la communauté internationale, avait promis de lui apporter une réponse définitive à la fin de cette semaine. Bagdad aura du mal à faire croire qu'il ne pouvait pas donner quelques jours de répit supplémentaires à ses adversaires. A moins – et c'est là où l'on peut déceler un léger parfum de provocation – que le président Saddam Hussein, en rompant unilatéralement la trêve, ait délibérément voulu pousser les Etats-Unis à s'engager encore plus nettement à ses côtés, voire à les entraîner dans un affrontement direct avec Téhéran.

L'administration Reagan a-t-elle clairement perçu le piège ? Ce n'est pas évident, à en juger par ses premières réactions. Loin de condamner, comme on l'a fait à Londres, la décision irakienne, le gouvernement américain a préféré accentuer sa pression diplomatique sur Téhéran en l'invitant à répondre favorablement avant vendredi à la requête de l'ONU. Faute de quoi, Washington a annoncé qu'il prendrait dès la semaine prochaine l'initiative de demander au Conseil de sécurité de frapper l'Iran d'un embargo sur ses armes.

L'Amérique, qui jusqu'ici a su éviter tout dérapage face à l'Iran, risque de se retrouver dans une situation de plus en plus embarrassante. Coincés entre les exigences de ses alliés du Golfe, qui l'exhortent à plus de fermeté, l'imprudence de l'Irak et l'attentisme délibéré de l'Iran qui, en faisant traîner les choses, veut amener Bagdad à la faute, les Etats-Unis auront du mal à empêcher Moscou d'encaisser les dividendes de la crise. Hostile à toute sanction contre le régime iranien, l'URSS s'offre le luxe de prêcher la sagesse. Elle vient de demander qu'on accorde à Téhéran un délai supplémentaire de réflexion. Le conflit dans le Golfe ressemble plus que jamais à un jeu de patience exigeant calme et sang-froid.

Un rapport du ministère de la santé

Le tabagisme provoque plus de 50 000 morts par an

Selon la commission des Communautés européennes, le tabac constitue, avec le SIDA, la menace la plus grave pesant sur la santé publique. Des mesures seront annoncées à Bruxelles dans les semaines à venir. En France, un rapport encore inédit du ministère de la santé montre que la consommation tabagique a doublé en vingt-cinq ans, provoquant plus de cinquante mille décès par an. Un « désastre sanitaire » pour les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana.

Désastre sanitaire

par les professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana

Il est bon de traiter les cancers. Il serait meilleur encore de les prévenir. On demande aux biologistes, aux médecins de progresser dans la connaissance des causes des cancers et par là même de permettre une prévention. Or, les recherches entreprises depuis quarante ans dans différents pays, et en France en particulier, mettent en évidence le rôle majeur du tabac (25 % à 30 % des cancers dans le monde sont dus au tabac). Cette découverte importante aurait dû avoir un effet bénéfique, malheureusement, en France, il n'en est rien.

Un récent sondage indique que les trois quarts des Français disent connaître les dangers du tabac. Néanmoins, en 1985, la vente de cigarettes en France (seul chiffre permettant d'apprécier la consommation tabagique) a atteint son record historique (2,4 kg par adulte et par an). Après avoir baissé de 1976 à 1981 à la suite de la campagne inspirée par Mme Simone Veil, la consommation a recommencé à augmenter depuis 1982 dès que l'action contre le tabagisme s'est ralentie.

Est-ce à dire que l'usage du tabac est une fatalité et les habitudes tabagiques si profondément ancrées dans notre mode de vie qu'il est impossible de lutter ? Certainement pas. Les mesures nécessaires sont simples. Elles ont été appliquées dans d'autres pays qui, là où nous avons échoué, ont réussi.

(Lire la suite page 10.)

Petites phrases, grossièretés et coups bas

Le degré zéro de la politique

par Jean-Marie Colombani

« Lorsque j'entends Jack Lang dire que, lors de l'élection présidentielle, il s'agira de voter pour ou contre la démocratie, lorsque j'entends Jacques Toubon dire qu'il s'agira de choisir entre le collectivisme et le camp de la liberté, je me dis que certains responsables politiques, si brillants soient-ils, ont parfois un sacré retard par rapport à l'évolution des mentalités et à la maturité de la société française. » Le diagnostic, fondé, est de M. Bernard Stasi. Avant que ne s'engage véritablement une phase décisive pour la vie du pays, nos hommes politiques touchent le fond. Ils ont atteint le degré zéro de la politique.

M. Stasi n'a choisi, au reste, que des illustrations banales de son propos. Il y a eu beaucoup mieux, puisque le débat a glissé, si l'on peut dire, en quelques jours, de la culotte de Madonna à l'âge du capitaine (lequel, toute sérénité oubliée, *« s'en contrefiche »*). On n'aurait garde d'oublier ni le parler « chic » et le look choc du premier ministre (celui-là même qui, il y a près d'un an, affrontait la marée lycéenne et étudiante) ni l'entrée en force du réflexe pavlovien, en lieu et place d'une réflexion sur la moralité de l'action politique. Que survienne une situation embarrassante, et l'on scande, à droite *« Greenpeace »*, tandis qu'à gauche, on suggère que M. Chirac a joué Khomeiny contre Mitterrand avant mars 1986.

Enfin, si l'on veut parfaire le tableau, il suffit d'observer le fâcheux état de la cohabitation. C'est grave, nous dit l'un à propos de la Nouvelle-Calédonie ; c'est banal, répond l'autre. Résultat : ladite cohabitation apparaît dans sa brutale réalité. Elle n'est plus rien d'autre que l'institutionnalisation, au sommet de l'Etat, de la lutte pour le pouvoir. Dernier incident en date : M. Mitterrand s'étonne que le conseil des ministres de cette semaine ait été remplacé par un « conseil de cabinet », présidé, le jeudi 3 septembre, par le chef du gouvernement.

Sans doute pour ne pas être en reste sur le porte-parole de son mouvement, M. Borotra, pour qui le président « blablate » – autant dire franchement qu'il est gâteux, – le ministre de l'intérieur assure, grivois, qu'il nous faut *« un président qui en ait »*. Pris à son tour d'un accès de fièvre borotriste, M. François Léotard, pourtant ministre de la... culture, veut *« rentrer dans le lard »* du président. Autres temps, autres ministres : entre la voix rauque et cassée d'André Malraux – *« entre ici, Jean Moulin... »* – et celle savamment médiatisée d'un François Léotard, qui n'a d'autre ambition à nous offrir que d'enfoncer le *« lard »* présidentiel, il y a un monde...

(Lire la suite page 9.)

L'ENQUÊTE : la visite de M. Honecker en Allemagne fédérale

La réunification allemande entre parenthèses

Pour la première fois, un chef de l'Etat est-allemand, M. Honecker, effectue une visite en Allemagne fédérale, du 7 au 11 septembre.

Tant de fois annoncée puis annulée, la visite d'Erich Honecker en RFA apparaît presque aujourd'hui comme allant de soi, spécialement dans le contexte de la nouvelle phase de détente qui s'amorce entre les deux blocs. Le sommet du pacte de Varsovie, qui s'était déroulé en mai dernier à Berlin-Est, n'avait-il pas d'ailleurs décidé de laisser à ses membres une certaine marge de manœuvre dans leurs relations extérieures, pavant la voie à une visite que le numéro un est-allemand souhaitait manifestement accomplir depuis longtemps ?

Cette visite n'a pourtant été rendue possible que par d'importantes concessions du chancelier Helmut Kohl sur le plan protocolaire. Il y a trois ans, lorsque la venue de M. Honecker avait été annulée au dernier moment, il n'était encore question que de le recevoir en dehors de Bonn. Les discussions entre le chancelier et le chef de l'Etat est-allemand devaient avoir lieu à Bad Kreuznach et si une rencontre était bien prévue avec le président ouest-allemand, M. Richard von Weizsäcker, ce ne devait pas être dans sa résidence du palais Schaumburg.

Le fait qu'Erich Honecker soit aujourd'hui reçu à Bonn, avec les honneurs réservés aux visites de travail de n'importe quel autre chef d'État, marque de la part des dirigeants ouest-allemands un changement d'attitude d'autant plus significatif que la décision en revient à un chancelier chrétien-démocrate. La volonté bien compréhensible de la chancellerie de minimiser cet aspect protocolaire ne retire rien au fait que le numéro un est-allemand est de *facto* reçu comme le chef d'un Etat, contrairement à la doctrine officielle de la CDU de ne pas admettre l'existence de deux Etats allemands totalement distincts.

Il n'y a pas si longtemps encore, il y aurait eu drame. L'absence de réactions dignes de ce nom ne s'explique pas seulement par le fait que la visite ait été annoncée suffisamment tard pour qu'on ne puisse la remettre en cause une troisième fois. Elle témoigne d'une résignation presque surprenante de la part d'une droite nationale qui, *il y a trois ans, en 1984*, n'avait pas hésité à tout faire pour torpiller un projet de visite beaucoup plus anodin.

HENRI DE BRESSON.

(Lire la suite page 4.)

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,60 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

16 mai 1877 et 16 mars 1986

La cohabitation entre M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac a un précédent : celle entre Mac-Mahon et Gambetta. Certes, elles ne sont pas de même nature, mais les échos de la première renvoient à la seconde.

par Jean-Noël Jeanneney

DURANT l'hiver 1985-1986, à l'orée de la cohabitation, on s'arrêtait volontiers, dans la quête des précédents, sur le cas fameux du conflit qui survint en 1877 entre Mac-Mahon et les républicains (1). Ce rapprochement a son prix, mais on en a parfois trop restreint la portée, que les dix-huit mois qui viennent de s'écouler permettent de mieux mesurer.

Naguère on mettait surtout l'accent sur le tête-à-tête symbolique de deux hommes, le maréchal et Gambetta. Et il est vrai qu'on peut commodément résumer la crise sous la forme d'un duel spectaculaire : Mac-Mahon installé par la droite à la tête de l'Etat après la chute de Thiers, en 1873, avec la mission explicite d'occuper la place en attendant que les monarchistes s'accordent entre eux pour faire la Restauration et avec la charge d'endiguer la lente montée des républicains ; Gambetta (2) inspirant la stratégie des gauches qui enlèvent la majorité aux élections législatives de février 1876 ; Mac-Mahon constituant des gouvernements qu'il fonde sur un équilibre précaire entre les deux camps et que président Dufaure, puis Jules Simon à partir de décembre 1876 ; Gambetta acceptant d'attendre patiemment que reprenne l'évolution vers la gauche ; Mac-Mahon redoutant ce que l'autre espère, rongeant son frein, puis prenant soudain la décision, au matin du 16 mai 1877, de congédier Jules Simon, jugé par lui trop mou, pour installer un cabinet de réaction animé par le duc de Broglie, président du conseil, et par le ministre de l'intérieur Fourtou ; Gambetta réagissant avec une magnifique vigueur et conduisant l'assaut des « 363 » qui oppose l'unité des républicains aux divisions des trois droites, légitimiste, orléaniste et bonapartiste (« le Lys, le Coq et l'Aigle ») ; Mac-Mahon et son gouvernement de combat jouant leur va-tout, dissolvant la Chambre et jetant dans cette mêlée toutes les ressources des candidatures officielles ; Gambetta l'emportant aux élections de l'automne 1877 et exigeant du président de la République, selon la formule fameuse, *« qu'il se soumette ou qu'il se démette »* ; Mac-Mahon se soumettant d'abord en rappelant Dufaure, et se démettant finalement en 1879, après que les élections sénatoriales eurent fait basculer la Haute Assemblée du côté de la République, ainsi solidement établie.

ON voit bien les couleurs vives, le ton épique de cet affrontement de deux champions symboliques. Mais il a surtout le mérite (opportun dans le cours de cette trente-sixième et dernière chronique...) d'éclairer la part d'irréductiblement spécifique qui se retrouve dans chaque événement de l'histoire, et de rappeler qu'à côté des *« forces profondes »* chères à Pierre Renouvin les psychologies dans le sérail pèsent lourd aussi. Marx et *Bajazet*... On a vu qu'au long de ces pages, ce sont les situations, surtout, que j'ai eu le goût de confronter, plutôt que les tempéraments individuels ou les biographies — sauf détail piquant au hasard du chemin. Car la recherche de similitudes entre les acteurs eux-mêmes, d'une époque à l'autre, trouve généralement de rapides limites.

Qu'il suffise, pour le vérifier dans le cas qui nous occupe, de dire qu'en 1877 le président de la République était une personnalité de bois brut, tout d'une pièce, militaire immobile à la parole fruste et hésitante, sans connaissance intime de la politique, sans grande culture historique ou littéraire ; et, d'autre part, que le chef de la majorité parlementaire d'alors était, sous la chaleur méridionale, sous l'éloquence inventive et souple, un homme de patience sachant dominer ses entourages, capable de maîtriser les élans de sa spontanéité et de prévoir, sur le damier, plusieurs coups à l'avance : ce simple rappel tuera je pense l'envie de pousser plus loin le parallèle avec leurs homologues d'aujourd'hui. Mais le rapprochement retrouve tout son critère si l'on examine dans cette « guerre civile froide » non plus la personnalité des chefs et de leur dialogue spécifique, mais les deux camps entiers et leur confrontation.

Il y a d'abord l'effort qui est demandé aux partenaires grands et petits de cette cohabitation, au temps de Dufaure et de Jules Simon, présidents du conseil, pour brider l'intensité des antagonismes. Au rebours de ce qu'on a écrit quelquefois, la période qui va de février 1876 à mai 1877 est plus riche de leçons, pour nous, que l'après-16 mai. Jules Simon incarne bien cet équilibre instable aussi longtemps que Mac-Mahon lui en laisse le loisir. L'anecdote est célèbre. Il avait inscrit dans son discours de présentation, en décembre 1876, que son gouvernement serait à la fois *« profondément républicain et profondément conservateur »*. Devant la Chambre, qui était de gauche, il appuya si fort sur le premier terme que le second s'en trouva escamoté, et au Sénat il fit juste le contraire. Cette ambiguïté à grosses ficelles fit rire Paris, mais elle marqua clairement la logique conjoncturelle qui poussait les deux camps dans le sens de la modération. Cet empire sur soi-même fut assez difficile à garder par chacun pour expliquer ensuite la violence des explosions verbales, après le 16 mai, quand la trêve s'acheva : ces mêmes passions — longtemps contenues s'en trouvèrent d'autant plus déchaînées dans la campagne électorale de l'été 1877. Une seule citation suffira pour en donner le ton, cette exclamation du bonapartiste Cuneo d'Ornano qui est imprimée dans le *Suffrage universel des Charentes* du 5 juillet 1877 : *« Nous ferons de la République et des républicains une pâtée dont les chiens eux-mêmes ne voudront pas ! (3). »*



ROGER-VIOLLET

Hargne intime et complicité objective

Jusqu'au 16 mai au contraire les acteurs de la « coexistence » sont voués à se ménager, à se contraindre même à des courtoisies qui sont cruelles aux tempéraments les plus chauds. Les deux camps évoquent deux lutteurs fatigués qui s'appuyent l'un sur l'autre pour tenir debout. Leur hargne intime s'enveloppe d'une complicité objective.

Puisqu'on est d'accord pour durer quelque temps de cette façon, on réussit assez bien, de part et d'autre, à maîtriser par des compromis l'équilibre des intérêts. Le seul vrai risque que se casse la cohabitation est lié, comme c'est aussi le cas actuellement, à une soudaine intrusion de l'irrationnel. Les incidents de cette sorte ont été surmontés cahin-caha depuis mars 1986. Mais point en 1876 : voyez l'affaire du protocole des enterrements. En août de cette année-là vint à mourir le compositeur saint-simonien Félicien David. Il était haut dignitaire dans la Légion d'honneur et avait exprimé la volonté formelle d'être inhumé civilement. Or le piquet de troupes qui devait, aux termes du décret du 24 messidor an XII, rendre à sa dépouille les honneurs militaires se retira lorsque son chef apprit qu'aucun prêtre n'accompagnerait le convoi au cimetière. Le général de Cissey, ministre de la guerre, approuva cette initiative au motif qu'une circulaire ministérielle explicitant le décret de messidor prescrivait aux soldats de se rendre *« de l'église au cimetière »* ! Tant de passions explosèrent autour de cette affaire que le cabinet Dufaure ne put les maîtriser et qu'il s'y brisa en décembre 1876... (4)

DANS l'ordre du rationnel, les partenaires savent très bien, alors comme maintenant, quel risque encourt celui qui prend l'initiative des hostilités : Mac-Mahon tirant le premier, lors du 16 mai, confirme à l'avance, si je puis dire, par son échec final, que l'Elysée et Matignon, François Mitterrand et Jacques Chirac, n'ont pas tort de penser, ces temps-ci, que le pays sanctionnerait celui qui ouvrirait la crise. Gambetta, quelques années plus tard, faisait cette juste analyse : *« Le 16 mai n'a pas été un coup d'Etat, mais un coup de tête... Le duc de Broglie, Fourtou et les autres n'ont pas voulu lâcher Mac-Mahon et l'ont suivi courageusement, bien que sentant la partie mal engagée, perdue d'avance. C'est bien eux qui avaient chargé le canon, mais il est parti trop tôt, de lui-même, tout seul, sans être encore au point (5). »*

Tant que dure la veillée d'armes, on est frappé de voir comment la bataille se déplace des grandes options de politique générale, qui sont figées, à celles, plus vulgaires, des postes à pourvoir. L'enjeu est important, chacun le sait, pour la suite des stratégies. Là les affinités et les clans se lisent, en de tels moments, sous une lumière plus crue. Dès avant le 16 mai, la bataille est déjà rude sur tous les noms. Jules Simon raconte comment il apporta un jour à Mac-Mahon la révocation de plusieurs préfets, notamment celui de Saône-et-Loire. *« Il maugréa un peu. » C'est mon département, c'est de plus l'un de mes meilleurs amis. » Il avait l'air de réfléchir et il ajoutait : « C'est fâcheux, mais c'est la politique. « La politique lui semblait parfaitement méprisable. Il gardait le décret et finissait par le signer, mais il n'était pas satisfait. (6) »* Dans l'ensemble, on a l'impression que la coexistence des pouvoirs loin de faciliter la réserve des fonctionnaires la rend plus malaisée et une fois la bataille ouverte, les tensions longtemps comprimées éclatent, ici aussi, avec brutalité. C'est le temps des dépouilles. Quelques jours après le 16 mai, *le Pays*, journal bonapartiste, s'écrie : *« Faites le grand nettoyage, que le balai devienne la hampe du drapeau français ! (7) »* De chaque fonctionnaire le gouvernement de combat du duc de Broglie exige qu'il serve sans états d'âme la politique de la candidature officielle, et bouscule au besoin toutes les libertés d'expression. C'est le temps où le préfet d'Ille-et-Vilaine dit sans fard : *« La neutralité, c'est une hostilité qui se cache. Je la démasque quand je la rencontre et j'en fais justice toutes les fois que je puis... (8) »*

A ce jeu, Broglie se distingue. Gabriel Hanotaux le peint d'*« imagination sobre, courte et froide »*. *« Il se complaisait, tapi dans* [ses] *complexités, à tisser* [sa] *toile, étant, selon le mot du cardinal de Richelieu, de ces esprits déliés qui « voulant trop affiner la pointe de leurs aiguilles, les cassent. (9) »* Avec cela fort représentatif de ces libéraux de doctrine qui théorisent volontiers, quand ils sont en marge de l'action, sur les vertus de l'équilibre et le réclament hautement à l'adversaire mais qui, une fois parvenus aux commandes, mi-cyniques, mi-gênés, remisent leurs propos d'antan et placent leurs gens.

Cette question des places est importante en soi — affaire de réseau. Elle l'est aussi dans l'ordre du symbolique. Après sa défaite d'octobre 1877, Mac-Mahon dut finalement consentir à un ministère mollement hostile à sa politique, où revint Dufaure. Et il commença de signer des listes de révocation de ses amis. Il laissa partir les préfets. Il laissa partir les juges. Il abandonna même son plus proche collaborateur, secrétaire général de la présidence. Puis vint le tour des militaires, ses pairs, ses camarades. Il se cabra, et démissionna.

Reste l'essentiel : le bilan de ces années-là à l'aune de l'intérêt national. En d'autres termes, eût-il mieux valu que le pays, pour installer la République, fît l'économie de cette période de transition et d'incertitude ; et lui coûta-t-elle cher ?

On s'inquiéta beaucoup, à Paris, sur le moment, des conséquences de la crise sur la politique étrangère. L'époque n'était pas paisible. Déjà, lors de la chute de Dufaure, en décembre 1876, l'imminence d'une guerre entre Russie et Turquie, et le risque d'une explosion de la « poudrière des Balkans » avaient facilité l'avènement du gouvernement de compromis de Jules Simon. Après le 16 mai, Gambetta évoque dans une lettre *« le seul vrai danger, celui de l'étranger qui nous épie et qui peut vouloir profiter de notre désarroi politique et militaire (10) »*. Les relations de la France et de l'Allemagne se tendirent un moment, Bismarck provoquant à Berlin une augmentation des crédits militaires. Tandis que le gouvernement italien, de son côté, faisait grise mine : il craignait que le maréchal, poussé par les évêques ultramontains, ne cherchât à favoriser un rétablissement du pouvoir temporel du pape sur Rome. Et pourtant, sur ces divers fronts, le Quai d'Orsay sut calmer le jeu.

CE qui frappe ici, c'est qu'au 16 mai, après quelques maladresses et paroles imprudentes, il y eut en somme entre les partis qui étaient engagés dans une si dure bataille à l'intérieur un accord tacite pour ne pas traîner dans le forum les questions diplomatiques. Et bientôt on se rassura. Le ministre des affaires étrangères, le duc Decazes, qui demeura sans interruption au Quai d'Orsay de novembre 1873 à novembre 1877, était un homme de qualité, estimé sur les divers bords, et il représenta la continuité. Après le renvoi de Jules Simon, étant hostile lui-même à la décision de Mac-Mahon, il songea à partir, et il ne consentit à rester à son poste qu'après avoir obtenu du maréchal, le 17 mai, une lettre lui enjoignant de se considérer comme en service commandé : *« Je veux qu'il soit bien compris,* écrivait Mac-Mahon, *que je veux maintenir avec les puissances étrangères les relations amicales et confiantes que vous avez su entretenir avec elles. Nulle atteinte ne doit y être portée et rien ne doit être changé à la politique extérieure que vous représentez si habilement et si dignement. »* C'était placer clairement la fonction hors des querelles intérieures. Et la gauche y consentit d'assez bonne grâce.

Quant à la prospérité du pays au-dedans... l'Etat était moins présent qu'aujourd'hui, voici un siècle, dans la vie quotidienne du pays, dans sa vie économique et sociale : les freins, les paralysies dans l'action que peuvent susciter les désaccords au sommet et les incertitudes à la base étaient donc, pour quelque temps, de moindre conséquence. Il reste qu'ils eurent souvent leur inconvénient — à mettre pourtant en balance, alors comme aujourd'hui, avec le mérite des transitions qui lubrifient le passage entre deux époques organisées selon des équilibres différents. Edmond de Goncourt y fait songer sans le vouloir lorsqu'il écrit dans son *Journal*, déçu au lendemain du 16 mai : *« Ce coup d'Etat a la faiblesse des choses qui ne sont pas franches, pas carrées, pas décisives. Il ne profite pas des apports de l'illégalité brutale, et il a contre lui toutes les résistances que soulève une violation de la loi. J'ai bien peur qu'il ne réussisse pas à cause de l'honnêteté qui y préside... (11) »* Retournez la critique en compliment : ces crises-là ont leur vertu maïeutique.

L'alternance démocratique

En 1876, Jules Ferry parle du cabinet Dufaure comme d'un *« ministère d'acclimatation »*. On ne peut mieux dire (12). Ces années incertaines permettent de franchir sans déchirement dramatique le pas d'une époque à l'autre. Le retard des mentalités par rapport aux réalités des forces politiques est dangereuse en démocratie. Si les événements n'offrent pas le sas de périodes intermédiaires, les mutations trop brutales risquent de désarticuler tout le système, et cette donnée est à placer en face du coût collectif des flottements provisoires dans l'action. Les moments chaotiques qui vont de 1876 à 1879 ont permis en somme l'accommodation sans drame de tout un peuple à des temps nouveaux, ceux de la République assagie et efficace. A distance, le bilan n'apparaît pas négatif.

Je sais bien que nous n'avons pas le même recul pour juger l'expérience actuelle de cohabitation. L'enjeu n'est pas aussi lourd et les institutions ne sont pas en cause. Mais on est en droit de penser que ce dont il s'agit cette fois-ci, c'est de laisser au pays le loisir d'une confirmation : la vocation contemporaine de la gauche, mûrie, chargée par l'expérience d'un pouvoir qu'elle n'avait plus occupé depuis longtemps, à gouverner de nouveau à terme proche, de telle sorte que s'installe vraiment dans nos mœurs politiques l'alternance démocratique.

Mais voici que je suis tenté d'élargir jusque vers l'avenir le jeu des concordances : quelque latitude que m'aient laissée ces libres variations d'un été sur l'histoire, ce serait sortir de l'épure... Sachons donc y discerner le signe qu'il est temps de s'en tenir là, et que l'exercice est fini.

FIN

P.S. — J'ai reçu beaucoup de courrier. Occupé jusqu'à présent par la rédaction de ces pages, je n'ai pas trouvé le loisir d'écrire en retour à mes correspondants. Qu'ils me le pardonnent et me consentent quelque délai. Je répondrai à tous - sauf aux injures (rares). Et dans quelques jours, je donnerai ici même les extraits les plus significatifs.

---

(1) Pour une analyse ramassée, voir Michel Winock, *la Fièvre hexagonale, les grandes crises politiques, 1871-1968*, Paris, Calmann-Lévy, 1986 (chapitre 2, pp. 57-88).

(2) *Cf.* les deux volumes de la biographie de J.P.T. Bury, *Gambetta and the Making of the Third Republic*, Londres, Longman, 1973, 499 p., et *Gambetta's Final Years, the Era of Difficulties*, 1982, 392 p.

(3) Maurice Reclus, *Le 16 mai*, Paris, Hachette, 1931, p. 76.

(4) Voir André Daniel, *l'Année politique 1976*, pp. 300, 335-340 et 349 ; et Daniel Halévy, *la République des ducs*, Paris, Grasset, 1937, pp. 243-244.

(5) Ludovic Halévy, *Trois dîners avec Gambetta*, Paris, Grasset, 1929, p. 45.

(6) Jules Simon, *le Soir de ma journée*, Paris, 1902, cité par Maurice Reclus, p. 22.

(7) Maurice Reclus, *op. cit.*, p. 54.

(8) *Ibid.*, P. 79.

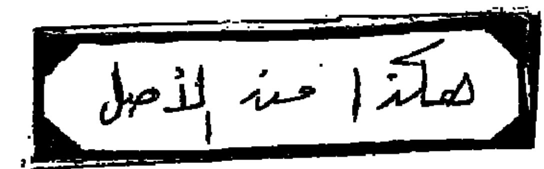
(9) Gabriel Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine (1871-1900)*, t. II, vol 1, *la Présidence du maréchal de Mac-Mahon, l'Echec de la monarchie*, Paris, 1904, pp. 34 et 39-40. *Cf.* aussi André Jardin, *Histoire du libéralisme politique, de la crise de l'absolutisme à la Constitution de 1875*, Paris, Hachette, 1985, notamment p. 408.

(10) A Armand Ruiz, 21 mai 1877, *Lettres de Gambetta*, édition Daniel Halévy et Emile Pillias, Paris, Grasset, 1938, lettre 312.

(11) *Journal des Goncourt*, t. V, 1872-1877, Paris, 1891, p. 330 (jeudi 24 mai 1877).

(12) Cité par Odile Rudelle, *la République absolue, 1870-1889*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, p. 49.

Le recueil de ces chroniques sera publié en octobre, sous le même titre, aux Editions du Seuil.



L'ouverture du sommet francophone de Québec

Au nom de la reine d'Angleterre...

QUÉBEC
de notre envoyé spécial

C'est dans une atmosphère voulue très « britannique » par le Canada fédéral, la « puissance invitante », qu'a été inaugurée, mardi 1er septembre, dans l'après-midi à Québec, la seconde conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement de la quarantaine de pays ayant en commun l'usage du français. Le Québec et le Nouveau-Brunswick (province partiellement francophone) ne sont que « gouvernements hôtes »...

Sur l'esplanade dédiée au roi George V d'Angleterre, devant les donjons néo-médiévaux du manège de l'armée canadienne qui tournent le dos aux plaines d'Abraham dans lesquelles périt la Nouvelle-France en 1759, avait été dressée une estrade pour les chefs de délégation. La gendarmerie royale, la fameuse police montée en casque rouge, leur a donné en musique une idée de ses prouesses équestres. Parmi la vingtaine de chefs d'Etat ou de gouvernement européens, arabes ou africains déjà arrivés (d'autres sont attendus ce mercredi), MM. Mitterrand et Chirac, ainsi que le président Gemayel du Liban, ont eu droit aux applaudissements les plus nourris de la foule.

C'est au nom du chef de l'Etat canadien, c'est-à-dire la reine *d'Angleterre Elisabeth II de* Grande-Bretagne, que Mme Jeanne Sauvé, depuis 1984 première femme à remplir les fonctions de gouverneur général du Canada, a présidé la cérémonie d'accueil, suivie d'une dîner d'Etat dans sa résidence estivale de la Citadelle québécoise surplombant le fleuve Saint-Laurent. Dîner sans viande de porc, comme tous les autres repas servis au cours du sommet, ainsi que les autorités ont pris la précaution de le préciser dans un communiqué de presse, en raison de la présence de nombreux délégués musulmans.

« Pas de sentiments faciles »

Le discours de Mme Sauvé a nettement dépassé le cadre protocolaire, et sa liberté de ton a séduit ceux qui faisaient grise mine devant le décorum très anglo-saxon de ce lever de rideau. Prévoyant que *« le second sommet de la francophonie ne sera pas le lieu des sentiments faciles »*, le gouverneur général a également noté qu'il se tient dans un univers *« ébranlé plus qu'on ne saurait croire par les blocs se disputant l'hégémonie du monde »*.

Néanmoins, *« les francophones sont une force »*, a poursuivi la représentante de la reine, tout en estimant qu'*« il nous fallait être sensibles aux signes qui dénoncent nos points faibles et notre perméabilité aux influences »*.

Aux yeux de Mme Sauvé, si le premier sommet de Paris, en 1986, avait été celui des *« retrouvailles »*, la réunion de Québec doit être celle *« de la concertation de nos volontés et de la mise en commun de nos ressources* [car] *la mode, l'indifférence, le mimétisme contribuent à altérer notre fond, à nous imposer le langage codé et niveleur de la technologie la plus pernicieuse »*.

Ces propos sont interprétés ici d'abord comme une manifestation de la spécificité du Canada tout entier, face à des Etats-Unis à l'influence multiforme grandissante, mais aussi à un moindre degré comme un reproche voilé à un pays comme la France qui n'a pas pleinement joué le rôle moteur attendu d'elle depuis dix-huit mois dans la mise en train des projets culturels, audiovisuels et autres adoptés au sommet de février 1986.

Mercredi, après une séance publique au Grand-Théâtre de Québec au cours de laquelle le président Mitterrand devait prononcer un discours, les chefs de délégation devaient entamer à huis clos au Parlement québécois leurs travaux. L'examen des opérations communes engagées depuis dix-huit mois sera naturellement au menu, ainsi que la préparation d'une déclaration de « solidarité francophone ».

Pendant ce temps, les Québécois sont à la fête ; plusieurs dizaines de manifestations corporatives, scientifiques, culturelles ou populaires se déroulent dans leur capitale sous le signe de la francophonie, en marge du sommet. Celui-ci est généralement qualifié par les Canadiens français de *« plus grand événement historique mondial »* survenu à Québec depuis les conférences tripartites de guerre Churchill-Roosevelt-Mackenzie (1) tenues, en 1943 et 1944, dans ce même château Frontenac qui abrite aujourd'hui la fine fleur politique du monde francophone.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) William Mackenzie King, alors premier ministre du Canada.

« Le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial »

L'idée francophone est née au moment de la décolonisation, lorsque l'agrégé de grammaire, Léopold Sédar Senghor, déjà président du Sénégal mais pas encore académicien français, exalta en 1962 *« le merveilleux outil trouvé dans les décombres du régime colonial : la langue française »*.

Un numéro de la même année de la revue *Esprit* consacré au « français langue vivante » est un peu considéré aujourd'hui comme la charte spontanée de la francophonie, mot latin-grec formé au demeurant il y a déjà cent ans par le géographe Onésime Reclus, mais qui en son temps n'avait pas fait florès. Il y a un quart de siècle, la France, encore toute penaude de son aventure outre-mer, resta en retrait d'un mouvement alors plus intellectuel que politique que marquèrent néanmoins des hommes d'Etat comme le Nigérien musulman Hamani Diori, le prince cambodgien Norodom Sihanouk, le Combattant suprême de Tunisie Habib Bourguiba, que rallièrent ensuite des Libanais comme le président Charles Hélou, des Québécois, chanteurs, hommes politiques ou universitaires et même le ministre d'Etat égyptien Boutros Boutros-Ghali, séduit par ce qu'il a appelé *« le non-alignement de la langue française »*.

Chevauchement, éparpillement

En France, c'est Georges Pompidou, alors premier ministre du général de Gaulle, qui créa, en 1966, la première grande institution francophone hexagonale, le Haut Comité de la langue française. Refondu par le président Mitterrand sous forme d'un commissariat général, il est confié depuis cette année à un chiraquien bon teint, M. Bernard Billaud ; mais ses crédits n'ont cessé de diminuer (actuellement environ 10 millions de francs par an), et il n'a donc pas les moyens de jouer le rôle d'incitateur néologique qui devrait notamment être le sien.

La création, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, d'un service des affaires francophones au Quai d'Orsay puis, en 1986, par M. Chirac, d'un secrétariat d'Etat auprès du premier ministre chargé de la francophonie (dévolu à une élue antillaise, Mme Lucette Michaux-Chevry), sans préjudice du Haut Conseil international de la francophonie, institué entre-temps par M. Mitterrand, a suscité une impression de chevauchement et d'éparpillement.

On ne cite pas ici les dizaines de comités et d'associations subventionnés ou non par l'Etat français qui courent, eux aussi, après les maigres crédits consacrés à la francophonie — maigreur que vient seulement compenser le budget culturel du Quai d'Orsay et de la coopération (quelque 6 milliards de francs par an) non destiné entièrement, il est vrai, à la quarantaine de nations des cinq continents utilisant le français comme idiome maternel ou familier.

125 millions de « locuteurs réels »

L'Agence de coopération culturelle et technique, installée à Paris après sa fondation à Niamey en 1970, est la seule organisation internationale publique francophone permanente (avec le comité restreint chargé du suivi des sommets). Elle souffre elle aussi de la modicité de ses moyens (environ 100 millions de francs par an) et encore plus, depuis quelques années, de la crise de confiance de nombre des Etats membres peu satisfaits de l'œuvre encore plus modeste de l'Agence.

On estime *grosso modo* à 200 millions le nombre de personnes apprenant ou parlant le français dans les quarante et quelques pays francophones, France comprise. Mais seules 125 millions de personnes étaient réputées, en 1985, *« locuteurs réels »*, selon une enquête mondiale menée à la demande du Haut Conseil de la francophonie, que préside M. Mitterrand.

Il faut de toute façon distinguer les pays comme ceux d'Europe continentale, où le français est actuellement en régression dans l'enseignement, et ceux de la francophonie proprement dite, (Maghreb, Afrique noire, Québec, Haïti, etc.), où la forte natalité et la progression continue de la scolarisation favorisent depuis une vingtaine d'années un essor sans précédent de la langue française et qui apparemment promet de perdurer, y compris dans les Etats comme l'Algérie ou le Cameroun, qui ne participent pas directement au « mouvement francophone ».

J.-P. P.-H.

La visite de M. Chirac

Comment réaliser « une vraie coopération industrielle » ?

MONTRÉAL
de notre envoyé spécial

Mlle Claude Chirac, fille du premier ministre, invitée à accompagner ce dernier lors de sa visite au Québec, et qui avait été portée sur la liste de la délégation française par le protocole québécois, n'a point paru dans la Belle Province. Ce n'est pas tout. Le chien labrador Mascou, donné il y a quelques mois à M. Chirac par les Québécois, est bien venu de Paris, mais la promenade que son maître devait faire avec lui, mardi matin 1er septembre, a été annulée. Un froid dans les relations franco-québécoises ?

Qu'on se rassure. Si Mlle Chirac n'est pas venue à Montréal comme il en avait été question (*le Monde* du 29 août), c'est que le premier ministre a jugé que le mieux pouvait être l'ennemi du bien, et qu'il convenait de ne pas abuser de la bonne fortune médiatique de sa fille.

Quant à Mascou, s'il a été privé de sa gambade matinale, c'est parce que M. Chirac avait autre chose à faire. Le premier ministre a achevé en effet sa visite officielle au Québec, où il reste pour l'ouverture du sommet francophone, par des entretiens avec son homologue provincial, M. Robert Bourassa. La signature d'une convention fiscale visant à éviter des doubles impositions était destinée à souligner la volonté des deux chefs de gouvernement de développer les relations économiques entre le Québec et la France.

Le flux des investissements français a dépassé l'an dernier celui des capitaux britanniques investis dans la province francophone, et s'est placé au deuxième rang derrière ceux des États-Unis. Mais le total du capital français investi au Québec reste inférieur à celui de la Grande-Bretagne.

M. Chirac estime que cette situation *« paradoxale »* pourra être inversée *« bientôt »*, et que les investissements québécois en France doivent eux aussi pouvoir augmenter.

Le communiqué commun signé par MM. Chirac et Bourassa met l'accent sur la perspective d'une *« véritable coopération industrielle »*. Le premier ministre français a indiqué au cours d'une conférence de presse conjointe que cette coopération pourrait s'exercer particulièrement dans le domaine des industries spatiales, de même que dans celui des communications. Il n'a pas été question toutefois au cours des entretiens entre les deux délégations de la participation québécoise au satellite Télécom II.

Il y a plus grave. Alors que les Québécois espéraient aboutir dans la négociation, qui dure depuis deux ans, sur l'achat par la France de nouveaux avions Canadair, aucune décision n'a été prise.

La proposition qu'ils avaient faite d'inscrire une visite des usines Canadair au programme du séjour de M. Chirac avait été repoussée par ce dernier, pour la raison officielle qu'elle ne pouvait s'inscrire dans son emploi du temps. Cette attitude française a été présentée par la presse québécoise comme une mesure de rétorsion après la rebuffade subie par Paris dans l'affaire des hélicoptères commandés par la marine canadienne à un groupe anglo-italien concurrent de l'Aérospatiale.

M. Chirac a fermement démenti, mardi, cette interprétation, et il a souligné que les discussions continuent entre la Protection civile française et Canadair. Elles devraient aboutir, selon lui, dans *« quelques mois »*. La difficulté principale provient du fait que les Français souhaitent acheter au nombre de douze exemplaires un modèle CL-215 turbo-propulsé, que Canadair ne produit pas encore, dont les caractéristiques techniques doivent être établies en commun, et pour lequel la société montréalaise n'a pour le moment pas d'autre client. Ce marché repésente 690 millions de francs et environ 1 200 emplois.

PATRICK JARREAU.

Le projet d'accord sur les euromissiles

Les Pershing-1 A allemands ne sont « pas négociables »

réaffirme la Maison Blanche

Le gouvernement américain a réaffirmé, le mardi 1er septembre, que les ogives nucléaires équipant soixante-douze Pershing-1 A ouest-allemands ne devaient pas être incluses dans un éventuel accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FNI).

« Nous avons toujours dit que les systèmes appartenant à des pays tiers ne font pas partie des négociations. Nous maintenons cette position, et nous ne les négocierons pas », a dit M. Fitzwater, porte-parole de la Maison Blanche. Un responsable du département d'Etat, qui a demandé à conserver l'anonymat, a précisé que les ogives qui appartiennent aux Etats-Unis ne seraient retirées de RFA qu'après le démantèlement des missiles.

Washington entendait répondre par là à M. Karpov, un responsable soviétique, qui avait estimé que la renonciation de M. Kohl aux Pershing-1 A *« ne résout pas le problème »* (*le Monde* du 2 septembre), ainsi qu'à M. Petrovski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, qui avait dit le même jour à Washington que l'accord envisagé ne doit pas être une *« option double zéro déformée :* si les Pershing-1 A ne sont pas concernés par les négociations, en revanche les têtes nucléaires *« devraient faire partie intégrante de l'accord »*.

De même à Moscou, M. Bessmertnykh, autre vice-ministre, qui s'exprimait au cours d'une conférence de presse, a confirmé que la question des Pershing-1 A restait un problème d'une *« importance prioritaire »*. Il a affirmé que, pour l'URSS, un accord général sur les FNI devait être atteint avant un sommet entre le président Ronald Reagan et le secrétaire général du Parti communiste soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Sans un tel accord, un sommet n'est *« pas possible »*, a-t-il dit. — *(AFP.)*

VATICAN : après une rencontre avec des dirigeants juifs

Jean-Paul II va publier un document sur l'Holocauste

ROME
de notre correspondant

La visite de M. Kurt Waldheim au Vatican, le 25 juin dernier, permettra-t-elle finalement de donner une nouvelle impulsion au dialogue entre catholiques et juifs, malgré la vague de protestations qu'elle avait suscitée parmi ces derniers, notamment aux Etats-Unis ? Venue protester auprès du pape, qui l'a reçue le mardi 1er septembre au Vatican, une délégation du Comité juif international sur les consultations interreligieuses (1) a reçu en guise de bienvenue l'annonce qu'un document officiel serait prochainement publié par le Saint-Siège sur la Shoah (l'extermination des juifs par les nazis), sur les origines historiques de l'antisémitisme et sur ses manifestations d'aujourd'hui.

L'idée d'un tel document était dans l'air depuis au moins deux ans, assure-t-on au Vatican. Mais son annonce vient couronner opportunément une série d'initiatives visant à améliorer le climat entre les catholiques et la communauté juive à la veille du voyage du pape aux Etats-Unis : Jean-Paul II doit rencontrer, le 11 septembre à Miami, les responsables de l'influente communauté juive américaine.

En juillet dernier, le cardinal secrétaire d'Etat, Agostino Casaroli, s'était rendu aux États-Unis, où il avait rencontré plusieurs dirigeants juifs. Le 8 août, le pape a réaffirmé son attachement au dialogue avec les juifs dans une lettre au président de l'épiscopat américain, Mgr John May (*le Monde* du 25 août). De son côté, Mgr May a fait publier un recueil de discours de Jean-Paul II sur les juifs et le judaïsme pour répondre à la vague de critiques dans la presse.

La rencontre de mardi — une conversation *« libre et ouverte »*, selon un communiqué commun, — a permis à la délégation conduite par le rabbin Mordechai Waxman d'aborder avec le pape pendant plus d'une heure tous les grands chapitres du contentieux, des traces d'antisémitisme dans l'éducation catholique au refus du Vatican d'établir des relations diplomatiques avec Israël, et, bien entendu, à la visite du président autrichien. Les dirigeants juifs ont eu également plusieurs réunions de travail au Vatican et ont été reçus par le cardinal Casaroli.

Concertation

Les deux parties se sont félicitées des résultats de la visite. L'initiative de préparer un document sur l'Holocauste, annoncée par le cardinal Johannes Willebrands, président de la commission vaticane pour les relations religieuses avec le judaïsme, a été accueillie *« chaleureusement »* par les représentants du Comité juif international. Un tel document, ont-ils déclaré, contribuera à *« combattre les tentatives en vue de réviser et de nier la réalité de la Shoah et d'abaisser sa signification religieuse pour les chrétiens, les juifs et l'humanité »*. M. Gerhart Riegner, vice-président du Congrès juif mondial, a indiqué que des universitaires juifs seraient consultés par les rédacteurs du document.

Le désir d'une plus grande concertation est apparent également dans un projet du cardinal Willebrands de créer une *« structure »* chargée de suivre les préoccupations de la communauté juive mondiale. On devine que le Saint-Siège, qui n'avait pas prévu l'ampleur des réactions hostiles à la visite de M. Waldheim, souhaite en éviter la répétition.

De son côté, le cardinal Casaroli a fait plaisir à ses invités en reconnaissant que les problèmes religieux et les questions politiques touchant la communauté juive sont souvent liés. Il a ouvert la porte à des contacts directs entre la secrétairerie d'Etat et les représentants de la Diaspora.

Aucun progrès n'a cependant été enregistré concernant les relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. La délégation a dû se contenter de l'assurance qu'il n'existe pas de *« raisons théologiques »* qui en empêcheraient l'établissement. Mais, a rappelé le Saint-Siège, *« il y a bien des problèmes sérieux et non résolus dans la région » :* une allusion transparente au statut de Jérusalem, à la question palestinienne et aux territoires occupés. Le rabbin Waxman a vu une raison d'espérer dans une phrase de Jean-Paul II reconnaissant que *« l'existence d'Israël est fondamentale pour le peuple juif »*.

Quant à « l'affaire Waldheim », le Saint-Siège a pris acte du *« désarroi »* des juifs, tout en rappelant les *« raisons sérieuses »* qui avaient motivé son acceptation de la visite. Le rabbin américain Gilbert Klaperman a parlé à ce propos d'un *« moment de déception »*, alors que Mgr William Keeler, président de l'organe de l'épiscopat américain chargé du dialogue avec les juifs, a rappelé que tout individu est considéré innocent jusqu'à preuve du contraire et que le pape *« n'avait pas à se substituer au juge »*. — *(Intérim.)*

(1) Le Comité (International Jewish Committee on Interreligious Consultations) est composé de représentants de cinq organisations : Congrès juif mondial, Conseil des synagogues d'Amérique (Synagogue Council of America), Comité juif américain (American Jewish Committee), B'Nai Brith International, et Comité juif d'Israël sur les consultations interreligieuses.

Le pape ne sera pas invité en Lituanie

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guerassimov, a confirmé, le mardi 1er septembre à Varsovie, le refus des autorités soviétiques d'inviter Jean-Paul II en Lituanie pour l'anniversaire du 6e centenaire de l'Église lituanienne, qui doit être célébré en juillet prochain. M. Guerassimov s'est retranché derrière une décision des autorités de la République balte.

Moscou a signalé à plusieurs reprises ces dernières semaines sa volonté d'assouplir sa position sur l'exercice de la religion en URSS. Vingt-quatre heures après la fin de la visite du patriarche de Constantinople en URSS, le sénateur américain Richard Lugar avait indiqué lundi à Washington, après une rencontre avec le ministre soviétique des affaires religieuses, avoir reçu la promesse que toutes les personnes détenues pour leur foi seraient libérées d'ici à novembre. Cette politique d'ouverture, observée avec prudence par le Vatican (*Le Monde* du 27 août), ne s'est pas pour le moment répercutée sur les relations entre Moscou et le Saint-Siège. Le patriarche Pimen, chef de l'Église orthodoxe russe, vient récemment de réaffirmer (*Le Monde* du 2 septembre) que de nombreux obstacles continuaient à s'opposer à une visite du pape en URSS.

Enquête

La première visite d'un chef de l'Etat est-allemand

Souvenirs de Neunkirchen

NEUNKIRCHEN
de notre envoyé spécial

QUELS seront les sentiments de M. Erich Honecker au moment où, le 10 septembre prochain, la limousine venant de Sarrebruck fera son entrée dans la petite ville sarroise de Neunkirchen et fera halte devant le 88 de la Kuchenbergstrasse, devant le pignon vert de sa maison natale ?

Revoir, près de cinquante ans après les avoir quittés, les lieux de son enfance et de son adolescence, sentir l'air du pays et entendre les gens parler le dialecte sarrois, reconnaître les pierres, les chemins et les paysages devrait tirer des larmes au plus endurci des hommes. Mais il y a fort à parier que l'émotion du numéro un de la République démocratique allemande restera discrète. L'homme fort de Berlin-Est, même s'il a prouvé ces dernières années qu'il savait parfois rire de bon cœur, voire à l'occasion faire preuve d'un peu d'humour, n'est pas quelqu'un qui se livre facilement.

Nul ne peut douter, cependant, que des sentiments très forts l'attachent à ce coin d'Allemagne. Depuis qu'il a accédé à la charge suprême en RDA, la Sarre bénéficie de sa part d'un traitement de faveur qui se manifeste par des gestes très concrets et dont l'importance va croissant à mesure que s'améliorent les relations entre les deux Allemagnes. Ainsi, à peine avait-il succédé à Walter Ulbricht à la tête du parti et de l'Etat est-allemands qu'il s'était empressé d'inviter à Berlin la fanfare de Neunkirchen, dont il est membre d'honneur.

L'« argent de Noël »

La sollicitude de M. Honecker envers les travailleurs de son pays natal prend également des formes moins folkloriques, mais néanmoins fort appréciées : l'an passé, une importante commande par la RDA de coke sarrois, effectuée sur l'intervention personnelle d'Erich Honecker, fit l'effet d'un ballon d'oxygène à une industrie minière en perdition. Cette commande permit même aux mineurs de recevoir ce fameux « argent de Noël » obtenu jadis par la lutte syndicale, du temps où le jeune Honecker luttait quotidiennement contre le baron Karl Ferdinand von Stumm, maître de forges, que son absolutisme industriel avait fait surnommer *« le roi de Sarrabie »*.

Mais les bienfaits venus de Berlin-Est ne se limitent pas à ceux de ses compatriotes qui appartiennent à la classe ouvrière : lorsque les vignerons sarrois, pourtant dans leur majorité favorables à la droite, furent menacés de ruine à la suite d'un scandale de vins frelatés, des achats massifs de vins de la région par la RDA leur sauvèrent la mise...

Pendant longtemps, alors que les relations entre les deux Allemagnes étaient à leur point le plus bas, le seul journaliste ouest-allemand auquel Erich Honecker accordait des entretiens était Erich Voltmer, rédacteur en chef du très conservateur *Saarbrücker Zeitung*, aujourd'hui décédé. La solidarité antifasciste du jeune communiste Honecker et du jeune catholique Voltmer avait survécu à la guerre, la division du pays, la construction du mur.

« Un brave garçon »

Visiblement, le numéro un est-allemand aime son pays, ce « Heimat » où chacun, même quand il l'a quitté depuis longtemps, a laissé une partie de son cœur. Mais est-il payé de retour ? On trouvera à Neunkirchen bien peu de gens ayant des souvenirs précis du jeune apprenti couvreur militant du Parti communiste. *« C'était un brave garçon, peu expansif, mais très gentil »*, consent pourtant à nous confier une vieille dame qui fait son marché en face de la maison natale d'Erich Honecker.

Celle-ci, d'aspect plus que modeste, est habitée par Mme Gertrud Hoppstaedter, née Honecker, sa plus jeune sœur. Vivant modestement d'une retraite d'environ 5 000 francs par mois, c'est une personne très réservée, dont nul, pas même les rédacteurs du journal local, n'a pu obtenir le moindre témoignage sur son illustre frère. Elle a d'ailleurs préféré fuir les sollicitations médiatiques en partant en vacances... en RDA. Mais elle sera de retour, assure-t-on, le 10 septembre, pour faire les honneurs de la maison familiale.

On se souvient pourtant à Neunkirchen de la période noire des combats de rue contre les SA et du rôle que jouait alors Erich Honecker : *« Ce n'était pas un garçon à faire le coup de poing, c'était plutôt un organisateur, un agitateur, comme on disait à l'époque. »* Dans Neunkirchen la rouge, où on votait encore à 40 % communiste en 1932, le jeune Erich a appris que l'héroïsme est d'abord une affaire d'organisation, de persévérance, d'aptitude à garder la tête froide dans la tourmente. Une expérience qui lui fut sans doute fort utile au cours de ses neuf ans d'emprisonnement dans les geôles nazies.

Son retour au pays natal, où il n'avait pas remis les pieds depuis 1949, n'est pas une surprise pour les habitants de Neunkirchen : il en est question depuis 1984, date à laquelle le chancelier Kohl lui adressa une invitation en bonne et due forme. Sans cesse annoncée comme imminente et sans cesse remise en raison d'une météorologie Est-Ouest plutôt maussade, cette visite historique a fait déferler par vagues sur la petite ville sarroise journalistes et équipes de télévision du monde entier. Au point qu'aujourd'hui une sorte de saturation se manifeste dans la population : *« Les gens ne veulent plus rien lire ni entendre à ce sujet*, nous déclare Gerd Meiser, chef de l'antenne locale du *Saarbrücker Zeitung*. *Ils ont parfois l'impression que le bruit fait autour de cette visite détourne l'attention des véritables problèmes de la ville : la perte de quatorze mille emplois, un taux de chômage de 15 % de la population active, des jeunes sans avenir... »*

Le petit monde qui fréquente les estaminets de Neunkirchen s'est, au bout du compte, constitué une philosophie de l'événement : *« Qu'il vienne donc, c'est bien normal, c'est son pays natal. Qu'il vienne aussi s'asseoir ici, qu'il vienne boire une bière avec nous, et puis qu'il retourne dans son pays, dans ses palais nationaux, cela ne nous concerne plus. »* On tient avant tout à séparer très nettement « der Erich », l'enfant du pays, et le président du Conseil d'Etat de la RDA, accessoirement principal organisateur de la construction du mur de Berlin.

La gouaille, cependant, ne perd pas ses droits dans ce pays sarrois dont le peuple eut au cours de l'histoire à s'accommoder de dominations diverses : *« Et puis il pourra revenir quand il veut, puisqu'il a atteint l'âge de la retraite »*, lance un humoriste, faisant allusion aux autorisations de voyage à l'Ouest que l'Etat est-allemand accorde sans restriction aux retraités.

Au soir du 10 septembre prochain, lorsque, après un dernier salut de la fanfare de Werner Zins, la limousine noire ramènera Erich Honecker à Sarrebrück, où l'attend le nouvel enfant prodige de la Sarre, le ministre-président social-démocrate Oskar Lafontaine, Erich Honecker aura tout loisir de méditer sur les changements intervenus dans son pays natal, dont il écrivait dans ses mémoires : *« Dans les taudis insalubres sévit la tuberculose, dont est morte ma sœur Kaethe, en 1929. »*

L. R.

Pour la première fois depuis la création de deux Etats allemands séparés sur les dépouilles de l'ancien Reich, le numéro un de la République démocratique allemande, franchissant le « rideau de fer », vient visiter la République fédérale d'Allemagne. M. Erich Honecker, qui dirige la destinée de la RDA depuis 1971, est attendu le lundi 7 septembre à Bonn par le chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl. Il profitera également de son séjour, qui doit durer cinq jours, pour se rendre dans plusieurs Länder. Cette visite revêt sur le plan politique un aspect historique qui n'échappe à personne, mais ce sera également pour M. Honecker l'occasion d'un émouvant pèlerinage dans son pays natal, à Neunkirchen près de Sarrebruck, dans la Sarre.



M. Erich Honecker (à gauche) et le chancelier Kohl aux obsèques de Youri Andropov, en février 1984, à Moscou.

La réunification

(Suite de la première page.)

L'émotion suscitée en juin dernier par la publication, dans la *Frankfurter Allgemeine*, des thèses du député chrétien-démocrate Bernhard Friedmann, qui invitait les Soviétiques à inclure la réunification de l'Allemagne dans un règlement global sur la sécurité en Europe, n'aura été qu'éphémère. Ces thèses, qui ne font que reprendre l'idée défendue depuis toujours par l'extrême droite nationale et anti-américaine, sont celles d'un courant minoritaire auquel le débat sur l'élimination des missiles à moyenne portée du centre de l'Europe a fugitivement donné de l'importance, en raison de l'exaspération des adversaires de l'option zéro à l'égard de Washington.

La question de la réunification allemande, à laquelle la CDU doit consacrer à l'automne un important débat, paraît en réalité de moins en moins d'actualité. Le projet du nouveau programme politique que le Parti social-démocrate est en train de rédiger ne mentionne plus la réunification que comme une possibilité parmi d'autres de régler le problème de la question allemande, alors qu'elle figurait à pratiquement toute les lignes de son programme de Bad-Godesberg de 1959.

Seul le Parti démocrate-chrétien continuait jusqu'à présent à faire de la réunification l'objectif officiel de sa politique interallemande, étant entendu cependant, selon la formule inventée par Konrad Adenauer, que la liberté doit primer sur l'unité. L'opposition virulente que la CDU avait manifesté dans les années 70 à la signature, par la coalition libérale-social-démocrate de l'époque, des traités avec l'Etat avait empêché par la suite toute évolution significative de sa part sur la question allemande.

A peine arrivé au pouvoir, le chancelier Kohl s'est heurté au rappel à l'ordre d'une aile droite qui, encouragée par les violentes diatribes antisoviétiques du président Reagan, n'a eu de cesse d'exiger un retour à la guerre idéologique contre l'Est. Tout en paraissant lui donner certains gages, en prenant la parole notamment devant les associations des refugiés des anciens territoires allemands de l'Est, le chancelier n'a pourtant pas eu d'autre choix que de poursuivre la politique de ses prédécesseurs.

Il est significatif que pour justifier l'accueil fait à M. Honecker, le porte-parole du chancelier, M. Friedhelm Ost, se soit référé à la politique plus libérale adoptée par la RDA en matière d'autorisation de sortie pour ses citoyens désireux de se rendre à l'Ouest. Le chancelier n'a pas perdu une occasion, ces dernières semaines, pour souligner les immenses progrès réalisés dans ce domaine depuis trois ans. Deux millions d'Allemands de l'Est sont attendus cette année en RFA, dont un million de non-retraités au titre du rapprochement des familles.

De la capitulation du Reich à la venue de M. Honecker

1945

8 mai : capitulation de l'armée allemande. L'Allemagne est découpée en quatre zones d'occupation.

Juillet-août : conférence de Potsdam, qui prévoit notamment de confier à l'administration polonaise les territoires situés à l'est de la ligne Oder-Neisse, dans l'attente d'un traité de paix définitif.

1946

Avril : dans la zone d'occupation soviétique, le SPD et le KPD (parti communiste allemand) fusionnent pour fonder le SED (parti socialiste unifié).

1947

Juin : annonce du plan Marshall (programme américain de reconstruction pour l'Europe).

1948

20 juin : réforme monétaire dans les zones d'occupation occidentales.

24 juin : les Soviétiques déclenchent le blocus de Berlin-Ouest, après l'introduction du mark occidental dans les secteurs occidentaux. Les Américains organisent un pont aérien qui, pendant près d'un an, assurera l'approvisionnement de Berlin-Ouest.

1949

12 mai : fin du blocus de Berlin.

23 mai : entrée en vigueur de la Loi fondamentale et fondation de la République fédérale d'Allemagne. La Loi fondamentale énonce dans son préambule : *« Le peuple allemand tout entier reste invité à achever, dans l'autodétermination, l'unité et la liberté de l'Allemagne. »*

7 octobre : constitution de la République démocratique allemande.

1951

15 février : signature d'un accord commercial interzones qui règle les relations économiques entre les deux Allemagnes.

20 décembre : l'Assemblée générale des Nations unies charge une commission d'étudier l'organisation d'élections dans toute l'Allemagne. La commission n'est pas autorisée à entrer en RDA.

1952

10 mars : dans une note adressée aux trois puissances occidentales, Staline propose la réunification (jusqu'à l'Oder-Neisse) d'une Allemagne qui serait indépendante des deux blocs. Les puissances occidentales et la RFA refusent la neutralisation et continuent de réclamer des élections libres dans toute l'Allemagne.

1953

17 juin : soulèvement à Berlin-Est et dans plusieurs villes de RDA. Les autorités soviétiques décrètent l'état d'urgence, l'insurrection est réprimée par l'Armée rouge.

1955

5 mai : entrée en vigueur des accords de Paris, qui mettent fin au régime d'occupation, proclament la souveraineté de la RFA et fixent les règles relatives à la présence de contingents étrangers.

14 mai : création du pacte de Varsovie.

Septembre : le gouvernement fédéral se rallie à la « doctrine Hallstein » selon laquelle la reconnaissance diplomatique de la RDA par tout Etat autre que l'URSS entraînera la rupture des relations diplomatiques de la RFA avec cet Etat.

1958

27 novembre : l'URSS dénonce le statut quadripartite de Berlin et réclame la transformation des secteurs occidentaux en zone libre démilitarisée. Les puissances occidentales rejettent cet ultimatum.

1961

4 juin : rencontre Kennedy-Khrouchtchev à Vienne, qui confirme leur désaccord sur la question allemande. Le nombre de réfugiés quittant la RDA par Berlin-Ouest ne cesse d'augmenter.

13 août : construction du mur de Berlin devant les alliés occidentaux impuissants. Le mur sera totalement hermétique jusqu'en décembre 1963, quand les autorités de l'Est permettront pour la première fois, pendant la période des fêtes de fin d'année, aux Berlinois de l'Ouest de rendre visite à leur famille à Berlin-Est.

Septembre : les retraités est-allemands sont autorisés à faire une visite par an à leur famille en RFA.

1968

Avril : la RDA se dote d'une nouvelle Constitution qui proclame que Berlin est la capitale de la RDA.

1969

Juillet-septembre : le gouvernement fédéral renonce à la doctrine Hallstein ; il commence à négocier avec la RDA sur les questions de circulation et de trafic postal.

22 octobre : M. Willy Brandt arrive à la chancellerie.

1970

19 mars : rencontre d'Erfurt entre le chancelier Willy Brandt et le président du conseil des ministres est-allemand, Willy Stoph. Une deuxième rencontre entre les deux hommes aura lieu deux mois plus tard à Kassel. C'est le début de « l'Ostpolitik » ; Willy Brandt énonce les principes qui devraient présider au développement des relations entre les deux Etats. Berlin-Est de son côté développe la théorie de l'*Abgrenzung* (séparation entre deux Etats à part entière).

Août-septembre : les traités conclus par la RFA avec l'URSS, puis avec la Pologne, normalisent ses relations avec ces deux pays.

1971

3 mai : M. Honecker est désigné pour succéder à Walter Ulbricht.

3 septembre : signature de l'accord quadripartite de Berlin (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS). Il fixe les droits et responsabilités des trois puissances occidentales pour les secteurs ouest de Berlin et les liens de ces derniers avec la RFA.

17 décembre : accord entre la RFA et la RDA sur la circulation entre Berlin-Ouest et la RFA.

1972

21 décembre : signature du traité fondamental entre la RFA et la RDA. C'est le point de départ d'une normalisation de leurs relations diplomatiques, politiques et juridiques.

1973

3 juillet : pour la première fois, les deux Etats prennent part ensemble à une conférence internationale, celle de la CSCE qui s'ouvre à Helsinki. Ils feront leur entrée à l'ONU en septembre.

Novembre : Tout en s'ouvrant à l'Ouest par les traités de 1972, la RDA durcit ses positions idéologiques et insiste sur la politique de l'*Abgrenzung*. Le 7 novembre, elle double le montant du change obligatoire pour les visiteurs occidentaux.

1974

2 mai : des représentations diplomatiques permanentes de la RFA et de la RDA s'installent à Berlin-Est et à Bonn.

7 mai : démission de Willy Brandt après l'affaire *Guillaume*.

9 décembre : la RFA accorde un crédit annuel (dit « SWING ») de 850 millions de marks à la RDA, sans intérêts.

1976

16 novembre : le chanteur contestataire Wolf Biermann est déchu de sa nationalité alors qu'il effectue une tournée en RFA. Cet événement marque le début d'un durcissement du régime de Berlin-Est à l'égard des intellectuels critiques, dont beaucoup seront expulsés au cours des mois qui suivent. Malgré une polémique quasi constante, les échanges vont pourtant se développer entre les deux Etats au cours des années suivantes.

1980

22 août : le chancelier Schmidt annule le voyage qu'il devait faire en RDA en raison de la tension en Pologne.

13 octobre : nouvelle augmentation du change obligatoire pour les visiteurs occidentaux en RDA. Dans un discours prononcé à Gera, M. Honecker formule les quatre revendications à l'égard de la RFA : reconnaissance de la citoyenneté est-allemande, règlement de la question de la frontière de l'Elbe, suppression de l'office de Salzgitter (1), transformation des représentations permanentes en ambassades.

Décembre : Berlin-Est évoque la menace d'une dégradation des relations interallemandes en cas d'implantation de nouveaux missiles de l'OTAN en RFA. Cette menace reviendra constamment jusqu'à l'installation effective de ces armes en 1983.

1981

Août : après sa visite en Union soviétique, M. Honecker relance l'idée d'une rencontre avec Helmut Schmidt.

Décembre : Helmut Schmidt se rend en RDA du 11 au 13 décembre, jour de l'instauration de l'état de guerre en Pologne. Il invite M. Honecker en RFA.

1983

Avril : après la mort de deux Allemands de l'Ouest lors de contrôles en RDA, et la polémique qui suit en RFA, M. Honecker annule son projet de visite à Bonn (prévue pour l'automne).

Juin : la RFA accorde à Berlin-Est un prêt sans intérêts et sans contreparties commerciales de 1 milliard de marks.

25 juillet : M. Franz Josef Strauss rencontre M. Honecker à Berlin-Est. De nombreuses personnalités politiques se rendront au cours des mois suivants en RDA, et on s'attend à une visite de M. Honecker dans le courant de l'année 1984.

1984

Mars-avril : afflux à l'Ouest des Allemands de l'Est autorisés à émigrer.

Juillet : un nouveau crédit de 950 millions de marks est accordé à la RDA par Bonn, sans contreparties substantielles.

Avril-septembre : une véritable guerre des éditoriaux sévit dans les organes de presse des pays socialistes. La presse soviétique, polonaise, tchèque, s'en prend au *« revanchisme »* de la République fédérale et rappelle qu'il ne peut y avoir de détente « à *l'ombre des missiles* », ce qui vise la RDA et le projet de voyage de M. Honecker. Dans la presse hongroise et est-allemande, on prêche le dialogue avec l'Occident. Le 4 septembre, M. Honecker annonce qu'il n'effectuera pas sa visite prévue pour la fin du mois en République fédérale.

Octobre : plusieurs dizaines d'Allemands de l'Est se réfugient à l'ambassade de RFA à Prague. Ils n'accepteront de quitter les lieux qu'en janvier 1985, moyennant engagement de la RDA d'examiner leur dossier de candidature à l'exil.

1985

Malgré une série d'affaires d'espionnage, les contacts politiques se multiplient et les relations économiques se développent.

1986

19-21 février : la visite à Bonn de M. Sindermann, président de la Chambre du peuple (le « Parlement » de Berlin-Est), est considérée comme le prélude à la visite de M. Honecker.

23 avril : premier accord de jumelage entre une ville de l'Est et une ville de l'Ouest, Sarrelouis et Eisenhüttenstadt.

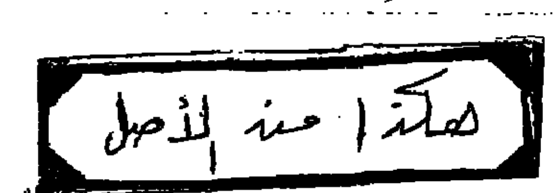
7 mai : signature d'un accord culturel entre les deux États.

22 octobre : le SPD et le SED présentent un projet d'accord prévoyant un corridor dénucléarisé en Europe centrale.

1987

15 juillet : annonce de la visite de M. Honecker.

(1) Juridiction chargée de recenser toutes les infractions à la législation ouest-allemande commises en RDA, elle incarne la non-reconnaissance par la République fédérale du droit est-allemand.



هكذا من الأصل

Etat est-allemand

La réunification

Honecker

Enquête

en Allemagne fédérale

L'instrument politique des échanges économiques

BONN
de notre correspondant

LES échanges commerciaux entre la RDA et la RFA ne peuvent se juger à l'aune de ceux qui existent entre la Suisse et la Hongrie par exemple. Derrière les chiffres, les bilans annuels et les courbes ascendantes ou descendantes se cache l'essentiel : le commerce interallemand est aussi un instrument politique dont chacun des deux Etats fait usage pour faire progresser ses objectifs intérieurs et extérieurs. Il comporte des chapitres insolites, qui ne figurent naturellement pas dans les statistiques officielles, ou qui sont pudiquement intégrés dans le chapitre « échanges de services ».

Le « rachat » par la RFA des prisonniers politiques de RDA, les ponctions effectuées sur les visiteurs ouest-allemands de l'autre côté du mur, les taxes de péages fort élevées exigées par l'Etat est-allemand pour le transit routier et ferroviaire vers Berlin-Ouest en sont les éléments majeurs. On pourrait y ajouter l'allocation d'accueil que reçoit tout citoyen de la RDA se rendant en RFA, que le chancelier Kohl vient tout récemment de porter de 60 à 100 deutschemarks par an et par personne, ce qui, au bout du compte, fait une somme rondelette si l'on estime à environ deux millions le nombre d'Est-Allemands qui cette année auront été autorisés à franchir le mur...

Depuis la normalisation des relations entre les deux Allemagnes, les échanges commerciaux entre les deux pays ont connu des hauts et des bas. Au départ, la situation historique et politique des deux pays, l'intégration de la RFA à la CEE et de la RDA au Comecon, rendaient les échanges dépendants des conditions qui gouvernent les rapports commerciaux entre pays de l'Est et pays occidentaux : nécessité de la compensation, soif quasi inextinguible de la RDA en devises fortes pour le financement de ses investissements et de ses importations.

Du côté de la RFA, ce *« commerce de proximité »* présente des avantages indéniables : il est facilité par la communauté de langue et de mentalité — et aujourd'hui l'état d'esprit des « managers marxistes » de Berlin-Est a tendance à se rapprocher de celui des patrons ouest-allemands. Le réalisme, le culte de l'efficacité, l'envie de percer sur le marché mondial, sont également partagés des deux côtés de l'Elbe. Mais l'essentiel est que la proximité géographique permet des types d'échanges de services particuliers : vente de courant électrique de la RDA à la RFA, voire dépôts sur le territoire est-allemand de déchets industriels « sensibles », dont la présence sur le territoire ouest-allemand suscite la colère des écologistes...

Toutefois, l'attitude commerciale de la RFA vis-à-vis de l'autre Allemagne est avant tout gouvernée par un souci politique : en commerçant, on renforce les liens entre les deux populations, on fait dans une certaine mesure échec à la politique d'« Abgrenzung », de séparation entre les deux pays, qui fut un moment le mot d'ordre du régime de Berlin-Est.

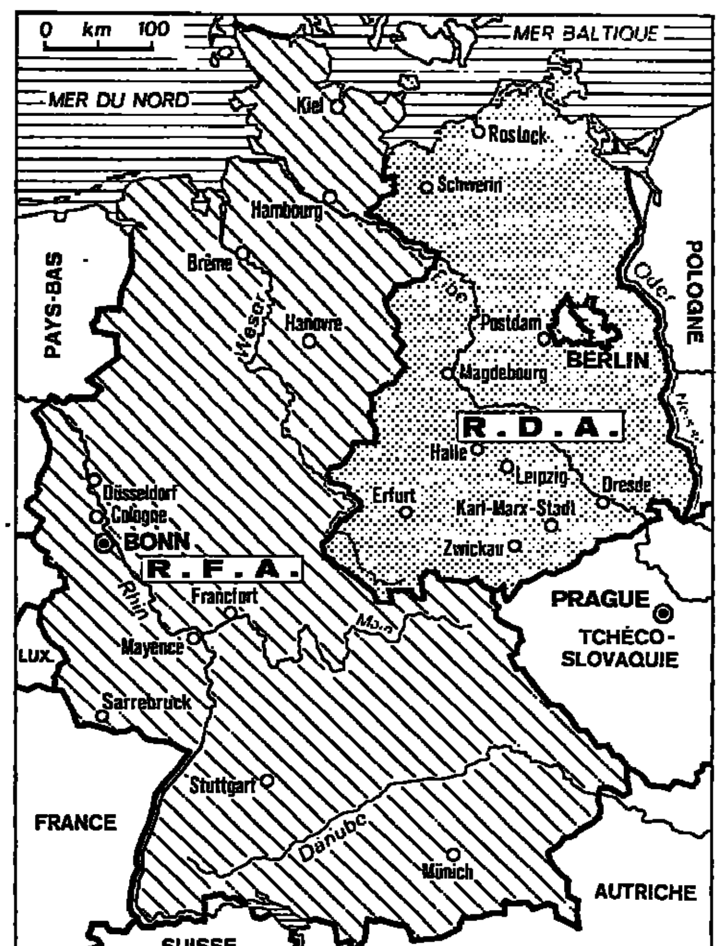
« Le 13e membre de la CEE »

L'autre souci fondamental de Bonn est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie matérielles à l'Est, dans l'esprit de la Constitution du pays, qui implique que la RFA assume la responsabilité du peuple allemand dans son ensemble. Lorsque les exigences morales rejoignent les intérêts matériels, tout va pour le mieux. C'est ainsi que des crédits « swing », dont les plus importants ont été concédés par la RFA à la RDA en 1984, ont aidé l'Allemagne de l'Est à acheter en RFA, et ont donné un coup de pouce à la relance économique à l'Ouest.

Les partenaires respectifs de la RFA et de la RDA au sein de la CEE et du Comecon ne voient pas toujours d'un très bon œil cette spécificité des échanges commerciaux entre Bonn et Berlin-Est. Le temps n'est pas très loin où M. Jacques Delors, alors ministre de l'économie, tonnait contre la RDA, *« treizième membre clandestin de la CEE »*, condamnant ainsi les avantages consentis aux produits est-allemands importés de manière fort libérale en RFA, alors que Bonn se faisait tirer l'oreille pour lever certains obstacles bureaucratiques à l'entrée des produits en provenance d'autres pays de la CEE. On se souvient des normes interdisant aux brasseurs français de vendre leur bière en Allemagne de l'Ouest...

Les Soviétiques, eux aussi, ont parfois manifesté une certaine irritation lorsque, par exemple, le gouvernement ouest-allemand accorda, en juillet 1984, à Berlin-Est un crédit d'un milliard de deutschemarks. *« Le gouvernement fédéral tente, par l'utilisation de leviers économiques et de contacts politiques d'obtenir des concessions de la RDA sur la question de sa souveraineté »*, écrivait alors la *Pravda*. Aujourd'hui, les partenaires des deux Etats allemands considèrent avec moins d'appréhension ce type de relations. L'inquiétude de voir le commerce interallemand concurrencer trop fortement les flux d'échanges traditionnels s'est estompée lorsqu'on a constaté que ces échanges avaient tendance à stagner, voire à diminuer. Les derniers chiffres font état d'une diminution de 50 % du volume total des échanges pour le premier semestre 1987. Une diminution due, pour l'essentiel, à la baisse du prix des produits pétroliers vendus par la RDA à la RFA. L'Allemagne de l'Est n'a pas de pétrole, mais elle sait fort bien raffiner et vendre contre des devises le pétrole qui lui est fourni par l'URSS.

LUC ROSENZWEIG.



entre parenthèses

Cela ne va pas d'ailleurs sans problèmes pour la RDA, qui, se voyant confrontée à une hémorragie de devises, a tout simplement décidé de réduire les allocations de change, renvoyant ainsi la balle dans le camp ouest-allemand. Bonn n'a pas bronché, faisant passer de 75 à 100 DM l'allocation à laquelle chaque ressortissant de l'Est a droit pour régler ses frais en RFA.

La signature des traités avec l'Est, et tout spécialement du traité fondamental entre les deux allemagne, avait mis en route une évolution qui semble aujourd'hui difficile à remettre en cause. Toute la politique des gouvernements qui se sont succédé à Bonn depuis les années 70 a consisté à trouver les moyens de rendre le « rideau de fer » moins opaque, afin non seulement de faciliter les contacts entre les populations des deux pays, mais aussi de rendre la vie plus facile en RDA.

Cette politique a pris le pas sur l'exigence d'une réunification qui, compte tenu de la position extrêmement nette de la RDA sur ce sujet, apparaît, pour le moment du moins, davantage comme un obstacle à de bonnes relations interallemandes que comme un objectif très réaliste. Lors de sa visite officielle à Moscou, en juillet dernier, le président Richard von Weizsäcker, tout en se faisant le défenseur de l'unité de la nation allemande, avait seulement insisté sur la nécessité de faire disparaître le caractère *« séparateur et inhumain »* des frontières.

Le débat sur la nation allemande, qui a repris une forte actualité ces dernières années à la suite de l'affaire des euromissiles et du quarantième anniversaire de la capitulation allemande, revêt une tout autre dimension. Il est de plus en plus communément admis, y compris par une partie importante de la droite, que l'unité de la nation allemande ne passe pas forcément par un Etat unique et qu'au fond il n'y a pas antithèse entre l'existence de deux Etats séparés et celle d'une nation unique.

Les défenseurs de cette thèse, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, n'ont pas de mal à faire valoir que, contrairement à ce qui s'est passé pour des Etats-nations comme la France et la Grande-Bretagne, Etat et nation n'ont en partie coïncidé en Allemagne que pendant une période extrêmement courte (de 1870 à 1945) et pas forcément la plus brillante de son histoire.

« L'histoire du malheureux Etat national allemand devrait nous l'avoir appris : ce n'est pas l'Etat unique, comme expression d'une affirmation politique par la puissance, qui est le facteur d'identité approprié des Allemands, mais leur rôle européen spécifique comme peuple situé au milieu de l'Europe. L'accomplissement de cette tâche sera de toute évidence facilité plutôt que gêné par l'existence de plusieurs Etats », écrivait, en juin dernier, le député Gerhard Heimann dans le courrier parlementaire social-démocrate.

Ainsi le problème d'identité des Allemands, qui n'a pu être ignoré ces dernières années, donnant lieu à une attitude plus réservée à l'égard de la Communauté européenne, trouverait un exutoire non pas dans la réunification, mais dans la capacité des deux Allemagnes à mettre en commun ce qui les unit pour redonner à l'« Europe du milieu » une place spécifique dans le concert européen.

Cette idée, qui a amené le Mouvement de la paix à proposer la neutralisation du centre de l'Europe et l'établissement de liens particuliers, économiques et culturels, entre les pays qui la composent, se répand actuellement dans toute la gauche ouest-allemande. L'ancien secrétaire général du SPD, Peter Glotz, avait été vivement attaqué sur ce sujet par l'historien français Alfred Grosser au congrès de Nuremberg, en août 1986.

Cette vision a trouvé un terrain de choix où s'épanouir avec le débat sur les euromissiles et la soudaine prise de conscience des Allemands des deux côtés du « rideau de fer » d'être les principales victimes potentielles d'un conflit nucléaire limité au centre de l'Europe. Tout est aujourd'hui prétexte, dans une partie de l'opinion, pour se trouver différent des autres peuples de l'Europe de l'Ouest — qu'il s'agisse des questions d'écologie, de défense ou de la crise de l'agriculture européenne, dont la résolution menace de faillite quelques dizaines de milliers d'exploitations devenues non rentables.

Le danger d'un dérapage, dénoncé par un Dietrich Stobbe, ancien bourgmestre SPD de Berlin-Ouest, qui voit dans cette idée d'Europe du milieu une *« dangereuse utopie »*, n'a pas échappé aux responsables politiques. Le pragmatisme d'un Helmut Kohl, dont les efforts sincères pour tenter d'œuvrer à l'intégration européenne ne sont pas en cause, bénéficie actuellement du revirement de la droite nationale à l'égard de la construction européenne. Celui-ci est cependant davantage dû à une déception à l'égard des Etats-Unis qu'à une nouvelle passion. Quant au SPD, dont les dirigeants actuels ne cessent eux aussi de réaffirmer leur foi dans la CEE, son attitude reste ambiguë.

Dans son premier grand discours de politique étrangère prononcé en sa qualité de président du Parti social-démocrate, le 7 juillet, devant le Parlement européen, M. Hans Jochen Vogel n'insistait-il pas sur le fait que la Communauté européenne ne pouvait être une fin en soi ? *« La Communauté*, avait-il déclaré, *est une part importante de l'Europe. Elle est un point de cristallisation de l'évolution européenne. Elle n'est pas l'Europe entière. »*

HENRI DE BRESSON.



Europe

La visite de M. Guerassimov en Pologne

Varsovie et Moscou veulent apurer leur contentieux historique

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré, le mardi 1er septembre à Varsovie, que la politique de « *transparence* » de M. Gorbatchev serait poursuivie et menée à bien malgré les oppositions auxquelles elle se heurte. « *Nous rencontrons des difficultés provoquées par ceux qui voudraient que tout reste comme auparavant* », a-t-il notamment dit en expliquant qu'il avait été invité en Pologne pour y discuter d'une politique polonaise de « *glasnost* » semblable à celle qui a été inaugurée en URSS depuis 1985.

Cette visite semble faire suite à la décision qu'avaient prise, en avril dernier, à Moscou, MM. Gorbatchev et Jaruzelski de créer une commission commune d'historiens chargée de combler les « espaces blancs » de l'histoire soviéto-polonaise. Sans même remonter jusqu'au XIXe siècle, l'Histoire récente pèse en effet très lourd dans les sentiments des Polonais à l'égard de l'URSS en raison du partage de la Pologne qui avait suivi le pacte germano-soviétique de 1939, des déportations massives de Polonais en Union soviétique durant la guerre et du massacre, très généralement attribué aux Soviétiques, de milliers d'officiers polonais à Katyn en 1940.

Un article du général Jaruzelski

A la veille de cette conférence de presse, la presse polonaise avait d'ailleurs reproduit de larges extraits d'un article que vient de publier le général Jaruzelski dans le mensuel théorique du parti soviétique, *Kommunist*, pour condamner les « *menées politico-militaires du gouvernement soviétique* » en 1939 (qualifiées d' « *anti-léninistes et contraires au droit de la Pologne à l'indépendance* »), les déportations de 1940 et 1941 (dont a été victime la propre famille du numéro un polonais), ainsi que les purges de 1938 (ordonnées par Staline) au sein du parti polonais sur « *des accusations provocatrices et sans fondement* ».

Interrogé sur l'ensemble de ce contentieux, M. Guerassimov, qui participait à la conférence de presse hebdomadaire du porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, s'est néanmoins montré d'une extrême prudence en estimant qu'il n'était pas possible de dire si Staline « *avait été bon ou mauvais* » en raison de son rôle dans la victoire sur l'Allemagne nazie. M. Guerassimov s'est également gardé de reconnaître la responsabilité soviétique dans le massacre de Katyn, en se contentant de déclarer à ce propos que la Pologne et l'URSS avaient toutes deux « *des exemples négatifs dans leur histoire commune et qu'ils devaient être mis sur la table* ».

Le porte-parole soviétique n'a en revanche pas hésité à reconnaître à la Pologne du général Jaruzelski une certaine antériorité dans la politique de *glasnost* puisqu'il a rendu hommage aux conférences de presse régulières qu'avait inaugurées M. Urban peu après le coup de force contre Solidarité en décembre 1981. « *Nous avons pris du retard dans notre ouverture, mais nous essayons de nous rattraper* », a déclaré à ce propos M. Guerassimov, qui n'a, par ailleurs, pas exclu que M. Sakharov puisse être autorisé à participer, en janvier prochain, à un colloque sur les droits de l'homme et le désarmement auquel M. Mitterrand a convié l'ensemble des lauréats du prix Nobel, dont M. Walesa.

Vingt-quatre heures avant cette conférence de presse, la Pologne avait célébré, dans les églises et les rues, le septième anniversaire des accords de Gdansk.

POLOGNE : l'anniversaire de Solidarité

Le monde communiste condamné au renouveau

Une année de plus, avec une manifestation de 5 000 personnes à Gdansk et d'importants rassemblements ou offices commémoratifs dans plusieurs autres villes, les Polonais ont réaffirmé, le lundi 31 août, la force de leur attachement à Solidarité — premier syndicat indépendant d'un pays communiste, né il y a sept ans sur les côtes de la Baltique.

Cette constance dans le souvenir et la prudente retenue que la police avait ordre d'observer sont autant de preuves du maintien du rapport de forces politique entre le gouvernement du général Jaruzelski et le pays réel. Fatiguée par une lutte qui n'a pas cessé depuis le « printemps polonais » d'octobre 1956, épuisée par une vie quotidienne dans laquelle tout achat d'épicerie est une bataille, la nation polonaise n'a certes plus l'enthousiasme de 1980.

Plus personne ne croit que les lendemains qui chantent soient pour demain, et chacun se désespère au contraire d'un phénomène qu'aucune famille n'ignore plus : désir d'émigration de la jeunesse. A bien des égards, le tableau est sombre, mais les autorités, elles, ne peuvent toujours pas se permettre la répression d'ampleur qui seule pourrait mettre fin à l'existence des structures clandestines du syndicat dissous et à la diffusion d'une presse illégale dont la vitalité n'a ni précédent ni équivalent dans le monde communiste.

Le général Jaruzelski doit tolérer l'intolérable parce qu'il sait qu'il doit compter avec les aspirations démocratiques de ses compatriotes, ménager l'Eglise, sans la collaboration de laquelle il ne pourrait y avoir dans ce pays d'autre stabilité que sanglante, et qu'il ne pourrait pas surtout rouvrir une crise en Pologne sans faire resurgir le spectre d'une crise en Europe.

Sept ans après les grandes grèves de 1980 et cinq ans et demi après le coup d'Etat qui a détruit Solidarité, la Pologne reste ingouvernable sans réformes économiques et politiques profondes. Lech Walesa ne cesse de le répéter, mais cela est tellement vrai que le général Jaruzelski a choisi — et certainement pas par hasard — ce septième anniversaire pour exprimer dans la revue théorique du Parti communiste de l'Union soviétique, *Kommunist*, son « *entière solidarité avec le courant actuel* » du parti frère d'URSS et les « *tendances innovatrices* » impulsées par M. Gorbatchev.

« *Il y a des trains dans le socialisme*, écrit-il dans cet article très largement cité par la presse polonaise, *qui ne souffrent aucun retard* [et] *réformer dans des sphères variées de la vie est devenu une nécessité objective.* »

L'énigme Jaruzelski

L'approbation de la politique soviétique est une obligation pour un dirigeant d'un pays du pacte de Varsovie, mais, outre que tous n'ont pas mis autant de netteté dans leur soutien, il n'y a aucune raison de douter là de la sincérité du général Jaruzelski.

Juste après M. Gorbatchev, il est le dirigeant communiste que le monde a le plus de mal à comprendre. Il a brisé les espérances de son peuple, mais ne se comporte pas en brute sanguinaire. Son équipe ne parle que de réformes, mais on n'en voit pas la trace. Son pouvoir s'est installé sur un coup d'Etat, mais c'est certainement, de tout le bloc de l'Est, en Pologne qu'il règne — dans les faits — le plus de liberté.

M. Jaruzelski reste une énigme tout comme M. Gorbatchev, dont diplomates et éditorialistes occidentaux ne parviennent toujours pas à savoir d'où ce bureaucrate a tiré une telle volonté réformatrice, jusqu'où elle pourrait aller, sur quelles forces il s'appuie et à quelles coalitions il pourrait se heurter.

Tout, dans l'histoire, la religion et la psychologie des peuples sépare l'Union soviétique de la Pologne, mais on pourrait pourtant mieux comprendre M. Gorbatchev en observant M. Jaruzelski. Le premier n'a pas dû faire face à seize mois d'insurrection pacifique, mais ni l'« événement » ni l'ensemble des crises qui ont secoué les démocraties populaires ne lui sont inconnus, et tous deux se trouvent à la tête de pays qui ne peuvent plus que s'enfoncer dans la paralysie s'ils ne vont pas de l'avant.

Ni l'un ni l'autre n'est vraiment reconnu par son appareil respectif qui n'aime pas, à Moscou, s'entendre prôner le changement et voir, à Varsovie, les partisans de Solidarité bomber insolemment le torse. Aucun d'eux pourtant n'a de véritable adversaire prêt à prendre la relève, pour la simple raison qu'il n'y a pas aujourd'hui à l'Est d'alternative à la recherche d'un renouveau.

A voir l'impasse polonaise, à constater, à la seule lecture de la presse soviétique, l'ampleur de la bataille politique engagée en URSS, et à additionner surtout les obstacles à une évolution pacifique et contrôlée de l'empire soviétique, ce renouveau sera très dur à définir et à mettre en place.

Il y aura des temps morts, peut-être très longs, des secousses, peut-être sérieuses, mais on ne peut plus se demander aujourd'hui si le système totalitaire peut évoluer, c'est-à-dire éventuellement devenir plus fort et menaçant : il évolue chaque jour sous nos yeux.

BERNARD GUETTA.

URSS

La place Rouge sera interdite aux manifestations

Moscou (*AFP*). — Les manifestations et rassemblements sur la place Rouge et dans les quartiers proches du Kremlin, dans le centre de Moscou, vont être interdits par les autorités moscovites, à moins que les organisateurs n'aient obtenu une autorisation officielle, a annoncé, le mardi 1er septembre, le maire adjoint de la ville, M. Anatoli Kostenko, dans une interview au journal *Moscou-Soir*.

Les organisateurs de rassemblements et de manifestations dans la capitale soviétique devront avoir demandé une autorisation écrite sept jours au moins avant la date prévue et obtenu une réponse écrite des autorités.

Ils devront indiquer le lieu, la date, le but du rassemblement et l'itinéraire suivi. Ils devront également spécifier leurs noms et adresses, l'heure de début et de fin et préciser le nombre de participants prévus.

Selon M. Kostenko, ces mesures ont été prises en raison des nombreux touristes qui fréquentent le centre de la capitale et pour éviter les risques d'embarras de la circulation. Le maire adjoint a cependant ajouté que la presse avait rapporté des exemples de manifestations de provocation à Moscou au cours des derniers mois. Ces mouvements ont, a-t-il dit, « *violé l'ordre public et la tranquillité des Moscovites* ». Il a ajouté que le conseil municipal avait reçu de nombreuses lettres demandant aux autorités d'interdire l'utilisation des places de la ville comme lieu de rassemblement « *des extrémistes incitant à la haine nationaliste* ».

M. Kostenko faisait référence aux manifestations tenues en juillet par les Tatars, ainsi qu'à un défilé de nationalistes russes de l'organisation Pamiat en mai. Samedi dernier, la police avait arrêté un défilé de cinquante membres de la secte Hare Krishna en face de la mairie.

● **ESPAGNE : attentats anti-français.** — Les attentats contre les biens français se poursuivent au pays basque espagnol. Une Renault-5, immatriculée en Indre-et-Loire, a été incendiée mardi 1er septembre, dans la province basque de Guipuzcoa. Près de Bilbao, la police a réussi le même jour à désamorcer une bombe déposée chez un concessionnaire Peugeot-Talbot. Un « comité d'appui aux réfugiés basques » résidant en France avait revendiqué lundi dernier l'incendie de plusieurs autres voitures françaises. Membre présumé de l'ETA-militaire, M. Florencio Amuriza Sarrionaindia a été expulsé par la France, le mardi 1er septembre, et remis aux autorités espagnoles.

Il s'agit de la quatre-vingt-troisième expulsion, en application de la procédure d'« urgence absolue », depuis juillet 1986.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

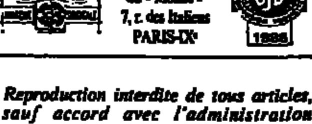
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 765-910 is published daily, except Sundays, for $480 per year by Le Monde c/o Speedimpex, 45-45 39th Street, LCI, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices, NY postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedimpex USA, PNC, 45-45 39 th Street, LIC, NY 11104.

Amériques

CHILI

Un colonel est enlevé par un commando armé

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Un commando armé a enlevé, le mardi 1er septembre, dans la capitale chilienne, un officier supérieur de l'armée. Le colonel Carlos Carreno, qui appartient à la direction des fabriques de matériel militaire (FAMAE), a été attaqué en sortant de chez lui par une dizaine d'hommes qui ont pu déjouer la vigilance des gardes du corps de l'officier et l'ont obligé à monter dans l'un de leurs véhicules.

Un autre groupe armé a ouvert le feu sur les forces de police qui se rendaient sur les lieux, et deux policiers ont été blessés.

Plusieurs quartiers de l'est de la capitale, au pied de la cordillère des Andes, ont été passés au peigne fin par les services de sécurité, mais sans succès.

Cet enlèvement, qui n'a pour l'instant pas été revendiqué, rappelle celui survenu l'an dernier, dans des conditions identiques, du chef du protocole du général Pinochet, le colonel Mario Haerbele. L'officier avait été détenu pendant quelques jours par le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR).

L'organisation de guérilla, qui a récemment rejeté la tutelle du Parti communiste, avait annoncé « *un mois de septembre de lutte généralisée* ».

L'armée de terre a publié un communiqué dénonçant cette « *lâche agression* » et a précisé que ses membres « *ne se laisseront pas intimider par le terrorisme* ». L'Eglise catholique et le Parti démocrate-chrétien ont également condamné l'enlèvement. Celui-ci survient alors que plusieurs manifestations antigouvernementales sont annoncées par l'opposition pour les prochains jours. Les lycéens et les collégiens ont indiqué qu'ils se joignaient au mouvement de grève des universités qui paralyse une partie du secteur éducatif depuis plus d'une semaine.

GILLES BAUDIN.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Grève de pilotes de l'armée de l'air

Environ trente-cinq pilotes afghans se seraient mis en grève, le 23 août, à la base aérienne soviéto-afghane de Bagram (sud-est de Kaboul), pour protester contre les conditions d'insécurité en vol dues aux capacités anti-aériennes de la guérilla, ont indiqué des sources diplomatiques occidentales, mardi 1er septembre, à Islamabad. Cette grève a provoqué un sérieux accrochage avec les autres corps d'armée et les Soviétiques de la base. Plusieurs avions auraient été endommagés au sol, ont dit les diplomates. Dans la même région de Bagram, des incidents avaient déjà mis aux prises des soldats soviétiques et des soldats de différentes ethnies afghanes à la mi-août, selon les mêmes sources. Il aurait fallu une visite conjointe du ministre de l'intérieur, M. Syed Mohammad Gulabzoi, et du ministre de la défense, M. Mohammad Rafie, les 16 et 17 août, pour détendre la situation à la base de Bagram.

D'autre part, les Etats-Unis seraient prêts à accepter que la période de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan s'étale sur un an, ont déclaré, mardi, à Washington, des responsables américains, qui ont demandé à conserver l'anonymat. On ajoute, de même source, que le sous-secrétaire d'Etat américain chargé de ces questions, M. Michael Armacost, a eu, mardi, des discussions à ce sujet avec le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez. La question a également été évoquée lors de discussions sur les problèmes régionaux que M. Armacost a eues récemment avec le vice-ministre soviétique, M. Vladimir Petrovsky. — *(AFP, Reuter.)*

Etats-Unis

Le président Reagan pourrait être interrogé par le procureur au sujet de l'« Irangate »

Le scandale des ventes d'armes à l'Iran pourrait connaître un nouveau développement prochainement. Selon le *Washington Post*, qui citait, mardi 1er septembre, des sources proches des enquêteurs judiciaires, le procureur Lawrence Walsh va demander à interroger le président Reagan avant toute éventuelle inculpation visant tel ou tel de ses proches collaborateurs.

Jusqu'à présent, le président américain a été seulement interrogé par des membres de la commission Tower, qu'il avait lui-même nommés peu après que le scandale eut éclaté. Il n'avait pas été cité à comparaître devant le Congrès. Le *Washington Post* rappelait que les trois prédécesseurs de M. Reagan, les présidents Nixon, Ford et Carter, avaient accepté de répondre formellement à des questions sur des controverses surgies durant leur présidence. — *(AFP.)*

● **Un nouveau condamné à mort exécuté.** — William Mitchell, le vingt-quatrième condamné à mort, depuis le début de l'année, à être exécuté, est mort sur la chaise électrique, mardi 1er septembre, à la prison de Jackson, en Georgie. Un autre condamné au Texas, James Demouchette, a vu son exécution suspendue quelques heures avant le moment prévu. — *(AFP.)*

République sud-africaine

Arrestation au cours d'un office à la mémoire de deux jeunes pendus

La police anti-émeutes a interrompu, le mardi 1er septembre, à Johannesburg, un office à la mémoire de deux jeunes Noirs pendus le matin même (*le Monde* du 2 septembre), et a procédé à des arrestations après avoir encerclé l'immeuble où se déroulait la cérémonie, qui réunissait plusieurs Eglises et des organisations anti-apartheid.

Selon un témoin, Mme Winnie Mandela, l'épouse du chef historique du Congrès national africain (ANC, interdit), qui avait pris la parole pendant la cérémonie, a été retenue à l'intérieur du bâtiment.

« *Nous avons procédé à des arrestations et nous allons continuer* », a indiqué un porte-parole de la police.

D'autre part, après la découverte, mardi, d'une nouvelle victime morte au fond de la mine d'or de Saint-Helena, il n'y a pratiquement plus d'espoir de retrouver quarante-deux mineurs portés disparus après l'explosion survenue lundi. — *(AFP.)*

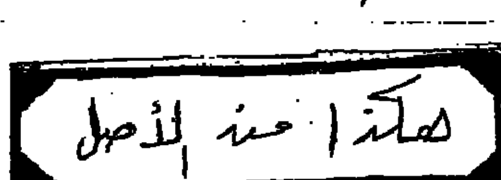
● **NICARAGUA : le cardinal Obando est élu président de la Commission de réconciliation.** — Le cardinal Miguel Obando y Bravo a été élu, le mardi 1er septembre, président de la Commission de réconciliation nationale, créée la semaine dernière par le président Daniel Ortega, conformément à l'accord de paix conclu le 7 août dernier à Guatemala par les cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale. Le chef de l'Eglise catholique nicaraguayenne a, dès son élection, réitéré sa demande d'amnistie générale, y compris pour « *les prisonniers politiques incarcérés* ». — *(AFP.)*

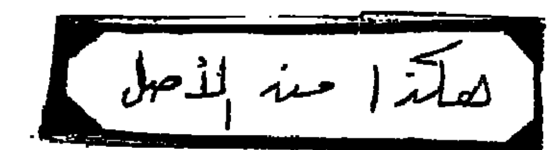
● **PANAMA. — Le gouvernement annonce la reparution des journaux d'opposition.** — Le président panaméen Erick Delvalle a annoncé mardi 1er septembre, devant l'Assemblée nationale, la reparution cette semaine des trois journaux d'opposition interdits par le gouvernement le 27 juillet dernier, en avertissant que les « *abus de la liberté de la presse* » ne seraient toutefois pas tolérés. — *(AFP.)*

● **TCHÉCOSLOVAQUIE : confirmation de peines dans l'affaire de corruption en Slovaquie.** — Le principal accusé d'une vaste affaire de corruption en Slovaquie, M. Stanislas Babinsky, a vu sa peine de quatorze ans et demi de prison confirmée en appel et ses conditions de détention durcies par la Cour suprême slovaque, a-t-on appris, le mardi 1er septembre, de source officielle à Prague.

Deux autres condamnés, MM. Juraj Murin, ancien président du comité national du district de Dolny-Kubin, et Pavel Kyman, ancien responsable du PC slovaque dans la région, ont également vu leurs peines de six et cinq ans de prison confirmées en appel.

En revanche, six autres accusés ont bénéficié d'une réduction de peine. — *(AFP.)*





…ériques

CHILI

…colonel est enlevé …commando armé

À TRAVERS LE MONDE

République sud-africaine

Arrestation au cours d'un office à la mémoire de deux jeunes …

Afrique

TUNISIE : le procès des intégristes

« Nous ne craignons pas le sacrifice suprême »

TUNIS
de notre correspondant

La Cour de sûreté de l'Etat de Tunis devait entamer, le mercredi 2 septembre, les interrogatoires des cinquante dirigeants et militants islamistes accusés d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat dont le procès a repris mardi avec la présentation de l'acte d'accusation et du rapport de clôture d'instruction (*le Monde* du 29 août).

La lecture de ces documents par le président de la cour, M. Hachemi Zamel, n'a pas apporté d'éléments que l'on ne connaisse déjà depuis plusieurs semaines par la presse locale. Mais elle a confirmé de façon solennelle les accusations déjà formulées dans les sphères officielles, selon lesquelles le Mouvement de la tendance islamique (MTI), et seulement lui, a planifié, programmé et organisé les différentes étapes qui devaient l'amener *« à renverser le régime pour lui substituer un régime de type islamique en recourant à toutes les formes de violence physique et intellectuelle »*.

Les attentats du 2 août dans les hôtels touristiques de Sousse et de Monastir (1) représentent, selon l'accusation, le début d'exécution du *« complot »*. Les manifestations de rue de ces derniers mois à Tunis et dans les principales villes de l'intérieur et les heurts qui s'ensuivirent avec les forces de l'ordre, les jets d'acide chlorhydrique au visage de magistrats, la détention d'armes et d'objets divers (des carabines, des poignards, des coups-de-poing américains, des gourdins, des barres de fer, des cocktails Molotov et autres « pièces à conviction » exposés dans le prétoire) relèvent de ce même plan. Les documents, tracts *« appelant à la révolte »*, articles de presse, consignes aux militants... attestent aussi de *« l'intention criminelle »*.

L'accusation de collusion avec l'Iran est apparue assez nébuleuse puisqu'il n'a été question que d'articles de presse de M. Rached Ghannouchi, président du MTI, à la gloire de l'ayatollah Khomeiny, mais qui remontent aux années 1980-1981 ; *« de preuves écrites établissant l'existence des relations entre la révolution iranienne et le MTI »* ; d'envoi de quelques étudiants en Iran et du voyage à Téhéran de deux dirigeants du mouvement *« aux frais des autorités iraniennes »* pour participer à la célébration de l'anniversaire de la révolution.

Le rapport de clôture d'instruction fait aussi un long historique du Mouvement islamique en Tunisie depuis 1979 en développant les différentes phases du renforcement de ses structures dans le but, est-il affirmé, d'une radicalisation progressive de son action.

Youyous et chants

Pendant cette lecture, qui a occupé pratiquement toute la journée, M. Rached Ghannouchi, assis au premier rang des accusés, a demandé à deux reprises qu'on lui apporte un crayon et du papier pour prendre des notes et préparer ses réponses, mais le président Zamel le lui a refusé.

Il faut dire que l'atmosphère des débats, tout en demeurant courtoise, était nettement moins détendue que cinq jours plus tôt à l'ouverture du procès. D'emblée les avocats – parmi lesquels avaient pris place quatre observateurs étrangers (2) – ont repris les conclusions qu'ils avaient déjà déposées pour contester à M. Zamel, qui est procureur général de la République, le droit de présider la cour car *« on ne peut être à la fois l'autorité qui poursuit et qui juge »*. Ils ont aussi récusé la désignation de deux députés en tant que membres de la cour, estimant qu'appartenant au Parti socialiste destourien au pouvoir ils ne peuvent juger en toute équité.

Comme on s'y attendait, ces conclusions ont été rejetées, de même que la demande d'un nouveau report des débats. Un défenseur qui faisait aussi remarquer que son client, Me Zemzemi, avait été dans l'impossibilité de déposer devant le juge d'instruction tant il était affaibli à la suite des tortures qui lui avaient été infligées s'est vu répliquer sèchement par M. Zamel : *« Il aura tout loisir de s'expliquer lorsque la cour l'interrogera. »*

Une chaleur suffocante régnait dans l'étroite salle archicomble où siègent depuis de longues années toutes les juridictions d'exception tunisiennes. Les bancs réservés au public étaient, cette fois-ci, tous occupés. On y remarquait, immobiles, impassibles, drapées dans leurs voiles blancs, une dizaine de femmes, dont Mme Ghannouchi. Lors d'une suspension d'audience, elles répondirent par des *« youyous »* aux accusés chantant : *« Nous ne craignons pas le sacrifice suprême, et nous sommes prêts à mourir pour notre religion. »*

MICHEL DEURÉ.

(1) Le MTI a nié toute responsabilité dans les attentats qui ont été revendiqués, à partir de Paris, par une organisation se réclamant du Djihad islamique.

(2) Me Waly Ndiaye, du barreau de Dakar, membre du comité exécutif d'Amnesty International ; M. Alain Girardet, magistrat à Paris, représentant la Fédération internationale des droits de l'homme ; Me Francis Lamand, du barreau de Paris ; et M. Robert D. Crane, représentant l'association américaine Equity Expansion international.

Les autorités s'insurgent contre les accusations de torture

A la suite des récentes prises de position des mouvements d'opposition et de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (*le Monde* daté 30-31 août et du 1er septembre), les milieux gouvernementaux ont *« démenti formellement les prétendus recours à la torture »* évoqués dans le communiqué des premiers.

« Encore une fois, ajoutent les mêmes milieux, *les partis d'opposition comme la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) essaient de souffler tantôt le chaud, tantôt le froid, avec pour unique et vain objectif d'embarrasser le gouvernement. Ce faisant, les partis d'opposition, comme à leur habitude, ne font rien d'autre que de l'opportunisme politique. Quant à la LTDH, on sait depuis longtemps qu'elle n'hésite pas à outrepasser ses prérogatives d'association humanitaire pour se poser en véritable interlocuteur politique.*

» Cet amalgame entretenu volontairement par les uns et les autres est censé masquer d'obscurs calculs et des visées inavouables et dénote une attitude dangereusement irresponsable car il tend, sous le couvert des grands principes attachés aux droits de l'homme et auxquels la Tunisie a toujours adhéré, à justifier le terrorisme, la violence et la subversion.

» Le gouvernement demeure plus que jamais attaché au respect du droit et de la légalité qui fondent le régime républicain en Tunisie. Le procès qui se déroule est un procès public. La justice tunisienne s'y exercera comme de coutume en toute sérénité et indépendance. »

Proche-Orient

ISRAËL : débat politique et remous sociaux

Des salariés de l'aéronautique manifestent contre l'abandon du projet Lavi

JERUSALEM
de notre correspondant

Pour la seconde journée consécutive les travailleurs des Industries aéronautiques israéliennes (IAI) ont bruyamment manifesté, le mardi 1er septembre, contre la décision du gouvernement d'abandonner le projet Lavi. L'arrêt de ce programme – destiné à doter le pays d'un chasseur bombardier national – se soldera, à en croire les syndicats du groupe, par quelque six mille licenciements de techniciens et ingénieurs obligés pour la plupart de s'expatrier afin de retrouver un travail à la mesure de leur qualification.

Comme ils l'avaient fait au lendemain du conseil des ministres qui mit un terme à un projet jugé beaucoup trop onéreux, les travailleurs des IAI (un groupe public) sont descendus dans la rue par centaines à Tel-Aviv et dans les environs, faisant des barrages de pneus enflammés et allant jusqu'à forcer les portes du ministère de la défense, avant d'en être chassés par la police.

Si le premier ministre, M. Shamir, a dénoncé les violences, il s'est bien gardé de critiquer outre mesure les employés des IAI. Chef du Likoud – un parti qui lança le projet Lavi, et fut donc mis en minorité lors de la réunion du gouvernement d'union nationale de dimanche dernier, – M. Shamir entend faire porter aux travaillistes l'entière responsabilité d'avoir cloué au sol *« un grand projet technologique israélien »*.

« Démagogie », répliquent les travaillistes, qui font valoir qu'ils ont été les seuls à avoir eu le courage d'une *« décision difficile »* mais rendue inéluctable par la triple opposition à laquelle se heurtait le Lavi : celle du ministère des finances, celle de l'armée et celle des États-Unis, principaux bailleurs de fonds du programme.

Alors que la presse salue quasi unanimement l'abandon du Lavi – *« une mesure triste mais répondant au réalisme économique le plus élémentaire »*, – M. Shamir fait l'objet de pressions dans son parti pour soumettre à nouveau la question au gouvernement, dans l'espoir de renverser la décision de dimanche. Les ministres du Likoud doivent en débattre très prochainement. Mais M. Shamir ne prendra ce risque que s'il est sûr d'obtenir une majorité en faveur du Lavi.

ALAIN FRACHON.

LIBAN

La brève revanche de la livre

BEYROUTH
de notre correspondant

Une livre libanaise (LL) valait, le 1er septembre 1987... 1 dollar : cent fois plus que la veille, deux à trois fois plus qu'aux plus beaux jours. Mais pas n'importe quelle livre : il s'agit de la pièce métallique qui a naturellement disparu de la circulation.

Chacun pressentait certes que la livre en métal, faite d'un alliage nickel-acier, valait plus que le cent américain, auquel était tombée, avec la dévalorisation vertigineuse de la monnaie nationale, sa valeur faciale. Les personnes bien avisées se sont mises à recueillir, puis à acheter des livres, des demi-livres, des quarts de livre. Pour les fondre, dans l'espoir qu'elles deviendraient des pièces de collection, pour les expédier en Amérique où des Libanais nostalgiques en feraient des colliers et des bracelets, voire pour en faire des rondelles devenues plus chères à acheter que la piécette elle-même.

Brusquement, au cours des dernières vingt-quatre heures, à la suite d'une décision de la Banque centrale de retirer les pièces métalliques du marché, la paranoïa cambiste des Libanais aidant, la livre (métallique) a été rachetée à 50, puis à 100, puis à 200, et jusqu'à 280 LL pour le millésime 81, riche en nickel. Au moment où le dollar clôturait sur le marché des changes à 281 LL. On s'est battu parfois, comme à Saïda, pour s'arracher les piécettes convoitées.

LUCIEN GEORGE.

Proche-Orient

LIBYE : l'anniversaire de la révolution

Le colonel Kadhafi se dit prêt à mettre fin au « jeu dangereux » au Tchad

Bien qu'une trêve eût été annoncée par Tripoli, pour le dix-huitième anniversaire de la révolution, l'aviation libyenne a bombardé Ouniaga-Kebir, au nord-est du Tchad, le mardi 1er septembre, affirment les autorités de N'Djamena. Selon l'ambassadeur du Tchad à Paris, ce raid est sans doute le prélude à une offensive terrestre.

TRIPOLI
de notre envoyé spécial

« Je ne suis pas heureux de combattre le Tchad et je ne le fais que malgré moi. » Du haut de la tribune qui domine la place Verte, le colonel Kadhafi vêtu de son uniforme militaire de grand apparat a le triomphe modeste. Parlant déjà depuis près de deux heures devant quelques dizaines de milliers de Libyens venus de tous les coins du pays pour fêter le dix-huitième anniversaire de la révolution libyenne, il n'évoque la *« libération d'Aozou »* que vers la fin d'un long discours essentiellement consacré à la situation économique et aux problèmes du monde arabe.

Il se veut généreux et oublieux du passé. *« Il n'y a pas de problèmes entre la Libye et le Tchad, qui ont une histoire et une terre communes »*, dit-il, ajoutant : *« S'ils disent qu'Aozou appartient au Tchad, je répondrai que N'Djamena est lybien, car du point de vue démographique il n'y a pas de séparation entre nos deux pays. » « Après tout, c'est nous qui au début avons armé Hissène Habré alors qu'il militait dans le FROLINAT. »*

« Privatisation » et « chocolats suisses »

Pour le colonel Kadhafi, qui a consacré une grande partie de son intervention à invectiver les Etats-Unis, ces *« satans tyranniques, ennemis jurés des peuples et de la paix »*, c'est l'Amérique qui pousse le régime de M. Hissène Habré à organiser des provocations contre la Libye.

Il propose donc que l'on mette fin à ce *« jeu dangereux »* et suggère une sorte de pacte de non-agression entre les deux pays, Tripoli s'engageant à *« ne pas intervenir militairement au Tchad »*, alors que différentes factions tchadiennes s'efforceraient, grâce à la médiation de certains pays africains, de mettre fin à leurs divergences et de sceller leur réconciliation. *« Nous admettons*, dit-il, *que la tâche est difficile, mais c'est l'unique solution. Pour notre part, nous redisons que nous ne voulons pas combattre le Tchad, mais plutôt libérer la Palestine. Ce n'est pas un honneur pour nous que de vaincre les Tchadiens. »*

Ayant ainsi montré la carotte, le colonel Kadhadi brandit le bâton : *« Il faut*, dit-il, *qu'Hissène Habré rallie le camp des révolutionnaires africains avant qu'il ne soit trop tard. S'il persiste à écouter les sirènes d'outre-Atlantique et maintient ses provocations envers la Libye, nous sommes en mesure de désarmer toute la population tchadienne du nord au sud, jusqu'au dernier couteau. »* Il répète que M. Hissène Habré n'aurait pas pu tenir *« plus d'un mois »* sans l'appui des Etats-Unis et de la France, tout en soulignant que ces derniers ne lui font pas peur et que *« ses troupes peuvent les combattre à l'intérieur du Tchad si la Libye est menacée dans son intégrité »*. Une allusion claire à la bande d'Aozou.

Le colonel Kadhafi avait au début de son discours surpris son auditoire en annonçant la *« privatisation à la libyenne »* d'une partie de l'industrie du pays. *« A partir de ce soir*, s'est-il exclamé, *toutes les entreprises industrielles moyennes et légères du pays, ainsi que les fabriques et certains services publics tels que les hôtels devront devenir la propriété collective des Libyens. » « Je vais maintenant*, a-t-il déclaré sans rire, *vous dire des vérités qui sûrement vous déplairont, mais c'est pour votre propre bien. Nous avons fait la révolution pour que vous soyez libres, et nous ne vous avons jamais raconté de balivernes pour des motifs bassement démagogiques. Si vous croyez que je peux vous fournir des chocolats suisses ! C'est à vous d'en fabriquer d'aussi bonne qualité »*. Il s'est notamment déclaré scandalisé d'apprendre que des Libyens, partis pour l'étranger *« pour se soigner »*, rentraient au pays les valises pleines de mouchoirs, cravates et autres biens de consommation.

« Je me demande, a-t-il dit, *pourquoi je reste avec vous. J'irai faire la révolution ailleurs* (...). *Alors que le monde entier est en train de suivre l'exemple de notre Jamahiriya* (l'Etat des masses), *que diable allez-vous faire en Turquie ou en Grèce ? »* Le dirigeant libyen faisait ainsi allusion à la récente multiplication des visas de sortie qui ont permis à plus de cinquante mille Libyens de se rendre à l'étranger au cours du seul mois de juin. Ses propos semblent donc indiquer qu'il sera désormais plus difficile aux Libyens de quitter le pays. Le chef de la révolution souhaite apparemment que l'argent dépensé à l'étranger soit consacré à créer en Libye des emplois productifs. *« Au lieu d'aller chercher aux Philippines des pêcheurs, établissez-vous vous-mêmes pêcheurs »*, s'est-il exclamé en colère, ajoutant qu'il avait été surpris de rencontrer quelque part dans une oasis libyenne des Anglais *« qui s'occupaient d'élevage »*.

Retournant à une de ses idées fixes, le colonel a affirmé que rien ne serait réglé si *« l'unité arabe n'était pas réalisée »*. Selon lui, celle-ci est désormais possible entre la Libye et l'Algérie — *« elle sera*, a-t-il dit, *proclamée le 1er novembre prochain »*. Il a donné lecture d'un nouveau projet détaillé d'union fédérale qui, selon lui, regrouperait tous les pays arabes, indépendamment de leur système politique *« dans le but d'assurer leur liberté et sécurité »*. A ce propos, il a invité les Arabes à se doter d'armes nucléaires *« non pour attaquer, mais pour nous défendre »*.

Critiques contre Moscou

Enfin, le colonel a abordé le délicat sujet de la guerre du Golfe, *« une guerre sale »*, qui permet, a-t-il dit, *« aux Etats de s'infiltrer dans la région »*. Après avoir stigmatisé les pays arabes *« qui sont en train de creuser leur propre tombe en appelant les Etats-Unis au secours »* (allusion au Koweït), il s'en est pris à l'URSS, qui, s'est-il exclamé, manque à son devoir international de solidarité en laissant les Etats-Unis s'installer dans le Golfe. *« Quant à nous*, dit-il, *nous faisons tout pour mettre fin à cette guerre et expliquer à nos amis iraniens que ce conflit n'a plus de sens. Nous ne trahirons pas la révolution iranienne, avec laquelle nous avons combattu, et qui, d'ailleurs, ne se trouve plus en danger, mais nous n'aiderons pas Téhéran à frapper l'Irak et nous n'accepterons jamais que l'Iran occupe une partie du territoire irakien. »*

La critique inattendue de l'*« attitude attentiste »* de Moscou par le colonel Kadhafi explique en partie l'absence de toute délégation officielle soviétique et des pays de l'Est aux cérémonies commémoratives. Le différend Tripoli-Moscou ne porte pas seulement sur ce point précis mais également sur le refus de Moscou de satisfaire les demandes d'armement sophistiqué faites par le colonel Kadhafi. Pourtant, le défilé militaire qui a eu lieu en début de matinée sur la place Verte a permis de constater que les Libyens avaient bel et bien reçu les fameux Sam-5 que Moscou avait déjà livrés à Damas.

JEAN GUEYRAS.

Asie

PHILIPPINES : des rebelles refuseraient de se rendre

La situation demeure « critique »

selon le général Ramos

MANILLE
de nos envoyés spéciaux

Recourir à la tactique de la guérilla avec des opérations « coups de poing » sur des villes de province (occupées par des commandos qui, au bout de quelques heures, se retirent) ; bloquer temporairement de grands axes routiers ; créer un climat d'insécurité, en particulier dans le centre de l'île de Luçon, au nord de Manille, et en même temps démontrer leur force, telle serait la stratégie des soldats rebelles au gouvernement Aquino, selon une source militaire parlant en leur nom. Notre interlocuteur affirme que les rebelles, auteurs de la tentative de putsch de vendredi dernier et qui semblent d'être regroupés dans le centre de Luçon, seraient entre cinq cents et huit cents hommes commandés par une douzaine d'officiers. L'un de leurs premiers objectifs pourrait être la ville de Baguio où se trouve l'académie militaire. Or, la situation y semble loin d'être stabilisée : depuis le dimanche 30 août, les huit cents cadets auraient commencé une grève de la faim demandant que le gouvernement fasse preuve de clémence à l'égard des mutins. Selon les autorités de l'académie, le mouvement de protestation aurait cessé. Des cadets affirment le contraire.

Les rebelles ont rendu public un « mémorandum n° 1 », daté de samedi 29 août (le lendemain de l'échec du putsch sur Manille), dans lequel ils annoncent la création d'une junte militaire, dénoncent les actes de *« trahison »* du gouvernement Aquino, récusent la Constitution actuelle et demandent le retour à celle de 1935. Selon notre interlocuteur proche des rebelles, ces derniers devraient diffuser incessamment un « mémorandum n° 2 », dans lequel ils appelleraient les administrateurs provinciaux, nommés par le gouvernement, à quitter leurs fonctions.

Les rebelles sont-ils en mesure de mener cette « stratégie de la tension » et, si elle se concrétise, combien de temps pourra-t-elle durer ? Autant de questions encore sans réponse. Le général Ramos, chef d'état-major général, semble en tout cas prendre au sérieux les risques que les rebelles font encore peser sur le gouvernement. Le mercredi 2 septembre, il a demandé la réunion du Conseil national de sécurité. Tout en affirmant que la formation d'une junte par les insurgés n'était qu'*« une ultime tentative de mobilisation pour une cause perdue »*, il a reconnu que la situation demeurait *« critique »*. La veille, premier signe de concession vis-à-vis des rebelles, le gouvernement avait levé son ordre de tirer à vue sur le chef de la rébellion, le colonel Honasan. Ne pèse plus sur lui qu'un ordre d'arrestation.

Isoler le pouvoir civil

Les objectifs des soldats rebelles, les causes de l'échec de leur entreprise à Manille et les « flottements » dans la réaction du pouvoir, tels qu'ils se dessinent à la lumière des commentaires de militaires des deux bords, indiquent qu'il s'agit moins d'un putsch, c'est-à-dire d'une action limitée, que d'une lame de fond de protestation au sein des forces armées. Aujourd'hui, le malaise tend à unir plus qu'à diviser les militaires, et à isoler le pouvoir civil.

Le plan des rebelles aurait comporté deux phases : la première, *« starfall »*, visait à neutraliser la présidente et le général Ramos. La seconde, *« sunshine »*, prévoyait la mise en place d'une junte militaire formée de jeunes colonels (*sunshine* est un nom de code symbolique : sur les épaulettes des colonels de l'armée philippine figurent trois rayons de soleil). A l'origine, les rebelles voulaient prendre en otage la présidente lorsqu'elle se serait rendue au camp Olivas, à une centaine de kilomètres au nord de Manille, comme c'était prévu le matin du vendredi 28 août. Apparemment, les services de renseignement avaient flairé le complot, et les rebelles, pour prendre les forces gouvernementales de vitesse, auraient décidé de lancer leur opération sur Manille.

C'est sans doute délibérément qu'ils ont tiré sur des civils aux abords du palais présidentiel : d'abord pour montrer leur détermination et ensuite afin de prévenir tout mouvement de soutien populaire à la présidente. Un fait apparemment déterminant dans l'échec du putsch a été l'insuffisance des ralliements : les rebelles attendaient notamment des défections à l'intérieur du camp Cramo (qui se trouve en face du camp Aguinaldo qu'ils occupaient) où le général Ramos avait installé son QG. Mais les hommes qui auraient dû prendre en otage le chef d'état-major général n'ont pas pu,ou n'ont pas osé mener à bien leur mission. En outre, le putsch n'a pas eu de relais politique : du moins, les hommes politiques voyant comment les choses tournaient sont restés dans l'ombre.

On reconnaît, au ministère de la défense, que les quelque dix heures qu'il a fallu au général Ramos pour mettre en place un dispositif de riposte *« était le temps nécessaire au chef d'état-major général pour contacter les garnisons et trouver des troupes disposées à marcher »*. Même les fusiliers marins, qui finirent par intervenir, ont été difficiles à décider. Un sergent qui participa à l'opération nous dit que l'état-major a dû promettre des promotions aux officiers comme aux simples soldats pour qu'ils acceptent de bouger. De manière évidente, précise notre interlocuteur, les troupes pro-gouvernementales n'ont pas été disposées pour combattre réellement. *« On a fait du bruit, c'est tout. »*

Dans une telle situation, la « stratégie de la tension » des rebelles peut considérablement embarrasser le gouvernement Aquino. La guérilla communiste a démontré qu'il est difficile de défendre les provinces. Il est peu vraisemblable que la gendarmerie souhaiterait affronter des soldats professionnels. Renforcer les troupes gouvernementales dans Luçon signifierait, d'autre part, pour l'état-major, dégarnir Mindanao, région névralgique en raison des insurrections communistes et musulmanes.

Voir comment tourne le vent

Surtout, compte tenu des difficultés rencontrées par le général Ramos pour mobiliser des troupes contre les rebelles le jour du putsch, on peut se demander comment les forces gouvernementales réagiront quand il s'agira d'aller les déloger de leurs positions. Bon nombre de militaires peuvent, sans basculer du côté des rebelles, rester « neutres », attendant de voir comment tourne le vent et par conséquent ne pas bouger. Les rebelles vont assurément avoir rapidement des problèmes logistiques. Mais ils peuvent aussi constituer un pôle d'attraction et un espoir d'action pour les aventuriers de tout poil (loyalistes à Marcos, mécontents, groupes de soldats qui ont déjà pris le maquis à la suite des précédentes tentatives de putschs). De quoi donner du fil à retordre au gouvernement Aquino...

KIM GORDON-BATES
et PHILIPPE PONS.

INDE

Perquisition dans les locaux d'un journal qui a divulgué plusieurs scandales financiers

NEW-DELHI
de notre correspondant

L'opération avait été soigneusement préparée : le mardi 1er septembre, à 9 heures du matin, près de quatre cents agents de l'administration fiscale et douanière, assistés de plusieurs centaines de policiers armés, ont occupé les locaux du groupe *Indian Express*, l'un des plus importants quotidiens de langue anglaise du pays. Cette descente de police a été conduite simultanément à New-Delhi et dans dix autres bureaux régionaux du journal, ainsi qu'aux domiciles de plusieurs responsables du groupe. Le motif officiellement invoqué par les autorités est que l'*Indian Express* aurait violé à la fois la réglementation des changes, la législation douanière et celle relative à l'impôt sur le revenu. La fouille des locaux a duré plusieurs heures et de nombreux documents ont été saisis.

Les autorités ont publié un communiqué en fin de journée indiquant que quatorze linotypes, achetées en mai 1984 à Taiwan, ont été importées en violation de la législation fiscale et douanière. Selon l'éditorialiste de l'*Indian Express*, M. Arun Shourie, les enquêteurs ont établi que le groupe était coupable d'une évasion fiscale portant sur 300000 roupies ce qui, vu l'ampleur de l'opération, est un résultat assez maigre. Les responsables du journal estiment que ces vérifications fiscales na sont qu'un pâle prétexte pour dissimuler une opération à caractère beaucoup plus politique.

L'*Indian Express* (le groupe compte trente et une publications) est à la tête du combat dans la campagne contre la corruption qui vise également le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Il est à l'origine de plusieurs révélations concernant différents scandales financiers, notamment l' « affaire Bofors » (*le Monde* du 29 août) dans laquelle sont impliqués les frères Bachchan.

L'un d'eux, Amitahba, richissime star du cinéma indien, a été un proche confident de M. Gandhi. Son frère Ajitabh est soupçonné d'avoir touché des pots-de-vin avec lesquels il a acquis divers biens en Suisse. L'*Indian Express* affirme, mercredi, que les enquêteurs se sont surtout intéressés aux télex originaux que le journal a envoyés à propos de ces scandales, notamment ceux adressés à Stockholm, en liaison avec le contrat d'armement avec la firme suédoise. Le journal estime que les rnquêteurs cherchaient également différents documents prouvant la culpabilité d'Ajitabh Bachchan.

S'élevant contre cette *« violation de la liberté de la presse »*, les responsables du quotidien soulignent que cette opération a été menée au lendemain de la clôture de la session parlementaire, dans le but évident de couper court aux protestations de l'opposition.

L'*Indian Express* avait publié, en mars, une lettre de M. Zail Singh, alors président de l'Union indienne, dans laquelle celui-ci dénonçait violemment l'attitude du premier ministre à son égard. Enfin, l'*Indian Express* et son président sont engagés dans la bataille féroce que se livrent deux géants de l'industrie indienne, les groupes Reliance Industries Limited (dirigé par M. Dhirubhai Ambani) et Bombay Dying Limited (dirigé par M. Nushi Wadia). L'*Indian Express* a pris, dans le passé, fait et cause en faveur du groupe de M. Wadia avec lequel il est lié financièrement. Une thèse largement répandue à Delhi veut que la bataille entre ces deux capitaines d'industrie est à l'origine de la divulgation des multiples scandales qui émaillent la vie politique indienne depuis plus de quatre mois.

LAURENT ZECCHINI

Le conflit du Cambodge

Les Chinois satisfaits du séjour du prince Sihanouk à Pékin

PÉKIN
de notre correspondant

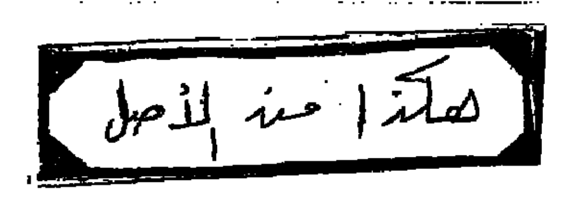
Les dirigeants chinois ne peuvent qu'être satisfaits de la visite officielle à Pékin des trois dirigeants de la résistance cambodgienne qui s'est achevée le mercredi 2 septembre. Le prince Norodom Sihanouk, qui s'était mis au début de l'année en congé sabbatique pour un an, a cédé aux pressions de ses amis chinois et accepté d'interrompre ses vacances diplomatiques en Corée du Nord pour venir à Pékin avec ses deux partenaires, MM. Son Sann (nationaliste) et Khieu Samphan (Khmer rouge). A son arrivée, le prince n'a pas caché que les Chinois l'avaient placé dans une position où il lui était impossible de refuser de venir sous peine d'aller vers un « divorce ».

Le prince avait, d'autre part, dit avant la visite qu'il ne discuterait pas avec ses partenaires, avec lesquels les relations ne sont pas particulièrement chaleureuses. Les dirigeants chinois, MM. Deng Xiaoping et Zhao Ziyang en tête, ont toutefois obtenu de lui qu'il parle publiquement du *« renforcement de l'unité et de la coopération »* des trois factions de la résistance, ainsi que de sa volonté de se battre jusqu'à ce que le Cambodge ait recouvré son indépendance.

En échange, les Chinois ont réaffirmé leur soutien à son plan de paix en huit points. Tout en reconnaissant de *« nouveaux changements de forme »* dans les positions du Vietnam et de l'URSS sur le Cambodge, ils ont réaffirmé que, malgré tout, *« le Vietnam n'a pas abandonné sa stratégie de fédération indochinoise ni l'URSS son soutien à l'agression vietnamienne au Cambodge ». « Nous acceptons que le Cambodge ne pratique pas le socialisme après sa victoire sur le Vietnam »*, a dit M. Deng, qui a souhaité que *« le Cambodge continue d'être dirigé par le prince Sihanouk »*.

Les Vietnamiens ayant rejeté la proposition de « cocktail » lancée le mois dernier par l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), les Chinois pouvaient se montrer moins rigides qu'à l'ordinaire. Mais, sur le fond, rien n'a apparemment changé. Cette visite protocolaire annuelle fait partie du rituel qui précède la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Les efforts du prince pour amener ses amis à plus de souplesse et les Vietnamiens à discuter avec lui n'ont toujours pas porté leurs fruits. Il ne semble pas qu'une solution au problème cambodgien puisse être trouvée tant que les vieilles générations chinoise et vietnamienne, qui se sont affrontées militairement, resteront en place.

PATRICE DE BEER.



Le CDS, « barriste » plus que jamais...

HOURTIN (Gironde)
de notre envoyé spécial

« Ouverture au centre », tel est le thème choisi par les Jeunes du CDS pour leur douzième université d'été qui, selon un rituel désormais bien réglé, permettra également à M. Raymond Barre qui, depuis longtemps, jouit dans leurs rangs d'une incontestable vénération, de faire sa rentrée politique le vendredi 4 septembre. D'ici là, tous les ministres et les principaux responsables du CDS seront venus entretenir ces pousses du champ centriste.

D'ouverture, les organisateurs de ces universités en ont singulièrement manqué au niveau des invitations comme s'ils avaient voulu « barriser » en paix. Seul invité non issu du sérail, M. Philippe Séguin est venu le mardi 2 septembre au soir débattre avec les spécialistes barristes patentés – MM. Edmond Alphandéry et Bruno Durieux – de chômage et d'économie. Le ministre de l'emploi a été chaleureusement accueilli. Son exposé n'a peut-être pas fait l'unanimité mais, politiquement, il était manifeste qu'on était prêt à considérer ce RPR-là comme un frère jumeau.

Durant la journée, M. Séguin avait été précédé à la tribune par les valeurs sûres du portefeuille centriste : MM. René Monory, Bernard Stasi et le père de tous, M. Jean Lecanuet. *« Nous sommes bien où nous sommes et nous y resterons »*, a rappelé d'entrée M. Stasi signifiant qu'ouverture ne valait point compromission. *« Nous sommes parfois un peu agacés*, a-t-il concédé, *quand on nous interroge pour savoir si, dans telle ou telle hypothèse, nous serions prêts à nous rapprocher du Parti socialiste. Le PS n'est pas du tout attirant. Il est en pleine crise existentielle. Il n'est pas encore remis de l'électrochoc du pouvoir. Il est en plein désarroi idéologique et en panne de stratégie, avec des leaders qui n'ont que le souci de se marquer à la culotte. »*

Le constat ainsi dressé, M. Lecanuet a pu traiter ensuite tout à loisir et à sa façon, qui tient parfois d'un comique à la Devos, de l'ouverture non pas au centre, mais de l'ouverture au sein de l'UDF et au sein de la majorité. Visiblement, le président de l'UDF a été rasséréné par les bonnes dispositions manifestées récemment par M. François Léotard. Les élucubrations de l'année dernière lui semblent de l'histoire ancienne. Le voilà donc sur ce point soulagé : un seul candidat UDF à l'élection présidentielle. Mission remplie. Il sert encore à quelque chose. Au point même de se réjouir perfidement de voir son fauteuil de président objet d'une nouvelle compétition. Son souhait le plus cher est de voir maintenant l'UDF se mettre en ordre de bataille au plus vite. Une journée de travail de son bureau politique aura lieu à cet effet le 9 septembre. *« Il nous faut préparer la campagne présidentielle, comme si notre candidat avait déjà déclaré qu'il l'était »*, a-t-il jugé, en voulant croire que *« l'UDF tout entière fera campagne de manière solidaire »*. *« J'adore les virtuoses*, a-t-il ajouté, *à condition qu'ils aient la même partition et suivent le même chef d'orchestre. »* Mais de cela, le maire de Rouen n'est pas encore tout à fait certain.

Quelle forme prendra le puzzle PR, CDS, réseaux barristes de Réels ? M. Lecanuet reste songeur. Les Jeunes Centristes ont confirmé d'ailleurs ses préventions à cet égard. Ses embrassades avec M. Léotard, la semaine dernière à Bordeaux, n'ont pas plu à tout le monde. Au point que le président de l'UDF a cru déceler une certaine amertume. *« Au contraire*, a-t-il enjoint à ces jeunes, *réjouissons-nous d'avoir été les premiers en espérant que nous ne serons pas les derniers et que notre vainqueur n'aura pas l'ingratitude des rois... »*

Mise en garde

Ouverture *enfin* au sein de la majorité. De ce point de vue, M. Lecanuet n'est pas non plus très tranquille. Pour parler franc, le RPR l'inquiète. *« A-t-il dépassé son état d'esprit de 1981 ? »*, s'interroge M. Lecanuet en aparté. *« N'aime-t-il la coalition que lorsqu'il en bénéficie ? »*. A la tribune, le maire de Rouen y est allé de cette mise en garde qu'il n'hésitera pas, dans les jours prochains, à réitérer en renvoyant, si c'est nécessaire, M. Chirac à son fameux discours de Vittel de septembre 1986. *« Il ne faut pas*, a rappelé solennellement M. Lecanuet, *que l'UDF ou le RPR ait dans l'esprit que si la victoire finale ne lui revient pas il vaut mieux que l'adversaire gagne. Ce serait là la faute suprême que le pays ne pardonnerait pas. »*

En résumé, le message de M. Lecanuet est clair : *« L'honneur de l'UDF a été de soutenir sans défaillance l'action du gouvernement. »* L'honneur du RPR, explique-t-il en substance, sera de soutenir s'il le faut M. Barre sans défaillance.

MM. Barre et Lecanuet se sont également rencontrés cet été. La suite du propos de M. Lecanuet laissait d'ailleurs deviner qu'ils n'ont pas manqué d'aborder ensemble les thèmes majeurs de la future campagne barriste. Sans trop de précautions, M. Lecanuet a livré aux jeunes du CDS une feuille de route de campagne comprenant les messages spécifiques de l'UDF, qui risquent de n'être point reçus cinq sur cinq par le RPR.

« Un état serviteur et non pas dominateur des libertés » : M. Lecanuet a demandé qu'*« on redonne de la hauteur à l'Etat »*. Allusion évidente au jacobinisme toujours latent de L'Etat RPR. Emploi : M. Séguin devait encore le constater le soir même, les barristes ne démordent pas sur l'investissement. *« Il faut mettre en garde*, a surenchéri M. Lecanuet, *ceux des nôtres qui, pour des motifs électoraux, n'auraient que l'allégement momentané des charges à proposer sans avoir une préoccupation suffisante de l'avenir. »*

Politique étrangère : avec M. Giscard d'Estaing, M. Lecanuet n'est pas tendre : *« Je ne crois pas*, dit-il, *que la politique de normalisation avec l'Iran ait été parfaitement inspirée. »* L'Europe : M. Lecanuet ne veut pas avoir la mémoire courte. *« Je n'ai pas oublié le temps où les nouveaux convertis parlaient des partisans de l'Europe comme du parti de l'étranger. »* Le rendez-vous de 1992 : il ironise. *« N'essayons pas de ruser avec la vérité. La grande échéance est l'élection présidentielle. 1992 ne sera respecté que si nous avons un président véritablement attaché à la construction européenne. »*

La cohabitation : aucun leurre. *« Après la cohabitation douce, douce-amère, les relations entre l'Elysée et Matignon, malgré les efforts des uns et des autres, deviendront de plus en plus délicates. »* Enfin cet argument massue : *« Il faut projeter le premier tour vers le deuxième tour. »* Traduction de ce théorème lecanuettiste : les Français pousseront au premier tour le candidat qui a le plus de chance de battre la gauche au second. Une autre idée à vendre. M. Lecanuet en avait décidément beaucoup. Les jeunes du CDS lui en surent gré...

DANIEL CARTON.

« L'Humanité » M. Lajoinie et Proust

Patrick Besson est un bon écrivain. C'est aussi un chroniqueur régulier de *l'Humanité* (1), et, fonction « intellectuelle » oblige, un spectateur régulier d'« Apostrophes ». Mais, aujourd'hui, il est bien déçu. Il *l'écrit dans le numéro du mercredi* 2 septembre du quotidien communiste à Bernard Pivot.

Patrick Besson ne comprend pas que le grand maître de la littérature télévisuelle bâtisse de prochaines émissions autour des lectures de M. Raymond Barre ou M. Michel Rocard. Pour lui, l'affaire est entendue : pris par leurs multiples activités politiques, *« ils ne connaissent rien à la littérature »*. En revanche, il a une autre célébrité à proposer à Bernard Pivot pour animer ses émissions : M. André Lajoinie.

Il connaît parfaitement le candidat du PC à l'élection présidentielle. Il en apporte la preuve aux lecteurs de *l'Humanité*.

M. Lajoinie a eu, *« un matin de mai 1987, cette phrase définitive sur Proust : « C'est bien, mais » c'est long » (...). Quant à ses développements audacieux au sujet de Barbey d'Aurevilly sur la plage de Sotchi (URSS) en 1979 – l'année même de l'intervention soviétique en Afghanistan !, – nous sommes quelques-uns à ne pas pouvoir nous les rappeler sans avoir aussitôt les larmes aux yeux. »*

Si Bernard Pivot hésite encore, Patrick Besson lui fournit un ultime argument : *« Vous savez bien qu'André Lajoinie est – c'est le moins qu'on puisse dire – un apparatchik du PCF. Et vous savez également qu'au PCF les apparatchiks ne foutent rien. Ce sont les autres qui bossent ! »* Donc, le candidat a le temps : *« Au solarium de Fabien (...), les doigts de pied en éventail, il bouquine, il bouquine sans arrêt ! »*

(1) Le recueil de ses chroniques vient d'être publié sous le titre *Amicalement rouge*, aux éditions Messidor (147 pages, 80 F).

Le degré zéro de la politique

(Suite de la première page.)

Le nôtre s'ingénie à aggraver son cas. Tout ce qui se situe dans la sphère du politique est pourtant en mauvais état, et justifierait mille et une précautions. A gauche, le PCF se met de lui-même hors jeu ; et le PS s'adonne à son sport favori, qui consiste à faire de son plus proche voisin, sur le plan des idées, son pire ennemi. A droite, les baisers à Raymond Barre, miraculeusement venus du RPR, ressemblent à ceux de *Judas*. Partout apparaissent, mis à nu, les seuls logiques et enjeux du pouvoir. L'école cynique est aujourd'hui triomphante.

Tout se passe comme si chacun voulait montrer que nous sommes bien entrés dans l'*« ère du vide »* annoncée par Gilles Lipovetski, dans cette société totalement narcissique où les grands enjeux *altruistes* – passé le compliment obligé à un Harlem Désir, mais qui vise plus la performance médiatique que le problème soulevé – sont relégués au second plan ; ou font ricaner. *« Les grandes questions soulèvent la même curiosité désinvolte que n'importe quel fait divers »*, écrivait d'ailleurs Gilles Lipovetski (1).

La déconnexion du théâtre politique d'avec la réalité et l'évolution de la société s'accentue donc. Le monde politique tourne sur lui-même. Il devient théâtre d'ombres. A ce jeu, le décalage ne peut que continuer de s'accroître entre le discours politique et son public (2). Les responsables de tous bords encourent ce jugement, naguère appliqué par François Mitterrand à la classe politique d'avant guerre : *« dans l'impossibilité d'asseoir leur autorité, ils gouvernèrent comme ils avaient vécu, à coups d'imperceptibles adaptations »* (3).

Au bout de la route, il y a sans doute une extrême et excessive personnalisation de la campagne et de l'élection présidentielle. Celle-ci pourrait bien se jouer, en effet, sur des critères exclusivement personnels. Sans doute le PS prépare-t-il son programme ; mais que le candidat soit M. Rocard, ou plus encore M. Mitterrand, chacun est bien décidé à n'en faire qu'à sa tête. Sans doute MM. Barre et Chirac ont-ils besoin l'un de l'autre, comme le rappelait M. Pasqua, mais chacun sait que l'explication de fond n'aura pas lieu, la discussion portant davantage sur un *« code de bonne conduite »*. Dans un contexte d'attentisme économique, sans véritable alternative, les hommes compteront donc davantage que l'hypothétique contenu de leurs proclamations. Dans ces conditions, le superficiel et le superflu (sauf pour les publicitaires et les conseils en communication en tous genres) guettent à chaque tournant.

Les temps changent pourtant : les rapports Est-Ouest évoluent très vite ; la guerre menace dans le Golfe, et nous atteint par otages interposés ; la société française elle-même est devant des échéances lourdes, comme on dit : quelle place pour les immigrés, quel poids démographique, quel niveau de protection sociale, etc. ? Mais personne ne paraît encore en mesure d'affronter, de face, cette réalité. Les responsables, comme dit M. Stasi, sont *« en retard »*. Et le gouvernement n'a de cesse de contrôler, par *« noyaux durs »* interposés, tel ou tel secteur d'activités, ou de gérer des indices, comme au bon vieux temps de la IVe République.

Si bien qu'en dernier ressort le choix se portera peut-être sur celui qui saura se montrer le plus rassurant, le plus sûr, le mieux à même de garder la tête froide en cas de malheur. *Et qu'importe ses idées !*

S'il en allait autrement, le pays se porterait-il mieux ? Qu'aurions-nous à gagner à une classe politique plus responsable, plus performante ? Notre habitude d'un Etat impérial, fort de sa technostructure et de sa pensée rationaliste, ne conduit-elle pas à noircir à l'excès le tableau ? Après tout, M. Kohl, *tout « arrondissementier »* qu'il soit, n'en conduit pas moins la première puissance commerciale ; et le « mal governo » est, pour certains, un facteur d'explication du nouveau miracle italien. De même, il y a belle lurette que la démocratie américaine s'adonne au *« strass et paillette »* dans les conventions réunies autour des présidentiables.

La question vaut sans doute d'être posée, ne serait-ce que pour se rassurer.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) *L'Ere du vide*, de Gilles Lipovetski, *Gallimard, 1983.*

(2) Mesuré en 1973, 1979, 1983, ce décalage culminait en 1984 dans l'enquête de la SOFRES pour *le Monde* : 64 % des jeunes interrogés considéraient que les hommes politiques ne traitaient pas les grands objets qui les préoccupent.

(3) *In le Coup d'Etat permanent.*

Le PS met au point sa plate-forme présidentielle

Une soixantaine de dirigeants du PS, membres de la commission chargée d'élaborer le programme présidentiel du parti ou membres du bureau exécutif, devaient se réunir à huis clos les mercredi 2 et jeudi 3 septembre à Chauffry (Seine-et-Marne) pour étudier un premier document de travail de 141 pages. Une fois amendé, examiné par les militants, ce texte sera adopté par le parti et donnera naissance à un document plus court d'une trentaine de pages qui constituera la véritable plate-forme présidentielle du PS.

Rédigé d'après les résultats des séances de travail de la commission par M. Dominique Strauss-Kahn, économiste du parti et secrétaire de la commission du programme, ce texte est aujourd'hui, selon M. Lionel Jospin, premier secrétaire et président de la commission, un *« bloc de glaise »* qu'il faut *« ciseler en statue »*. Les amis de M. Michel Rocard qui, huit mois avant l'échéance, veut pacifier ses relations avec le PS, considèrent que ce texte, sous réserve du travail à accomplir dessus, est globalement compatible avec les orientations de leur champion.

M. Jean-Pierre Chevènement, vice-président de la commission du programme, n'a pas fait connaître sa réaction à l'égard de ce « premier jet » mais son porte-parole, M. Jean-Marie Bockel, a fait savoir, mardi 1er septembre, que, malgré certains motifs de satisfaction, les amis de l'ancien ministre de l'éducation nationale veulent *« vertébrer »* ce texte, lui donner *« un souffle et un supplément d'âme »*. Ils soulignent le *« flou »* qui entoure, selon eux, certains chapitres, notamment sur la croissance, les institutions, l'indépendance nationale, la construction de l'Europe. Ils veulent s'employer *« avec une certaine pugnacité »* à améliorer ce texte afin qu'il ne soit pas *« décourageant »*. Les amis de M. Chevènement se refusent toutefois à envisager ouvertement dès aujourd'hui de déposer des propositions alternatives sur les points litigieux en cas de désaccord persistant.

M. Schwartzenberg : le gouvernement exerce une « mainmise sur les médias »

Le président d'honneur du MRG a accusé le gouvernement, le mardi 1er septembre, d'exercer une *« mainmise sur les médias »* avec *« la volonté de verrouiller l'information pour la prochaine campagne présidentielle »*. Le député du Val-de-Marne a dénoncé dans un communiqué *« l'éviction de plusieurs journalistes de radio et de télévision coupables d'indépendance. d'esprit (...). Avec ce quadrillage et à ce rythme, les médias vont-ils devenir Radio-Chirac et Télé-Matignon » ?*, s'inquiète M. Schwartzenberg en faisant allusion à la privatisation de TF1 et à *« l'attribution de la 5 à un député de la majorité »*. *« Ces atteintes au pluralisme devraient alarmer la CNCL. Malheureusement, il n'en est rien, et l'on finira par se demander si ce sigle ne signifie pas : « Commission nationale de la complaisance et du laxisme »*.

EN BREF

● **M. Mitterrand à Toulouse le 29 septembre.** – M. François Mitterrand inaugurera, le 29 septembre à Toulouse, le Salon international des techniques et énergies du futur (SITEF). Il rencontrera, *« conformément à la tradition républicaine »*, les élus de la municipalité et du département, indique-t-on à l'Elysée. M. Dominique Baudis (UDF), maire de Toulouse, avait, avant l'annonce officielle de cette visite, convié le chef de l'Etat à *rencontrer, à l'hôtel de* ville, tous les élus du conseil municipal.

● **Démission d'un maire communiste.** – M. Lucien Lanternier, maire communiste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), s'est démis, le lundi 31 août, de son mandat de maire, qu'il détenait depuis juin 1973. Proche des « rénovateurs », M. Lanternier, qui s'était trouvé à plusieurs reprises en désaccord avec les instances nationales du PCF, avait adressé, en juin dernier, une lettre à la population expliquant qu'il souhaitait *« prendre du recul »*, notamment en raison de son âge, soixante-sept ans.

● ***Le maire de Saint-Nazaire* soutient M. Chevènement.** – M. Joël Batteux, maire (PS) de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique), invité, le mardi 1er septembre, du « Club presse information » de La Baule, a déclaré que M. Chevènement, *« comme ministre de la recherche et ministre de l'éducation nationale, a fait la preuve que son caractère et ses méthodes sont dignes d'un candidat de rassemblement sur le projet socialiste auquel il travaille »*.

Avant le référendum en Nouvelle-Calédonie

Deux mille partisans du FLNKS ont défilé à Paris

Pendant qu'à Paris plusieurs centaines de personnes défilaient sans incident ndans la rue à l'appel du FLNKS, le mardi 1er septembre, à Nouméa, le président du RPCR, M. Jacques Lafleur, député RPR, appelait la population de la Nouvelle-Calédonie à se mobiliser pour une *« grande fête de la liberté »*, le mercredi 9 septembre, et à *« pavoiser ce jour-là aux couleurs de la France »*. Le chef de file du courant « loyaliste » a également estimé que les actions pacifiques menées un peu partout sur le territoire par les militants indépendantistes *« sont porteuses de risques graves »* et il a invité *« tous ceux qui exercent une responsabilité à mettre fin à cette comédie dérisoire »*. *« Ces provocations*, a dit M. Lafleur, *donnent une image caricaturale de la réalité calédonienne. »*

Près de deux mille personnes (quatre mille selon les organisateurs, mille deux cents selon la police) se sont réunies mardi 1er septembre à 18 h 30 à Paris, en réponse à l'appel du Front de libération kanak socialiste. Les manifestants ont défilé pendant près de deux heures entre la place de la Bastille et le Palais-Royal, scandant des slogans hostiles au référendum du 13 septembre, considéré comme *« bidon »* et appelant à *« l'indépendance de Kanaky »*.

M. François Mitterrand a été « interpellé » par une partie des manifestants du PC et de la CGT qui criaient de vigoureux : *« Mitterrand, Chirac, halte aux matraques »*. En fin d'après-midi, une motion demandant au président de la République de *« veiller à ce que le peuple kanak cesse d'être opprimé et réprimé sauvagement (...) et que l'on s'engage enfin dans la voie de la décolonisation, seule issue à la vie calédonienne »* a été remise à l'Elysée. La manifestation s'est dispersée dans le calme vers 20 h 15.

Les dirigeants des organisations de gauche et d'extrême gauche n'ont donc pas traîné pour effectuer leur rentrée sur le goudron parisien. Ils étaient tous là. Mme Arlette Laguiller, à la tête de Lutte ouvrière – proportionnellement la mieux représentée – à Antoine Waechter, le « candidat vert », en passant par Pierre Juquin, venu *« en ami »* comme *« sympathisant de la première heure »* de la cause canaque.

Les socialistes avaient dépêché MM. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris, et Robert Le Foll, délégué national du PS au DOM-TOM, pour conduire une délégation assez réduite et affirmer que, *« aujourd'hui, la justice n'est plus la même pour tous en Nouvelle-Calédonie »*.

Plus nombreux et surtout plus volubiles, les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, conduits par M. Alain Krivine, ont évoqué le souvenir d'Eloi Machoro, le chef de guerre du FLNKS, tué en janvier 1985, dont les photos parsemaient le cortège.

La direction du PC était représentée, quant à elle, par MM. Maxime Gremetz, secrétaire du comité central, Henri Malberg et Jean-Claude Lefort et par Mme Josyane Voyant, tandis que les cégétistes étaient emmenés par M. Johannès Galland, secrétaire confédéral.

Il y avait aussi de nombreux délégués du PSU, du MRAP, de la CFDT, de la FEN (dont le futur président de la fédération, M. Yannick Simbron), de l'UNEF, de la CIMADE, de Frères des Hommes, Terre des hommes, ainsi que des représentants des mouvements pacifistes et les anarchistes. Tous derrière une centaine de Canaques membres du FLNKS, dont le porte-parole parisien, M. Jimmy Ouneï, a dénoncé *« le régime de type dictatorial »* régnant, a-t-il dit, en Nouvelle-Calédonie et l'organisation du référendum, dont le seul objectif est à ses yeux de chercher à consolider le pouvoir des dirigeants politiques du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et donc à *« engraisser une dizaine de familles »*.

X. H.

Décès de Nicole Chouraqui adjointe au maire de Paris

Nicole Chouraqui, adjointe au maire de Paris, député européen, est décédée lundi 31 août à Paris. Elle était âgée de quarante-neuf ans.

Brune, vive, élégante, Nicole Chouraqui mettait une note de charme et de féminité dans les travées un peu austères du Conseil de Paris. Comme adjointe au maire, elle a accompli avec vigilance et doigté un travail discret et essentiel pour l'aspect de la capitale : contrôler l'application du plan d'affichage publicitaire élaboré en 1983.

Nicole Chouraqui présidait avec tact et autorité un groupe de travail qui, se réunissant régulièrement, a surveillé la mise en œuvre de ce plan. Elle a réussi, par exemple, à convaincre professionnels et commerçants de faire disparaître du centre de Paris des dizaines de portiques disgracieux, plusieurs centaines de panneaux et trois mille enseignes clignotantes. Si Paris est resté la Ville Lumière sans offenser le goût, c'est en bonne partie grâce à elle. Nicole Chouraqui était une femme courageuse. Se sachant gravement menacée par le cancer, elle s'est acquittée de sa tâche jusqu'à la fin et avec le sourire.

M. A.-R.

[Née à Alger le 18 mars 1938, Nicole Chouraqui avait reçu une formation d'économiste. Analyste financier à la banque de l'Union parisienne (1960-1966), elle s'était engagée dans la vie politique en adhérant au Parti radical. En 1970, elle rejoint l'UDR (devenue depuis le RPR), dont elle sera membre du bureau politique jusqu'en 1977, puis secrétaire générale adjointe en 1978 et secrétaire nationale chargée du travail (1981-1984). Elue député européen en 1979, et réélue en 1984, elle était conseiller de Paris dans le dix-neuvième arrondissement, adjointe au maire de Paris et conseiller régional d'Ile-de-France.]

Dynastie

Le comte de Clermont, fils aîné du comte de Paris, a affirmé, le mardi 1er septembre sur France-Inter, qu'il se considérait toujours comme le successeur légitime au titre royal.

Après avoir destitué son fils de la succession dynastique en raison de son divorce et de son remariage, le comte de Paris vient, en effet, de « présenter » officiellement son petit-fils, le prince Jean, comme son successeur.

Le comte de Clermont a affirmé que son père *« n'avait ni le droit ni le pouvoir de le faire »* car *« aucun roi n'a le droit de désigner son successeur.* [Ce dernier] *est désigné par le sang, c'est-à-dire par la naissance »*. *« Si on croit à une certaine idée de la monarchie et si on croit à une possibilité de restauration, on ne peut pas jouer avec ça »*, a-t-il ajouté.

Société

JUSTICE

Après l'évasion de deux détenus

Une enquête administrative est ouverte sur le fonctionnement de la maison d'arrêt de Besançon

BESANÇON
de notre correspondant

L'évasion le 29 août de deux détenus a conduit le ministère de la justice à ordonner un enquête administrative sur le fonctionnement de la maison d'arrêt de Besançon (Doubs). Dominique Gutknecht, vingt-huit ans, et François Quellien, trente-cinq ans, se sont enfuis ce jour-là, en début d'après-midi, en pratiquant une ouverture dans le grillage d'une des cours du « quartier d'isolement », anciennement quartier de haute sécurité, à l'aide, semble-t-il, d'une paire de ciseaux et d'une fourchette. Ils ont pu franchir le mur d'enceinte sans même se servir du grappin qu'ils avaient confectionné. Les recherches entreprises par la gendarmerie et la police n'ont pas permis, jusqu'à présent, l'arrestation des deux évadés, considérés comme les condamnés les plus dangereux de la prison de Besançon.

Au moment de l'évasion, douze surveillants assuraient le service pour une population carcérale de quatre cent trente détenus. Un seul gardien, sous l'autorité d'un surveillant-chef, était chargé, comme à l'ordinaire, du contrôle des cellules et des cours du quartier. Dominique Gutknecht et François Quellien avaient été condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, le premier pour avoir tué trois personnes et le second pour avoir blessé grièvement un policier lors d'un hold-up.

Simple maison d'arrêt, l'établissement de Besançon ne devrait en principe recevoir que des inculpés placés sous le régime de la détention préventive ou des condamnés à des peines de moins de cinq ans. Les deux hommes aujourd'hui évadés n'y étaient détenus que provisoirement, leurs avocats ayant formé un pourvoi devant la Cour de cassation et leur condamnation n'étant de ce fait pas définitive. Le transfert des deux détenus en maison centrale ne pouvait être, éventuellement, ordonné qu'après que cette juridiction eut rendu son arrêt.

Des précédents

En 1983, après une précédente évasion, la commission de surveillance de la maison d'arrêt s'était inquiétée des risques que faisait encourir la présence de détenus condamnés à de longues peines et venant le plus souvent d'autres régions. M. Jean-Luc Chemin, le directeur nommé à cette époque, s'était déclaré partisan d'un renforcement des mesures de sécurité. Cependant, alors que le nombre des détenus passait de 286 en 1984 à 427 au 1er janvier 1987 pour une capacité théorique de 193 places, une tentative d'évasion en 1986 et une évasion réussie en mars 1987 amenaient à douter de l'efficacité de ces mesures. Ainsi, le système d'alarme était-il en panne le 29 août dernier. Et il fallut attendre quarante minutes pour que le seul chien de recherches du département soit acheminé depuis la gendarmerie de Montbéliard.

Les conditions de détention à la maison d'arrêt de Besançon avaient fait l'objet d'une première enquête en début d'année. On y avait enregistré, au cours des mois passés, plusieurs suicides ou tentatives de suicide, et notamment la mort par pendaison d'un jeune Algérien, en instance de libération, le 19 février dernier. Après ce décès, le zèle de certains surveillants et surveillants-chefs avait été mis en cause ainsi que la responsabilité du directeur, M. Chemin, accusé par la rumeur de laisser s'exercer des brimades et des brutalités contre les détenus, principalement maghrébins (*le Monde* du 27 mars). Aucune plainte n'avait toutefois été déposée. M. Chemin est devenu depuis directeur du centre de détention d'Eysses (Lot-et-Garonne), où il a été nommé au mois de juillet.

CLAUDE FABERT.

● **La délinquance des étrangers : *précision.*** Dans notre article sur la délinquance des étrangers en France (*le Monde* du 2 septembre), certaines phrases, faute d'être systématiquement replacées dans le cadre de l'augmentation générale de la criminalité, étaient ambiguës. Si la délinquance des étrangers est restée stable depuis dix ans, c'est *proportionnellement* à l'ensemble de la délinquance. Pour résumer, il faut retenir que, en dix ans, le nombre des crimes et des délits a augmenté en France mais que ceux imputables aux Français et aux étrangers ont augmenté de la même façon (50 % environ). Et enfin que les étrangers ne sont pas plus nombreux en 1986 qu'en 1976 dans l'ensemble des personnes mises en cause dans des crimes ou délits. Autrement dit, la délinquance a augmenté mais les étrangers n'en sont pas plus responsables que les Français.

EN BREF

● **Handicapé « indésirable » : plainte des parents.** — M. et Mme Gérard Lefebvre, les parents du jeune Laurent, handicapé mental, jugés indésirables par le propriétaire de l'appartement de vacances qu'ils avaient loué près de La Croix-Valmer dans le Var (*le Monde* daté 23-24 août) ont déposé plainte pour rupture de contrat et violation de domicile. Les époux Lefebvre, qui demeurent à Caen, où ils sont revenus le 30 août, font valoir qu'après avoir été éconduits ils ont dû trouver une autre location payée beaucoup plus cher. *« Si nous gagnons notre procès,* ont-ils déclaré, *nous reverserons les dommages - intérêts obtenus à une association de handicapés. »*

● **Inculpation d'un agent d'assurances et de sa femme.** — Une information judiciaire ouverte à Boulogne-sur-Mer a abouti à l'inculpation d'un agent d'assurances de Calais, M. Michel Durant, cinquante-cinq ans, et de son épouse Dany, quarante ans, auxquels il est reproché d'avoir détourné, depuis plusieurs années, une somme d'environ 7 millions de francs. L'un et l'autre ont été écroués. M. Durant, employé des Assurances générales de France (AGF) avait été licencié par son employeur au printemps dernier.

● **L'autoroute A 4 coupée.** — Quarante-huit heures de travaux étaient nécessaires pour rétablir la circulation dans les deux sens sur l'autoroute A 4 après l'effondrement de la chaussée, près de Château-Thierry (Aisne), provoqué, le 1er septembre, par des pluies diluviennes. Deux automobilistes ont été grièvement blessés à la suite de chute de leurs véhicules dans la tranchée de cinq mètres de profondeur ouverte dans la chaussée.

FAITS DIVERS

Après une attaque à main armée à Alençon

Six personnes prises en otage puis relâchées par des malfaiteurs

Deux jeunes gens, M. Pascal Lebrun, vingt-deux ans, et Mlle Nathalie Lesimple, vingt-deux ans, ont été libérés au milieu de la nuit du mardi 1er au mercredi 2 septembre, par deux malfaiteurs, qui, dans l'après-midi, les avaient pris en otage près d'Alençon (Orne), après une attaque à main armée dans une banque de la ville. Selon la police, les deux jeunes gens n'ont pas été maltraités. Au cours de l'agression, qui a donné lieu à une fusillade entre les malfaiteurs et la police, les gangsters avaient pris trois autres otages, qu'ils devaient relâcher avant d'emmener avec eux M. Lebrun et Mlle Lesimple.

Les recherches pour retrouver les deux malfaiteurs ont été suspendues, mercredi, peu avant 3 heures du matin, sans avoir donné de résultat.

Mardi, en fin d'après-midi, nous rapporte Marcel Vannier, notre correspondant à Alençon, deux hommes, le visage masqué, s'étaient présentés à la succursale de la Banque régionale de l'Ouest, dans le centre-ville d'Alençon. Sous la menace de leurs armes, ils se faisaient remettre 95 000 francs. Au moment de sortir de la banque, les voleurs se trouvèrent face à la police, qui avait été alertée. Il s'ensuivit un échange de coups de feu, au cours duquel personne ne fut blessé. C'est alors que les gangsters prenaient en otage deux employés de la banque et un client, et parvenaient à s'enfuir en voiture. Mais, à 5 kilomètres d'Alençon, les deux hommes durent abandonner le véhicule atteint au réservoir à essence par un coup de feu. Ils relâchaient leurs premiers otages, et s'emparaient, sous la menace d'une Opel Kadett et de ses deux occupants : M. Lebrun et Mlle Lesimple. C'est avec ces deux nouveaux otages — retrouvés au cours de la nuit — que les malfaiteurs disparurent dans la forêt d'Ecouves qu'ils ont quittée, mercredi avec un sixième otage relâché sain et sauf, vers 6 heures, avec son véhicule, une Citroën CX, dans la région parisienne.

Un rapport du ministère de la santé sur le tabagisme

Désastre sanitaire

(Suite de la première page.)

Aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Norvège, aux Pays-Bas, en Finlande, en Australie, etc., non seulement la consommation a diminué (par exemple de plus de 30 % en dix ans en Grande-Bretagne), mais aussi depuis quelques années la fréquence des cancers du poumon a baissé chez les hommes adultes (de 35 % en dix ans en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis chez les hommes de la quarantaine, âge où s'expriment les effets du tabagisme pendant la première partie de la vie). Si l'action entreprise est poursuivie, cette baisse ira s'accentuant, car l'image de marque du fumeur a, dans ces pays, changé : il y est considéré comme intoxiqué incapable, faute de volonté, de mettre un terme à son autodestruction. La tolérance, voire la sympathie, dont il bénéficiait ont d'ailleurs évolué depuis que l'on sait que le fumeur est dangereux non seulement pour lui, mais aussi pour son entourage.

Des estimations plus qu'alarmantes

Pour lutter contre un fléau, il faut d'abord en prendre la mesure. Rares sont les Français, même parmi ceux se disant informés, qui l'ont fait. D'après un récent et remarquable rapport d'experts du ministère de la santé, le tabac a causé en France, en 1985, plus de cinquante-trois mille décès, soit environ un décès sur dix. Ce nombre est un minimum fondé sur des évaluations très prudentes. Le tabac a, notamment, été à l'origine d'au moins trente-deux mille décès par cancer (90 % des cancers du poumon, une proportion notable des cancers de l'œsophage, bouche, pharynx, larynx, estomac, vessie, rein et pancréas), soit plus du quart de l'ensemble des décès par cancer des deux sexes. Cette estimation, volontairement minimale, est inférieure à celle des experts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Centre international de recherche sur le cancer qui attribuent, en Europe occidentale, 30 % à 35 % des décès par cancer au tabac.

Les autres décès causés par le tabac sont dus principalement aux bronchites chroniques, à l'infarctus du myocarde et aux artérites. Le tabac joue ainsi un rôle primordial dans les deux principales causes de décès en France : les cancers et les affections cardio-vasculaires. De plus, la fréquence des maladies causées par le tabac augmente rapidement en France, car celles-ci apparaissent avec un délai de vingt à trente ans. Par exemple, le nombre de cancers du poumon a augmenté de près de 40 % depuis dix ans en France, il continuera à augmenter quoi que l'on fasse pendant encore au moins quinze ans, mais l'importance et la durée de l'augmentation dépendront de l'évolution de la consommation. En effet, nous voyons aujourd'hui les conséquences sanitaires de la consommation tabagique des années 60, comme on observait il y a dix ans celle des années 50. Or en France, la consommation de cigarettes a doublé de 1950 à 1975.

On comprend, dès lors, les avertissements de l'OMS et du Centre international de recherche sur le cancer, qui considèrent que le tabac représente le problème majeur de santé dans nos pays, et ceux du comité d'experts de la Communauté européenne, pour qui la lutte contre le tabac est la priorité des priorités.

La Sécurité sociale victime du tabac

Le coût financier des maladies dues au tabac, y compris leur coût social (arrêt de travail, etc.), avait été estimé il y a dix ans à 26 milliards de francs par an. Il serait actuellement supérieur à 40 milliards, en raison de l'érosion monétaire et de l'accroissement du nombre de malades. Les graves difficultés financières que connaît la Sécurité sociale sont pour une large part dues au tabac et à l'alcool. Une petite limitation de leur consommation suffirait à équilibrer le budget maladie de la Sécurité sociale. On a raconté une anecdote que nous avons de bonnes raisons de connaître. Un médecin cancérologue avait interpellé, il y a quelques années, son ami devenu ministre des finances : *« Ta main droite reçoit 1 franc représentant les taxes sur le tabac ; ta main gauche va donner 3 francs, coût des dépenses liées aux maladies provoquées par le tabac. »* Et le ministre de répondre : *« C'est moi qui reçois le franc, qui perçois les taxes. C'est mon successeur qui versera les 3 francs. »* C'était le temps des gouvernements éphémères. C'était aussi celui où l'on ne savait pas encore ce que les observations faites dans d'autres pays ont depuis démontré, à savoir qu'une augmentation des taxes peut à la fois augmenter les recettes et freiner la consommation, donc diminuer les dépenses.

Le problème du tabac en France est d'autant plus inquiétant que l'on fume de plus en plus jeune : il y a 12 % de fumeurs entre douze et treize ans, 50 % à seize ans et 66 % à dix-huit ans, le nombre de filles étant légèrement supérieur à celui des garçons. Par comparaison avec d'autres pays, ces chiffres sont terrifiants, d'autant que pour un fumeur de cinquante-cinq ans, à consommation égale, le risque de décès dû au tabac est deux fois plus élevé s'il a commencé à fumer à quinze ans que s'il a commencé à vingt ans. En outre, plus on a commencé jeune, plus il sera difficile d'arrêter.

Il suffit de constater ce qui se passe au voisinage des lycées, des universités pour prendre la mesure du problème. Les jeunes filles montent et descendent la rue ; toutes, ou presque, fument cigarette sur cigarette. Comment ne pas penser que dans vingt ou trente ans une sur quatre d'entre elles sera tuée après plusieurs mois de souffrances, d'asphyxie par une maladie provoquée par le tabac ?

Face à ce que le rapport de l'OMS appelle un désastre sanitaire, que peut-on faire ? Les rapports des experts de l'OMS, de la Communauté européenne et du ministère français de la santé aboutissent à des conclusions voisines sur les actions à entreprendre.

La première est l'information sur les risques encourus. On parle souvent du devoir de vérité envers les malades, ce devoir est plus impératif encore avant la maladie. Le Français est un adulte capable de l'entendre. L'indication « abus dangereux » portée depuis 1977 sur les paquets de cigarettes est un euphémisme pernicieux par rapport au risque. Une information objective serait par exemple : *« Un fumeur sur quatre meurt d'une maladie causée par le tabac. »*

Pour être efficace, l'information doit commencer à l'école, avant l'âge de dix ans, puisque dès que l'enfant a commencé à voir ses camarades fumer il est trop tard, les mécanismes de mimétisme l'emportant sur toute connaissance rationnelle. De plus, pour être efficace, elle doit être constamment répétée. Les fabricants de tabac le savent qui consacrent plus de 2 milliards de dollars par an à la publicité aux Etats-Unis et, semble-t-il, environ 1 milliard de francs, par an, en France. Une véritable réglementation de la publicité est d'ailleurs une autre mesure indispensable, et il faudrait mettre un terme à la façon dont les marchands de cigarettes tournent la loi en faisant de la réclame pour des allumettes ou des briquets portant leur label ou en apposant celui-ci sur des voitures de course.

Une deuxième série de mesures devrait viser à l'augmentation des taxes, car toutes les études qui ont été faites montrent l'effet dissuasif des prix sur la consommation, en particulier chez les jeunes. La France est aujourd'hui celui des pays de la Communauté, hormis la Grèce, où les taxes sont les plus basses et le prix des cigarettes le plus faible. La peur de l'indice des prix en est la cause.

Les experts européens ont proposé l'uniformisation des taxes dans la Communauté pour 1992 et l'usage d'un indice des prix dans lequel n'entre pas le prix du tabac ; un tel indice est depuis juin 1987 publié par la Communauté, et les syndicats de certains pays ont déjà accepté de le prendre comme base dans les négociations salariales car il est évidemment immoral de tenir compte dans cet indice du toxique le plus dangereux de notre civilisation. De plus, une partie du produit de la surtaxe pourrait servir à la lutte contre le cancer et les maladies cardiaques.

La limitation de la teneur en goudron des cigarettes permettrait de limiter l'effet cancérigène puisque celui-ci est proportionnel au taux de goudron. Or la France est de tous les pays industrialisés celui où le taux moyen de goudron des cigarettes est le plus élevé (17 mg en moyenne), alors qu'en Grande-Bretagne, par exemple, le taux maximal est de 15 mg et le taux moyen beaucoup plus faible. De plus, en France, paradoxalement, ce sont les cigarettes les moins chères dont le taux de goudron est le plus élevé, donc qui sont les plus dangereuses. C'est un handicap supplémentaire pour ceux dont les revenus sont modestes. L'inverse serait évidemment souhaitable.

Protéger les non-fumeurs

L'habitude de fumer se contracte essentiellement par imitation. Les adolescents veulent se comporter comme ceux qu'ils admirent, et si ceux-ci fument, ils croient inconsciemment que la cigarette leur donnera la même aisance et le même prestige. D'où le rôle capital des parents, des professeurs, des médecins de famille et aussi, il faut bien le dire, des vedettes de la télévision. Il serait indispensable que les personnages connus — acteurs, chanteurs, hommes politiques — s'abstiennent de fumer sur le petit écran, tant leur exemple est contagieux.

Il faudrait enfin aider, grâce à l'ouverture de consultations spécialisées, ceux qui souhaitent, sans y parvenir seuls, s'arrêter de fumer.

Une dernière série de mesures devrait viser à la protection des non-fumeurs puisque l'on connaît aujourd'hui les risques du tabagisme passif. Tout code de protection sanitaire doit imposer aux fumeurs le respect des autres, en particulier sur les lieux de travail et dans les locaux publics. La femme enceinte devrait bénéficier de mesures particulières étant donnés les risques pour le fœtus dus au tabac.

Le tabagisme constitue, comme le dit l'OMS, la principale menace sanitaire de notre civilisation. En France, il combine ses effets à ceux de l'alcoolisme, ce qui explique les fréquences records de certains cancers qui y sont constatées. La lutte contre le tabagisme en France a débuté tardivement et a été menée avec une extrême mollesse, ce qui explique la gravité de la situation actuelle qui contraste avec les progrès effectués dans beaucoup d'autres pays. Il est grand temps d'agir, car nous payons aujourd'hui les conséquences du tabagisme d'hier et l'on paiera demain celles de notre relative indifférence.

JEAN BERNARD,
de l'Académie française, et président du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.

et MAURICE TUBIANA,
président du comité des experts cancérologues auprès de la CEE.

« Mardi des cendres » en Belgique

BRUXELLES
de notre correspondant

Depuis le mardi 1er septembre, les Belges ne peuvent plus fumer dans les lieux publics sous peine de se voir imposer des amendes allant de 1 500 FB (environ 225 FF) à... 18 000 FB (environ 2 700 FF) pour les récidivistes. La première journée — baptisée « mardi des cendres » par certains — a été essentiellement consacrée à l'apposition d'affichettes dans tous les lieux concernés, et à l'information du public. Ce dernier semble se plier d'assez bonne grâce à cette législation, et les fumeurs faire contre mauvaise fortune bon cœur. Mais qu'en sera-t-il le jour où la période d'information étant terminée, les forces de l'ordre verbaliseront ?

Il s'agira aussi dans les jours qui viennent, de mieux préciser les endroits concernés. Ainsi, il est interdit de fumer dans les halls de gares, mais pas sur les quais ; dans les toilettes des bâtiments publics, mais pas dans les cafétérias ; dans les postes, mais pas dans les magasins « privés ». Si quatre fonctionnaires fumeurs se réunissent dans le bureau de l'un d'entre eux, ils peuvent sacrifier à leur vice en toute impunité. Mais si une personne entre à l'improviste, ils devront, jeter leurs mégots. L'interdiction, en revanche est totale dans tous, les locaux scolaires, y compris les salles des professeurs.

J.-A. F.

REPÈRES

Superphénix

La vidange a commencé

La vidange du sodium contenu dans le barillet du surgénérateur Superphénix à Creys-Malville (Isère), a commencé, le mardi 1er septembre, à 20 h 40. La direction de la centrale espère ainsi localiser la fuite détectée en mars dernier sur ce cylindre qui sert de sas de transit aux combustibles (*le Monde* du 12 août).

Cinq spécialistes doivent se relayer pour surveiller, jour et nuit, l'écoulement des 626 tonnes de sodium dont le niveau baisse de 10 centimètres par heure et tenter ainsi de localiser la hauteur de la fissure. Pour connaître son emplacement exact, ils tenteront de détecter, à l'aide d'un microphone, le bruit de la fuite des bulles de sodium.

Animaux

Manifestation devant le cimetière d'Asnières

Plusieurs dizaines de détenteurs de concessions au cimetière de chiens d'Asnières (Hauts-de-Seine) ont manifesté, le mardi 1er septembre, devant les grilles fermées de l'établissement. Ils réclamaient la réouverture — et la réfection — du plus ancien cimetière pour animaux créé en France, où l'on dénombre aujourd'hui quelque deux mille six cents tombes. La veille, le concessionnaire avait cadenassé les grilles rouillées en prenant la presse à témoin de l'abandon de l'établissement, qu'il gérait en location. Car le propriétaire du lieu, M. Dubouet du Portal, ne voulait pas engager de dépenses pour l'entretien d'une société constamment en déficit.

Aujourd'hui site classé (*le Monde* du 1er juillet), le terrain devrait être exproprié après une enquête publique qui sera lancée le 23 septembre. Ni la ville d'Asnières, ni le département des Hauts-de-Seine, ni l'Etat, n'entendent voir disparaître le cimetière. Il sera seulement repris en main.

Défense

Exercice allié en Atlantique

Vingt-cinq bâtiments de guerre français, appartenant pour leur quasi-totalité à la première (Cherbourg) et la deuxième (Brest) région maritime, participent depuis le 1er septembre et jusqu'au 17 septembre à l'exercice « Ocean Safari » de l'OTAN, qui mobilise une centaine de navires en Atlantique. Pour la première fois, les Espagnols se sont joints aux neuf marines alliées engagées dans une manœuvre qui consiste à ouvrir la voie à une colonne de navires marchands venant des Etats-Unis pour ravitailler l'Europe. Outre ses bateaux de Brest et de Cherbourg, la France aligne le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire *Casabianca,* qui relève de l'escadre de Toulon. L'ensemble des bâtiments français a été mis sous les ordres du préfet maritime de Brest et commandant en chef en Atlantique, le vice-amiral d'escadre Dominique Lefebvre, pour respecter la situation particulière de la France au sein de l'OTAN, où les forces françaises ne sont pas sous le commandement intégré allié. C'est, du reste, la même position que la marine espagnole a adoptée pour cet exercice naval.

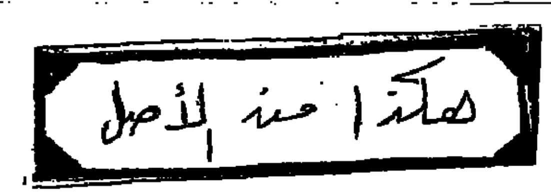
Torture

Un colloque mondial sur les victimes

Plusieurs centaines de médecins et psychologues, représentant dix-huit pays (Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Bolivie, Chili, Colombie, Costa-Rica, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Philippines, RFA, Salvador, Suède et Uruguay) et trente-cinq organisations sont réunis à Paris, du 1er au 5 septembre, à l'initiative du (COMEDE) Comité médical pour les exilés pour le premier colloque mondial sur les victimes de la torture et de l'exil.

En effet, les personnes qui ont été persécutées continuent à souffrir longtemps de troubles divers (cauchemars, migraines, maux d'estomac, dépression...) et deviennent parfois incapables de vivre en société. Mardi 1er septembre, à l'ouverture de ce colloque, M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, a souligné la nécessité de réserver un accueil particulier à ces victimes et *« d'être à l'écoute »* de leur souffrance.





هكذا من الأصل

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Un enfant de Calabre », de Luigi Comencini

La gloire de Mimi


Gian Maria Volonte

EN 1960, dans un petit village oublié de Calabre, à travers champs, par les routes et les sentiers de montagne, un garçon de douze à treize ans (Santo Polimeno) court obstinément.

Il n'est pas spécialement beau ni malin, et pas bavard avec ça. La peau mate, l'œil et le cheveu noirs, il n'a rien d'extraordinaire, sinon deux longues jambes et, au bout, une idée fixe.

La nuit, le jour, après l'école, pieds nus pour ne pas abîmer son unique paire de chaussures, Mimi court comme un jouet détraqué. Pendant ce temps-là, il ne pense pas, il est heureux, il rêve. A en devenir malade.

Le « boiteux communiste blasphémateur »

A rendre fou son père (Diego Abatantuono), qui justement est gardien dans un asile d'aliénés, parce qu'il n'a pas fait d'études, que la terre ne rapporte plus et qu'il ne comprend pas pourquoi son rejeton n'est pas plus appliqué en classe, alors que l'oncle, un tonton mafioso a promis de l'aider.

Il faut dire que le père a une façon bien dure de se faire plus ou moins respecter, à coups de ceinture ou de bâton, qui ne peut grand-chose contre la passion de Mimi. D'autant que le véloce moutard a pour alliés une mère en larmes mais bienveillante et Felice (Gian Maria Volonte), le conducteur de bus que le village désigne comme le « boiteux communiste blasphémateur » et qui devient l'entraîneur du dératé.

Volonte, au volant de son gros bus bleu, encourageant de la voix le miniscule Mimi cavalant sur le chemin de l'école, on s'en souviendra avec tendresse et longtemps, comme du récit épique qu'il lui fait de la bataille de Marathon et de l'exploit de Philipidès, le messager des quarante-trois kilomètres légendaires.

A quoi tient le bonheur de Comencini, qui a produit à Venise une émotion cousine de celle du film jusqu'ici le plus applaudi, celui de Louis Malle ?

Délivré des machines un peu complexes et longues de *la Storia* et de *Cuore*, sans les contraintes de la télévision, il retrouve, le temps d'un film à budget modéré, la grâce d'un amoureux de l'enfance et des années d'apprentissage (comme dans *les Aventures de Pinocchio* ou *Casanova*).


Santo Polimeno dans le rôle de Mimi

Tout est là – la critique sociale, la Mafia, le machisme obtus, la misère du Sud italien, l'arrogance des fils de bougeois – et rien ne pèse. Cet « enfant de Calabre » a la légèreté, l'acuité d'une fable universelle sur l'appétit et le sens de la vie, et, on le découvrira à Paris au début de l'an prochain, Mimi n'en a pas fini de courir dans nos mémoires.

MICHEL BRAUDEAU.

Hommage à Joseph Mankiewicz

Le fin renard d'Hollywood

Rude septembre pour Joseph Mankiewicz. Le Festival de Venise, puis celui de Deauville, puis la Cinémathèque française, puis celle du Luxembourg, lui rendent hommage au cours d'une rétrospective complète de son œuvre. Cascade d'honneurs qui laissent le cinéaste ironiquement songeur : « Tout cela a des allures un peu posthumes. Je serais donc mort et personne ne m'aurait prévenu ? »

IL est regrettable qu'aucun des hommages qui seront rendus à Joseph Mankiewicz n'ait – jusqu'à nouvel ordre – songé à y incorporer les films écrits et produits mais non réalisés par lui, tels *Fury*, de Fritz Lang, *Three Comrades*, de Frank Borzage, *Philadelphia Story*, de George Cukor, ou *Women of the Year*, de George Stevens, ces deux derniers avec Katharine Hepburn.

A près de quatre-vingts ans, et malgré une récente opération aux cordes vocales, Joseph L. Mankiewicz a bon pied bon œil, une langue acide et une mémoire sans faille. Il nous a reçus tout un après-midi dans la bibliothèque de sa maison de campagne, près de New-York. Les murs sont envahis de livres, souvent consacrés au théâtre : tout Molière, tout Shakespeare, tout Marivaux, toutes les pièces de la Restauration. Mankiewicz est assis dans un fauteuil confortable, entre ses deux chiens, Brutus et Cassius, deux personnages du *Jules César* de Shakespeare.

« Apprendre » le cinéma. Vous connaissez le proverbe : *« Ceux qui peuvent font ; ceux qui ne peuvent pas enseignent. »* On ne peut pas enseigner le talent. On peut l'aider à s'amplifier et à s'affiner, on ne peut pas l'inculquer...

Les critiques. Mon père était professeur émérite à l'université Columbia. Il m'a appris à me méfier des gens presque cultivés. La majorité. Une sorte de médiocratie. Envieux de ce qu'ils ne peuvent avoir : l'étincelle. Et ils deviennent... critiques. Certes, il y a eu Diderot, et Baudelaire. Ils ont élevé la critique au rang d'art. C'est l'exception. Avec quelques autres.

Jean-Luc Godard *The Quiet American*, tiré du roman de Graham Greene, que j'ai toujours admiré, venait de sortir. C'était un flop. A ma grande surprise, un metteur en scène français, que je n'ai toujours pas rencontré et dont je n'ai donc jamais eu l'occasion de serrer la main, reçoit carte blanche à la Cinémathèque française et qualifie *The Quiet American* de meilleur film de l'année. Il s'appelait Jean-Luc Godard et il avait compris. J'étais persuadé d'avoir échoué dans mon entreprise ; or j'ai lu dans sa critique tout ce que j'ai voulu mettre dans le film. A cause de lui, j'ai compris que chez vous, peut-être, on savait voir les films différemment.

François Truffaut. Je ne l'ai non plus jamais rencontré et je le regrette. Il disait avoir été frappé par la structure de *A Letter to Three Wives* et celle de *la Comtesse aux pieds nus*, et écrivait en conclusion : *« Hollywood ne demandait à Mankiewicz que de vernir les meubles, alors qu'il brûlait de briser les murs. »* Je me suis toujours demandé comment cet homme à qui je n'avais jamais parlé avait pu si bien comprendre. Truffaut avait raison : je voulais abattre les murs...

La France. Je suis souvent revenu en France depuis le temps où je faisais la plonge au Dôme à Montparnasse, en 1929... J'ai toujours eu une histoire d'amour vis-à-vis du cinéma français. Je ne sais pas s'il y aurait eu un Busby Berkeley sans *Sous les toits de Paris*. J'admirais profondément les films de Guitry, René Clair, Pagnol. Il y avait de l'humanité à l'image.

Débuts. Mon frère Herman Mankiewicz (coauteur de *Citizen Kane*) m'avait déniché un job de « scénariste débutant ». A l'époque, ça consistait surtout à inventer des titres. Les studios vendaient les films sur titres aux cinémas dont ils étaient propriétaires ; après quoi, il fallait inventer une histoire qui convienne au titre et s'accommode des stars sous contrat : quatre Clara Bow, trois Gary Cooper, deux Olga Baclanova...

Je m'en suis sorti grâce... aux Jeux olympiques de 1932. Ben Schulberg dirigeait le studio, je savais qu'il voulait faire un film sur les Jeux. Je lui ai demandé audience et lui ai dit : *« Je le vois déjà, votre film. Buddy Rodgers devra gagner la course, à cause de Mary Bryant qui sera dans les tribunes. Ou alors il devra laisser Richard Arlen gagner la course car il sait que Mary Bryant, au fond d'elle-même, est amoureuse de Richard Arlen mais elle ne le sait pas encore, et Buddy Rodgers optera pour un noble sacrifice. Quel ennui ! Si on faisait plutôt une comédie ? »*

Quand j'étais lycéen – à l'âge de quinze ans, – j'avais interviewé W.C. Fields pour le journal de l'école. Rencontre déterminante. Il m'avait dit d'aller le voir si jamais je venais à Hollywood... Et c'est ainsi que j'ai écrit *Million Dollar Legs*, autour des Jeux olympiques et pour W.C. Fields.

« Money ». Quand j'étais président de la Guilde des réalisateurs, la seule préoccupation était le problème du communisme. La télévision n'était pas encore une force ; nous nous sommes tous fait voler nos droits dérivés. Ils étaient malins, en face. Je peux vous montrer le contrat de *Million Dollar Legs*, en 1931 : le studio mentionnait déjà (en se les appropriant) les droits pour la télévision, qui naissait à peine. On était tous logés à la même enseigne, Mankiewicz aussi bien que Faulkner. Comme si c'étaient les frères Warner qui les avaient écrits.

Jules César. Je tenais à le réaliser en noir et blanc. En couleur, le sang aurait été trop rouge ; il aurait détourné l'attention du rapport entre Brutus et César. Aujourd'hui, c'est le sang qui aurait la vedette...

Les Anglais étaient horrifiés à l'idée que Marlon Brando ait le rôle de Marc-Antoine. Pourtant, un an plus tard, Brando remportait l'oscar britannique du meilleur acteur. Je n'ai jamais de ma vie eu d'aussi bonnes critiques de la part des Anglais ! Même les tabloïds ont titré : *« Nous étions venus pour railler ; nous sommes restés pour acclamer... »*

Venise. L'hommage à Venise m'amuse follement. *Jules César* est le seul film que j'ai jamais eu envie d'envoyer dans un festival. Curieusement, le Festival de Venise l'a rejeté : pas assez bon pour eux. C'est la seule gifle que j'ai jamais reçue de ma vie, et j'ai voulu savoir pourquoi. Il m'a été répondu que seul un réalisateur hollywoodien oserait faire un film sur la vie de Jules César dans lequel Brutus lirait un livre et où l'on parlerait d'un carillon qui sonne l'heure. J'ai répondu au directeur du Festival que c'était là un des anachronismes les plus célèbres de Shakespeare ; je lui ai même donné l'orthographe exacte du nom de l'auteur.

Cléopâtre. Vous parlez sans doute d'un film fait par quelqu'un d'autre ! Le mien, celui que je voulais faire, était en deux parties – *César et Cléopâtre*, puis *Antoine et Cléopâtre*, – chacune devant durer deux heures quinze, à sortir en même temps dans des salles différentes.

Après avoir une fois de plus souillé la Normandie en y tournant son *Jour le plus long*, Darryl Zanuck arrache à Spiros Skouras le pouvoir à la Fox. Et tombe le diktat : Zanuck ne veut pas de deux films, il n'en veut qu'un, de *trois heures et demie*, sans entracte. Ce qui fichait en l'air toute ma structure. Et tout mon propos. Antoine suivait César, et ne cessait de s'interroger : suis-je aussi grand que César ? Sur un champ de bataille, je peux le prouver; mais au lit avec Cléopâtre, ferais-je aussi bien que lui ? Compte tenu de la femme qu'elle était, Cléopâtre savait qu'elle tenait Antoine dans le creux de sa main. Et elle en a fait son esclave. C'est un fait historique et une vérité dramatique. Tout cela est demeuré accroché à un clou dans une salle de montage. En détruisant ce rêve de son maillet de polo – c'est avec ça qu'il refaisait le montage des films dans le dos des réalisateurs, – Zanuck a également détruit la meilleure performance de toute la carrière de Richard Burton.

Stars 1987. – Il y a nombre de jeunes comédiens et comédiennes doués à l'heure actuelle. J'ai simplement peur qu'ils accèdent un peu trop vite au statut – illusoire – de « légendes ». Leurs carrières démarrent trop vite, ils vont trop vite trop haut, sans avoir vraiment le temps de s'enrichir intérieurement. Dommage. Certains d'entre eux méritent mieux.

Propos recueillis par
HENRI BÉHAR.


ALAIN PELE
Marilyn Monroe et Joseph Mankiewicz

CINÉMA

« Sous le soleil de Satan », un film de Maurice Pialat

Leçon de ténèbres

LE soleil de Satan, les insomniaques et les rêveurs vigilants peuvent en témoigner, ne brille, comme la sagesse de Hegel, qu'à la tombée du jour.

Sous un autre ciel, un ciel intérieur, passé une frontière invisible, infranchissable sinon par miracle, entre les êtres, leur apparence obscure et leur intime clarté.

Pour s'être risqué courageusement dans cette zone crépusculaire, Maurice Pialat a couru tous les dangers, reçu les lauriers (la Palme d'or à Cannes) et les lazzi d'un certain public. Il y a répondu avec la virtuosité que l'on sait, et qui n'est pas le moindre charme de son tempérament.

Pourquoi cet accueil ? A-t-on sifflé l'homme de caractère alors qu'on s'accordait sur trois interprètes (dont lui), tous parfaits ? Ou bien le texte de Bernanos, sans l'avoir lu ? On a plutôt eu peur, dirait-on, du « spirituel », de la beauté âpre du monde et de la langue de Bernanos, du ton épuré, inspiré, de Pialat.

Sous le soleil de Satan, ce n'est pas *la Guerre des étoiles,* évidemment (pourtant, on est de bout en bout en plein fantastique), mais ce n'est pas un film « religieux », ni prêcheur, pas plus que la *Thérèse* d'Alain Cavalier.

Une sagesse amère

L'abbé Donissan (Gérard Depardieu) est un pauvre curé qui doute de ses dons, de sa valeur. Une force de la nature troublée, un athlète fendu. Son doyen, Menou-Segrais (Maurice Pialat), décèle en lui un candidat possible à la sainteté, devine une dimension supérieure dans ce héros malhabile et délicat, ce monument gauche qui pourrait beaucoup pour son prochain, si seulement la grâce divine orientait sa puissance terrienne.

Mouchette, de son côté (Sandrine Bonnaire), est une gamine, qui joue de la lâcheté des hommes qu'elle séduit, en tue un, se croit pour cela exceptionnelle. Une nuit, alors qu'il s'est écarté de la grand-route, Donissan croise dans la campagne un vagabond à chapeau mou qui n'est autre que le Malin ; par un baiser du démon, l'abbé devient visionnaire, déchiffre magiquement la pensée des humains, de Mouchette notamment, dès qu'il la rencontre.

Il n'est donné à personne de lire si profond dans le cœur des autres, sinon à Dieu, au Diable. Aux saints, peut-être.

Donissan est-il un saint, un illuminé, un fou ? A quoi bon ce don fatal ? Pialat ne tranche en faveur d'aucune thèse, ni celle du miracle, du surnaturel, ni celle de la folie. Parce que, dans la fièvre de son abbé possédé, il entre une part de sagesse amère, irréfutable, sur l'*« immense tromperie de la vie ».*

Bien sûr, Pialat a trahi Bernanos — il le dit, — mais avec tant de justesse qu'on ne saurait lui reprocher de laisser le message ambigu, ouvert : c'est l'intelligence du film de ne pas se prononcer.

Par la puissance de son style, sa façon de tailler son récit en grands pans abrupts, de porter ses acteurs au sublime de leur jeu, d'emporter l'émotion et de laisser en même temps, comme une arête dans la gorge, le subtil reliquat du doute, Pialat a produit un chef-d'œuvre.

M. B.


DR
Jean-Christophe Bouvet et Gérard Depardieu.

Un entretien avec le réalisateur

Le plus maudit, le plus médaillé

Avec « Sous le soleil de Satan », c'est la troisième fois que Gérard Depardieu travaille sous la direction de Maurice Pialat.
Ce n'est pas pour rien.
Ni par masochisme.
Si le film a reçu un accueil difficile à Cannes c'est qu'il sort enfin des sentiers battus ;
si la Palme d'or lui a été attribuée à l'unanimité, c'est qu'il est exceptionnel.


SYGMA
Maurice Pialat.

J'Y étais, moi, monsieur, madame... Je faisais partie du jury du XLe Festival de Cannes. Soumise à l'obligation de réserve et ne songeant pas à m'y dérober, je ne vous révélerai donc aucun secret des délibérations, même s'il y a une relative prescription. Comme nous étions neuf, je peux cependant vous avouer que nous avons souvent joué huit hommes (et une femme) en colère... Pourtant, et c'est assez important dans le cas qui nous occupe, non seulement *Sous le soleil de Satan* s'est vu décerner la Palme d'or, mais encore le film de Maurice Pialat a remporté la récompense suprême *à l'unanimité...*

Comme j'y étais, je peux aussi vous rassurer. En vous affirmant que le légendaire « bras d'honneur » de Pialat après la proclamation des résultats n'est qu'une légende. Pialat est monté sur le podium avec un bon sourire malgré les premiers sifflets. Il était heureux. Et comme des huées continuaient de se mêler aux bravos, il a prononcé une belle phrase très calme, peu aimable sans doute, comme l'accueil que la France, sur le moment, faisait à ce succès français. Puis il a levé le poing bien haut en signe de défi et de victoire.

Sur cet instant controversé, sur son statut ambigu de faux « maudit », sur l'espérance pudique qui le tenaille de voir le public, le grand public, rencontrer son film, Maurice Pialat s'exprime.

« Dans quel état d'esprit êtes-vous arrivé à Cannes ?

— Ça n'est pas original, ni très élevé, comme pensée. Pour gagner. Pourtant, je ne fais pas du cinéma pour remporter des prix, parce que je compare ça aux médailles des Salons de peinture du XIXe siècle. Ça fait un peu passer la vieillesse, les médailles, on décore énormément les vieilles gens. Or moi qui passe pour un cinéaste maudit en France, je dois être le plus médaillé de tous. Le prix Lumière, le prix Delluc, le prix Vigo, le césar, le Lion d'or du court métrage à Venise, des prix d'interprétation pour mes comédiens, Jean Yanne, Gérard Depardieu... Mais la Palme, cette année, je n'y croyais pas trop. Nous avions déjà quitté Cannes. Nous étions dans un restaurant de Marseille, lorsqu'on nous a localisés, nous laissant entendre avec des précautions ridicules que, peut-être, il vaudrait mieux que nous revenions, oui, même Gérard, bien que, s'il y avait quelque chose, cela ne serait sans doute pas pour Gérard...

— Une Palme d'or pour la France, vingt ans après celle de Lelouch, cela aurait dû être l'euphorie...

— Oui, mais voilà, dès que Pialat arrive quelque part, c'est la panique. Et on dit que c'est lui qui la met... J'ai lu à plusieurs reprises et entendu qu'une cérémonie qui aurait dû se dérouler dans la sérénité avait été « gâchée », avait été « salie », par un type ignoble venu proférer des injures, insulter les gens. C'est un comble ! Ça m'a atteint, vraiment. Je m'en remets à peine, je me sens encore en convalescence. J'ai été touché à ce point, parce que je me suis dit : « Ça ne finira donc jamais. » C'est décourageant, et comme s'y ajoutent tant de choses décourageantes lorsqu'on s'obstine à faire des films...

— Comment expliquez-vous cette aura politique qui vous entoure ? Ne l'avez-vous pas souvent vous-même suscitée ?

— Ça vient de loin. Les jeunes gens de la nouvelle vague avaient déjà du succès lorsque, moi, je m'échinais encore sur mes courts métrages. Pour être franc, je déteste la nouvelle vague, et elle me l'a bien rendu. Exception faite de François Truffaut, qui a été coproducteur de *l'Enfance nue,* mon premier long métrage, pour une somme dérisoire, mais il faut tout de même le signaler. Les autres, je les gêne. A partir de *la Gueule ouverte,* je fais des films anormaux, des embryons de film ; moi-même je me décourage, je me mets à l'écart, je m'exclus.

— Dès lors, le malentendu s'instaure ?

— Beaucoup plus avec le métier qu'avec le public. *L'Enfance nue* n'avait pas très bien marché, mais j'avais eu une presse formidable, et c'était un premier film... Après, je devais réaliser *Nous ne vieillirons pas ensemble,* j'ai brûlé le scénario pour une histoire de bonnes femmes. Arlette (1) était jalouse que j'écrive une histoire sur la femme que j'avais connue avant elle. Bon, ça, encore, ça peut se comprendre. A ce moment-là, on me propose de donner pour la télévision *la Maison des bois.* J'ai accepté. Une chance. Seulement parce qu'à l'époque, en 1969, je n'avais pas 200 balles par mois pour vivre. Mais je fais toujours les choses à moitié. Si j'avais réécrit le scénario à 100 %, ce serait le chef-d'œuvre qu'on dit. Je ne l'ai réécrit qu'à 80 %.

» Mais lorsque j'ai remis *Nous ne vieillirons pas ensemble* en chantier en 1972, et que j'ai voulu prendre des vedettes pour enfin faire des entrées, on s'est récrié : *« Pas vous ! C'est indigne ! Jouez-le vous-même et tournez-le en 16 mm. »* Je n'ai pas écouté les vertueux. Le succès qu'on sait est venu. Et les gens qui adoraient mes films quand ils ne marchaient pas ont commencé à me cracher à la gueule...

» Alors, je leur ai fait plaisir, à ces gens-là, parce que, ensuite, j'ai tourné *la Gueule ouverte,* où je me faisais hara-kiri. Après ça, je n'ai plus fait de films personnels. Et pendant dix ans, j'ai eu un comportement suicidaire et, pour tout dire, allons-y, masochiste ! On en est là. J'ai soixante ans passés. Récemment, après m'être ressaisi lentement — je suis très lent, — j'ai su qu'il était temps que je joue. Parce que j'avais les cartes en main.

— Bernanos, tout de même, c'est une donne difficile.

— Je me souviens des objections que j'avais moi-même émises lorsqu'il avait été question de tourner *Sous le soleil de Satan,* au moment de *Police* déjà : « Ce sont les jeunes qui vont au cinéma, comment cette histoire de curé les intéresserait-elle, ils n'ont pratiquement jamais vu une soutane de leur vie... »

— Vous êtes pour vos propres films le critique le plus féroce, vos facultés d'autodénigrement sont sans limite. Aimez-vous, au moins, aimez-vous enfin *Sous le soleil de Satan* ?

— Je l'ai revu une fois depuis Cannes, pour des raisons techniques. Je n'ai pas été trop déçu. Il y avait un plan de deux minutes, mauvais. Je l'ai supprimé. Sinon, je crois que le film tient la route. Même la famille Bernanos, qui était très réticente, a changé d'avis et semble l'apprécier...

— Que vous reprochaient les Bernanos ?

— Ils réfutaient la dernière version du scénario que je leur avais soumise, sous prétexte qu'en était absente la « dimension du surnaturel ». Ils nous conseillaient vivement de ne pas entreprendre le tournage. Il faut dire que lorsque nous avons reçu leur lettre, nous étions déjà en plein tournage...

» Il faut dire aussi que mes trahisons ne sont pas légères...

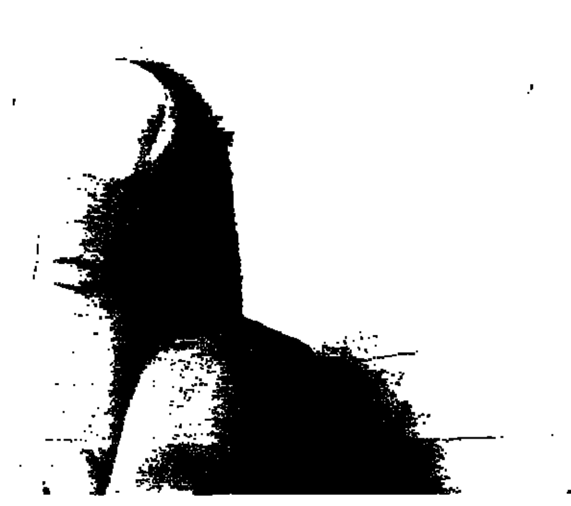
— Qu'appelez-vous vos trahisons ?

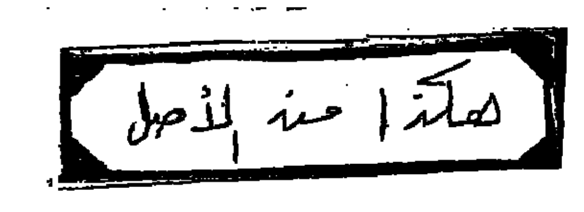
— J'ai pensé, et beaucoup de spectateurs penseront la même chose en voyant le film, que Gérard (l'abbé Donissan) est en grande partie responsable du suicide de Mouchette. Bernanos avait pris grand soin de se défendre de cette interprétation. Pour lui, le coupable, c'était Satan... D'autre part, j'ai ôté au geste de Mouchette, demandant, la gorge tranchée (comme c'est commode !), à Donissan de la porter sur les marches de l'autel, sa valeur d'obéissance au dogme. Enfin, je n'ai pas tourné le miracle comme il est écrit. Il y avait une sorte de bric-à-brac qui ne me plaisait pas. La bougie s'éteignait, Donissan perdait son mouchoir... Pour moi, le gosse ouvre les yeux un instant et l'abbé pense qu'il est ressuscité. Mais il ne l'est pas. Voilà.

» Vous n'allez pas me poser la question que tout le monde me pose. Alors je vais vous y répondre quand même. Est-ce que, personnellement, je crois au miracle ? Oui, j'y crois. Dans le film. »

Propos recueillis par
DANIÈLE HEYMANN.

(1) Arlette Langman qui fut sa compagne.









DANSE

Le Lac des cygnes de Noureev.



Canard pékinois, de Joseph Nadj.



Régine Chopinot.



Trisha Brown.

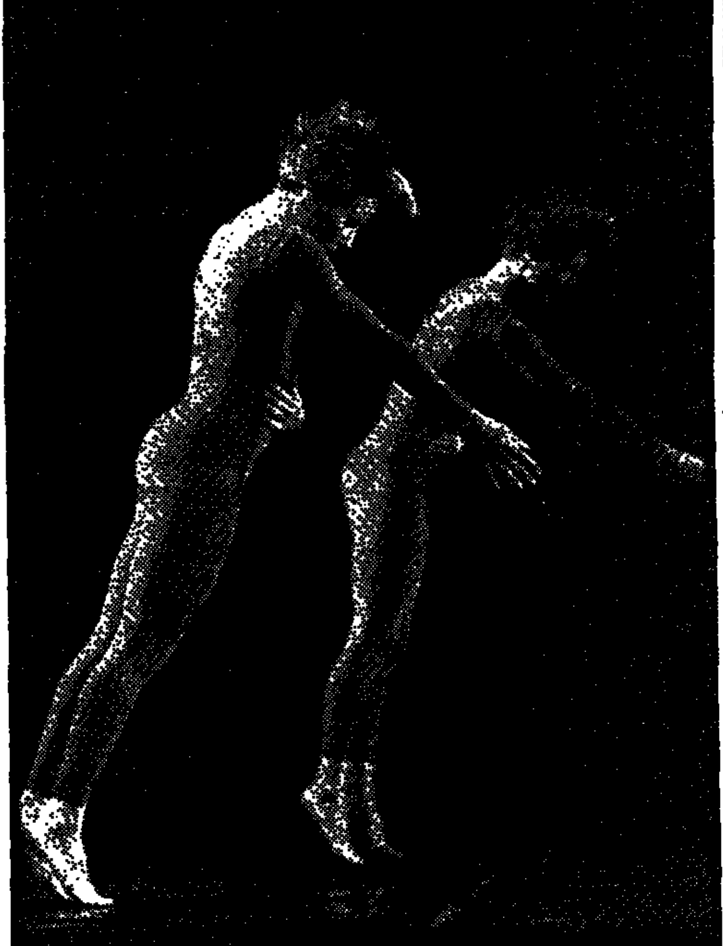
La rentrée chorégraphique

Retours au répertoire

Ouverte par un spectacle branché, au Zénith, et l'installation de l'école de l'Opéra à Nanterre, la saison chorégraphique préfigure l'année 1988 placée sous le signe de la danse.

SOUTENUE par de nombreux parrainages, entièrement financée par le privé, la soirée organisée par le Théâtre contemporain de la danse au Zénith, le 30 septembre, est pour son président, André Larquié, l'occasion de donner un coup de projecteur sur la création chorégraphique, sa diversité, son humour. Dominique Bagouet, Daniel Larrieu, Angelin Preljocaj et même le Trokadéro-Ballet interviendront au cours de cette fête de la danse où Régine Chopinot reprend un succès, *Appel d'air.*

Mis en place en avril 1984 par Jack Lang, le TCD a pour vocation de promouvoir les jeunes compagnies, de les projeter dans les circuits de production. Théâtre *éclaté*, sans lien fixe, il éparpille son action, loue des salles, pratique la coproduction et parvient à présenter une quinzaine de programmes par an. Pour la rentrée, il annonce *Zoopsie comedie* (Lolita Beaugeste) au Bataclan, au CNDC d'Angers et le prélude de sa *Carmen*, où elle projette sa vision personnelle de la femme.



Trisha Brown.

Les rebelles

En décembre, le Festival d'automne et le Théâtre de la Ville présentent également *Mort de rire*, où les inséparables Monnier/Duroure tentent d'échapper au piège de la danse à deux pour suggérer une apocalypse grinçante et macabre vécue par six danseurs dans un huis clos nourri de fantasmes.

On est loin cependant des premiers *étonnements* du Festival d'automne. Le risque est pris aujourd'hui par d'autres, comme le théâtre de la Bastille. Après avoir accueilli à leurs débuts, François Verret, Bernardo Montet, Marc Tompkins, Monnier-Duroure, Joseph Nadj, il affiche pour le 10 septembre Laura de Nercy et Bruno Dizien, spécialisés dans la danse d'escalade *(le Creux poplite)* et Michèle-Anne de Mey, complice d'Anne Teresa de Keersmeaker, fascinée par les danses de salon et les jeux d'enfants. *(Face à Face)* le 15 septembre, l'Espace Kiron ouvre son cycle « Danses singulières » avec une carte blanche de la compagnie Astrakan (Daniel Larrieu).

Jean Robin, directeur du Festival international de danse de Paris, aux prises avec des difficultés financières, a dû renoncer à son Forum, qui devait présenter au Cirque d'hiver douze jeunes groupes. Si l'on considère que le concours de Bagnolet bat de l'aile et que celui de la Ville de Paris a été supprimé, on peut se demander si l'année 1988 – celle de la danse – ne va pas se solder par un désengagement des pouvoirs publics à l'égard des jeunes compagnies contemporaines et par une tendance à privilégier le répertoire.

Les officiels

Le hasard veut en effet que la programmation de l'Opéra de Paris et celle du vingt-cinquième Festival international de la danse (qui a invité au Théâtre des Champs-Elysées le London Festival Ballet, le Royal Ballet du Danemark, le Ballet-Théâtre français de Nancy) et au Palais des congrès, le Kirov de Leningrad transforment l'actualité chorégraphique de la rentrée en une spectaculaire confrontation entre les grands styles classiques.

Confrontation entre deux Lac des cygnes : celui du palais Garnier, revu par Noureev, et la version Sergueev du Kirov, entre le style académique russe de Petipa et celui de Bournonville (préservé par le ballet danois), tous deux héritiers de la danse classique française. Ce sera aussi la confrontation entre de grands chorégraphes néo-classiques : Serge Lifar dansé par le Ballet de Nancy, Harald Lander et John Cranko à l'affiche du London Festival Ballet, et John Neumeier défendu par le ballet de l'Opéra de Paris, avec un *Magnificat* créé au Festival d'Avignon.

Pas de ballet classique sans superstar. Le Festival international de danse de Paris en annonce quelques-unes : Makarova dans *Eugène Onéguine*, de Cranko, avec Peter Schaufuss, Marcia Haydée dans *Phèdre* de Lifar, Patrick Dupond dans *Icare* (une de ses meilleures interprétations), Vassiliev et Maximova dans la *Giselle* du Kirov.

Et puis il y a les jeunes, les inconnus. Va-t-on découvrir chez les Danois ou au Kirov de nouveaux talents, des étoiles en puissance ? Suspense...

MARCELLE MICHEL.

Mort de rire, par la Compagnie Monnier-Duroure.

Joseph Nadj l'outsider

APRÈS Philippe Decouflé, Daniel Larrieu, Monnier Duroure, Angelin Preljocaj, c'est Joseph Nadj qui crée la surprise et apporte à la danse un poids d'images, de souvenirs, de magie venus du fond de l'Europe.

Né en Yougoslavie, aux confins de la Hongrie, Joseph Nadj reste attaché à son village. Arrivé à Paris voici cinq ans, il est allé d'instinct vers la peinture et la danse. Puis ce furent les rencontres, Marc Tompkins, François Verret.

Comme François Verret, Nadj sait faire le vide en lui ; il sait se laisser envahir, posséder, par des mouvements inquiétants et beaux. Comme Jean-Claude Gallotta, mais dans un autre registre, il pratique la danse-mémoire. Son premier ouvrage, *Canard pékinois*, succession de tableaux percutants, recèle assez d'énigmes, d'énergies filtrées pour qu'on n'en finisse pas de s'interroger.

M. M.

La rentrée des classes

SEPTEMBRE sera aussi une rentrée exceptionnelle pour les élèves de l'école de danse de l'Opéra, avec des locaux flambant neufs à Nanterre. A Lyon, un département de danse vient d'être créé au sein du Conservatoire national de musique. Animé par Didier Deschamps, il comprend deux sections – classique et moderne, – ce qui est un événement, et fait une large part aux disciplines complémentaires. L'enseignement en troisième année est conçu comme une préparation à la scène, les élèves formant une troupe de danse itinérante avec un programme de plusieurs pièces montées pour eux par des chorégraphes invités. Il est à noter que l'enseignement, gratuit, est ouvert aussi aux étrangers.

De nouveaux locaux en cours d'aménagement sur les quais de Saône devraient être ouverts en mars 1988.

Au Centre national de danse contemporaine (CNDC) d'Angers, Michel Reilhac, directeur depuis 1984, inaugure un programme d'enseignement modifié avec un cursus d'études de trois ans où les danseurs, constitués en compagnie dès la deuxième année, sont amenés à interpréter, à Angers et dans la région, des chorégraphies composées pour eux.



EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

ANTONIN ARTAUD. Salle d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 11 octobre.

NOUVELLES TENDANCES : Les avant-gardes de la fin du XXe siècle. La mutation des styles. Galerie du CCI. Jusqu'au 8 septembre.

ILES. Galerie de la BPI. Jusqu'au 21 septembre.

PAUL OUTERBRIDGE. Galerie du Forum, r.-de-ch. Jusqu'au 13 septembre.

HUGH FERRISS : METROPOLIS. Dessins d'architecture. CCI. Jusqu'au 14 septembre.

IL CORSO DEL COLTELLO. Claes Oldenburg ; Coosje Van Bruggen ; Franck O. Gehry. Forum. Galeries contemporaines. Jusqu'au 5 octobre.

Musées

LE TROISIÈME ŒIL DE JACQUES-HENRI LARTIGUE, photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (42-56-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 3 janvier 1988.

9e SALON FIGURATION CRITIQUE. Grand Palais. (Voir ci-dessus). Du 5 au 21 septembre.

CHARLES MATTON. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (47-23-30-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 45. Jusqu'au 14 septembre.

LES PRIMITIFS ITALIENS DU MUSÉE FRESCH D'AJACCIO. Jusqu'au 5 octobre. **ORNEMANISTES DU XVe AU XVIIe SIÈCLE, gravures et dessins de la collection Edmond de Rothschild.** Jusqu'au 21 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée provisoire quai des Tuileries, face au pont Royal (42-60-39-26). De 9 h 45 à 17 h.

PICASSO VU PAR BRASSAI. Musée Picasso (42-71-25-21). Sauf mardi, de 9 h 15 à 17 h 15, le mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 28 septembre.

L'ART INDÉPENDANT. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11 avenue du Président-Wilson (47-23-61-27). Sauf le lundi de 10 h à 17 H 30 : le mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 20 septembre.

KALTEX EN CHINE. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, Musée des enfants (voir ci-dessus). Jusqu'au 15 novembre.

LUCIANO FABRO. Etat ; JOHN ARMLEDER. ARC. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 23 septembre.

LA MARINE DE 1937 ; OCÉANS DES HOMMES. Musée de la marine. Palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 septembre.

IMAGES DE JARDINS. Musée national des monuments français, place du Trocadéro. Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15). Jusqu'au 1er octobre.

RARES AFFICHES 1900 des collections du musée. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-46-13-09). Sauf le mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

TRÉSORS DU TIBET, région autonome du Tibet-Chine. Muséum national d'histoire naturelle. Galerie de botanique, 18, rue Buffon (43-36-14-41). Entrée : 25 F. De 11 h à 18 h 30 ; Samedi jusqu'à 20 h. Jusqu'au 31 octobre.

ANCIEN PÉROU : vie, pouvoir et mort. Musée de l'homme, palais de Chaillot (45-53-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'en janvier 1988.

HOMMAGE A CHRISTIAN DIOR, 1947-1957. Musée des arts de la mode. 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

PARIS. COUTURE ANNÉES 30. Palais Galliera, Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-Ier-de-Serbie (47-20-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 20 septembre.

MERKADO. Centre bicentre. Jardin du musée. Jusqu'au 14 septembre.

LE SACRE : A PROPOS D'UN MILLÉNAIRE, 987-1987. Hôtel de Soubise. Musée de l'histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois. Sauf mardi, de 14 h à 17 h. Jusqu'au 12 octobre.

FIGURES D'UN TEMPS : LA IIIe RÉPUBLIQUE. Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (42-22-23-82). Sauf mardi, de 14 h à 18 h, le mercredi de 12 h à 18 h. Jusqu'au 5 octobre.

ÉLÉPHANTILLAGES. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

ZOLA PHOTOGRAPHE. Musée-galerie de la SEITA, 12, rue Surcouf (45-55-91-50). Sauf dimanche, de 11 h à 18 H. Entrée libre. Jusqu'au 12 septembre.

LA LUMIÈRE DÉMASQUÉE. Jusqu'au 2 novembre ; gravure et imprssion : du bois au laser. Jusqu'au 25 octobre. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou (40-05-72-72). Mardi, jeudi et vendredi, de 10 h à 18 h ; mercredi, de 12 h à 21 h ; Samedi, dimanche et jours fériés, de 12 h à 21 h.

PEINTURES POPULAIRES DU SÉNÉGAL. SOUWERES. Musée national des arts africains et océaniens, 293, avenue Daumesnil (43-43-14-54). Sauf le mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 14 h 30 à 17 h 15. Jusqu'au 14 septembre.

PROJETS DE DUFY POUR LA FÉE ÉLECTRICITÉ. Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (42-65-99-48). Sauf le mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 28 septembre.

DIEUX ET DÉESSES. Musée Bourdelle, 16, rue A.-Bourdelle (45-48-67-27). Jusqu'au 27 septembre.

Centres culturels

CORBU VU PAR. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dimanche et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 7 novembre.

COUP DE MISTRAL A MARSEILLE. Un été pour les arts plastiques. Centre national des arts plastiques, 27, avenue de l'Opéra (42-61-56-16). Jusqu'au 25 septembre.

KENZO TANGE, 40 ans d'urbanisme et d'architecture. École nationale supérieure des beaux-arts, 17, quai Malaquais (42-60-34-57). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 20 septembre.

RAYMOND QUENEAU, REGARDS SUR PARIS. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli. Tous les jours, sauf dimanches et fêtes, de 9 h 30 à 18 heures. Entrée gratuite. Jusqu'au 30 septembre.

ÆTHIOPIA, VESTIGES DE GLOIRE. Fondation Dapper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Jusqu'au 3 octobre.

2e FESTIVAL D'ART JAPONAIS. Palais des Congrès, 2, place de la Porte-Maillot. Du 3 au 8 septembre.

CONNEXIONS 87. Exposition internationale d'artistes francophones. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine. Sauf lundi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

En région parisienne

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Dedans, dehors, propositions VI, Centre culturel Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (60-84-38-68). Jusqu'au 3 octobre.

PONTOISE. Œuvres sur papier du Musée de Pontoise. Dessins et gravures du XXe siècle. Musée Tavet-Delecour, 4, rue Lemercier. **Maximilien Luce,** musée Pissarro, 17, rue du Château (30-38-02-40). Jusqu'au 13 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Vieira da Silva et Arpad Szenes. Musée Granet, place St-Jean-de-Malte. Jusqu'au 15 septembre.

ANGERS. Qu'est-ce qu'ils trament ? Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée (41-88-64-65). Jusqu'au 30 septembre.

ANGOULÊME. Guy Le Meaux. Hôtel Saint-Simon, 15, rue de la Cloche-Verte (45-92-34-10). Jusqu'au 26 septembre.

ANTIBES. Hans Hartung. Musée Picasso. Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 15 septembre.

AUTUN. Bourgogne médiévale. La Mémoire du sol. 20 ans de recherches archéologiques. Hôtel de ville. Salle de réunions. Jusqu'au 27 septembre.

AVALLON. Biennale de la sculpture : César, les trente dernières années de son œuvre. Salle Saint-Pierre, collégiale St-Lazare. Jusqu'au 14 septembre.

AVIGNON. Gilles Aillaud, Edouard Arroyo et le théâtre. Grande chapelle du Palais des papes. Jusqu'au 30 septembre.

BELLÊME. La piété populaire dans le Perche, de sainte Apolline à saint Sébastien. Musée départemental des arts et traditions populaires du Perche. Sainte-Gauburge en Saint-Cyr-la-Rosière (33-73-48-06). Jusqu'au 1er novembre.

BERNAY. La Sculpture dans l'Eure. 1820-1914. Salle capitulaire de l'abbaye. Place de la République (32-43-49-11). Jusqu'au 13 septembre.

BIRON. Design au Danemark 1950-1987. Au château (47-42-09-15 ; Maison du Périgord à Paris). Jusqu'au 25 septembre.

BORDEAUX. Mario Merz. CAPC, Musée d'art contemporain, entrepôt Lainé, rue Foy (56-44-16-35). Jusqu'au 13 septembre.

BOURG-EN-BRESSE. Georges Noël : New-York/Paris, 1976-1987. Musée de Brou, salle capitulaire, 63, bd de Brou. Jusqu'au 15 septembre.

CAEN. Symbolique et botanique : le sens caché des tableaux de fleurs au dix-septième siècle. Musée des beaux-arts, rue des Fossés-du-Château (31-85-28-63). Jusqu'au 26 octobre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de la peinture. Château-Musée. Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS, Auguste Rodin : le monument des bourgeois de Calais et ses photographes. Musée de Calais, 25, rue de Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 15 septembre.

CANNES. Mario Prassinos. Rétrospective 1950-1970. La Malmaison, 47 La Croisette (93-99-04-04). Jusqu'au 21 septembre.

CASE DE PENE. 68-86 : Made in France. Château de Jau, RN 117 (68-64-11-38). Jusqu'au 15 septembre.

CATEAU-CAMBRÉSIS. Henri Matisse. Pasiphaé, chant de Minos. Jusqu'au 4 octobre. **Objets de verre : Dale Chihuly.** Jusqu'au 20 septembre. Musée Matisse. Palais Fénelon (27-84-13-15).

CERET. Ben ; B. Pagès. Musée d'art moderne, rue Joseph-Parayre (68-87-27-76). Jusqu'au 15 septembre.

CHARTRES. Vlaminck : Le peintre et la critique. Musée des beaux-arts, 29, Cloître-Notre-Dame. (37-36-41-39) Jusqu'au 28 octobre.

COLMAR. Alberto Magnelli. Musée d'Unterlinden (89-41-89-23). Jusqu'au 27 septembre.

DIEPPE. « Les éléphants sont parmi nous. » Château-musée de Dieppe. Jusqu'au 30 septembre.

DUNKERQUE. Luciano Castelli. Musée d'art contemporain. Avenue des Bains (28-59-21-65). Jusqu'au 28 septembre.

ÉVREUX. Jacques Poll. Musée de l'ancien évêché, 6, rue Charles-Corbeau (32-39-34-35). Jusqu'au 25 septembre.

FONTAINE-DE-VAUCLUSE. L'inclémence lointaine. (Manuscrits, livres, estampes de Braque, Giacometti, etc.) Musée Pétrarque, rive gauche de la Sorgue (90-20-37-20). Jusqu'au 30 septembre.

GINALS. Abbaye de Beaulieu. (63-67-06-84). Nouvelles tapisseries, broderies, sculptures textiles et tentures. Jusqu'au 13 septembre.

GRANVILLE. Christian Dior, « L'autre lui-même ». Musée Richard-Anacréon. Jusqu'au 21 septembre.

GRENOBLE. Cesar Domela. John Armleder. Musée de peinture et de sculpture, place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 14 septembre ; **Jean-Luc Vilmouth. Local time.** Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat (76-21-95-84). Jusqu'au 13 septembre.

GUEBWILLER. Regards, artistes connus et méconnus. Musée du Florival (89-74-22-89). Jusqu'au 31 octobre.

ISSOIRE. Matta : œuvres récentes. Centre culturel N. Pomel. Jusqu'au 13 septembre.

JOIGNY. Le peintre et l'enfant. Atelier Cantoisel, 32, rue Montant-au-Palais (86-62-08-65). Jusqu'au 13 septembre.

LACHASSAGNE. Lyon-Japon. La Cuvée. Centre d'art actuel. Jusqu'au 21 septembre.

LIMOGES. René Feurer. Chapelle du grand-séminaire, 15, rue Eugène-Varlin (55-30-39-79). Jusqu'à fin septembre.

L'ISLE-SUR-LA-SORGUE. Otto Dix : Rétrospective. Hôtel Donadeï de Campredon, 20, rue du Dr-Tallet. Jusqu'au 18 octobre.

LUNÉVILLE. Alfred Renaudin. Musée du château (83-73-18-27). Jusqu'au 30 septembre.

MARSEILLE. Le Corbusier et la Méditerranée. Centre de la Vieille-Charité. (91-90-81-92). Jusqu'au 27 septembre ; **Louis Soutter.** Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-54-77-75) ; Jusqu'au 27 septembre.

MEYMAC. Les années 70. Les années Mémoire. Abbaye Saint-André. Centre d'art contemporain (55-95-23-30). Jusqu'au 26 octobre.
Ingres. Jusqu'en septembre.

MONTBÉLIARD. César : Les championnes. Centre d'Art contemporain (81-91-37-11). Jusqu'au 8 novembre.

MORLAIX. Jean Deyrolle, 1911-1967 ; Peintures Paul Sérusier, 1864-1927. Rétrospective. Musée des Jacobins, rue des Vignes (98-88-38-96). Jusqu'au 6 octobre.

NICE. Giambattista Tiepolo. Musée Matisse, 164, avenue des Arènes (93-53-17-70). Jusqu'au 30 septembre ; **Marc Chagall. Œuvre gravé.** Musée national Message biblique Marc Chagall, avenue du Docteur-Ménard (93-81-75-75). Jusqu'au 5 octobre ; **Claudio Parmiggiani. A lume spento.** Villa Arson, 20, avenue Stepen-Liégeard (93-84-40-04). Jusqu'au 13 septembre ; **Karel Appel.** Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (93-62-31-24) ; galerie d'Art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 30 septembre.

NIMES. Italie hors d'Italie. Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (66-67-38-21). Jusqu'au 30 septembre.

PERPIGNAN. Soulages. Musée Hyacinthe Rigaud, 16, rue de l'Ange (68-61-66-30). Jusqu'au 15 septembre.

POITIERS. Romaine Brooks (1874-1970). Musée Sainte-Croix, 61, rue Saint-Simplicien (49-41-07-53). Jusqu'à fin septembre.

PONT-AVEN. Rétrospective Emile Jourdan. Musée municipal, place de l'Hôtel-de-Ville (98-06-14-43). Jusqu'au 1er octobre.

PONTOISE. Œuvre sur papier (XXe siècle). Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). Jusqu'au 13 septembre ; **Maximilien Luce.** Musée Pissarro, 17, rue du Château (30-38-02-40-17). Jusqu'au 13 septembre.

RENNES. Première idée : œuvres préparatoires/œuvres inachevées, de la Renaissance à nos jours. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (99-28-55-85). Jusqu'au 14 septembre.

ROCHECHOUART. Le regard du dormeur. Château (55-77-42-81). Jusqu'au 20 septembre.

LA ROCHELLE. Christian Jaccard : Mille et un objets (1971-1986). Maison de la Culture, 4, rue Saint-Jean-du-Perot (46-50-57-57). Jusqu'au 20 septembre.

LES SABLES-D'OLONNE. Glen Baxter ; Alberto Savinio : Dessins. Musée de l'abbaye Sainte-Croix (51-32-01-16). Jusqu'au 27 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. A la rencontre de Jacques Prévert. Fondation Maeght (93-32-81-63). Jusqu'au 4 octobre.

SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE. Mario Prassinos : arbres et forêts. Fondation Mario-Prassinos. Hôtel de Sade (90-92-35-13). Jusqu'au 2 novembre.

SOUILLAC. En 1990, trente ans de peinture derrière soi. A l'abbaye. Jusqu'au 13 septembre.

STRASBOURG. Le Corbusier et l'esprit nouveau. Musée d'art moderne. Ancienne douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (88-32-46-07). Jusqu'au 13 septembre : **Mythos-Berlin.** Tansit. 4, place Austerlitz. Jusqu'au 16 septembre.

TANLAY. « Formes Rituelles II ». Victor Brauner. Centre d'art contemporain du château de Tanlay. Jusqu'au 27 septembre.

THONON-LES-BAINS. Actu'Art 87. Galerie Petersen, place du Château (50-71-78-97). Jusqu'au 12 septembre.

TOULOUSE. Les gladiateurs. Musée Saint-Raymond. Place Saint-Sernin. Jusqu'au 13 septembre.

TOURCOING. Antoine Semeraro 1976-1987. Musée des beaux-arts, 2, rue Paul-Doumer. Jusqu'au 16 novembre.

TROUVILLE. L'art et les biscuits, la publicité de la manufacture Lefèvre de 1880 à 1920. Musée Villa Montebello, 64, rue du Général-Leclerc (31-88-16-26). Jusqu'au 28 septembre.

VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT SPECTACLE

FLORA DANICA 142, Champs-Elysées	43-59-20-41 Tous les jours	J. 22 h. Vue agréable sur le jardin. Spécialités DANOISES et SCANDINAVES. SAUMON mariné à l'aneth, CANARD SALÉ, MIGNONS DE RENNE au vinaigre de pin.

DINERS

RIVE DROITE

LE REPAIRE 12, rue de la Gde-Truanderie, 1er	42-33-20-66 F. dim.	Cadre chaleureux, Spéc. Sud-Ouest, cuis. soignée : escalope, foie gras, magret de canard. Menu gastro. 130 F. Accueil jusqu'à 23 h 30.
DARKOUM 44, rue Sainte-Anne, 2e	42-96-83-76 F. mardi	Spécialités MAROCAINES, TAGINES, COUSCOUS, MÉCHOUI. Cadre typique et raffiné. Déj. d'affaires et dîners. Accueil jusqu'à 23 h 30.
JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2e 40-15-00-30/40-15-08-08	T.l.j.	Au 1er ét., le premier restaur. irlandais de Paris, déj., dîners, spécial. de saumon fumé et poissons d'Irlande, menu dégust. à 150 F net. Au rez-de-ch., KITTY O'SHEAS : « Le vrai pub irlandais », ambiance tous les soirs av. musiciens. Le plus grand choix de whiskeys du monde. Jusq. 2 h du mat.
RELAIS BELLMAN 37, rue François-Ier, 8e	47-23-54-42 F. sam., dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Sole aux courgettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteau du jour.
DOUCET EST 8, rue du 8-Mai-1945, 10e	42-06-40-62 Tous les jours	J. 24 h. Ambiance sympathique. Brasserie, menus 72 F et 100 F s.c. et carte. Restaurant gastronomique au 1er. Spéc. : POISSONS, choucroute, FOIE GRAS frais maison.
YVONNE 13, rue de Bassano, 16e	47-20-98-15	VIEILLE CUISINE FRANÇAISE. Spécial. de POISSONS. Plats régionaux. Carte 200/250 F. Fermé vendredi soir et samedi. Ouvert dimanche.
LE PRESBOURG 3, av. de la Grande-Armée, 16e Tous les jours	45-00-24-77 T.l.j.	Accueil NON STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table gastron., avec vue sur l'Arc de Triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Plats du terroir. Fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier. Terr. Déj. d'aff. Menu à 92 F + carte.
ANNICK et FRANCIS VALLOT au SANTENAY 75, avenue Niel, 17e	42-27-88-44	A trois pas de l'Etoile, dans leur décor Napoléon III. Salon particulier. Spécialités de poissons. Déjeuners d'affaires. Dîner aux chandelles. F. dim. soir et lundi.
L'ORÉE DU BOIS Pte Maillot, Bois de Boulogne. Tlj.	47-47-92-50	Menu 195 F s.c., Huîtres à discrétion, foie gras de canard frais, saumon fumé. DINERS DANSANTS SPECTACLE AVEC ORCHESTRE (jeudi, vendredi, samedi). Séminaires, banquets, réception de 10 à 800 personnes. Parking.

RIVE GAUCHE

LE MAHARAJAH GRILLE D'OR de la gastro. indienne	43-54-26-07	VACANCES... en INDE... au 72, bd Saint-germain, 5e, Mo Maubert. cadre luxueux. Salle climatisée. 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., j. 1 h.
AUBERGE DES DEUX SIGNES « LE DEUX SIGNES NOUVEAU est arrivé » 46, rue Galande, 5e	43-25-46-56 et 00-46	Menu à 150 F. Prix moyen à la carte 350 F TTC. Salon de 20 à 80 personnes. Carte de musique. Parking rues Lagrange et Notre-Dame. Ouvert tous les jours.
LA BONNE TABLE DE FÈS 5, rue Sainte-Beuve, 6e	45-48-07-22	MÊME DIRECTION depuis 1963. Spéc. marocaines de ZOHRA-MERNISSI : PASTILLA, COUSCOUS-BEURRE, TAGINES, PATISSERIES. Réserv. à part. 17 h. F. dim.-lundi. C.B.
CHEZ FRANÇOISE Aérogare des Invalides, 7e F. dim. soir et lundi soir	47-05-49-03	Toujours son MENU PARLEMENTAIRE à 115 F service compris. Parking assuré devant le restaurant : face au no 2, rue Fabert.
RESTAURANT THOUMIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7e	47-05-49-75	Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 22 h 30. Ouvert dimanche. Fermé lundi.
RAVI 50, r. de Verneuil, 7e et 214, rue de la Croix-Nivert, 15e	42-61-17-28 45-31-58-09	Le seul restaurant indien en France étoilé au Bottin gourmand 87, 1 toque au Gault et Millau (juillet 87). Menus au déjeuner et carte, serv. assuré jusq. minuit. 7 jours sur 7.

TERRASSES - PLEIN AIR

ALSACE A PARIS T.l.j. 43-26-89-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6e. Salons.
CHOUCROUTES. Grillades. POISSONS.
TERRASSE, PLEIN AIR, PATISSERIES.

LA TOUR D'ARGENT
NOUVEAU DÉCOR
VUE PANORAMIQUE – TERRASSE
Poissons et plats traditionnels.
BANC D'HUITRES TOUTE L'ANNÉE.
T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.



هكذا من الأصل

THÉATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les autres salles

ANTOINE (42-08-77-71) (S., D., L.) 20 h 45, S. 21 h, D. 15 h 30 + à partir du 5, S. 18 h : La Taupe.

ATELIER (46-06-49-24) (soir, L.) 21 h, mat. D. 15 h : Le Récit de la servante Zerline (à partir du 5).

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) (S., D., L.) 20 h 45, S. 18 h et 21 h 30, mat. D. à 15 h 30 : L'Excès contraire (à partir du 8).

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51) (D. soir, L.), 20 h 15 ; Bien dégagé autour des oreilles ; 22 h, D. 15 h : Pelouse interdite.

COMÉDIE-CAUMARTIN (47-42-43-41) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) (S., D., L.), 21 h , S. 19 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30 : Poil de carotte.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (47-00-19-31) (D. soir, L.) 20 h 30, D. 17 h 30 : Le Misanthrope.

EDGAR (43-20-85-11) (D.), 20 h 15 : Les Babas cadres, 22 h + S. 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit se faire.

ÉDOUARD VII/SACHA GUITRY (47-52-57-49) (S., D., L.) 20 h 30, S. 18 h 30 et 21 h 30, D. 15 h 30 : Les Jeux de l'amour et du hasard.

FONTAINE (48-74-74-40) (S. soir, D., L.) 21 h, S. 20 h, 22 h : Au secours, tout va bien ; Les Inconnus (Rel. jusqu'au 11).

GRAND EDGAR (43-20-90-09) (D.) L : (D) 20 h 15 : Palier de crabes ; (D.) 22 h : Carmen cru.

GRÉVIN (42-46-84-47) (D., L.), 21 h : les Trois Jeanne/Arthur.

HUCHETTE (43-26-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) (D.) I. 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Autour de Mortin (dern. le 5) ; II. 20 h : le Petit Prince ; 21 h 15 : Architruc.

MARIGNY (42-56-04-41) (D. soir, L.) 20 h, mat. D. 15 h : Kean (à partir du 8).

MICHEL (42-65-35-02) (S., D., L.) 21 h 45, S. 18 h 45 et 21 h 40, D. 15 h 30 : Pyjama pour six.

MICHODIÈRE (47-42-95-22) (S., D., L.) 20 h 30, S. 18 h 30, 21 h 30 : Double mixte.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) (D., L.), 20 h 30, S. 18 h 30 et 21 h 30 : Mais qui est qui ?

ŒUVRE (48-74-42-52) (D. soir, L.) 21 h, D. 15 h : La Barque.

POTINIÈRE (42-61-44-16) (D. soir, L.), 19 h, D. 17 h 30 : Madame de la Carlière ; 20 h 30, D. 15 h : Le Journal d'un curé de campagne.

RANELAGH (42-88-64-44), 20 h 30 : Buffo.

ROSEAU THEATRE (42-71-30-20) 18 h 30 (en anglais) et 20 h 30 (français) : Un jour... les mains (dern. le 8).

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27) (D., L.) 20 h 30 : J'ai tout mon temps, où êtes-vous ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93) (D., L.) 20 : Jango Edwards (à partir du 8).

THÉATRE DE VERDURE, Jardin Shakespeare (42-76-49-61) V., S., D., 15 h 30 : La Mégère apprivoisée.

T. L. P. DEJAZET (42-74-20-50) (Mer., D.) 21 h + S. 17 h (sauf le 5), D. 15 h : La Madeleine Proust à Paris.

TOURTOUR (48-87-82-48) (D., L.), 19 h : La Fenêtre - Les Pavés de l'ours (dern. le 5) ; 20 h 30 : Le Sous-Sol.

VARIÉTÉS (42-33-09-92) (sam. soir, D., L.), 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h : C'est encore mieux l'après-midi.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35) (L) 20 h 30 : Devos existe, je l'ai rencontré : (Mar.) 23 h 30, D 22 h 15, L 20 h 30 : Fou comme Fourcade ; (D) 22 h 15 : J.P. Sèvres (à partir du 9).

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84) (D) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes ; 22 h 30 : Mais que fait la police ? – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres; 21 h 30 : Derrière vous... y'a quelqu'une ; 22 h 30 : Joue-moi un air de tapioca.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11) (D) I. 20 h 15, Sam 23 h 45 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. – II. 20 h 15 : le Cabaret des chasseurs en exil ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) (Mar) 20 h : Saleté de pétunia ; 21 h : Fais voir ton Cupidon ; 22 h 15 : Huis glauque ; (D) 18 h 30 : Histoire du tigre.

LE GRENIER (43-80-68-02) (Mar, D. L), 22 h : Dieu s'est levé de bonne humeur.

PETIT CASINO (42-78-36-50), (D) 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), (S, L) 21 h 30, sam., 20 h 30 et 22 h : Nos désirs font désordre.

TINTAMARRE (48-87-33-82) (D, L) 20 h 15 : A. Lamy ; 22 h 30 : Les chevaliers du fiel : le détournement d'avion le plus fou de l'année !!!

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h, dim. 15 h 30: L'accroc-habitation.

Le music-hall

BATACLAN (43-55-55-56) (D.), 21 h 30 : Salut les Sixties.

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97) (D.), 21 h : Chansons françaises ; 22 h 30 : Chansons à la carte.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) (D.) 18 h 30 : Piaf toujours.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 2

Eglise Notre-Dame du Travail, 21 h : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, Bach, Purcell, Paganini, Teleman).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45: M. Berger et O. Bensa (Dowland, Monteverdi, Sor, Falla).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : Ars Antiqua de Paris.

JEUDI 3

Sainte-Chapelle, 21 h : Orgue et trompettes de Versailles (Teleman, Haendel, Bach).

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h 45: voir le 2.

VENDREDI 4

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 2.

SAMEDI 5

Eglise Saint-Merri, 21 h : Chœur d'Ansbach (Victoria, Bach, Brahms).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 2.

DIMANCHE 5

Eglise Saint-Merri, 16 h : L. B. Suan (Haendel, Brahms, Chopin, Liszt).

Sainte-Chapelle, 21 h : voir le 3.

Notre-Dame, 17 h 45: M. Reymond (Franck, Mendelssohn, Vierne).

Eglise américaine, 18 h : The International Consort of Viols.

Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 16 h 30: J.-P. Gipon (orgue) (Sweelinck, Tunder, Bohm, Buxtehude, de Grigny, Bach).

LUNDI 6

Théâtre Tristan-Bernard, 21 h: Le Quatuor (concert-théâtre).

Sainte-Chapelle, 18 h 45 et 21 h : voir le 2.

MARDI 7

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 21 h : Orgue et trompettes de Versailles (Teleman, Haendel, Bach).

Eglise des Billettes, 20 h: R. Aussel, P.-A. Valade.

Théâtre Tristan-Bernard, 21 h : voir le 7.

En région parisienne

MEAUX, Cour Vieux-Chapitre (64-34-90-11) (V., S.), 21 h 30 : Meaux en marche vers la liberté.

ROYAUMONT, Abbaye (30-35-10-16) le 3 à 21 h : Airs d'opéra.

SCEAUX, 19e Festival du Château de l'Orangerie (46-60-07-79) 17 h 30, le 5 : J. Morata (piano) (Stokhausen, Schumann, Beethoven) ; le 6 : F.-R. Duchable (piano), G. Causse (alto) (Schumann, Schubert, Brahms) ; le 6, 18 h : Lauréats du concours J.-P. Rampal.

Aquitaine

MUSIQUE EN COTE BASQUE (59-51-19-95).

BAYONNE, salle Lauga, le 5 à 21 h : B. Hendricks-S. Scheja (Brahms, Fauré, R. Strauss).

MAZERES, Château de Roquetaillade, le 6 à 21 h : J. Rouvier-J.M. Cotte.

ASCAIN, Eglise, le 7 à 21 h : Quatuor Enesco-R. Dyens (Guridi, Ravel, Dyens).

ANGLET, Eglise Saint-Léon, le 8 à 21 h 15 : N. Magaloff (Ravel, Beethoven, Chopin).

SAINT-JEAN-DE-LUZ, Eglise Saint-Jean-Baptiste, le 9 à 21 h 15 : Orchestre Bayonne-Côte basque, dir. D. Dechico (Ravel, Saint-Saëns, Poulenc).

BERGERAC, Centre culturel, le 10 à 21 h : M. Rudy (Ravel, Moussorgski).

Auvergne

LA CHAISE-DIEU, XXIe Festival de musique classique (71-09-48-28), Abbatiale, le 4 à 21 h 15 : Orchestre national de l'Ile-de-France, dir. P. Dervaux-C. Alliot-Lugaz (Chabrier, Canteloube, Vincent d'Indy) ; le 5 à 11 h : Orchestre national de l'Ile-de-France, dir. J. Mercier (Gounod) ; les 5 et 6, à 21 h 15 : Ensemble de cuivres G. Touvron-Chœur de Zagreb et de Rijeka (Berlioz) ; Salle du Cardinal, le 4 à 16 h : E. Graubin-E. Fischer (Ravel, Franck, Beethoven) ; le 6 à 16 h : D. Varsano (Debussy, Franck, Schubert, Liszt, Chopin).

Bretagne

FOUGÈRES (99-94-17-65), Enclos E. De Fougères, les 4, 5 à 21 h : Gilles de Rais

Champagne-Ardenne

REIMS, Basilique Saint-Rémy, le 9 à 20 h 30 : La Petite Bande, dir., S. Kuijken (Rameau).

Franche-Comté

BESANÇON, Festival (81-44-00-64). Théâtre municipal, le 4 à 20 h 30 : N. Magaloff (Ravel, Chopin, Beethoven) ; le 5 à 20 h30 : Orchestre de chambre de Norvège, dir. T. Tonnessen (Mozart, Grieg) ; le 8 à 20 h 30 : J. Bolet (Mendelssohn, Beethoven, Franck, Bellini-Liszt) ; le 10 à 20 h : Orchestre philharmonique de Lorraine, dir. J. Houtmann (Mozart, Ibert, Ravel, Strauss) ; Casino, le 9 à 17 h 30 : G. Bérard (Szimanowsky, Chopin, Scriabine) ; Eglise Notre-Dame, le 5, à 16 h : Quatuor Talich (Haydn, Beethoven, Ravel) ; Montbéliard, temple, le 4 à 20 h 30 : Orchestre de chambre de Norvège, dir. T. Tonnesen (Mozart, Grieg) ; Gray, Basilique, le 4 à 20 h 30 : Manécanterie de Sainte-Madeleine, dir. R. Mérillot ; Pesmes, Eglise, le 6 à 15 h 30 : Quatuor Talich (Mozart, Beethoven, Borodine).

Midi-Pyrénées

TOULOUSE, Les Jacobins (62-23-32-00), le 4 à 21 h : M. Pressler (Bach, Beethoven, Ravel, Chopin ; le 8 à 21 h : E. Ax (Haydn, Brahms, Chopin) ; le 9 à 21 h : Du Ning Wu (Beethoven) ; le 10 à 21 h : E. Mouzalas (Théodorakis).

Normandie

SAINT-PIERRE-DU-VAUVRAY, Moulin d'Andé (32-59-90-89), le 5 à 20 h : Sextuor de clarinettes (Bach, Messiaen).

Provence-Côte d'Azur

LUBÉRON, Festival international de quatuors à cordes (90-72-36-72), Eglise de Roussillon, le 4 à 21 h : Quatuor Paris II (Mozart, Schubert) ; Abbaye de Silvacane, le 5 à 21 h : idem.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h : S. Guerault, B. Vasseur Quintet.

CHAPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30, (J. V. S.) : Tony Allen.

EXCALIBUR (48-04-74-92), 22 h, le2 : Chance Orchestra R.N.B. ; le 3 : Bobby Helms ; le 4 : Guida de Palma and le Band ; le 5 : Tremplin ; le 7 : J.J. Milteau ; le 8 : Casino.

GIBUS (47-00-78-88), 23 h, les 4, 5 : les Voyoux.

KISS (48-87-89-64), 24 h : Pela.

MAGNETIC TERRACE (42-36-26-44), (D., L.), 23 h, A touch of the Blues, jusqu'au 5. A partir du 8 : K. Lightsey, J. Pepper Quartet.

LE MÉCÈNE (42-77-40-25) (mar.), 22 h 30, les 2, 3 : Bill Thomas Blues Band ; les 4, 5 : Latine Jazz Quartet ; le 6 : Brésilien ; le 7 : Zouma.

LE MÉRIDIEN (43-45-12-45), 31, 1er : Al Aarons.

MONTANA (45-23-51-41), 22 h 30 : Trio R. Urtreger (jusqu'au 5). A partir du 7 : J. Vidal Trio.

NEW COPA (42-65-91-06), 20 h 30, I. Diop.

NEW MORNING (45-23-51-41), 21 h 30, les 2, 3 : C. Baker ; le 5 : Combo Bentu ; le 7 : Saint-Louis Kings of Rythm.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70) (D.), 21 h, le 2 : Spiral Hard Bop ; le 3 : A. Larcheirio de Janeiro ; le 4 : B. Rizzuto Ensemble ; le 5 : Jacky Florent's Orchestra ; le 8 : Elisabeth Caumont Group.

PETIT JOURNAL ST-MICHEL (43-26-28-59), 21 h, le 3 : Cyril Jazz Band ; le 4 : Jacques Doudelle Quintet ; le 5 : Alain Bouchet Quintet ; le 7 : Alligator Jazz Band ; le 8 : Benny Waters Quartet et Polya Jordan.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : D. Moroni, P. Bousaguet, P. Combelle.

LA PINTE (43-26-26-15), 21 h 30, les 2, 3 : Cynthia McPherson ; les 4, 5 : Jazz Line ; les 7, 8 : Serene Quartet.

ROMÉO (43-29-37-28), 2 h 30, le 4 : Nuit Star Trek.

SLOW CLUB (42-33-84-30) (D., L.), 21 h 30 : Riverside City Band (jusqu'au 5).

SUNSET (42-61-46-60), 21 h 30 : Trio Mark Thomson.

TABLE D'HARMONIE (43-54-59-47), 22 h 30, le 2 : J.-P. Bertrand, E. Mucci ; le 3 : Guillaume Petite ; le 4 : J.-P. Amoureux ; P. Boyer ; le 5 : P. Boyer, S. et N. Rahoerson ; le 8 : The Boogie Woogie Boys.

LES TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37) (D), à 22 h : Cameleon Trio.

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

MARDI 1er SEPTEMBRE

Hommage à E. von Stroheim : 16 h, le Boulevard du Crépuscule de B. Wilder ; 19 h, l'Envers du Paradis, de E.-T. Gréville : 21 h, Carte blanche à Barbet Schroeder, Tabou, de F.-W. Murnau.

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

16 h, la Grande parade, de K. Vidor ; 19 h, Carte blanche à Barbet Schroeder : l'Opérateur, de E. Sedgwick ; 21 h, la Gueule ouverte, de M. Pialat.

JEUDI 3 SEPTEMBRE

16 h, l'homme qui rit, de P. Leni ; 19 h, Carte blanche à Barbet Schroeder : les Bonnes femmes, de C. Chabrol; 21 h, Husbands, de J. Cassavetes (v.o.s.t.f.).

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

16 h, le Coupe de poudre, de C. Badger ; 19 h, Carte blanche à Barbet Schroeder : Laura, de O. Preminger (v.o.s.t.f.) ; 21 h, la Fête à Gion, les Musiciens de Gion, de K. Mizoguchi (v.o.s.t.f.).

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

15 h, les Quatre fils, de J. Ford ; 17 h, Hommage à Erich von Stroheim : la Madone des Sleeping, de H. Diamant-Berger ; 19 h, Carte blanche à Barbet Schroeder : l'Amour fou, de J. Rivette.

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

15 h, Sa dernière culotte, de F. Capra ; 17 h, Hommage à Erich von Stroheim : l'Homme aux cent visages, de R. Spafford et Erich von Stroheim, Der Mann mit dem bosen blick (vo) ; 19 h, Carte blance à Barbet Schroeder : Jaguar, de J. Rouch ; 21 h, Derrière le miroir, de N. Ray (v.o.).

LUNDI 7 SEPTEMBRE

Relâche.

MARDI 8 SEPTEMBRE

16 h, Solitude, de P. Fajos : 19 h, Carte blanche à Barbet Schroeder : de la série Six contes moraux : 1) la Boulangère de Monceau, de E. Rohmer ; 2) la Carrière de Suzanne, de E. Rohmer ; 21 h, l'Enfer est à lui, de R. Walsh.

BEAUBOURG
(42-78-35-57)

MERCREDI 2 SEPTEMBRE

15 h, L'Aigle noir, de C. Brown ; 17 h, l'Homme de l'Arizona, de B. Boetticher ; 19 h, le Loupe des steppes, de F. Haines (v.o.s.t.f.).

JEUDI 3 SEPTEMBRE

15 h, Maître Samuel, de V. Sjöström ; 17 h, l'Adoption de M. Grunebaum ; 19 h, Pascal Duarte, de R. Franco (v.o.s.t.f.).

VENDREDI 4 SEPTEMBRE

15 h, la Petite Annie, de W. Beaudine ; 17 h 30, Falbalas, de J. Becker ; 19 h 15, les Quarante-sept Ronins, de H. Inagaki (v.o.s.t.f.).

SAMEDI 5 SEPTEMBRE

15 h, Louisiana Story, de R.-J. Flaherty ; 17 h, Bellisima Italie de L. Visconti ; 19 h 15, Andrei Roublev, de A. Tarkoskvi (v.o.s.t.f.).

DIMANCHE 6 SEPTEMBRE

15 h, la Parade du rire, de W. Beaudine; 17 h, l'Ange exterminateur, de L. Bunuel (Vostf) ; 19 h, Alexandre le Grand, de Angelopoulos (v.o.s.t.f.).

LUNDI 7 SEPTEMBRE

15 h, Susannah of the Mounties, de W.-E. Seiter ; 17 h, La Main dans le piège, de L. Torre-Nilsson (Vostf) ; 19 h, la Cinémathèque créatrice : programme non communiqué.

MARDI 1er SEPTEMBRE

Relâche.

Les exclusivités

AFTER HOURS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (43-33-10-82).

AGENT TROUBLE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

AJANTRIK (Ind., v.o.) ; Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; h. sp.

L'AMI DE MON AMIE (F.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; (v.f.) Fauvette, 13e (43-31-56-86).

L'APICULTEUR (Fr.-Gr., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), h. sp.

L'ARME FATALE (A.) (*) : (v.o.) Forum Arc-en-ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; (v.f.) Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) : Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ASSOCIATION DE MALFAITEURS (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ATTENTION BANDITS (Fr.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26).

AUTOUR DE MINUIT (A. v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

BASIL DÉTECTIVE PRIVÉ (A. v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42)

BEYOND THERAPY (Brit., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

BIRDY (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA BONNE (**) (It.) : v.o. : George V, 8e (45-62-42-46) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).

LA BRUTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

BUISSON ARDENT (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES FILMS NOUVEAUX

LES BALEINES DU MOIS D'AOUT. Film britannique de L. Anderson, vo : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; vf : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

BARFLY. Film américain de B. Schroeder, vo : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevards, 9e (45-74-95-40) ; Bastille, 11e (43-42-16-80) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; vf : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

DE SANG FROID. Film américain de P. Spheeris (**), vo : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; vf : UGC Montparnasse, 6e (45.74.94.94) ; UGC Boulevards, 9e (45.74.95.40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétans, 19e (42-06-79-79).

RICHARD ET COSIMA. Film franco-allemand de P. Patzak : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Vendôme, 2e (47.42.97.52) ; Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN. Film français de M. Pialat : Gaumont-Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Racine-Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont-Convention, 15e (48-28-42.27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé-Clichy, 18e (45-22-46-01).

A partir de vendredi

MAN ON FIRE. Film américain d'E. Chouraqui, vo : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; St-Germain-Huchette, 5e (46-33-63-20) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). Vf : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-89-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SI LE SOLEIL NE REVENAIT PAS. Film franco-suisse de C. Goretta : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont-Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet-Odéon, 6e (43-25-59-83) ; St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont-Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

CHAMBRE AVEC VUE (Brit., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79), merc., jeudi.

CHATEAUROUX DISTRICT (Fr.) : 3 Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE (It.-Fr., v. it.) : v.o. : Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CROCODILE DUNDEE (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) v.f. : Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Galaxie, 13e (43-31-56-86) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

DANGEREUSE SOUS TOUS RAPPORTS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN (Can.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-22-47-94) ; Images, 18e (45-22-47-94).

DOWN BY LAW (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18).

LES ENFANTS DU SILENCE (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37).

EVIL DEAD 2 (A.) (*) v.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86).

FIEVEL ET LE NOUVEAU MONDE (A., v.f.) (h. sp.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

EXTRÊME PRÉJUDICE (A.) : Normandie, 8e (45-63-16-16).

LA FAMILLE (It., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-92-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS, 2 (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pub Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) : Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; 3 Secrétan, 19e (42-06-79-79) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FOUS DE BASSAN (Fr.-can.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; 7 Parnassiens, 14e (43-20-32-20), merc., jeu. Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50), mercr. jeudi.

GOOD MORNING BABILONIA (It.-A., v.o.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83), mer., jeu. ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; George V, 8e (45-62-41-46) : 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81), merc., jeu. ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79), mer., jeu.

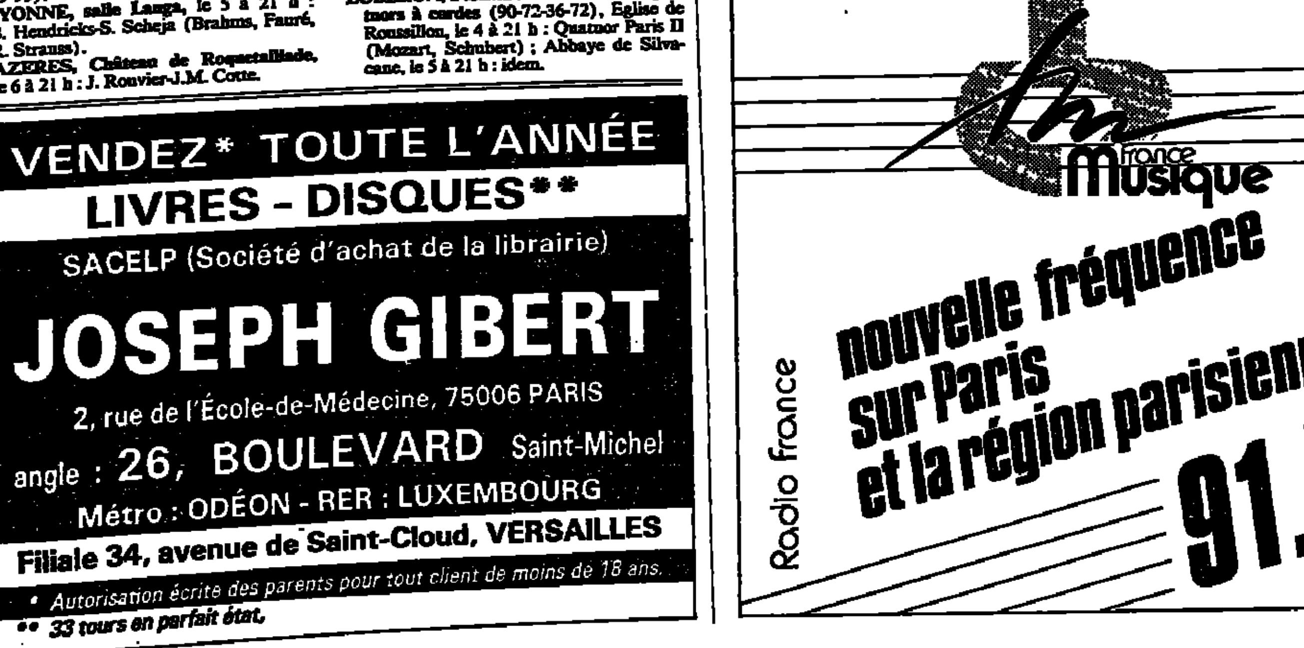
LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27), mercr., jeudi.

JEAN DE FLORETTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56). h. sp.

LA LOI DE LA JUNGLE (*) (A., v.o.) : Georges V, 8e (45-62-41-46), mer., jeu ; Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

MACBETH (Fr., v. it.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).



CINEMA

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 3e, h. sp. (42-71-52-30) ; Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).
MÉLO (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
LA MÉNAGERIE DE VERRE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
LA MESSE EST FINIE (It., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (48-05-51-33).
MISS MARY (Arg. v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59).
MISSION (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
MON BEL AMOUR, MA DÉCHIRURE (*) (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
MON CHER PETIT VILLAGE (Tch., v.o.) : Bastille, 11e (43-42-16-80).
MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Ciné-Beaubourg, h. sp., 3e (42-71-52-36).
LE NINJA BLANC (A.), v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LE NOM DE LA ROSE (Fr.), v.angl. : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
PAKEEZAH, CŒUR PUR (Ind., v.o.). Cluny-Palace, 5e (43-54-07-76).
PEE WEE BIG ADVENTURE (A., v.o.) : Escurial, 13e (47-07-28-04).
PERSONAL SERVICES (A., v.o.) (*) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Images, 18e (45-22-47-94).
LA PETITE ALLUMEUSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40).
PLATOON (*) (A. v.o.) George V, 8e (45-62-41-46).
PREDATOR (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Nations, 12e (43-43-04-67) : UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Galaxie, 13e (45-80-18-03) : Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40)) ; Pathé-Wepler (mer., jeud.) ; Pathé-Clichy (à part. de vend.), 18e (45-22-46-01).
QUATRE AVENTURES DE RAINETTE ET MIRABELLE (Fr.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
RADIO DAYS (A.), v.o. : Gaumont-Opéra, (mer., jeud.) 2e (47-42-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; 14-Juillet Odéon, 6e (mer., jeud.) (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, (à part. de vend.) 8e (43-59-19-06), à partir de vend. ; Colisée, (merc., jeud.) 8e (43-59-29-46) ; Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
RAINING IN THE MOUNTAIN (Hongkong, v.o.) : Cluny, 5e (43-54-07-76) ; Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Bastille, 11e (43-42-16-80).
SABINE KLEIST, SEPT ANS (RDA, v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33).
LE SECRET DE MON SUCCÈS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46).
SOUL MAN (A., v.o.)) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08). V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, (mer., jeud.) 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).
STAND BY ME (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71), s.p.
LA STORIA (It., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).
STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Utopia, 5e (43-26-84-65).
TANDEM (Fr.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).
THE BIG EASY (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
THÉRÈSE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
TIN MEN, LES FILOUS (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).
TRAVELLING AVANT (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30).
37°2 LE MATIN (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (40-26-12-12).
UNE CHANCE PAS CROYABLE (A., v.o.) : Danton, 6e (42-25-10-30) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Lyon-Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Mistral, 14e (45-39-52-43).
UNE FLAMME DANS MON CŒUR (Fr.) (*) : St-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) : Templiers, 3e (42-72-94-56) ; Républic Cinéma (46-05-51-33), H. s.p..
UNE GOUTTE D'AMOUR (Turc, v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
UN HOMME AMOUREUX (Fr.), v.angl. : Gaumont-Parnasse, 14e (43-35-30-40).
LA VEUVE NOIRE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (43-37-57-47).
WELCOME IN VIENNA (Autr., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Les festivals

BUNUEL (v.o.), Républic-Cinéma, 11e, (48-05-51-33), jeu., 15 h 40 : Tristana ; sam., 17 h : Los Olvidados. Un chien andalous ; mar., 15 h 40 : Nazarin ; lun., 20 h : El.
GODARD, Denfert, 14e (43-21-41-01), mar., 15 h 40 : Masculin-féminin ; sam., 12 h 10 : Je vous salue Marie ; sam, 18 h 50 : Sauve qui peut la vie ; ven., 15 h 40 : Deux ou trois choses... ; dim., 22 h : Pierrot le fou.
LOUIS JOUVET, Champo, 5e, (43-54-51-60), mer., ven., dim. : Hôtel du Nord ; jeu., mar. : Volpone ; sam., lun. : Quai des Orfèvres.
MICHEL SIMON, Reflet-Médicis, 5e (43-54-42-34), mer. : Circonstances atténuantes ; jeu. : Fric-frac ; ven. : Blanche ; sam : la Chienne ; dim. : l'Atalante ; lun. : la Beauté du diable ; mar. : la Fin du jour.
KEATON, Studio-43, 9e (47-70-63-40), sam., 15 h : le Mécano de la Générale ; dim., 15 h : la Croisière du navigator.
NIKITA MIKHALKOV (vo), Cosmos, 6e (45-44-28-80), mer. : Sans témoin ; jeu. : Romance cruelle ; ven. : la Parentèle ; sam. : Participation inachevée pour piano mécanique ; dim. : Quelques jours de la vie d'Oblomov ; lun. : l'Esclave de l'amour ; mar. : Cinq soirées. – Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; mer. : la Parentèle ; jeu. : Cinq soirées ; ven. : Quelques jours de la vie d'Oblomov ; sam. : l'Esclave de l'amour ; dim. : Romance cruelle ; lun. : Participation inachevée pour piano mécanique ; mar. : Sans témoin.
MONTY PYTHON (v.o.), Saint-Germain-Village, 5e (46-33-63-20), sam., lun. : Sacré Graal ; mer., ven. : la Vie de Brian ; jeu., dim. : le Sens de la vie.
PROMOTION DU CINÉMA (v.o.), Studio-28, 18e (46-06-36-07), mer., jeu. : Platoon ; ven., sam. : Jessica ; dim., mar. : les Enfants du silence.
ROHMER, Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), jeu., 20 h : Pauline à la plage ; ven., 20 h : les Nuits de la pleine lune ; mar., 19 h 20 : le Beau Mariage ; mar., 17 h 40 : le Signe du lion ; dim., 17 h 40 : mer., 20 h : la Collectionneuse. – Denfert, 14e (43-21-41-01), jeu., 16 h : la Marquise d'O ; ven., 20 h 20 : le Beau mariage ; mer., 15 h 40 : Perceval le Gallois ; sam., 20 h 20 : la Collectionneuse ; mar., 19 h 40 : les Nuits de la pleine lune ; mer., 20 h, dim., 12 h 20 : le Genou de Claire ; jeu., 18 h, dim., 20 h : Ma nuit chez Maud ; sam., 18 h 30 : Pauline à la plage ; mar., 17 h 40 ; la Femme de l'aviateur.
TARKOVSKI (vo), Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), en alternance : Nostalghia, Solaris, Andreï Roublev, le Sacrifice, Stalker, l'Enfant d'Ivan.
TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01). sam., 22 h : Jules et Jim ; ven., 17 h 10 : Tirez sur le pianiste.
TEX AVERY (v.o.), Studio 43, 9e (47-70-63-40).
WIM WENDERS (v.o.), 14-Juillet-Parnasse, 6e (43-26-58-00), mer., mar. : Alice dans les villes ; jeu. : la Lettre écarlate ; ven. : Faux mouvement ; sam. : Hammet ; dim. : Au fil du temps ; lun. : Paris Texas.

Les séances spéciales

L'AUTRE MOITIÉ DU CIEL (Esp., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), lun. 11 h 45.
BELLISSIMA (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), sam. 11 h 45.
CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (*) (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), 0 h 15.
DODES CADEN (Jap., v.o.) : St-Lambert, 15e (45-32-91-68), dim. 18 h 30.
HANNAH ET SES SŒURS (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 16 h 15, 20 h 15.
LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : Templiers, 3e (42-72-94-56), mar. 17 h 20.
LILA MARLEEN (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 18 h, 20 h 10.
LOLA, UNE FEMME ALLEMANDE (All., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (45-08-94-14), 15 h 25.
LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36), sam. 11 h 30.
PETER IBBETSON (A., v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), dim. 15 h 40.
PINK FLOYD, THE WALL (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85), mer., dim. 22 h 15, lun. 19 h 10.
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), jeu. 14 h.
LE 6e JOUR (Egypt., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), mar. 17 h 30.
LA STRADA (It., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16), sam., 15 h 50.
LE TESTAMENT DU Dr MABUSE (All., muet) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer., 18 h, dim. 22 h.
LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01), lun. 16 h.
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Républic-Cinéma, 11e (48-05-51-33), mer., ven., dim. 14 h.

Les grandes reprises

AMADEUS (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George-V, 8e (45-62-41-46).
ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).
BABY DOLL (A., v.o.) : Cluny Palace, 6e (43-54-07-76).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) Napoléon, 17e (42-67-63-42).
BEN HUR (A., v.o.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
LA BETE (Pol., v.o.) (**) ; (v.f.) : Miramar, 14e (43-20-89-52). Mer. J.
BLOW UP (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
CABARET (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74).
CASABLANCA (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
CASANOVA DE FELLINI (I., v.o.) (*) : Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20).
CENDRILLON (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-06-79-79).
LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A. v.o.) Champo, 5e (43-54-51-60).
CHINATOWN (A., v.o.) : (*) 14 Juillet Parnasse, 6e (42-26-58-00).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
LE DERNIER NABAB (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
L'EXTRAVAGANT Mr DEEDS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).
ÈVE (A., v.o.) : Action Christine *bis*, 6e (43-29-11-30).
LE FAUCON MALTAIS (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40).
GANDHI (Ang., v.o.). – (v.f.) : Montparnos, 14e (43-27-52-37).
GATSBY LE MAGNIFIQUE (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-29-44-40) ; Balzac, 8e (45-61-10-60). – (v.f.) : UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40).
LE GUÉPARD (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38).
HITLER UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
L'HONNEUR DES PRIZZI (A. v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
HUIT ET DEMI (It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).
HIGHLANDER (A., v.f.) : Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).
HORIZONS PERDUS (A., v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
JOUR DE FÊTE (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).
LE LOCATAIRE (Fr.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
LUDWIG (VISCONTI) (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36). H. sp.
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).
MARY POPPINS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (*) : Cinoches-St-Germain, 6e (43-66-10-82).
LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).
MON ONCLE (Fr.) : St-Michel, 5e (43-26-79-17).
MR SMITH AU SÉNAT (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (45-54-42-34) ; Mac Mahon, 17e (43-80-24-81).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Forum-Orient, 1er (42-33-42-26).
LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
PAIN AMOUR ET FANTAISIE (It., v.o.)/Mer. vend. dim. Mar. **PAIN AMOUR ET JALOUSIE** (It. v.o.)/Jeud. sam. lund. Latina, 4e (42-78-47-86).
LE PIGEON (It, v.o.) Latina, 4e (42-78-47-86).
LES PROIES (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-29-11-30).
PROVIDENCE (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) H. Sp. Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A. v.o.) : Forum Orient, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-32-20). – (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).
REFLETS DANS UN ŒIL D'OR (A., v.o.) : Elysées-Lincoln, 8e (43-59-36-14).
SHANGHAI EXPRESS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
SHANGAI GESTURE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
THE KING OF MARVIN GARDEN (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).
THE SERVANT (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).
TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : (Lubitsch) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE... (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Montparnos, 14e (43-27-52-37).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-54-42-34) H. Sp.
UN MILLION CLÉ EN MAIN (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).
L'ULTIME RAZZIA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).
UN TRAMWAY NOMMÉ DÉSIR (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).
LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; St-Michel, 5e (43-26-79-17) : Gaumont Ambassade, 8e (43-26-79-17) mer., jeu. ; Gaumont Alésia, 13e (43-27-84-50) mer., jeu. ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).
VIOLENCE ET PASSION (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 2 septembre

TF 1

20.40 Variétés : Sacrée soirée. ▶ Emission de Gérard Louvin, présentée par Jean-Pierre Foucault. **22.10 Feuilleton : Le Gerfaut.** (9e épisode). **23.30 *Journal.*** **23.50 Série : Le sixième sens.** **0.40 Court métrage.**

A 2

20.30 L'heure de vérité. Invitée : Michèle Barzach. **21.45 Profession comique.** Invitée : Maria Pacôme. **22.40 Histoires courtes.** **23.20 Journal.**

FR 3

20.30 Variétés : Chantons sous la mode. **21.50 Magazine :** Thalassa. Etoiles et voiles autour de l'Europe. **22.40 Journal.** **23.05 Comédie musicale : Le cantique des cantines.** **0.00 Prélude à la nuit.**

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Il était une fois en Arizona. □ Film italo-espagnol de Sergio Sollima (1967). Avec Gian-Maria Volonte, Tomas Milian, William Berger. *Un jeune professeur d'université se rend en Arizona pour se soigner. Il fait la connaissance d'un chef de bande légendaire et se métamorphose à son côté. Le dernier face-à-face.* **22.30 Flash d'informations.** **22.35 Cinéma : L'épreuve de force.** ■■ Film américain de Clint Eastwood (1977). Avec Clint Eastwood (v.o.). **0.20 Cinéma : La Bible ne fait pas le moine.** □ Film américain de Marty Feldman (1980). **1.55 Série : Rawhide.**

LA 5

20.25 Téléfilm : Sexpionnage. **22.15 Série : Spencer.** **23.50 Série : Mission impossible.** **0.45 Série : Supercopter.** **1.35 Série : Cosmos 1999.** **2.25 Série : Spencer.**

M 6

20.30 Série : Dynastie. **21.20 Série : Falcon Crest.** **22.10 Journal.** **22.20 Météo.** **22.25 Série : Les espions.** **23.10 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècle : Le général Massu. **21.15 René Char.** Autour du Festival de poésie de Cogolin (1987). **22.15 Musique :** TM + Ensemble instrumental électroacoustique (concert enregistré à l'auditorium des Halles le 11 mai 1987) : Ombres lumineuses, de Miereanu; Lignes figurées, de Cuniot; Reflets, de Naon; Harreu, de Drouet. **23.50 Entretiens avec.. Marlène Dietrich.** **0.05 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Concert (donné le 26 août 1987 à Salzbourg) : Kathleen Battle, soprano, et James Levine, piano, interprètent des œuvres de Purcell, Schubert, Liszt, R. Strauss, Obradors; à 21..5, extraits du premier acte de Cosi fan tutte de Mozart; à 21.25, La voix de l'alto : œuvres de Stravinski, Mozart, Schumann, Brahms, Hindemith, Hersant. **0.00 Le club du Jazz.**

Jeudi 3 septembre

TF 1

13.50 Série : Opération trafics, W comme Watteau. **14.45 Croque-vacances :** Caliméro ; Bricolage ; Tintin et le trésor de Rackham le Rouge ; Croque-télé ; Alice au pays des merveilles ; Les gourmandises de Pierrot ; L'île des rescapés ; Variétés : Graziella de Michel. **15.15 Quarté à Vincennes.** **15.30 Croque-vacances (suite).** **16.30 Variétés : Des clips dans mon 4 heures.** Guesch Patti ; Hot Chocolate ; UB 40 ; OMD ; Christine Roque. **17.05 Série : Miss.** Miss et le maître-chanteur. **18.00 Mini-journal,** pour les jeunes. De Patrice Drevet. **18.15 Série : Mannix.** Vue sur le néant. **19.10 Feuilleton : Santa-Barbara.** **19.35 Jeu : La roue de la fortune.** **20.00 Journal.** **20.35 Feuilleton : Le souffle de la guerre.** De Dan Curtis, d'après le roman de Herman Wouk. Avec Robert Mitchum, Ali Mac Graw, Jan Michael Vincent (dernier épisode). **22.15 Variétés : Jane Birkin au Bataclan.** Spectacle enregistré au printemps dernier. **23.40 Athlétisme : championnat du monde.** (Résumé). **0.00 Journal.** **0.20 Série : Le sixième sens.** La fiole introuvable.

A 2

13.45 Feuilleton : Nuits secrètes. (dernier épisode). **15.20 Feuilleton : Rue Carnot.** **15.40 Sports été.** Cyclisme : championnat du monde sur route (100 km par équipes) ; Cyclotourisme : Paris-Brest-Paris ; Athlétisme : championnat du monde (en Eurovision de Rome). **19.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.30 Série : Quoi de neuf docteur ?** **20.00 Journal.** **20.30 Cinéma : L'armée des ombres.** ▶ Film français de Jean-Pierre Melville (1969). Avec Lino Ventura, Paul Meurisse, Simone Signoret, Jean-Pierre Cassel. *D'après un livre de Joseph Kessel, les activités des membres d'un réseau de résistance, en France, en 1942-1943. Loin des mythes héroïques, Melville s'inspirant également de ses propres souvenirs a choisi la chronique des dangers, des sacrifices, des opérations difficiles de la clandestinité. Les comédiens font revivre avec vérité ces combattants de l'ombre affrontant la police de Vichy et la Gestapo.* **22.50 Magazine : Lire, c'est vivre.** Rabelais sur Seine-Saint-Denis. **23.45 Documentaire : Le corps vivant.** Vieillir. **0.15 Journal.**

FR 3

13.55 Agenda des vacances. **14.20 Cocktails.** **14.30 Les livres de l'été.** **14.45 Look.** **15.05 Carte postale.** **15.20 Pense-bêtes.** **15.30 Documentaire : Splendeur sauvage.** **16.00 Gastronomie.** **16.05 Les mamies et les papies de la 3.** **16.10 Jeu : Le jeu de la séduction.** **16.20 Le tube de l'été.** **16.30 Le jeu de la séduction (suite).** **17.00 Feuilleton : Vive la vie !** **17.30 Le manège enchanté.** **17.35 Série : Les gamins de Baker Street.** **18.30 Série : Les papas.** **18.35 Feuilleton : Fortune.** **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.15 à 19.35, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.** **20.02 Jeux : La classe.** **20.30 Téléfilm : Madame X.** De Robert Ellis Miller. Avec Tuesday Weld, Eleanor Parker, Granville Van Dusen. **22.10 Journal.** **22.35 Magazine : Décibels.** Karl Biscuit, Dole, Soup Dragons, Tuxedo Moon, Blaine Reminger, Minors of Mubo, Arno, 091. **23.20 Prélude à la nuit.** Tambourin chinois, de Kreisler, par Jean-Jacques Kantorow, violon, et Marc Laforêt, piano.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Golden eighties. Film français de Chantal Akerman (1985). Avec Myriam Boyer, John Berry, Lio, Delphine Seyrig, Charles Denner. **15.35 Cinéma : La route des Indes.** ■■ Film britannique de David Lean (1984). Avec Judy Davis, Alec Guiness, Victor Bannerjee, Peggy Ashcroft. **18.15 Flash d'informations.** **18.18 Top 50.** **18.45 Starquizz.** **19.15 Mythofolies.** **19.25 Magazine : Nulle part ailleurs.** **20.30 Cinéma : Act of vengeance.** Avec Charles Bronson, Ellen Burnstyn, Wilford Brimley, Joe Kell. **21.55 Flash d'informations.** **22.05 Cinéma : Les morfalous.** Film français d'Henri Verneuil (1983). Avec Jean-Paul Belmondo, Michel Constantin, Michel Creton. **23.45 Cinéma : Les héroïnes du mal.** Film français de Walerian Borowczyk (1983). Avec Marina Pierro, Gaëlle Legrand, Pascale Christophe, François Guétary. **1.35 Cinéma : Qui trop embrasse.** Film français de Jacques Davila (1986). Avec Anne Wiazemsky, Tonie Marshall, Andrzej Seweryn.

LA 5

13.25 Série : Mission impossible. **14.15 feuilleton : Vidocq.** **15.10 Feuilleton : Michel Strogoff.** **16.10 Série : Les globe-trotters.** **16.35 Série : Drôle de vie.** **17.00 Dessin animé : Les Schtroumpfs.** **17.30 Dessin animé : Emi magique.** **17.55 Série : Cosmos 1999.** **18.45 Série : Shérif, fais-moi peur.** **19.35 Série : Supercopter.** **20.25 Série : Maigret.** **21.50 Série : Le renard.** **22.55 Tennis : Tournoi de Flushing-Meadow :** en différé des Etats-Unis. **1.25 Série : Mission impossible.** **2.15 Série : Supercopter.** **3.05 Série : Les globe-trotters.**

M 6

14.20 Musique : Clip fréquence FM. Les animateurs de la FM à visage découvert. **15.20 Hit, hit, hit, hourra !** *(suite).* **15.30 Jeu : Mégaventure.** La Réunion. **16.15 Jeu : Clip combat.** Deux vedettes du sport, du cinéma, de la chanson, s'affrontent en un combat musical. **17.05 Série : Maîtres et valets.** Le miroir de la vérité. **18.00 Journal.** **18.15 Météo.** **18.20 Série : La petite maison dans la prairie.** Théâtre. **19.05 Série : Cher oncle Bill.** Une école pour Cécile. **19.30 Série : Daktari.** **20.24 Six minutes d'informations.** **20.30 Cinéma : Le lion en hiver.** ■ Film anglo-américain d'Anthony Harvey (1968). Avec Peter O'Toole, Katharine Hepburn, Anthony Hopkins. **22.45 Série : Les espions.** **23.35 Journal.** **23.45 Météo.** **23.50 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.15 Mémoires du siècle. Marcelle Boutot. **21.15 Festival d'Avignon.** Jean Tortel et ses amis. **22.15 Musique : éclectisme.** Les musiques innovations au fil de la création : Festival croquis-choc de Chantenay-Villedieu en août 1986. **23.50 Entretiens avec... Marlène Dietrich.** **0.05 Du jour au lendemain.**

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 août 1987 à Salzbourg) : Trio à cordes no 2 en ré majeur op. 8, de Beethoven ; Trio à cordes, de Schnittke ; Trio à cordes en mi bémol majeur K 583, de Mozart ; Sonate pour violon et piano no 1, de Schnittke ; Concerto pour violon no 3 en sol majeur K 216, de Mozart ; Sonate pour violon et piano, op. 134, de Chostakovitch, par Gidon Kremer (violon), Kim Kashkashian (alto), Yo Yo Ma (violoncelle).

Audience TV du 1er septembre 1987 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

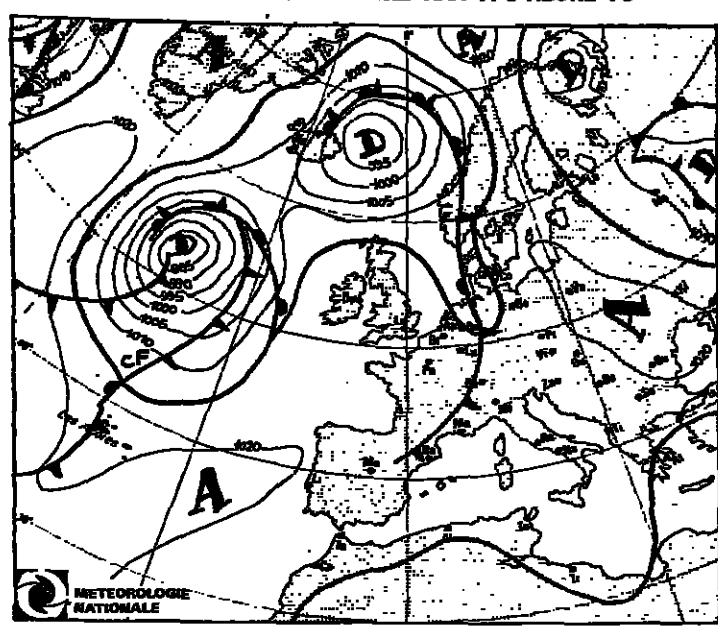
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34.4	Santa Barbara 15.1	Sport 7.8	Actua. région. 3.1	Mythofolies 0.5	Shérif 6.8	Oncle Bill 1.0
19 h 45	39.6	Roue fortune 20.8	Chiff. et lett. 7.3	Actua. région 2.1	Nulle part 2.1	Supercopter 6.3	Daktari 1.0
20 h 16	52.6	Journal 19.3	Journal 16.7	La Classe 5.2	Football 3.6	Supercopter 6.8	Daktari 1.0
20 h 55	56.3	Fété Broadway 18.8	The Dead Zone 18.2	Belle Cavalier 7.8	Football 4.2	1 génie 2 ass. 7.3	Don Camillo 3.1
22 h 08	54.7	Féé Broadway 15.1	The Dead Zone 19.8	Belle Cavalier 7.8	Football 5.2	1 génie 2 ass. 6.3	Maîtr. et valets 4.2
22 h 44	37.0	Féé Broadway 17.2	Débat 14.1	Journal 1.6	Le Môme 3.1	Tennis 2.1	Maîtr. et valets 1.6

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 153 reçoivent la 5 et 115 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

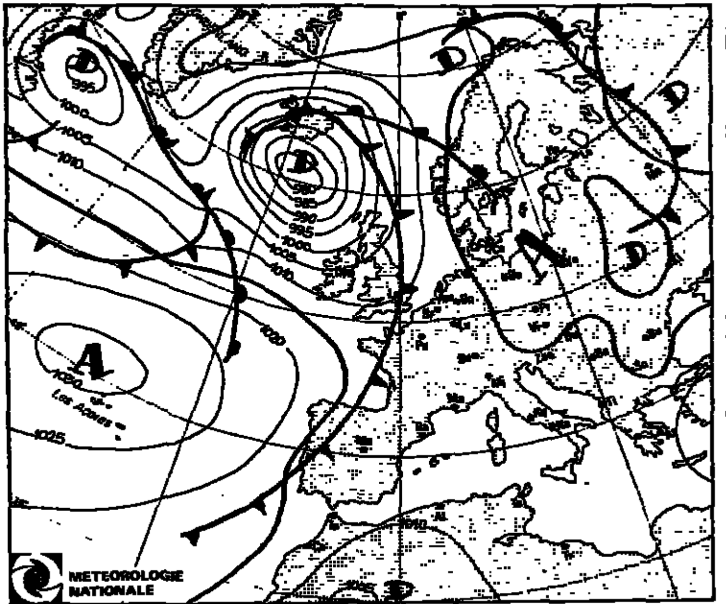
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 4 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 2 septembre à 0 h TU et le jeudi 3 septembre à 24 h TU.

Après une situation de marais barométrique, un front orageux abordera l'ouest du pays.

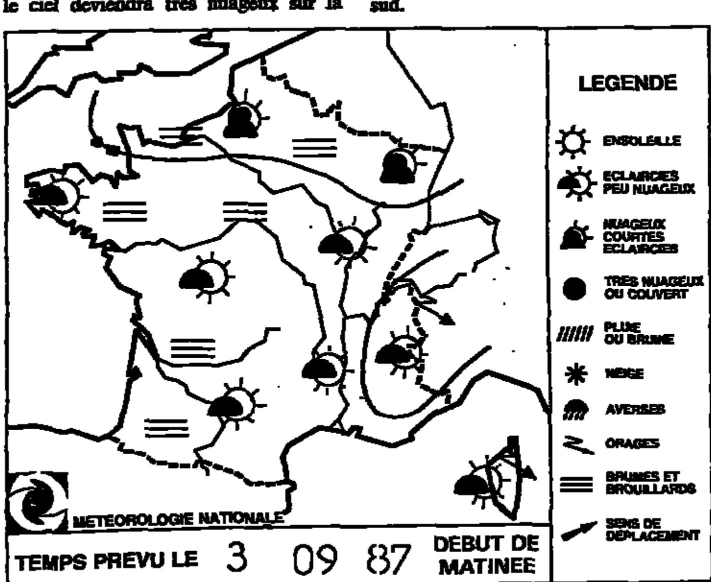
Jeudi : sur les Alpes et la Corse, le ciel sera peu nuageux à nuageux avec des orages isolés en matinée et en soirée.

De la Normandie au nord de la Seine et au nord-est, le début de journée sera encore très *nuageux et brumeux. Puis* le ciel se dégagera avec retour du soleil.

Ailleurs, la journée commencera avec un ciel peu nuageux mais des brouillards. Puis l'approche du front froid atlantique apportera une couverture nuageuse sur l'ouest, les autres régions bénéficiant d'un temps ensoleillé. Ainsi, le ciel deviendra très nuageux sur la Bretagne à partir de la mi-journée puis jusqu'au Cotentin et à la Vendée en soirée. Des pluies modérées y seront associées avec une possibilité d'orages. A l'avant, les nuages élevés progresseront des Pyrénées au sud de la Garonne à la mi-journée. Puis ils remonteront pour atteindre la Normandie, l'ouest du Bassin parisien et le Nord. Des orages se produiront localement dans le Sud-Ouest.

Les températures minimales seront de 13 à 15° C en moitié nord et sur la région Rhône-Alpes, *15 à 17 degrés* dans le Sud-Ouest, 17 à 19 degrés en Méditerranée.

Les maxima atteindront 20 à 22 degrés sur Bretagne et Cotenbtin, 25 à 27 degrés dans le Nord-Est, 22 à 25 degrés dans les autres régions de la moitié nord, 26 à 30 degrés en moitié sud.



TEMPS PREVU LE 3 09 87 DEBUT DE MATINEE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 1-9 à 6 heures TU et le 2-9-1987 à 6 heures TU — le 2-9-1987

FRANCE			
AJACCIO	29	19	D
BIARRITZ	23	17	C
BORDEAUX	24	17	B
BOURGES	26	15	N
BREST	20	16	C
CAEN	25	16	A
CHERBOURG	21	16	C
CLERMONT-FERR.	28	16	C
DIJON	23	15	B
GRENOBLE St-M-H	29	16	D
LILLE	26	17	B
LIMOGES	23	15	B
LYON	29	19	O
MARSEILLE-MAR.	28	19	N
NANCY	26	17	B
NANTES	23	17	B
NICE	27	20	D
PARIS-MONTS.	24	18	B
PAU	24	17	B
PERPIGNAN	28	20	N
RENNES	24	17	N
ST-ÉTIENNE	28	17	C
STRASBOURG	26	17	N
TOURS	25	17	N
TOULOUSE	27	17	O
POINTE-A-P.	32	23	A

ÉTRANGER			
ALGER	30	21	N
AMSTERDAM	23	11	N
ATHÈNES	32	21	D
BANGKOK	34	27	C
BARCELONE	28	21	C
BELGRADE	27	12	D
BERLIN	22	12	D
BRUXELLES	25	14	N
LE CAIRE	33	23	D
COPENHAGUE	18	13	N
DAKAR	30	27	N
DELHI	34	30	D
DJERBA	33	22	D
GENÈVE	27	16	D
HONGKONG	31	26	A
ISTANBUL	30	20	D
JÉRUSALEM	29	20	D
LISBONNE	26	18	D
LONDRES	24	17	C
LOS ANGELES	28	17	D
LUXEMBOURG	23	16	B
MADRID	29	15	D
MARRAKECH	32	20	D
MEXICO	25	13	B
MILAN	28	18	D
MONTRÉAL	27	11	C
MOSCOU	14	8	P
NAIROBI	27	13	D
NEW-YORK	24	17	D
OSLO	17	11	C
PALMA-DE-MAL.	31	21	N
PÉKIN	29	20	D
RIO-DE-JANEIRO	28	18	C
ROME	28	26	C
SINGAPOUR	33	26	N
STOCKHOLM	16	6	N
SYDNEY	17	7	D
TOKYO	28	25	P
TUNIS	38	23	N
VARSOVIE	18	5	D
VENISE	27	19	B
VIENNE	21	13	N

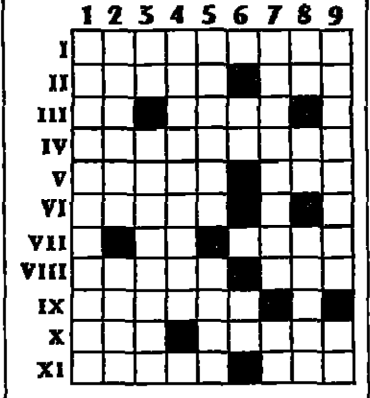
A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4563



HORIZONTALEMENT

I. Un homme qui ne peut qu'aimer les belles pensées. – II. Grâce à lui, il est possible de bénéficier d'une véritable manne. A même d'être examinée dans les moindres détails. – III. Résistent bien au temps qui passe. Partie d'une « allumette ». – IV. A besoin de fil pour travailler. – V. Rien ne l'empêche d'avoir la folie des grandeurs. Sort du coffre. – VI. Est souvent visible près d'un lit. – VII. Article. Empêche la poitrine de tomber. – VIII. Fut dévorée par le feu. Conduits à la méfiance. – IX. Certaines sont attirées par les minets, d'autres ont plutôt intérêt à s'en éloigner. – X. Devient vite dangereux quand il est trop nourri. Incite à boire quand le vin est tiré. – XI. *On peut les attraper comme* des bosses ou des rides. Menace d'orage.

VERTICALEMENT

1. Fait l'article sans éprouver le besoin de vanter la marchandise. – 2. Pour celui qui a pris l'habitude de laisser des ardoises en de multiples endroits. *Tombe sans faire de bruit.* – 3. Participe. S'occupent des affaires des autres. – 4. S'il peut lui arriver d'avoir un tambour entre les mains, ce n'est jamais pour taper dessus ! – 5. Agréable à l'œil. Avec eux, on ne saurait dire qu'il n'y a pas mèche. – 6. Préposition. Qui a donc été bien repassé. – 7. Sujette à balancer en oscillant. Note. – 8. Mal inspiré. Où l'on a l'habitude de prendre plutôt que de laisser. Fait avancer dans la vie. – 9. Empêchent de filer. Facilite la tâche.

Solution du problème n° 4562

Horizontalement

I. Attaches. – II. Trouée. Oc. – III. Titre. Cui. – IV. Evoé ! Mort. – V. Lis (« Lys »). Délie. – VI. La. Los. – VII. Elision. – VIII. Isard. Ré. – IX. Et. Gain. – X. Tête. Eure. – XI. USA. Eut.

Verticalement

1. Attelle. Eté. – 2. Trivialité. – 3. Totos. Is. Tu. – 4. Aure. Usages. – 5. CEE. Ira. – 6. Hé ! Mélodie. – 7. Côlon. Nue. – 8. Souris. Ru. – 9. Cité. Béret.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 3 SEPTEMBRE

« Les icônes de la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Newsky », 14 h 45, 12, rue Daru (Monuments historiques).

« Le quartier Maine-Montparnasse jusqu'aux colonnes de Bofill et à l'église Notre-Dame-du-Travail », 15 heures, devant l'entrée d'Air France, 25, boulevard de Vaugirard (Monuments historiques).

« Architecture et monarchie : l'hôtel *royal des Invalides* », 15 heures, cour d'honneur, sous la statue de Napoléon (Monuments historiques).

« L'Eglise Saint-Nicolas-des-Champs et le quartier des Arts et Métiers », *15 heures, 254, rue Saint-Martin* (Monuments historiques).

« De la butte des Moulins à Notre-Dame-des-Victoires », 14 h 30, métro Pyramides (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 14 h 30, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

« Le quartier de la Nouvelle Athènes », 14 h 30, devant l'entrée de Notre-Dame-de-Lorette, rue de Chateaudun (Hauts lieux et découvertes).

« L'hôtel de Lauzun », 14 h 45, métro Pont-Marie (M.-C. Lasnier).

« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).

« Passages, traboules et ruelles autour de la place des Victoires. Le jardin du Palais-Royal », 15 heures, 6, place des Victoiress (I. Hauller).

« Hôtels prestigieux du Marais », 14 h 30, métro Pont-Marie (Flâneries).

« L'Opéra », 15 heures, devant l'entrée (C. Merle).

« Découvertes insolites au village d'Asnières », 15 heures, sortie gare SNCF d'Asnières (Paris et son histoire).

« Le faubourg Saint-Germain à 200 mètres d'altitude », 15 heures, hall d'entrée de la tour Montparnasse (Paris et son Histoire).

« Madame de Sévigné et la donation Bouvier au musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné (A. Ferrand).

Le Carnet du Monde

Naissances

– Les docteurs Jean-Jacques et Sylvie GODIER-ROPIQUET et Guillaume,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Juliette,

le 27 août 1987.

Le Tivoli,
5, rue du Péron,
76000 Rouen.

Mariages

– M. et Mme Michel GERMAIN,
M. et Mme Jacques LEVASSOR,

ont la joie de faire part du mariage de

CORINNE et BERNARD,

le 5 septembre 1987, à Lailly-en-Val (Loiret).

Décès

– *« O toi âme apaisée.*
Retourne vers ton Seigneur satisfaite et agréée.
Entre donc avec mes serviteurs.
Entre dans mon Paradis. »
Coran LXXXIX 26-30.

Aïcha BASSIOUNI-CHARROING

est décédée subitement au Caire, le 26 août 1987, à l'âge de trente-quatre ans.

De la part de tous ses amis et ses proches.

– L'Ecole nationale supérieure de techniques avancées a le regret de faire part du décès de

Mme Aïcha BASSIOUNI-CHARROING,
professeur d'arabe à l'école,

survenu au Caire le 26 août 1987.

– *Les professeurs d'arabe*
de l'Ecole polytechnique,
de l'Ecole nationale supérieure de techniques avancées,
du lycée Louis-le-Grand,
du lycée *Honoré-de-Balzac,*
du lycée Auguste-Renoir d'Asnières,

ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue

Aïcha BASSIOUNI-CHARROING,

survenu subitement le 26 août 1987.

– Mme Hubert Bastid, née Martine Polti,
Florence, Olivier et Claire Bastid,
Mme Charles Bastid,
M. et Mme Philippe Bastid
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Hubert BASTID,

survenu le 27 août 1987 en son domicile.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le 1er septembre à Limours.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Pierre Billecocq,
M. William Billecocq,
M. et Mme Yves Billecocq
et leurs filles,

ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M. Pierre BILLECOCQ,
croix de guerre,
médaille militaire,

décédé le 15 août 1987 dans sa soixante-septième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Jean-le-Vieux (Ain).

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

6, rue Edmond-Valentin,
75007 Paris.
21-23, rue Montrosier,
92200 Neuilly-sur-Seine.

– Ses amis proches de Paris, Londres, New-York et d'Israël ont la douleur d'annoncer le décès brusque du

Prof.-Dr Michel BORWICZ-BORUCHOWICZ,

survenu sans souffrance, entouré des siens, le 31 août 1987 sur la Côte d'Azur.

Les obsèques auront lieu dans un kiboutz en Galilée, jeudi 10 septembre.

[Né à Cracovie en 1911, il était un des chefs de la résistance polonaise contre l'occupant nazi. Historien de la seconde guerre mondiale, il était aussi l'auteur de plusieurs ouvrages sur les martyrologes du judaïsme polonais.]

– Frank Paul Bowman
a la douleur d'annoncer le décès de sa sœur,

Doris BOWMAN,

survenu le 29 août.

1810 Rittenhouse Sq.
Philadelphia,
Pa. 19103.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.*

– Mme veuve Félix Dahan,
sa mère,
M. Claude Chouraqui,
son mari,
Judith et Florence,
ses filles,
Paule Ferran,
sa sœur,
Mme Marie-Louise Chouraqui,
sa belle-mère,
Les familles Chouraqui, Ferran, Goldnadel,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicole CHOURAQUI,
député au Parlement européen,
adjoint au maire de Paris,

survenu le 31 août 1987, au terme de quatre ans de lutte contre un cancer, à l'âge de quarante-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 septembre à 11 heures, au cimetière du Montparnasse. Réunion à la porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, 75014 Paris.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.
(Lire page 9.)

– M. Jacques Chirac,
premier ministre,
maire de Paris,
et les élus du Conseil de Paris

ont le regret de faire part du décès de

Mme Nicole CHOURAQUI,
adjoint au maire de Paris,
conseiller de Paris,
député au Parlement européen,

survenu à son domicile le lundi 31 août 1987.

– Mme Sonia Hebert,
sa mère,
Les familles Barell, Charras, Isserlis, Kotlarevsky, Labadye, Mangon, Pavageau, Sainderichin,
Et ses amis,
ont la très grande peine d'annoncer le décès de

Mme le docteur Micheline HEBERT,

survenu le 30 août 1987.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 septembre 1987, à 11 h 15, entrée principale du Père-Lachaise, 75020 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue de Buzenval,
92210 Saint-Cloud.

– M. et Mme Monlau,
Mme R. Favarel,
Les familles Naudet, Esser, Dapas, Freu,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacques MONLAU,
née de Lhom,

survenu à Nice le 29 août 1987, munie des sacrements de l'Eglise.

Alegria,
26, avenue Varavilla,
06190 Roquebrune-Cap-Martin.

– Mme Jacques Pardinel,
M. et Mme Lepel-Cointet,
Le docteur et Mme de Maublanc,
Et toute sa famille,
ont la *tristesse de faire* part du décès de

M. Jacques PARDINEL,

leur époux, beau-frère, oncle, grand-oncle et cousin,

survenu le 31 août 1987, dans sa quatre-vingt-unième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité le jeudi 3 septembre à 17 heures, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Lise, son épouse,
Nathalie, Lydie, Mathilde, ses filles,
Paul, son frère,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques PETELOT,

survenu le vendredi 28 août 1987.

Saturargues,
34400 Lunel.

– Hélène, Fabienne et Olivier Romian, Yves Lelay,
Roger et Andrée Lamirault,
Jean et Monique Roux,
et leurs enfants,
Bernard Brodaty,
Charles et Marcelle Brodaty,
et leurs enfants,
Paul, Mado et Guy Dessalles,

ont la douleur de faire part du décès de

Jacques ROMIAN,
directeur du CIO d'Aulnay-sous-Bois,

survenu le 12 août 1987, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Il repose dans son jardin de Mirabel-aux-Baronnies.

– M. Claude Seguela,
son époux,
Ses enfants,
Sa petite-fille,
Mme Jean Gardinier,
sa mère,
Jean-Pierre, Denise, Michel et Nicolas Gardinier,
ses frères, sœur, et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Claude SEGUELA,
née Yvonne Gardinier,

survenu le 28 août 1987, dans sa soixante-troisième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 septembre à 9 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Airs, 13, avenue Alfred-Belmontet à Saint-Cloud (gare du Val-d'Or), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, Paris-14e, dans le caveau de famille.

1, parc de la Bérangère,
92210 Saint-Cloud.

– Alain et Liliane Turkel,
et leurs enfants,
Mme Pawin,
et ses enfants,
M. et Mme Guimbert,
et leurs enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du

Dr Salomon TURKEL,
ex-hémobiologiste
des hôpitaux de Paris,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 11 août 1987.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

31, rue Foucher-Lepelletier,
92130 Issy-les-Moulineaux.

– Nous apprenons la mort de

Pierre VOISIN,
ancien grand reporter au *Figaro.*

Il était âgé de soixante-seize ans.

[Après avoir participé comme combattant à la Libération, Pierre Voisin était entré au *Figaro* au lendemain de la guerre. Il y fut d'abord grand reporter et, à ce titre, obtint en 1948 le prix Albert-Londres. Pilote lui-même, passionné d'aviation, il tint ensuite la rubrique aéronautique du quotidien jusqu'à son départ à la retraite. Avec enthousiasme et, parfois, un parti pris coléreux de bon aloi, Pierre Voisin accompagna ainsi, à toutes ses étapes, la relance de l'industrie française qui allait conduire à la construction de la Caravelle, ancêtre du Concorde et des Airbus.]

– *Alice, François, Caroline et* Julien Yvernat,
Mme Andrée Yvernat,
M. et Mme Lucien Klotz,
Elisabeth et Bernard de Talance,
François et Patrick,
Hélène Yvernat et Pascal Paysant,
Nicolas,
Jean-François Beudin et Marie-Françoise Maya,
Et tous ceux qui les aiment font part du décès accidentel de

Paul et Eliane YVERNAT,

Leurs parents, enfants, frère, beau-frère, belle-sœur, oncle et tante,

survenu le 28 août 1987 à Chavenay (Yvelines).

L'inhumation civile aura lieu le samedi 5 septembre 1987, à 14 h 30, au cimetière de Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines).

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés pour la recherche contre le cancer, Fondation ARC, CCP Paris 709-262, et contre le SIDA, Fondation FRM 75335 Paris cedex 07, *CCP Paris 923200J.*

Obsèques

– Les obsèques de

NELLY FELD,
ancienne journaliste
au quotidien *l'Humanité,*

auront lieu le jeudi 3 septembre à 10 h 30, au cimetière de Boulogne-Billancourt, avenue Pierre-Grenier.
(le Monde *du 2 septembre.)*

Anniversaires

– Le 30 août 1986 disparaissait brusquement de ce monde

Pierre MÉNÉZO,

mais il reste notre référence.

Son épouse, Suzanne Ménézo, et ses enfants remercient tous ceux qui l'ont estimé, aimé, d'avoir une pensée amicale pour lui en ce premier anniversaire.

Avis de messes

– Une messe sera célébrée le jeudi 10 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Sulpice, Paris-6e, à l'intention de

Michel SUQUET,

directeur marketing et développement de la SOFRES, décédé le 9 août 1987.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 69 F
Abonnés (avec justificatif) .... 60 F
Communications diverses .... 72 F

Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de blancs). Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

Rens. : 42-47-95-03.

Sports



Les championnats du monde d'athlétisme

Des courses à l'étouffée

Images choc, le mardi 1er septembre, aux Championnats du monde d'athlétisme. Non pas tant celles d'un Edwin Moses « mourant » sur le fil pour gagner son deuxième titre mondial, que celles des marcheuses titubant et s'effondrant dans les derniers hectomètres des 10 kilomètres à l'instar de la Suissesse Ulie Spiess-Andersen à l'arrivée du marathon des Jeux de Los Angeles.

Les mêmes causes ont d'ailleurs produit les mêmes effets : sous une couche de nuages, Rome était mardi une véritable cocotte-minute. Un effort prolongé et intense comme cette marche impliquait de boire et de s'alimenter en course pour ne pas connaître de défaillances. Dans l'espoir de grignoter quelques secondes au chronomètre, certaines concurrentes ont négligé les ravitaillements. Résultats : élévation de la température du corps et/ou hypoglycémie.

Entrées comme des somnambules sur le stade, l'Australienne Lorraine Jachno, l'Italienne Maria Orsani et l'Allemande de l'Ouest Barbara KollorZ se sont effondrées avant la ligne et ont été évacuées sur des civières. L'Espagnole Emilia Cano, qui a couvert les 400 derniers mètres pleurante et zigzagante, s'est ensuite évanouie pendant une demi-heure et a dû être mise sous perfusion. Moins de mal que de peur pour ces sportives qui ont récupéré après l'absorption de liquide et de glucose.

La Française Suzanne Griesbach, qui avait attiré l'attention parce qu'elle a quarante-deux ans et qu'elle est grand-mère, n'a pas eu besoin de soins. Mais elle a terminé à la vingt-deuxième place, quatre minutes après la Soviétique Irina Strakhova qui a battu la favorite australienne Kerry Saxby.

La chaleur a également joué un mauvais tour à l'Américaine Jackie Joyner-Kersee : à demi étouffée, elle n'a pu boucler le 800 mètres dans un temps lui permettant d'améliorer un record du monde de l'heptathlon semblant à sa portée avant cette septième et dernière épreuve.

En revanche, canicule et humidité n'ont pas affecté le Kényan Billy Konchellah. Après son compatriote Kipkoech sur 10 000 mètres samedi, il a bien exposé les revendications des coureurs des hauts-plateaux sur le demi-fond en réalisant 1 min 43 s 6 sur 800 mètres, meilleure performance de l'année et sixième de tous les temps, pour brûler la politesse au Britannique Peter Elliott et au Brésilien José Barbosa.

A. G.

400 mètres haies : Moses sauve son titre

Chef-d'œuvre en péril

Comme à Los Angeles en 1984, ni Harris ni Schmid ne sont parvenus, mardi 1er septembre, à battre Edwin Moses sur 400 mètres haies. A trente-deux ans, le double champion du monde domine toujours cette spécialité.

ROME
de notre envoyé spécial

Les Romains sont bien placés pour le savoir : il n'est pas de monument qui ne finisse par tomber en ruine. Mais certains résistent mieux à l'outrage des ans. Ainsi, Edwin Moses, monument historique du 400 mètres haies, qui paraissait singulièrement lézardé à l'approche des championnats du monde, ne s'est pas effondré mardi sur la piste du stade olympique. Bien au contraire : il a conforté l'énorme palmarès édifié depuis douze ans. Champion olympique 1976 et 1984, champion du monde 1983, ayant battu quatre fois le record du monde pour le porter au temps inaccessible de 47 sec. 02 (1983), le voilà une nouvelle fois sur la plus haute marche du podium mondial, encadré, comme à Los Angeles, par son compatriote Danny Harris et l'Allemand de l'Ouest Harald Schmid, le diplôme de champion du monde 1987 entre les mains.

Pourtant, son parchemin a bien failli lui échapper. Cela n'a tenu qu'à deux petits centièmes de seconde. Un souffle qu'il a définitivement perdu en faisant un tour d'honneur. Car pour être le plus grand coureur de haies de l'histoire, Moses est allé au bout de ses forces : à la sortie du deuxième virage, après la huitième haie, il avait 2 bons mètres d'avance ; sur la ligne d'arrivée, l'avantage n'était plus que microscopique. C'était « marche ou crève » en guise de tactique. Cela a marché. Mais quelle folie ! Pourtant, pouvait-il faire autrement que de s'élancer ainsi, à la grâce de Dieu, « pied au plancher » ?

Après dix ans d'invincibilité qui s'était traduite par une série de cent vingt-deux victoires, Moses avait vu sa superbe rabattue au début de la saison. A Madrid, Danny Harris lui avait rappelé le goût de la défaite,qu'il n'avait plus connue depuis 1977, contre Harald Schmid. Puis à Paris, par une soirée d'orage, il avait décollé comme un avion à réaction pour franchir le mur des 47 secondes, avant d'atterrir sur le ventre à l'entrée de la ligne droite.

Blessures psychologiques

De quoi ébranler les certitudes les plus solidement établies ! Et Moses n'en manquait pas. Il savait qu'il dispose d'un atout physique unique : ses jambes exceptionnellement longues lui permettent de franchir les haies (0,914 mètre de hauteur) en planant, donc sans effort. Il savait encore que son expérience initiale sur 110 mètres haies lui assure un automatisme parfait dans l'enchaînement foulée-saut-foulée. Ainsi, il a pu être le premier et le seul encore à pouvoir faire régulièrement treize enjambées entre chaque obstacle. Mais il savait aussi qu'à trente-deux ans muscles, tendons, articulations, deviennent de plus en plus fragiles. Il lui faut les ménager : une douzaine d'épreuves par an sont désormais un maximum, au lieu d'une vingtaine depuis que sa saison 1985 a été gâchée par les accidents.

Plus secrètes que celles du corps, les blessures psychologiques n'ont pas manqué elles non plus. Jusqu'aux Jeux de Los Angeles, Moses passait pour une espèce de saint laïc. Sa barbe de prophète était effectivement celle d'un croyant qui clamait sa foi en Dieu en de nombreuses conférences. Toutefois, les derniers Jeux olympiques ont amené les médias nord-américains à rechercher le sensationnel. Moses était ainsi devenu l'anti-Carl Lewis. Le Noir que les « WASP » invitent à dîner était opposé au Noir qu'ils vont voir à Broadway. Hélas ! cela s'est retourné contre Edwin le pieux quand, quelques mois après, il a été impliqué dansunesombre affaire de racolage sur Sunset Boulevard.

« Un petit coin tranquille »

Moses a été acquitté par le tribunal. Malgré tout, son image a été ternie. Que n'a-t-on pas appris, en effet, dans le déballage qui a entouré cette affaire ? Par exemple que ce champion au-dessus de tout soupçon touchait de 20 000 à 25 000 dollars par course et bien plus encore des sociétés qui utilisent son image pour leur publicité.

Ainsi, le moraliste qui a abandonné depuis belle lurette son métier d'ingénieur électronicien vit-il à Newport Beach, un « petit coin tranquille » pour les Californiens millionnaires en dollars.

Au moment de s'élancer mardi, tout cela constituait une « pression » supplémentaire sur les épaules du champion du monde. Or, ses adversaires, depuis qu'ils l'avaient entendu bégayer en prononçant le serment olympique à Los Angeles, savaient qu'il n'était pas complètement insensible. Mais pour ne pas être un saint homme, Moses n'en est pas moins un homme extraordinaire. Il faut bien être d'une trempe hors du commun pour arriver à domestiquer la violence des émotions que provoque la mise en question d'un titre et d'une réputation pour moins de 50 secondes. Y être parvenu en prenant tous les risques constitue, en soi, un exploit.

La question qui se pose désormais est de savoir si l'Américain pourra rééditer cette performance aux Jeux de Séoul en 1988. Il a dit qu'il s'en sent capable, tout comme de porter le record du monde sous la barre des 47 secondes. Sans vouloir mettre en doute sa parole, il a semblé mardi qu'il n'avait plus une réserve de puissance nécessaire pour tenir ses deux paris. Mais Dieu sait ce que peut réserver ce diable de bonhomme qui croit si fort en son étoile !

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

MESSIEURS

800 mètres. – 1. Konchellah (Kenya), 1 min 43 s 06 ; 2. Elliott (G-B), 1 min 43 s 41 ; 3. Barbosa (Br.), 1 min 43 s 76.

400 mètres haies. – 1. Moses (E-U), 47 s 46 ; 2. Harris (E-U), 47 s 48 ; 3. Schmid (RFA), 47 s 48.

Marteau. – 1. Litvinov (URSS), 83,06 m ; 2. Tamm (URSS), 80,84 m ; 3. Haber (RDA), 80,76 m ...11. Ciofani (Fr.), 75,34 m.

DAMES

3 000 mètres. – 1. Samolenko (URSS), 8 min 38 s 73 ; 2. Pulca (Roum.), 8 min 39 s 45 ; 3. Bruns (RDA), 8 min 40 s 30 ; ... 14. Duros (Fr.), 9 min 14 s 61.

10 km marche. – 1. Strakhova (URSS), 44 min 12 s ; 2. Saxby (Aus.), 44 min 23 s ; 3. Yan (Ch.), 44 min 42 s ; ... 22. Griesbach (Fr.), 48 min 6 s.

Heptatlon. – 1. Joyner (E-U), 7 128 pts ; 2. Nikitina (URSS), 6 564 pts ; 3. Frederick (E-U), 6 502 pts ; ...11. Debois (Fr.), 6 139 pts.

● **FOOTBALL : neuvième journée du championnat de France.** – En match avancé de la première division, Nantes a battu, le mardi soir 1er septembre, au stade de la Beaujoire, l'Olympique de Marseille par 5 buts à 0.

Heptathlon : objectif atteint pour Jackie Joyner

La première Américaine

L'Américaine Jackie Joyner-Kersee a remporté, le mardi 1er septembre à Rome, le titre de championne du monde de l'heptathlon avec 7 128 points, établissant la troisième meilleure performance mondiale de tous les temps. Elle devance la Soviétique Larisa Nikitina (6 564 points) et sa compatriote Jane Frederick (6 502 points). La Française Nadine Debois s'est classée onzième avec 6 139 points.

ROME
de notre envoyé spécial

Cette fille se prend pour un surhomme. Son rouge à lèvres, ses bagues fantaisie, ses ongles démesurés et multicolores, ça ne serait que camouflage ! Au soir de son premier record du monde du pentathlon en 1986, Jackie Joyner-Kersee n'avait pas craint d'affirmer que le décathlonien Dailey Thompson n'était pas, contrairement à une idée universellement reçue, le meilleur athlète du monde. *« Si ce titre doit être décerné, je le revendique »*, avait-elle dit.

Ce sentiment de supériorité lui est venu très tôt, lorsque, gamine, elle semait à la course son grand frère. Les compétitions qu'elle organisait autour de la maison natale, dans un quartier populaire de Saint-Louis (Illinois), tournaient le plus souvent à la confusion des garçons. La jeune Jackie courait vite, et excellait dans la plupart des jeux de balle. Par ironie du destin, c'est son frère, Al, un paresseux qu'il avait fallu traîner de force sur un stade, qui rapporta le premier titre de gloire à la maison. Champion olympique du triple saut en 1984 à la surprise générale, c'était la revanche du fumiste sur la petite sœur modèle.

Jackie était pourtant favorite de l'heptathlon, en l'absence des pays de l'Est. Elle dut se consoler avec une médaille d'argent, à cause d'un concours de saut en longueur complètement raté. Pareille gifle ne pouvait qu'aiguillonner son amour-propre. L'ambitieuse jeune femme s'est remise au travail, aidée par Boke Kersee, un entraîneur rencontré sur un campus californien, devenu son mari en 1986. Mardi matin, dans un stade olympique encore somnolent, le saut en longueur (cinquième épreuve de l'heptathlon, commencé la veille) ne lui a pas posé le moindre problème. Cette maudite discipline est même devenue sa spécialité. N'est-elle pas, depuis les récents jeux pan-américains, codétentrice du record mondial avec un bond de 7,45 mètres ?

A son premier essai, elle a franchi 7,14 mètres comme d'autres sautent de leur lit. Jackie Joyner-Kersee pouvait alors se désintéresser du concours, et laisser ses concurrentes s'échiner pendant toute la matinée. Cette unique tentative lui donnait 140 points d'avance sur son record du monde.

Une juste revanche

Malheureusement, sa marge devait fondre dès l'épreuve du javelot, son point faible, puis se trouver réduite à néant au terme d'un 800 mètres pourtant courageux dans une chaleur étouffante. Elle aurait dû boucler les deux tours de piste en 2 min 14 s 09 pour battre son record. Elle a échoué d'un souffle. Qu'importe, ce premier titre mondial suffit à son bonheur.

L'or romain est une juste revanche pour cette athlète de vingt-cinq ans, devenue l'an dernier la première (et la seule) femme à plus de 7 000 points en épreuves combinées. Elle est désormais le porte-drapeau de l'athlétisme américain féminin. Les vedettes qui l'avaient rejetée dans l'ombre à Los Angeles ont disparu. Evelyn Hashford, Mary Decker-Flaney, Valerie Briscoe-Hooks ne sont plus en mesure de s'opposer à l'hégémonie des pays de l'Est.

Tous les projecteurs peuvent donc se braquer sur « la » Joyner, une star à la force tranquille dont la modestie ne souffre guère lorsqu'on la baptise *« super woman »*.

En dépit des efforts de l'Allemande de l'Est Anke Behmer et de la Soviétique Larisa Nikitina, Jackie Joyner n'a jamais tremblé pour sa médaille d'or, même si elle n'a pu battre son record du monde, établi à 7 230 points. C'est son chiffre fétiche, depuis que les Joyner-Kersee, jeunes mariés, ont échangé un regard complice en prenant cet hiver à New-York un taxi portant ce numéro de plaque. Ce sera sans doute pour une prochaine course.

J.-J. B.

110 mètres haies : Caristan échoue en demi-finale

Le mystère de Toutankhamon

Le Français Stéphane Caristan, champion et recordman d'Europe (13 s 20), a été éliminé, mardi 1er septembre à Rome, en demi-finale du 110 mètres haies, en ne se classant que cinquième en 13 s 62, après avoir remporté le matin même sa série en 13 s 44. Son ami Bruno Marie-Rose, victime d'une élongation à la cuisse, n'a pas réussi à passer le cap des quarts de finale du 200 mètres.

ROME
de notre envoyé spécial

Toutankhamon n'a fait qu'une apparition en deux actes très courts. Surnommé ainsi par Jacques Piacenta, son entraîneur, parce qu'il est souvent blessé, donc régulièrement couvert de bandelettes, Stéphane Caristan n'a pu accéder à la finale du 110 mètres haies. A vrai dire, cette prestation abrégée n'étonnera personne. C'était même à se demander pourquoi le Français avait fait le voyage de Rome. De l'aveu de son entraîneur, *« Stéphane n'avait pas franchi dix haies d'affilée depuis un mois et demi »*.

Alors qu'il se remettait fort bien d'une opération du genou (lésion du ménisque et du cartilage du tibia), il avait ressenti en juillet une vive douleur à la cuisse gauche. Mal d'origine mystérieuse qui lui interdisait de lever le pied sans endurer mille souffrances. Jeudi dernier, le champion meurtri s'était livré à un dernier test, franchissant cinq haies en 6 s 63 au lieu de 6 s 40 en moyenne habituellement. Ce bout d'essai pouvait lui laisser espérer un temps de 13 s 60 sur dix haies. C'était suffisant pour qu'il boucle ses valises pour l'Italie.

Mais à Rome personne n'a vu le champion d'Europe s'entraîner. Pas même quelques séances d'étirements. Jacques Piacenta s'efforçait de tirer de vagues plans sur la comète : *« S'il fait entre 13 s 50 et 13 s 60, dans ces conditions, ça renforcera mon moral pour Séoul. »* Malheureusement, cinq haies enjambées à l'entraînement ne sont rien, comparé aux trois courses du championnat du monde (série le matin, demi-finale le soir, finale le lendemain) : trente haies au total à avaler à une cadence infernale, c'était la surdose garantie pour un athlète en manque de compétition.

Son temps réalisé dès potron-minet ne pouvait donc qu'épaissir le mystère sur l'état de sa forme. Avec 13 s 44, Caristan battait son meilleur temps de la saison. Déjà surpris de le voir à Rome, les autres compétiteurs commençaient à douter de la réalité de sa blessure. Les Britanniques Jackson et Ridgeon reniflaient un coup de Trafalgar. Le Canadien McCoy, grand copain de Caristan, répétait en riant *« I don't believe you »* (Je ne vous crois pas) lorsque Piacenta lui contait l'histoire véridique des malheurs de Toutankhamon.

Dans une discipline aussi technique, peut-on être compétitif après cinq semaines exclusivement consacrées au footing et à la musculation ?

« En panne de jus »

La réponse fut apportée en fin d'après-midi, au départ de la seconde demi-finale. *« J'ai poussé comme une bête dans les starting blocks, mais je n'ai rien senti »*, explique Stéphane. Le champion français est resté *« en panne de jus »*. Tout son influx avait été consumé à l'échauffement, pourtant réduit au strict minimum. Mal parti, Caristan n'a jamais retrouvé le bon *timing* sur les haies. Il terminait néanmoins sur les talons de Jackson, dans un impressionnant roulé-boulé.

Un an après avoir connu la gloire à Stuttgart, Caristan quitte le Mondial par une petite porte, partagé entre regret et satisfaction. Regret car *« si j'avais pu m'entraîner normalement, je pouvais espérer le podium »*. Satisfaction aussi d'avoir *« réussi un bon temps dans les pires conditions »*. Conclusion optimiste : *« Les gars savent qu'il va falloir compter avec moi l'an prochain. »*

Dans son coin, Jacques Piacenta poussait un ouf ! de soulagement. Craignant que *« Stef se fasse mal »*, il n'était pas enthousiaste à l'idée de cette opération commando sur Rome. En cas d'aggravation de la blessure, la saison hivernale, dont la préparation olympique de son protégé, pouvait se retrouver perturbée. Séoul sera l'aboutissement de la carrière de Caristan sur 110 mètres haies. Il peut espérer y tenir un premier rôle, alors qu'à Rome, de l'avis même de Piacenta, *« s'il était parvenu en finale, la huitième place lui était réservée »*.

Alors, pourquoi cette participation à haut risque ? Pour se rassurer ? Impressionner l'adversaire ? Ou bien montrer à ceux qui le prétendaient que le mal énigmatique n'était pas psychologique ? Toutankhamon a gardé une partie de son mystère.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

TENNIS : les internationaux des Etats-Unis

Becker frôle l'élimination à Flushing-Meadow

Première journée sans surprise, le mardi 1er septembre, à Flushing-Meadow pour l'ouverture des championnats internationaux des Etats-Unis de tennis. Seul parmi les favoris, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker a frôlé l'élimination. Après avoir perdu les deux premières manches il a pu redresser la situation pour venir à bout de l'Américain Tim Wilkison, quart de finaliste l'an dernier, après quatre heures et trois minutes de jeu.

Ce premier tour a été plutôt favorable aux Français. Henri Leconte (qui s'entraînera désormais avec le Polonais Wojtek Fibak), Tarik Benhabilès, Guy Forget, Jean-Philippe Fleurian, Emmanuelle Derly et Julie Halard se sont qualifiés.

En revanche, Thierry Tulasne a été éliminé ainsi que Nathalie Herreman qui n'a pu rééditer son exploit de Roland-Garros face à la Tchécoslovaque Hana Mandlikova (tête de série n° 4).

Les résultats

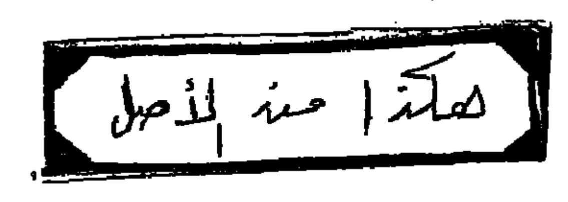
SIMPLES MESSIEURS
Premier tour

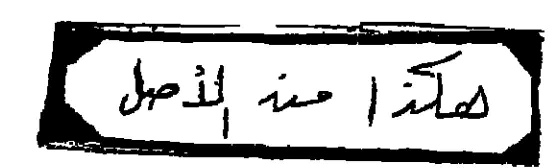
(Entre parenthèses, la nationalité et le classement du joueur.)

● Lendl (Tch., 1) b. Moir (Afr. S.), 6-0, 6-0, 6-0 ; Fleurian (Fr.) b. Colombo (It.), 6-0, 7-5, 6-1 ; Pugh (EU) b. Yunis (Arg.), 6-3, 6-2, 6-2 ; McEnroe (EU, 8) b. Anger (EU), 6-3, 6-2, 6-2 ; Gilbert (EU, 13) b. Doohan (Aus.), 6-1, 6-2, 6-2 ; Berger (EU) b. Gurfein (EU), 4-6, 6-3, 6-2, 6-2 ; Chang (EU) b. McNamee (Aus.), 6-3, 6-7 (5-7), 6-4, 6-4 ; Mansdorf (Isr.) b. Pistolesi (It.), 6-3, 6-7, (5-7), 6-4, 6-4 ; Odizor (Nig.) b. Nelson (EU), 2-6, 2-6, 7-6, (7-5), 7-5, 6-3 ; Dyke (Aus.) b. Purcell (EU), 6-4, 6-3, 2-6, 6-2 ; Muster (Aut.) b. Lozano (Mex.), 7-6, (8-6), 6-2, 6-4 ; Freeman (EU) b. Visser (Afr. S.), 7-5, 4-6, 6-2, 7-5 ; Pozzi (It.) b. Sznajder (Can.), 6-3, 6-1, 6-2 ; Bergstroem (Suè.) b. Pernfors (Suè.), 6-3, abandon sur blessure ; Hearn (EU) b. Stenlund (Suè.), 4-6, 7-6, (7-2), 6-2, 6-4 ; Forget (Fr.) b. Seguso (EU), 3-6, 7-5, 6-3, 6-2 ; Sanchez (Esp., 14) b. Masur (Aus.), 1-6, 6-4, 7-6, (7-2), 6-3 ; Brown (EU) b. Tulasne (Fr.), 6-2, 6-4, 6-1 ; Renenberg (EU) b. Antonish (Aut.), 6-3, 6-2, 6-2 ; Castle (GB) b. Pate (EU), 7-5, 1-6, 6-2, 6-7, (4-7), 6-4 ; Grabb (EU) b. Cannon (EU), 6-3, 6-2, 6-2 ; Smith (Baha) b. Vajda (Tché.), 4-6, 6-2, 6-4 ; Agenor (Hai.) b. Burrow (Afr. S.), 6-3, 6-7 (6-8), 6-3, 6-2 ; Canter (EU) b. Holmes (EU), 7-5, 6-4, 6-0 ; Becker (RFA, 4) b. Wilkison (EU), 4-6, 4-6, 7-5, 6-4, 6-2 ; Leconte (Fr., 11) b. Agassi (EU), 6-4, 7-6 (8-6), 4-6, 6-3 ; Jarryd (Suè., 16) b. Acuna (Chl), 6-3, 6-4, 6-4 ; Benhabilès (Fr.) b. Parker (EU), 6-3, 3-6, 6-4, 6-4 ; Fleming (EU) b. Arias (EU), 7-6, (10-8), 6-7, (8-10), 6-2, 7-6 (7-5) ; Zivojinovic (You.) b. Mezzadri (Sui.), 6-3, 6-0, 6-4 ; Muller (Afr. S.) b. Osterthun (RFA), 7-5, 6-3, 6-2.

SIMPLES DAMES
Premier tour

H. Mandlikova (Tch, 4) bat N. Herreman (Fr.), 6-1, 6-3 ; C. Lindqvist (Suède, 14) bat A. Frazier (EU), 6-2, 6-2 ; A. Henricksson (EU) bat J. Wiesner (Aut.), 7-6 (9-7), 6-2 ; P. Casale (EU) bat I. Budarova (Tch.), 7-5, 6-2 ; P. Harper (EU) bat D. Spence (EU), 6-4, 6-1 ; M. Navratilova (EU, 2) bat K. Gompert (EU), 6-1, 6-1 ; C. Kohde-Kilsch (RFA, 9) bat A. Moulton (EU), 6-2, 7-5 ; A. Kanellopoulou (Gr.) bat A. Croft (GB), 7-5, 7-5 ; I. Cueto (RFA) bat G. Magers (EU), 1-6, 7-5, 7-5 ; P. Hy (H-K) bat R. Reis (EU), 4-6, 6-4, 6-2 ; A. Kijimuta (Jap.) bat B. Potter (EU, 15), 7-5, 6-3 ; E. Derly (Fr.) bat N. Arendt (EU), 6-3, 2-6, 6-2 ; J. Halard (Fr.) bat E. Inoue (Jap.), 4-6, 6-2, 7-5 ; L. Bonder (EU) bat J. Santrock (EU), 6-4, 7-5 ; S. Goles (You.) bat B. Schultz (EU), 7-6 (7-2), 6-3 ; H. Kelesi (Can.) bat N. Bykova (URSS), 7-6 (7-4), 7-5 ; A. Devries (EU) bat M. Van Nostrand (EU), 6-3, 6-2 ; E. Reinach (AFS) bat H. Na (EU), 6-1, 6-0 ; L. Savchenko (URSS) bat K. Horvath (EU), 6-3, 6-4 ; F. Bonsignori (Ita.) bat E. Krapl (RFA), 6-2, 6-4 ; E. Hakami (EU) bat H. Cioffi (EU), 6-1, 6-1 ; S. Gomer (G-B) bat W. Probst (RFA), 6-3, 6-0 ; R. White (EU) bat T. Mochizuki (EU), 7-5, 7-5 ; P. Fendick (EU) bat Field (EU) 6-3, 2-6, 6-0 ; K. Keil (EU) bat B. Herr (EU), 6-3, 6-1 ; Z. Garrison (EU, 7) bat T. Scheuer-Larsen (Dan.), 6-1, 6-3 ; S. Cecchini (Ita.) bat A. White (EU), 6-4, 6-2 ; M.J. Fernandez (EU) bat R. Marsikova (Tch.), 6-3, 6-0 ; T. Phelps (EU) bat S. Stafford (EU), 6-2, 6-3 ; R. Reggi (Ita.) bat A. Grossman (EU), 6-4, 6-0 ; N. Provis (Aus.) bat C. Porwik (RFA), 4-6, 7-5, 6-4.





Le Monde

EDUCATION

En attendant le programme

QU'ON se le dise : la rentrée des classes est un événement mineur, en comparaison de la prochaine révélation par M. Monory de son « plan prospectif » pour l'éducation. A en croire le ministre, qui donnait, le mardi 1er septembre, sa première conférence de presse de la nouvelle année scolaire, cette rentrée ne se présente *« pas trop mal »*, et grâce à l'effort budgétaire du gouvernement, chaque élève et chaque professeur devrait trouver sa place.

Mais M. Monory vise beaucoup plus loin que cet enjeu immédiat et conjoncturel : son « plan d'avenir », qui doit être rendu public avant la fin décembre, et qu'il espère faire adopter par le gouvernement, devra recenser et planifier les besoins du système éducatif sur cinq, sept, voire dix ans. Ce document, préparé par la nouvelle direction de la prospective et de l'évaluation du ministère, devra aussi traduire la volonté de *« faire de l'éducation une priorité particulière, quel que soit le gouvernement »*.

M. Monory dresse volontiers un parallèle avec la loi de programmation militaire que personne n'ose remettre en cause et se flatte d'avoir déjà réuni un *« large consensus »*. *« Le message de la priorité nécessaire à l'éducation nationale est en train de passer »*, répète-t-il. Le ministre entend régler ainsi — mais pour l'avenir — tous les grands problèmes éducatifs : l'élévation massive du niveau de formation, la modernisation de l'école, mais aussi le recrutement et la formation des quatre cent mille enseignants qui seront nécessaires dans les dix années à venir. *« Il faut que l'opinion publique porte à tous les enseignants et au système scolaire la considération qu'on leur doit. Il faut aussi que les enseignants aient des salaires comparables aux autres catégories de travailleurs ayant le même niveau de formation »*, a déclaré M. Monory.

Et même si le ministre jure que son « plan » n'a rien à voir avec une quelconque plate-forme électorale, il espère bien que son initiative *gênera les socialistes, qui* n'ont pas réussi à planifier l'effort éducatif lorsqu'ils étaient au gouvernement, et pourra se transformer en une machine de guerre pour les présidentielles. *« Si des hommes politiques s'engagent sur mon plan, je ne les en empêcherai pas »*, a-t-il annoncé.

Le temps où M. Monory guerroyait avec la FEN est décidément bien terminé. Le ministre rappelle que, en dix-huit mois, il n'a *« jamais eu un seul mot désagréable à l'égard des enseignants »*. S'engageant à rendre les Français *« fiers de leur système scolaire »*, il rêve de réconcilier les enseignants et les parents autour de son *« école du futur »*.

Ph. Be.

Une rentrée en mineur

Neuf mois après les grandes manifestations étudiantes et lycéennes M. Monory annonce une rentrée scolaire sans accroc ni réforme

« *IL n'y aura pas de réforme Monory* », avait déclaré le ministre de l'éducation nationale en prenant *ses fonctions, en mars 1986*. La rentrée 1987, première à avoir été entièrement préparée par ses soins et dernière avant l'échéance de l'élection présidentielle, est conforme à cette promesse. Après la révolte, l'automne dernier, des étudiants et lycéens, le ministre a dû renoncer à la grande toilette des lycées qu'il avait préparée. En revanche, il n'a pas cédé sur la création des postes de « *maîtres-directeurs* », d'école, qui avait suscité de nombreuses manifestations d'instituteurs. Cette dernière innovation mise à part, les nouveautés perceptibles en cette rentrée ne modifient qu'en détail le paysage de l'éducation nationale.

Ecole primaire : cours de rattrapage

• Pour lutter contre l'échec scolaire, des cours de rattrapage à effectifs réduits seront organisé pour certains élèves de cours moyen (CM 1 et CM 2) en difficulté. Ils devraient être assurés par des instituteurs volontaires payés en heures supplémentaires à raison de deux *ou trois* par *semaine*. Cette initiative devrait toucher 100 000 élèves, soit le tiers des enfants en difficulté, selon Mme Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'enseignement. Un budget de 30 millions de francs est prévu par l'Etat qui sollicite la contribution des communes.

• 8 500 maîtres-directeurs entrent en fonction dans les écoles primaires. Recrutés sur entretien, ils bénéficieront d'une formation. Ils organisent la vie interne de l'école et sont les interlocuteurs désignés des partenaires extérieurs. Mais ils n'ont pas d'autorité hiérarchique sur les instituteurs, qui continuent d'être notés par les inspecteurs.

• L'évaluation « douce » en classe de CE 2, mise en place en 1986, sera poursuivie. Pratiquée en début d'année, elle ne conduit à aucune sanction, mais doit aider l'instituteur à adapter ses méthodes au niveau réel de sa classe. Cette procédure doit être étendue à l'ensemble des classes primaires.

• La promotion de l'éducation physique doit être poursuivie par l'organisation, dès le premier trimestre, d'un concours « l'école la plus sportive ». L'enseignement de la natation doit être généralisé et étendu aux grandes sections de maternelle, là où cela est possible.

Collèges : assouplissement de la carte scolaire

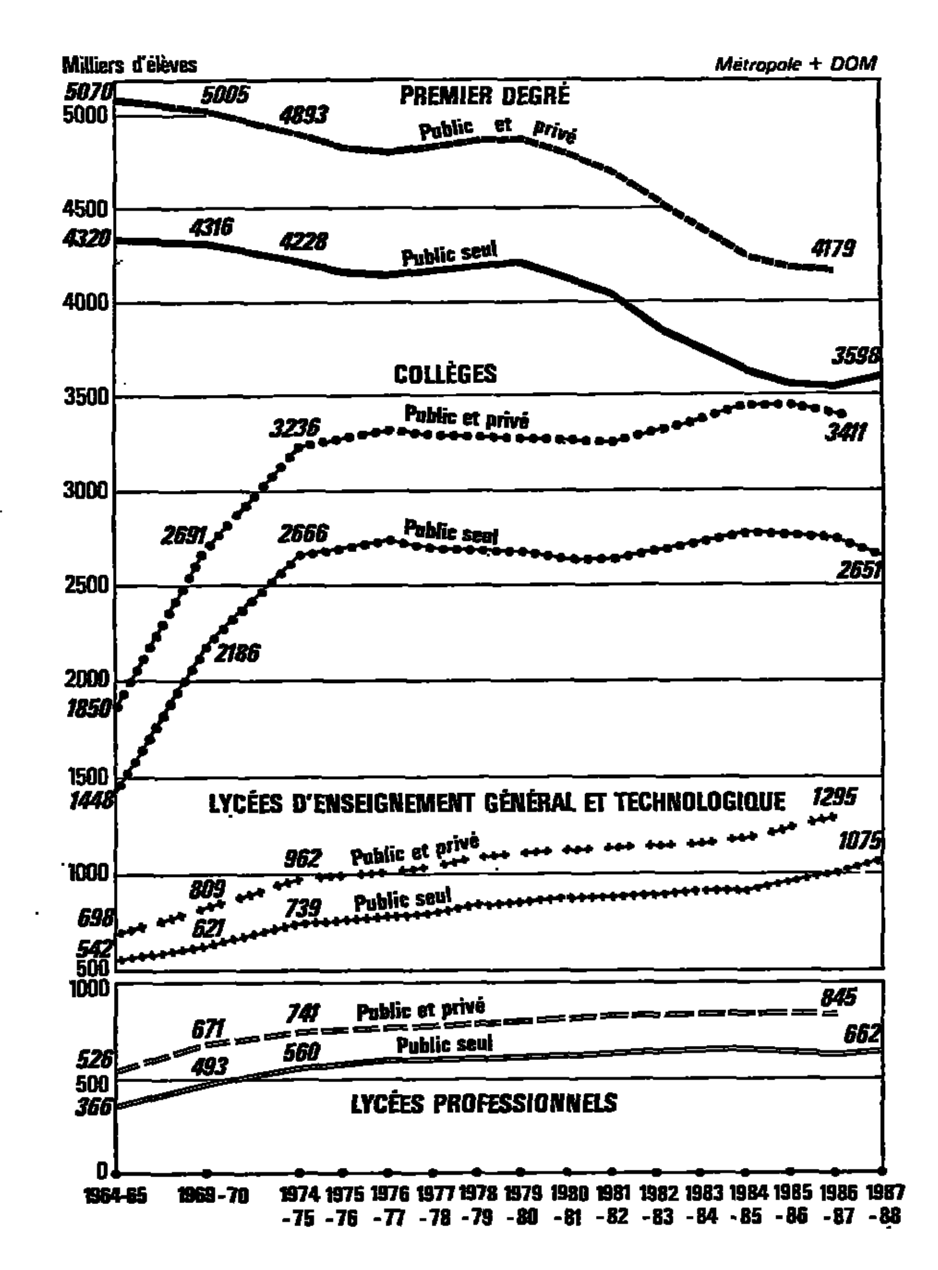
• L'assouplissement de la carte scolaire, amorcé en 1984, a été étendu. Il permet aux parents de choisir entre plusieurs collèges à l'entrée en sixième et en seconde dans quelques cas. Cette liberté a été aménagée dans certaines zones de 74 départements (contre 12 l'an passé), selon des modalités diverses. Les établissements les plus prestigieux ne sont généralement pas concernés, afin de ne pas trop déséquilibrer l'offre et la demande. Certaines villes (comme Avignon, Périgueux, Clermont-Ferrand, La Rochelle et Troyes) *sont entièrement « désectorisées »*, tandis que d'autres (comme Versailles, Strasbourg, Rouen et Nice) ne sont pas concernées, pas plus que la Corse. A Paris, l'assouplissement ne touche que 17 collèges de quatre arrondissements périphériques (12e, 14e, 18e et 20e).

• La « rénovation » entreprise en 1984 s'étend à 25 % d'établissements supplémentaires et touchera donc les trois quarts des collèges. Elle vise à *diversifier* les modalités de regroupement des élèves (groupe de niveau par matière, groupes de soutien...), afin d'adapter les méthodes à l'hétérogénéité des publics. L'accent est mis sur la liaison avec l'école primaire, l'accueil en sixième, l'apprentissage du travail autonome et la préparation aux choix d'orientation. Le cycle d'observation (classes de sixième et cinquième) peut être organisé sur trois années. L'ensemble de ces pratiques donne lieu à une évaluation générale, qui sera publiée et analysée par le ministère au cours du premier trimestre.

PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 20).

Baisse dans les maternelles et les collèges hausse dans le primaire et les lycées



Après une rentrée 1986 marquée par la stabilité de ses effectifs, l'éducation nationale se prépare cette année à accueillir 25 500 élèves supplémentaires en France métropolitaine. Mais cette tendance générale cache de profondes disparités selon les niveaux d'enseignement, liées aux fluctuations démographiques.

Pour la seconde année consécutive, on attend une baisse sensible des effectifs des classes maternelles (– 28 400 élèves), qui accueillent désormais les générations moins nombreuses nées à partir de 1982.

L'école élémentaire connaît sa première remontée après sept ans de baisse ininterrompue, en accueillant près de 50 000 élèves supplémentaires. Dans l'enseignement secondaire, l'importante baisse des effectifs attendue dans les collèges (– 90 000 élèves, après – 40 000 en 1986) devrait pratiquement être compensée par l'accroissement des lycées (plus de 88 000 élèves supplémentaires).

L'enseignement technique court, en perte de vitesse l'année dernière, redresse la barre, grâce notamment à l'attrait des nouveaux baccalauréats professionnels.

Une rentrée en mineur

(Suite de la page 19).

● Les nouveaux programmes de cinquième, entrent en vigueur, un an après ceux de sixième. Ils introduisent l'éducation civique (1 heure par semaine) avec notamment l'étude des institutions de la France et de thèmes comme la tolérance, les refus des racismes, les inégalités de développement en France et dans le monde.

Lycées : nouveaux programmes de seconde

● Les programmes de seconde sont remaniés. Ils insistent sur la continuité avec le collège et sur la nécessité d'acquérir des méthodes de travail. En français et en langues vivantes, on met en lumière l'apprentissage de l'expression et de la communication. En sciences physiques, le programme a été allégé et délimite plus précisément les objectifs. En histoire, on insistera sur les fondements de l'époque contemporaine que sont la Révolution française et le dix-neuvième siècle. L'option technologique dite *« lourde »*, qui prépare à certaines séries du bac (E et F) est allégée et scindée en deux modules de quatre heures.

● L'option complémentaire d'informatique, créée en seconde en 1985, atteint cette année la terminale. Les élèves des séries A, B, C, D, E et G pourront subir une épreuve facultative d'informatique dès la session 1988 du baccalauréat. D'autre part, deux nouvelles options — « cinéma-audiovisuel » et « théâtre-expression dramatique » — sont introduites en première A3 de façon officielle.

● Le danois et le grec moderne pourront désormais faire l'objet d'une épreuve au baccalauréat.

Technique : envol des bacs professionnels

● Alors que 9 000 élèves seulement préparaient, l'an passé, les nouveaux bacs professionnels, ils devraient être cette année près de 22 000. Cette importante croissance s'explique en partie par la création de trois nouvelles séries, s'ajoutant aux douze existant.

● Le nombre des classes de *« 4e et 3e technologique »* augmente notablement. Elles accueillent les élèves auxquels l'enseignement classique n'est pas adapté, afin de les mener vers un BEP, voire au-delà, vers une classe de seconde et un baccalauréat. Elles sont implantées le plus souvent dans les lycées professionnels, parfois aussi dans des collèges.

● Le règlement des examens du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'étude professionnelle (BEP) a été réformé, afin d'étendre le contrôle continu des connaissances. Sept nouveaux BEP sont crées. Des CAP jugés obsolètes sont supprimés, tandis que d'autres apparaissent.

● La loi sur l'apprentissage votée en juillet étend le champ de cette formation à toutes les entreprises industrielles. L'horaire d'enseignement est augmenté et l'apprentissage s'étend à la préparation de tous les diplômes de l'enseignement technologique, y compris les nouveaux bacs professionnels. L'âge limite de l'apprenti passe de vingt à vingt-cinq ans. La durée de la formation peut désormais varier d'un à trois ans.

PHILIPPE BERNARD.

L'optimisme de M. Monory n'est pas communicatif

LES syndicats d'enseignants et les fédérations de parents d'élèves, toutes tendances confondues, accueillent négativement les propos optimistes tenus par le ministre de l'éducation nationale et s'inquiètent des conditions réelles de la rentrée. Pour la Fédération de l'éducation nationale (FEN), *« des dizaines de milliers d'inscriptions sont refusées, aussi bien dans des lycées professionnels que dans des écoles maternelles. Le ministre, qui a organisé, par le budget 1987, une rentrée difficile, a d'autres soucis : la présidentielle »*.

Le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES-FEN) parle de *« bluff et camouflage »*. M. Monory, dit le SNES, *« est d'autant plus prolixe sur la prospective qu'aucune mesure concrète n'est prise contre les classes surchargées, la saturation des locaux, l'instabilité forcée des professeurs et la crise du recrutement »*.

Même analyse au SGEN-CFDT, qui estime que *« le ministre nous berce de belles paroles »*, tandis que le Syndicat des instituteurs FO, le SNUDI demande pourquoi *« on a supprimé cette année 1 000 postes d'instituteurs alors que 22 000 enfants supplémentaires sont attendus en primaire »*. La CGT énumère les *« bavures »* qui *« sans doute (...) n'intéressent pas le ministre, qui préfère se projeter en l'an 2000 (...) »*.

Les syndicats proches de la majorité ne sont guère plus encourageants. Le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN) constate que *« les propos séduisants du ministre ne se traduisent pas dans les faits »*. Tandis que la Confédération nationale des groupes autonomes de l'enseignement (CNGA) approuve le plan prospectif du ministre, mais déplore le *« flou »* entretenu sur les problèmes présents.

Pour les parents d'élèves de la FCPE (ex-Cornec), *« Monory déclare que ça baigne et s'emploie à surfer au-dessus des clapotis de l'élection présidentielle »*. Quant à la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), elle *« prend acte de l'optimisme du ministre »*, mais s'attend à des *« difficultés importantes »* à la rentrée.

INTERNATIONAL



MORGAN GRENFELL

SECURITIES

recherche un trader d'obligations françaises et produits dérivés (futures, options).

QUALITÉS REQUISES :

— Formation supérieure : école d'ingénieur ou de commerce (Centrale, Mines, HEC, ESSEC, DESS Dauphine...) ;

— Ouverture d'esprit : intérêt pour l'actualité économique et politique ;

— Goût du risque et des responsabilités ;

— Aptitude à travailler en équipe.

Opportunité rare pour un jeune diplômé qui cherche à débuter à l'étranger, dans un secteur de pointe.

Pour plus de détails contacter Anne ARZEL, Yves HASTERT.

Tél. : (44) (1) 920-0230, (44) (1) 256-6278.

Le Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Bundesallee 22 – D-1000 Berlin 31 – Tél. 49-30-884 12 146), créé en 1975 par les Communautés européennes, cherche pour son siège à Berlin :

– Emploi 4312/44 : un traducteur (H./F.) de langue maternelle française (langues de travail : surtout l'anglais et l'allemand ; limite d'âge : 40 ans) ;

– Emploi 4312/37 : une secrétaire (H./F.) bilingue français/italien (limite d'âge : 30 ans) ;

– Emploi 4312/45 : une secrétaire (H./F.) bilingue français/anglais (limite d'âge : 30 ans).

La préférence sera accordée aux candidats ayant participé avec succès à un concours organisé par une des institutions des Communautés européennes.

Le texte des appels de candidatures et le formulaire « acte de candidature » peuvent être demandés au responsable de l'administration du centre. Date limite pour le dépôt des candidatures 21 septembre 1987.



DOW

Dow Chemical Europe S.A. is a successful international chemical company. We operate 64 sales offices and 32 manufacturing sites throughout Europe, Africa and the Middle East. Our product mix includes plastics, base and specialty chemicals, agricultural and pharmaceutical goods.

Our Technical Services and Development Centers near Zurich, Switzerland and Terneuzen, Holland, have openings for

CHEMISTS/ CHEMICAL ENGINEERS

in the field of Polyurethanes

The primary responsibilities consist of product research and application development and customer service to the European polyurethane industry.

Needless to say, this is a rapid growth market where creativity in developing new technologies and fast problem solving is highly rewarded. Initiative and good communication also play a key role in being successful due to the close collaboration with other functions such as R+D, Manufacturing, Sales and Marketing.

The ideal candidate has a degree in Chemistry or Chemical Engineering, two years of industrial experience in the field of polyurethanes and is between 25 and 32 years of age. The international character of the job requires willingness to travel and good knowledge of English. Knowledge of other European languages is an asset.

We offer appropriate training, career opportunities in a multinational company and attractive employment conditions.

Are you intersted in joining a dynamic team? Then please call or write to Miss E. A. Arbenz, Recruiting Manager, for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S. A.
Bachtobelstrasse 3, CH-8810 Horgen, Switzerland
Telephone 1941-1 728 22 40



L'Office européen des brevets à Munich recherche un

EXPERT DANS LE DOMAINE DU GÉNIE GÉNÉTIQUE

(réf. : OJ 8/3)

pour exercer les fonctions de membre d'une chambre de recours technique.

Il participera aux procédures des recours en matière de brevets dans toutes leurs phases écrites et orales, y compris la prise de la décision qui y met fin.

Qualifications minimales : diplôme de fin d'études de niveau universitaire en sciences, ou expérience professionnelle équivalente. Avoir exercé pendant de longues années une activité concernant la protection des droits en matière de propriété industrielle dans le domaine génie génétique. Excellente connaissance d'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais, français) et compréhension des deux autres.

Les candidatures sur formulaire que l'on peut se procurer auprès de l'Office devront parvenir le 30 septembre 1987 au plus tard à l'Office européen des brevets, service du personnel, Erhardtstrass 27, D-8000 Munich 2 – Tél. Munich 2399-4316.

THE EUROPEAN CENTRE FOR MEDIUM RANGE WEATHER FORECASTS

invites applications for the posts of

PRINCIPAL ANALYST
ANALYST/SENIOR ANALYST

ECMWF is an international organisation established by 17 European Member States and located near London in Reading, Berkshire, United Kingdom.
The ECMWF computing facility comprises a Cray X-MP/48, a CDC Cyber 855 and a CDC Cyber 835, a Telecommunications System based on four VAX 11/750, a VAX 8200 for graphical applications, and a Data Randling System based on an IBM 3090-150 running MVS/XA under VM/XA, and a Meteorological Archival and Retrieval System (MARS) based on the CFS filing system.
Main duties : Work on the support of the Operating Systems, compilers and utility software on the IBM 3090/150, and/or on the support and further development of the CFS system.
Salary Scales : Commensurate with relevant experience and family status — A4 : £ 2,024- £ 3,381 ; A3 : £ 1,728- £ 2,942 ; A2 : £ 1,400- £ 2,355 (provisional scales) per month, net of tax. ECMWF operates a Pension Scheme.
Application forms should be obtained from ECMWF and sent, together with a C.V., not later than 15 September 1987, to : The Director, ECMWF, Shinfield Park, Reading, Berkshire, RG2 9 AX, United Kingdom. Telex 847 908.

Diriger la comptabilité et l'informatique de notre filiale en Afrique Occidentale

Nous sommes une entreprise industrielle alimentaire de 600 personnes, dégageant une marge très satisfaisante, et située dans une capitale au bord de la mer. Notre Direction générale recherche un :

ADJOINT au DIRECTEUR FINANCIER

Vous dirigerez l'équipe comptable (comptabilité générale exclusivement) et vous prendrez en charge, dans un deuxième temps, l'exploitation informatique de l'entreprise transférée sur un NCR 9300 (cobol 74, logiciel ITX). Maîtrisant bien les *techniques comptables (DECS) vous avez une première expérience informatique* qui pourra bénéficier d'un stage de mise à niveau. Il vous sera en particulier nécessaire d'avoir accès aux programmes informatiques existants.

Vous êtes prêt à vous expatrier en famille pour plusieurs années. Développement de carrière ultérieur pour un collaborateur de valeur. L'Allemand serait un plus. Avantages traditionnels liés à l'expatriation.

Merci d'adresser CV, prétentions, rémunération actuelle sous référence M/3141/A (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp CABINET [illegible] PHILIPPE

PARFRANCE ANNONCES

GOODYEAR

GOODYEAR, the world's largest tire producer, is at the forefront of tire technology - and intends to stay there. The technical center responsible for the company's tire research and development activities outside North-America is located in Colmar Berg, Luxembourg.

In the GOODYEAR TECHNICAL CENTER LUXEMBOURG Compound Development Department current successes and future growth plans have created the need for two young DIPLOMA-ENGINEERS or PHD's in Chemistry, Physical-Chemistry or Physics

— Position 1 is to formulate material compositions (compounds) for tire components. Strong interest in learning on the job is expected.
— Position 2 is to evaluate & predict the processing behaviour of newly developed tire compounds. Basic knowledge of polymer rheology would be of an advantage.

We expect the candidates to :
* Have computer programming and basic statistics knowledge.
* Be fluent in English and one other european language.
* Be open-minded and work on multidisciplinary tasks particular to the rubber industry.
* Be able to contribute significantly to an already successful organisation.

Our truly international environment will attract an individual with a flexible attitude willing to travel, if required.
As you would expect from a company of this calibre, these positions offer very attractive benefits which includes generous relocation assistance.

If you are interested in these exiting opportunities, please apply in writing to

GOODYEAR S.A.
Personnel Department
L-7750 COLMAR-BERG
G.D. LUXEMBOURG.

A LA CONQUETE DE L'ESPACE ATAL... VIA TORINO !
RESPONSABLE DE FILIALE.

Notre mobilier porte la griffe d'un des premiers spécialistes européens de l'aménagement de l'espace de bureaux (1000 personnes en France). Créant notre filiale italienne, nous en recherchons le responsable, basé à Turin.

Véritable gestionnaire, votre mission sera vaste : vous assurerez la Direction de votre «affaire», le contrôle et le suivi du business tant sur un plan administratif, financier que commercial. Pour cela vous serez aidé par une équipe dynamique (5 personnes).

Agé d'environ 32 ans vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce), votre expérience de la gestion d'un centre de profit vous permettra d'être très à l'aise dans cette fonction et de lui donner la place qu'elle mérite.

En outre vos indéniables qualités humaines font de vous l'homme de la situation.

L'italien très courant et le français sont obligatoires.

Merci d'adresser CV + prétentions au Département des Relations Humaines, référence T09, ATAL, 7 rue Mariotte, 75017 PARIS.



JOYCE ATAL
LA DYNAMIQUE ATAL

DESSEIN

Very urgent

International Company requires for Southeast Asia several specialists in the field of hydroagricultural planning and rural development.
English language compulsory.
Experience in this region advisable.

SENIOR AGRICULTURAL ECONOMIST
(expatriate, about 30 m/m).

SENIOR AGRICULTURALIST
(expatriate, about 40 m/m).

UPLAND AGRICULTURALIST
(expatriate, about 20 m/m).

CIVIL AND IRRIGATION ENGINEER
(expatriate, about 35 m/m).

LIVESTOCK SPECIALIST
(expatriate, about 10 m/m).

FISHERIES SPECIALIST
(expatriate, about 4 m/m).

TWO SENIOR LAND-USE PLANNER
(expatriate, about 15 m/m).

FORESTER
(expatriate, about 10 m/m).

AGRICULTURALIST
(expatriate, about 5 m/m).

HYDROLOGIST
(expatriate, about 5 m/m).

Please send c.v. (in english) to :
4, rue Galilée, 75116 PARIS - Deadline september 10.

Ecole Intern. Etat d'ingénieurs de l'équipement rural recherche pour septembre 1987 UN INGÉNIEUR QUALIFIÉ HYDRAULICIEN génie rural. Réponse manuscrite urgente avec c.v., publication récente à *bureau formations rurales* ministère coopération Paris et EIER B.P. 7023 Ouaga Burkina-Faso. Possibilité entrevue sur convocation 10 ou 11 sept.

A.C.O.R.D.
(anciennement EURO ACTION-ACORD)

A.C.O.R.D., un consortium de 23 organisations non gouvernementales européennes et canadiennes, met en œuvre des programmes de développement en Afrique avec un personnel international d'environ 100 personnes et des contributions annuelles se montant à 7 millions de livres sterling.
Nous cherchons à favoriser une réelle participation des communautés locales dans les programmes que nous soutenons.

Afin de nous aider à réaliser cet objectif,

nous recherchons un nouveau

DIRECTEUR EXÉCUTIF

Poste basé à Londres.

Salaire :
selon un barème dont le premier échelon est de 24 000 £ par an, plus indemnités.

Contrat :
5 ans renouvelable, à partir de décembre 1987.

Les candidats auront :
– Plusieurs années d'expérience dans le tiers-monde, de préférence en Afrique ;
– Travaillé au sein d'organisations non gouvernementales ou internationales ;
– De solides capacités de gestion et de direction ;
– Un sens des contacts humains essentiel pour le travail en équipe.

Le(la) candidat(e) retenu(e) sera parfaitement bilingue anglais/français et prêt(e) à voyager régulièrement.

Merci d'adresser votre lettre de candidature et c.v. détaillé, avant le 10 septembre 1987, au Comité de sélection – ACORD – Francis House – Francis Street – London SW1P 1DQ. Telex : 8954437 ACORD G.

AFRIQUE FRANCOPHONE

SOCIETE D'INGENIERIE A VOCATION INTERNATIONALE

recherche

Conseiller en Etudes Economiques et Financières

Expérience confirmée en évaluation de projets d'investissement et de programmation budgétaire.

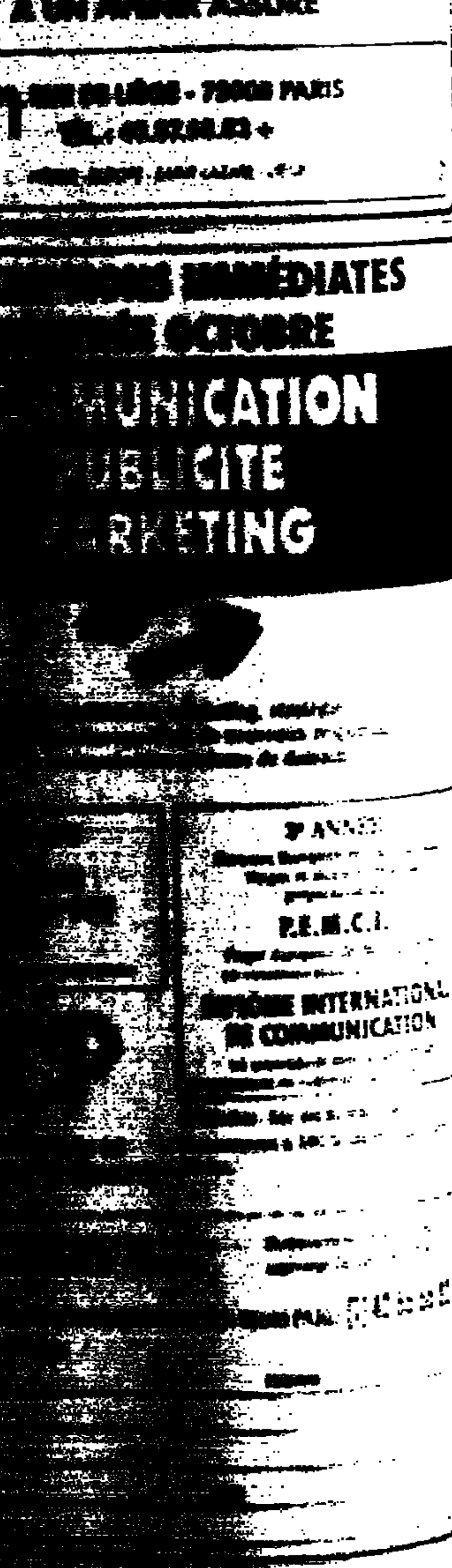
Mission résidentielle avec avantages liés à l'expatriation.

Adresser candidature avec c.v., photo, prétentions et date de disponibilité s/réf. 5517 à AXIAL, 27 rue Taitbout 75009 PARIS, qui transmettra.

---

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



Communication

La vente de Sud-Radio à M. Pierre Fabre

Sud-Radio, la quatrième radio périphérique française, sera vendue par la SOFIRAD (Société financière de radiodiffusion, holding gérant les participations de l'État dans l'audiovisuel) à un groupe d'intérêts économiques du Sud-Ouest constitué par M. Pierre Fabre, industriel de la pharmacie. Selon M. Antoine Schwartz, PDG de la SOFIRAD, M. Fabre *« avait constitué le tour de table le plus achevé qui prenait le plus largement en compte les intérêts régionaux à la date des consultations »*. Les autres candidats à l'achat de Sud-Radio étaient M. Manuel Diaz, ancien maire radical de Millau (Aveyron), et un distributeur régional, la Ruche méridionale. Le « tour de table » monté par M. Fabre est actuellement composé des Laboratoires Fabre (25 %), des Caisses de retraite d'Andorre (14 %), de la Bordelaise de crédit (15 %), de l'industriel André Bonné (10 %), des quotidiens *Midi libre* (Montpellier) et *Sud-Ouest* (Bordeaux) (5,5 % chacun), des caisses régionales du Crédit agricole, de la société d'aviation Uni R, de l'hebdomadaire *le Courrier français* (Bordeaux), etc. D'ici à la vente effective de Sud-Radio, le 10 septembre, les participations des uns et des autres pourraient évoluer légèrement, compte tenu de la participation, encore hypothétique, du quotidien régional *la Dépêche du Midi* (Toulouse).

Le prix de la vente de Sud-Radio – qui « arrose » quinze départements du Sud-Ouest, soit plus de sept millions de personnes, et compte deux millions d'auditeurs réguliers, soit 20 % du marché régional – est de 36 millions de francs. 10 % des actions sont réservés aux salariés, qui bénéficieront d'un tarif préférentiel (sans doute inférieur de 20 % au prix de vente normal des actions, comme pour les autres privatisations). La société des rédacteurs et le personnel de Sud-Radio (quatre-vingt-deux personnes dont une vingtaine de journalistes) ont indiqué qu'ils étaient prêts à acquérir ces 10 %, mais souhaitaient qu'*« une série de mesures soient prises concernant le maintien de l'emploi, l'indépendance rédactionnelle et des objectifs de développement précis »*.

Y.-M. L.

Le mystérieux inventeur du Cyclo-3

TOULOUSE
de notre correspondant

Mais qui est donc M. Pierre Fabre ? La question paraît presque incongrue à Castres (Tarn). Après tout, il est connu comme étant le PDG d'un groupe qui porte son nom et qui fabrique des médicaments et des cosmétiques. Le reste semble échapper à la curiosité de ses concitoyens. Il leur suffit de savoir que *« l'homme est du pays »*, qu'il aurait pu mener, entre décoctions et pilules, de sa pharmacie, place Jean-Jaurès, au cœur de la ville, l'existence normale d'un apothicaire de province. Mais le destin lui joua, un beau jour de 1961, un des tours dont il a le secret. Au fond de son officine, M. Pierre Fabre, le taciturne, l'obstiné, venait de mettre au point le Cyclo-3, premier produit d'origine phytochimique servant à traiter les insuffisances veineuses, conçu à partir de houx sauvage cueilli sur un mont voisin.

Il lui restait à faire fructifier sa découverte. Il s'y attaque avec autant d'application qu'à ses premiers travaux de laboratoire, au point d'être aujourd'hui à la tête du septième laboratoire pharmaceutique et du deuxième groupe cosmétologique français. Soit, au total, 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Pourtant, le succès et la réussite de l'entreprise n'ont pas tourné la tête du petit pharmacien. *« Il n'a rien du nouveau riche »*, confient des industriels de la région. L'homme force le respect, moins l'admiration. C'est un *« Monsieur »*, peut-on entendre dans ce site du Tarn, tout disposé à lui donner quelque quartier de noblesse si cela était encore possible. Mais, à soixante et un ans, M. Pierre Fabre demeure un mystère qui fuit la presse, refuse tout entretien et ne laisse connaître de son personnage privé que l'image d'un célibataire endurci un rien misanthrope, très attaché à sa mère, décédée il y a peu, et qui sacrifie (avec talent) aux mondanités, mais par pure obligation professionnelle.

« Une sorte de monarque »

« C'est une sorte de monarque, explique un responsable municipal. *Il ne discute qu'avec le maire, deux ou trois fois par an. »* Mais on s'empresse d'ajouter que les relations sont sans nuage et la collaboration totale entre les édiles et le chef d'entreprise. Et si certains de ses salariés, ceux qui l'ont quitté surtout, le disent volontiers paternaliste, voire despotique, refusant de déléguer toute responsabilité, les syndicalistes lui reconnaissent volontiers une qualité : avoir créé 2 600 emplois dans la région, cela pèse !

C'est que M. Pierre Fabre a le poil tarnais. Et cela excuse bien des choses aux yeux de ses concitoyens. Râblé, un visage matois qui cache mal une sorte de malice paysanne, il est celui qui n'a jamais voulu quitter Castres, celui qui fait travailler d'anciennes gloires du sport, comme l'international de rugby Gérard Cholley, celui qui a obtenu cette année le trophée de l'entreprise la plus sportive de France.

Ami intime de l'ancien secrétaire d'Etat RPR, M. Jacques Limouzy, ancien employeur de M. Bernard Antony, alias Romain Marie, l'un des responsables du Front national, M. Pierre Fabre a pourtant bonne presse à la mairie socialiste de Castres. Ici, on ne veut pas s'embarrasser d'idéologie. On préfère les hommes simples, *« qui travaillent »*. Image forte, suprême habileté qui consiste à construire un personnage tout en ombre portée, avare de lui-même jusqu'à l'excès, au point de se faire représenter, le 29 janvier dernier, pour accueillir M. Christian Bergelin, ministre des sports.

Cet anti-Tapie des médias qui vient de racheter *« la radio du Grand Sud »* comme dit la publicité, est en fait, depuis longtemps, entré en communication. A sa manière.

GÉRARD VALLÈS.

Querelles autour d'un panel entre « Le Canard enchaîné » et Médiamétrie

L'affaire Médiamétrie rebondit. Après la mise en cause de cet institut de sondage par M. Etienne Mougeotte, directeur d'antenne de TF 1 et par M. Philippe Ramond, directeur délégué de la Cinq, jugeant *« inadaptées les méthodes de sondage utilisées par Médiamétrie »* (*le Monde* du 26 et du 28 août), l'hebdomadaire *le Canard enchaîné* de cette semaine jette son propre pavé dans la mare.

Selon l'hebdomadaire, les mille foyers équipés d'un « audimat » qui permet de savoir à la seconde près ce que regarde un panel de téléspectateurs revendiqués par l'institut Médiamétrie ne seraient en fait que neuf cent cinquante-huit.

L'échantillon, en outre, ne serait pas représentatif : *« Des départements entiers ont été rayés de la carte par Médiamétrie et des bourgades comme Clermont-Ferrand, Mulhouse, Ajaccio, etc. sont inconnues »*, indique l'hebdomadaire.

Le Canard enchaîné note enfin que cent dix-neuf audimats seulement sont installés dans les zones de réception de M 6, quatre cent cinq là où la Cinq est reçue tandis que cent un seulement des abonnés de Canal Plus (sur presque deux millions) sont sondés par Médiamétrie.

Les révélations de l'hebdomadaire satirique ne semblent pas troubler Médiamétrie. Selon un communiqué commun à Médiamétrie et à Sécodip, *« le Canard ignore les règles de la statistique. L'échantillon « audimat » n'a jamais eu pour objectif d'être représentatif au niveau d'une commune, d'une agglomération ou d'un canton, ou alors il faudrait des milliers de panélistes. Nous considérons, en revanche, qu'il est parfaitement représentatif au niveau national par région géographique, par taille d'agglomération et par catégories socio-professionnelles »*. *« Des villes de la taille et de la composition de Clermont-Ferrand ou d'Ajaccio sont représentées par d'autres villes similaires, par exemple »*, précise en outre un responsable de Médiamétrie, *« les informations du* Canard *montrent qu'il ne sait pas ce qu'est un panel »*.

Un conseil d'administration de Médiamétrie doit se réunir le mercredi 2 septembre et arrêter sa position officielle.

YVES-MARIE LABÉ.

L'université d'été de Carcans-Maubuisson

Radios : l'information locale en question

CARCANS-MAUBUISSON
de notre envoyée spéciale

Ils étaient quatre. Quatre mousquetaires de la radio à s'interroger, le lundi 31 août, à la même tribune, sur l'avenir de l'information à la radio ; à défendre à la fois leur support et leur démarche en matière d'information. M. Rémy Sautter, directeur général de RTL, fort des sondages rassurants plaçant sa station au premier rang des radios de l'Hexagone ; M. Michel Meyer, directeur de l'information à Radio-France, gonflé à bloc par l'expérience de Radio-France Info ; M. Gilles Casanova, directeur du réseau Kiss-FM, qui compte aujourd'hui une cinquantaine de stations affiliées (y compris à Tahiti) ; et M. Laurent Perralat, directeur du réseau Europe 2, en position précaire à Paris mais solide en province.

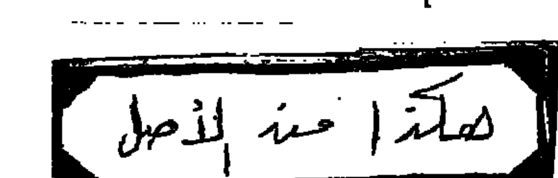
L'information ? Ils en font tous leur *credo*. Elle rythme l'antenne, l'émaille de rendez-vous et fidélise l'audience. *« Tout le travail de radio,* estime d'ailleurs M. Sautter, *s'articule autour de ce concept de fidélité. »* Mais l'information est un secteur coûteux. Et les radios FM le savent qui, tour à tour, ont dû réduire leurs ambitions et renoncer à guerroyer avec les périphériques et le service public. Encore leur arrivée a-t-elle braqué les projecteurs sur une vie locale délaissée par les radios nationales – terrain exclusif et traditionnel de la presse régionale – contraignant les réseaux nationaux à évoluer.

Radio-France, d'abord, par l'intermédiaire de ses radios locales, toutes dotées de journalistes, et de Radio-France-Info, aboutissement d'une politique de réseau qui fait largement appel aux correspondants régionaux. RTL ensuite, dont les accords de programmation avec des radios locales, laissent à ces dernières une large autonomie. *« L'information ne fait gagner des auditeurs qu'en période d'actualité très chaude,* explique M. Rémy Sautter ; *en revanche, l'absence d'information en fait perdre. »* Europe 2 s'est aussi mise sur les rangs en « décrochant » sur ses affiliés, en principe trois minutes par demi-heure. Kiss-FM, enfin, qui tient également à ses « décrochages » et à la production locale des stations qui lui sont affiliées. Qui sont-elles ? Des radios souvent asphyxiées financièrement, mais incapables de se résoudre à n'être que diffuseurs d'un programme national. L'affiliation à ces deux réseaux leur permet de continuer à produire des programmes locaux sans devoir supporter les frais et le souci d'un programme complet.

Toutefois, le représentant de Kiss-FM avait beau faire état d'une *« convergence d'intérêts »* entre les réseaux nationaux et les stations locales, le directeur d'Europe 2 pouvait arguer de sa bonne foi et proclamer que l'information locale était bien autre chose qu'un alibi ou un gadget, certains repésentants de radios locales présents dans la salle affichaient, par un sourire sceptique, une belle ironie...

ANNICK COJEAN.





M. Jérôme Seydoux détient désormais une minorité de blocage dans le groupe lainier Prouvost

Nouvel épisode dans le *feuilleton* boursier de l'été : les Chargeurs SA, présidés par M. Jérôme Seydoux, ont porté de 24,84 % à 36,37 % leur participation dans Prouvost, numéro un français du textile. Face à eux, le président de Prouvost, M. Christian Derveloy, contrôle directement ou indirectement 34 % à 35 % du groupe lainier, à l'issue d'une complexe opération de verrouillage qu'il a menée dans l'une des sociétés holding actionnaires de Prouvost (*le Monde* daté 30-31 août).

Après la défection de certains membres des familles Prouvost et Lefebvre, qui ont vendu leurs titres aux Chargeurs, les deux hommes se trouvent donc face à face : chacun détenant une minorité de blocage (33,3 %) peut donc gêner sérieusement son adversaire qui ne peut faire l'économie d'une entente, sauf à déclarer une guerre *totale* et à tenter par tous les moyens d'acquérir le maximum d'actions du groupe. Une bataille qui serait extrêmement coûteuse, compte tenu de l'envolée des titres *(220 F à la mi-juin et 471 F le 1er septembre)*.

M. Jérôme Seydoux, l'attaquant, semble d'ailleurs l'avoir compris : il fait une ouverture en direction de M. Derveloy en déclarant que son *«intention est de poursuivre les conversations»* engagées ces derniers jours avec le président de Prouvost.

Alors que les petits actionnaires sont réduits à un rôle de spectateurs dans cette bataille boursière et que l'inquiétude domine chez les salariés du groupe (*le Monde Affaires* du 5 septembre publiera un article sur les réactions des salariés de Prouvost), le sort du numéro un français du textile est plus que jamais incertain. Le groupe tirera-t-il un quelconque bénéfice de cette guerre pour son contrôle dans le plus pur style des raids américains ?

F. V.

Le déclin de l'empire du Nord

LILLE
de notre correspondant

Une page se tourne avec la partie de bras de fer qui oppose MM. Christian Derveloy et Jérôme Seydoux pour le contrôle de Prouvost SA, le premier groupe textile français. Une grande famille textile du Nord, qui avait su, depuis plus d'un siècle, garder pied dans la profession, développer ses usines en France et dans le monde, multiplier ses activités et qui y demeurait intimement liée, que ce soit par la présence de certains de ses membres à des postes-clefs du groupe ou par sa participation au capital, passe aujourd'hui la main. Au 31 décembre 1986, les familles Prouvost-Lefebvre détenaient encore 29 % du capital. Elles n'en contrôleraient plus que 13 %...

C'est la fin d'une histoire, accélérée le 28 avril dernier, quand un Piper-Aztèque s'écrasait dans le brouillard contre une colline, à un millier de kilomètres au sud de Buenos-Aires, en Argentine. Dans cet accident, Albert-Bruno Prouvost trouvait la mort à quarante-quatre ans, lui que Christian Derveloy considérait comme son *numéro 2 au sein du groupe* et dont la carrière semblait devoir s'inscrire dans la lignée des grands lainiers à l'origine de cet empire qui porte encore le nom de Prouvost.

L'aventure commence en 1851, quand Amédée Prouvost fonde rue Cartigny, à Roubaix, le Peignage Amédée, qui deviendra le plus *important du monde*. Elle prend un tour nouveau, un demi-siècle plus tard : le Peignage Amédée a alors atteint son développement maximum, pouvant traiter la laine de soixante mille moutons par jour, mais travaille encore à façon et de manière irrégulière.

Albert et Jean Prouvost, les petits-fils du fondateur du Peignage, qui ont déjà pour associé Edmond Lefebvre, rêvent, écrira plus tard Jean Prouvost, d'*« échapper aux règles étroites de l'entreprise familiale, de sortir de l'isolationnisme du peignage à façon pour entrer dans la grande compétition de la filature, de la bonneterie et de la draperie »*.

L'aîné, Albert Prouvost, a la responsabilité de l'affaire familiale et conserve la direction du Peignage. Il crée, avec les Lefebvre, une maison de négoce de laine, Prouvost et Lefebvre (1919), qui permet d'assurer la fourniture de la matière première à partir de tous les grands élevages du monde, en *particulier d'Australie*.

Les désirs de la masse

Jean Prouvost, lui, s'est lancé dans « son » aventure dès 1910 en créant la Lainière : deux bâtiments d'usine construits en brique, à l'est *de Roubaix, sur des champs de blé* et de betteraves, qui courent jusqu'à la Belgique toute proche. La première guerre mondiale rend les débuts difficiles. Mais après 1918, c'est l'envol vers la prospérité fera de la « Lainière de Roubaix » un roi du textile, donnant du travail à près de 15 000 personnes et vendant à l'étranger une grosse moitié de sa production.

La réussite d'un homme, mais plus largement d'une équipe. Car Jean Prouvost sait s'entourer de cadres de haut niveau... Il fait appel à des ingénieurs des Arts et Métiers, à des polytechniciens, même étrangers à la région. Des embauches qui choquent à l'épo*que, mais qui sont sans doute la* clef du succès. Un succès qui porte les noms des laines à tricoter Pingouin dans l'entre-deux-guerres, et après-guerre de Stemm (les chaussettes), des tricots Rodier, de Korrigan, etc. Un succès qui porte aussi les noms de *Paris Soir*, de *Match* puis *Paris-Match*, de *Marie-Claire* et de *Télé Sept Jours*... car Jean Prouvost, c'est aussi comme Boussac un magnat de presse.

Un secret ? *« Ce grand bourgeois*, répond Marc Midol, l'un des amis les plus intimes et le collaborateur le plus proche de Jean Prouvost, *analysait magnifiquement les désirs de la masse. Il avait pour cela un véritable don. C'est ainsi qu'au début de sa carrière, il a lancé Pingouin et, à la fin de sa vie,* Télé Sept Jours ». Un secret, des recettes aussi : la publicité et le sens du commerce. C'est lui qui lancera, bien avant l'heure, les magasins en franchise pour diffuser sa laine à tricoter Pingouin : 112 000 pelotes vendues en 1926, plus de 15 millions en 1931, 35 millions en 1937..., et 95 millions en 1960 !

Pendant ce demi-siècle d'expansion, les deux branches de la famille ont chacune la maîtrise de leurs activités, même si les capitaux sont à participations croisées. Elles se *rejoignent* en 1980 quand, sous la houlette de M. Christian Derveloy, les activités de négoce, le Peignage et la Lainière fusionnent pour former le groupe Prouvost SA.

Disparu en 1978, Jean Prouvost n'avait eu qu'un fils, Jacques, mort en 1960. Il laissait cinq filles, dont Evelyne Prouvost, qui dirige le groupe *Marie-Claire*. Rapidement, elles allaient céder leurs participations au capital de Prouvost SA en vendant leurs actions à la SAFIT, une des holdings contrôlées par M. Derveloy. Ainsi disparaissait du textile roubaisien la branche Jean Prouvost, lequel s'était montré dans sa vie plus parisien qu'attaché au Nord.

Leadership sur la famille

Son frère Albert Prouvost, en revanche, manifesta un grand attachement à la région. Il fut ainsi à l'origine de la création des CIL (comités interprofessionnels du logement). Son fils Albert, également, qui dirigea le Peignage jusqu'en 1980 et se fit promoteur des arts dans la région en créant la Fondation Septentrion.

Ce dernier eut cinq enfants, deux filles et trois garçons, dont Albert-Bruno Prouvost, disparu en Argentine en avril dernier. Les deux autres, Olivier et Guislain travail*lent dans le groupe, le premier aux* Etats-Unis, le second en France, mais ils ne sont pas à des postes-clefs comme l'était Albert-Bruno à la tête de la division peignage depuis 1981. Sans conteste, celui-ci exerçait au sein du groupe familial une sorte de leadership. Il est possible que sa disparition brutale ait « déstabilisé » l'ensemble, créant ainsi une situation favorable à une offensive de M. Seydoux.

JEAN-RENÉ LORE.

Sur plus de six cents vols hebdomadaires
Air France «casse» ses tarifs européens pour les jeunes

Par la voix de son délégué général pour la France, M. Denis Dejean, la compagnie Air France proclame sa vocation européenne dans la perspective du grand rendez-vous de 1992, date de la mise en place d'un marché unique, en créant une dynamique nouvelle, sur un thème mobilisateur : *«Jeunes d'aujourd'hui, découvrez votre Europe de demain !»*

A cet effet, Air France propose aux jeunes de moins de vingt-six ans de nouveaux tarifs, inférieurs de 20 % à 30 % aux prix actuellement les plus avantageux, c'est-à-dire aux tarifs «vacances». Ces tarifs aller simple sont valables tous les jours de la semaine, toute l'année. Dès aujourd'hui, 71 *liaisons sont concernées* (37 au départ de Paris et 34 au départ de cinq métropoles régionales : Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice et Toulouse, vers 13 pays européens.

Les tarifs jeunes sont proposés sur tous les vols d'Air France ainsi que sur les vols des compagnies partenaires étrangères desservant les liaisons concernées. Ainsi, pour chaque destination, les jeunes auront le choix du jour de la semaine (au moins un vol quotidien sur la plupart des lignes), voire de l'heure pour les destinations desservies par plusieurs vols quotidiens. Au total, ces tarifs seront applicables sur plus de 600 vols hebdomadaires de la compagnie nationale.

Il en coûtera, par exemple, 345 F pour se rendre de Paris à Amsterdam, 295 F pour Genève, 395 F pour Londres, 595 F pour Berlin, 695 F pour Vienne (Autriche), 295 F pour Bruxelles, 750 F pour Copenhague, 695 F pour Madrid, 645 F pour Dublin, 795 F pour Rome, 765 F pour Lisbonne et 990 F pour Stockholm. *Un Bordeaux*-Madrid coûtera 395 F, un Lyon-*Amsterdam ou Barcelone 545 F, un* Marseille-Palma ou Barcelone 395 F, un Nice-Genève 445 F (525 F pour Rome) et un Toulouse-Genève 445 F.

Seule contrainte : la réservation, l'émission et le paiement devront être effectués en même temps, la veille du jour du départ pour l'aller, *sauf* pour un vol *le* dimanche ou le lundi, pour lequel ces opérations pourront être faites le vendredi. Une façon comme une autre de remplir les sièges vides, même si la compagnie explique répondre ainsi aux attentes d'une clientèle qui se décide souvent au dernier moment. Elle souligne la faculté nouvelle d'acheter un aller simple. A noter, sur ce point, que l'achat d'un aller-retour devra être effectué en France pour les vols à destination de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de la Suisse et des pays scandinaves, qui, pour le moment, ne pratiquent pas ces tarifs «jeunes» sur leur marché national. Preuve que tout ne va pas encore pour le mieux dans l'Europe des airs.

PATRICK FRANCÈS.

● **Billets « super-légers » à Air-Inter.** — A partir du lundi 7 septembre, les bas tarifs offerts aux jeunes de moins de vingt-cinq ans et aux étudiants de moins de vingt-sept ans pendant certaines périodes sont prolongés toute l'année. Sur les vols « bleus » du mercredi, du jeudi, du vendredi matin et du dimanche matin, les prix des billets sont inférieurs de 60 % à 68 % au plein tarif et de 20 % par rapport au tarif le plus bas. Ainsi, un aller simple Paris-Marseille coûte aux jeunes 263 F au lieu de 328 F pour le tarif « bleu » et 733 F pour le plein tarif.

Les «usines tournevis» sous surveillance
La Commission européenne ouvre une nouvelle enquête anti-dumping

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne a ouvert, le 1er septembre, une enquête anti-dumping à l'encontre des ventes japonaises de machines à écrire électroniques et de pèse-personnes. L'action des instances communautaires, saisies par plusieurs sociétés de la CEE, dont la française Moreau, s'effectue au titre de la nouvelle législation, adoptée en juin dernier par les Douze, pour contrer les opérations dites d'«usines tournevis» construites ces dernières années par les entreprises nipponnes dans les Etats membres afin de monter sur place les pièces expédiées du Japon.

Avant la nouvelle réglementation, la Communauté ne pouvait appliquer des droits anti-dumping que sur les produits finis. Les exportations japonaises ont ainsi été pénalisées en 1985 pour les machines à écrire et *en 1986 pour les balances.* Aujourd'hui il s'agit d'apprécier s'il y a lieu de taxer les pièces détachées destinées à être assemblées dans les unités de montage installées par le Japon.

Les firmes nipponnes visées sont : Brother, Canon, Matsushita, Sharp, Toshiba, Silver Seiko et Tokyo Electronic, qui tentent de conquérir le marché européen estimé à 100 millions de dollars par an.

M. S.

SOCIAL

Les élections prud'homales du 9 décembre
13 402 000 électeurs déjà inscrits

Selon des résultats encore provisoires publiés le 1er septembre par le ministère des affaires sociales, 13 402 000 électeurs (employeurs, salariés et demandeurs d'emplois) sont inscrits pour les élections prud'homales du 9 décembre.

Par rapport aux 14 671 000 électeurs inscrits lors des précédentes élections prud'homales de 1982, ce chiffre provisoire est jugé *« satisfaisant »*, *compte tenu* de la baisse de la population active observée entre 1982 et 1987.

Au cours de ces cinq années, le nombre d'employeurs a diminué de 30 000, le nombre d'emplois salariés de 450 000, alors qu'on a enregistré une augmentation de 461 000 retraités, de 196 000 préretraités et de 710 000 demandeurs d'emplois.

Grâce à l'informatisation, 850 000 *« multi-inscriptions »* ont été détectées (seuls 4,6 % des électeurs nécessitent une *« recherche d'informations complémentaires »*) et le taux de 2 % de chômeurs inscrits en 1982 pourrait être atteint ou dépassé.

Le nombre définitif d'électeurs inscrits sera connu après la clôture des listes électorales par les maires le 6 octobre.

Les syndicats américains de l'automobile font de Ford le test des négociations salariales

Ford a été retenu comme *« cible »* pour les négociations nationales sur le renouvellement des conventions salariales avec les constructeurs automobiles américains, a annoncé, le 31 août, M. Owen Bieber, président du syndicat de l'automobile UAW. Si aucun accord n'est trouvé d'ici au 14 septembre prochain — date d'expiration des conventions de trois ans chez Ford et General Motors, — les salariés de Ford se mettront en grève.

En revanche, si les négociations, commencées en juillet, aboutissent à un accord, celui-ci servira d'exemple pour les négociations avec les autres constructeurs.

Pour un responsable syndical de l'UAW, Ford *« connaît moins de problèmes »*. Par ailleurs, General Motors, souvent choisie comme *« cible »*, *« a mis au point les contrats les deux dernières fois »*. Quant aux conventions avec Chrysler — la *« cible »* de 1985, — elles n'expirent qu'en 1988.

Economie

AFFAIRES

La confirmation du changement de statut de Renault

Mardi 1er septembre, les usines Renault rouvraient leurs portes. Mis à part les représentants syndicaux, les ouvriers ne semblaient guère émus par la lettre que le PDG de la Régie, M. Raymond Lévy, leur avait adressée pour confirmer le projet de changement de statut de la Régie en société anonyme (*le Monde* du 2 septembre). Pour sa part, la CGT-Renault, par un communiqué de M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT de Renault-Billancourt, a réagi à cette lettre en affirmant que *« le personnel y perdra son statut social, et le pays un outil qui constitue (...) un atout prestigieux »*. Pour la CGT, *« il y a une volonté affirmée du gouvernement de privatiser Renault »*, M. Lévy indiquait pourtant dans sa lettre que le changement de statut *« ne remettrait pas en cause le caractère national de l'entreprise »*, et M. Alain Madelin, ministre de l'industrie, a réaffirmé mercredi sur RMC que la privatisation de Renault *« n'est pas à l'ordre du jour »*.

A Boulogne-Billancourt : « On a parlé des vacances »

Le futur changement de statut de Renault ? *« Moi, je tourne, je tourne, jusqu'à ce qu'il m'arrive quelque chose... »* Oui, mais les nouveaux efforts que la direction lui demande de consentir ? *« C'est un problème de syndicats et de politique française ! »*, conclut cet ouvrier portugais de Boulogne-Billancourt.

Les employés de la première équipe sortent, l'air – déjà... – harassé. Ont-ils parlé de la lettre du PDG, des changements à venir ? *« Vous savez, tout le monde n'est pas encore rentré, et puis il y a le syndicat qui doit consulter... »*, déclare un ouvrier. Pour un autre, et pour la majorité semble-t-il, le problème ne se posait même pas : *« Vous savez, la rentrée ça n'a jamais été très drôle comme moment... Alors plutôt que de s'embêter avec ces choses-là, on a préféré parler de nos vacances ! »* Ce n'est quand même pas l'avis de tous : ils sont trois à rentrer ensemble dans l'usine et à exprimer le même sentiment, le ras-le-bol : *« Y-en a marre de se faire serrer la vis, on ne nous propose rien, on nous l'impose ! »*, rage le plus jeune des trois. A l'inverse, mais il sait bien qu'il n'est pas représentatif, ce cadre supérieur pour qui le changement de statut *« ne pose aucun problème, bien au contraire »*. *« Nous ne sommes pas au bout du chemin*, dit-il, *et nous n'avions pas le choix. Il faudra encore faire de nouveaux sacrifices... »*

X. H.

Au Mans : les jeunes s'en moquent

LE MANS
de notre correspondant

Que leur PDG se fende d'une lettre personnelle pour les préparer à l'avènement d'un « nouveau Renault », les salariés du Mans n'en sont pas rassurés pour autant. Elle suscite plus d'interrogations qu'elle n'apporte de réponses, cette lettre de M. Raymond Lévy. Une réflexion résume toutes les autres : *« Finalement, à quelle sauce va-t-on être mangés ? »*

Il y a bien sûr les plus jeunes, qu'un changement de statut de la Régie n'inquiète pas plus que ça : après tout, bien des salariés du privé sont dans une situation aussi enviable que la leur. La vieille garde, elle, rechigne, persuadée que c'est le processus de privatisation qui risque ainsi d'être enclenché : un nouveau statut social et juridique, pensent-ils, aura forcément des conséquences sur le personnel et l'accord d'entreprise, quoi qu'en dise le PDG.

« Vigilance » ont aussitôt prévenu CGT et CFDT dans leurs tracts, mardi..., en attendant d'être plus amplement informées. La CGT, pour souligner que se met ainsi en place le processus qu'elle dénonçait déjà lors de son combat perdu d'il y a deux ans contre Georges Besse, et en donnant rendez-vous au 1er octobre. La CFDT, pour dénoncer *« une volonté de politique politicienne plus qu'économique, destinée à flatter l'électorat de la droite »*.

ALAIN MACHEFER.

Les bons résultats de RVI

Les camions ont un temps d'avance

Renault-Véhicules industriels (RVI), filiale poids lourds de la Régie, a une longueur d'avance sur la maison mère. Engagée avant celle de l'automobile, mais dans un secteur encore plus difficile, la restructuration a permis, dès cette année, d'engager un processus de privatisation partielle avec l'ouverture du capital aux trois grandes banques françaises, dans le cadre de la reconstitution des fonds propres (*le Monde* du 27 mai). Et Philippe Gras, son PDG, étudie désormais les moyens de faire profiter les salariés du redressement de l'entreprise, éventuellement avec une participation au capital, à l'image des autres groupes publics privatisés ou en voie de l'être. Une façon de compenser la poursuite de l'effort demandé au personnel, après les gains de productivité de 40 % réalisés en quatre ans.

« Je me méfie de l'effet démobilisateur d'un premier résultat bénéficiaire après des années de pertes », remarque M. Gras, qui compte annoncer un léger profit pour 1987. Au premier semestre, l'ensemble RVI-Mack (la filiale américaine détenue jusqu'au 30 juin dernier par la Régie et depuis par RVI) a affiché un résultat positif de 30 millions de francs (50 millions de pertes pour RVI ; 80 millions de bénéfices pour Mack).

Mais le PDG vise plus haut : le milliard de francs de bénéfices d'ici deux ans. Pour mobiliser les énergies, le mot d'ordre n'est plus à la restructuration mais au grand marché européen de 1992 et à toutes les menaces dont il est porteur. RVI traîne un lourd handicap par rapport à ses concurrents : son endettement de 6,8 milliards (en consolidé à fin juin 1987), réduit de 2 milliards grâce à l'apport de capitaux de la maison mère, mais qui engendre encore des frais financiers représentant 3,7 à 3,8 % du chiffre d'affaires (17 milliards de francs en 1987). *« Iveco, la filiale poids lourds de Fiat, n'y consacre que 1,5 à 1,7 % de son chiffre d'affaires. Quant aux suédois Volvo et Scania ou l'allemand Mercedes, ils n'en ont pas »*, souligne M. Gras.

C. B.

ÉTRANGER

Les banques centrales continuent de soutenir le dollar

Après avoir sensiblement baissé, le mardi 1er septembre en début de soirée, à New-York, le dollar s'est ensuite redressé sous l'effet des interventions des banques centrales, mais sans regagner tout le terrain perdu. Le mercredi 2 septembre, la devise américaine se situait encore en retrait par rapport aux niveaux atteints la veille sur les diverses places occidentales. Elle s'est ainsi échangée à 6,0510 F (contre 6,0565 F mardi à Paris), à 1,8090 DM (contre 1,8116 DM) et à 141,20 yens (contre 141,60 yens).

Une fois encore, la Banque du Japon et la Bundesbank, se conformant aux accords dits du « Louvre » conclus en février dernier à Paris, auraient acheté du dollar. Mais seule la Banque nationale suisse, qui n'est pas partie à l'accord, a reconnu officiellement avoir acheté du dollar. Les interventions, de l'avis des spécialistes, n'ont pas été importantes.

La croissance économique se poursuit aux Etats-Unis

M. Yeutter ne croit pas à une réduction du déficit commercial américain

Aux Etats-Unis, l'indice composite des principaux indicateurs économiques a augmenté de 0,5 % en juillet, selon les statistiques publiées, le mardi 1er septembre, par le département du commerce. C'est la sixième fois consécutive qu'augmente cet indice censé annoncer la croissance économique au cours des prochains mois. L'indice de juin a lui-même été révisé en hausse : 1 % au lieu de 0,8 %. Ainsi se poursuit aux Etats-Unis une phase de croissance amorcée il y a cinq ans et qui surprend par sa durée.

Selon le département du commerce, le principal indicateur ayant poussé l'indice vers le haut en juillet a été une diminution du temps des livraisons aux entreprises, diminution interprétée comme une accélération de la demande.

Parmi les autres facteurs laissant prévoir une croissance dans les mois à venir, figurent le bon état antérieur de la Bourse, la hausse de prix de certains matériaux utilisés dans l'industrie (ferraille et papiers notamment), ainsi que l'augmentation des commandes d'équipement industriel.

Selon les derniers chiffres connus, le PNB américain a progressé de 3,4 % en rythme annuel au premier semestre 1987, soit une croissance supérieure aux prévisions de la Maison-Blanche (+ 3,2 %).

De son côté, le Conference Board, le principal institut patronal d'études économiques, table sur un taux de croissance de 3 % au second semestre. Mais les prix à la consommation devraient s'accélérer – modérément – sur cette période pour atteindre 5,5 % d'ici à décembre prochain, entraînant une petite tension sur les taux d'intérêt. Selon cet institut, les bénéfices nets des entreprises américaines augmenteront de 20 % par rapport à la même période en 1986 (+ 13 % après impôt).

Ces nouvelles plutôt bonnes ont été quelque peu assombries par la déclaration de M. Clayton Yeutter, le représentant spécial de M. Reagan pour le commerce international, qui, dans une interview à l'agence de presse Reuter, a avoué qu'il ne prévoyait pas de réduction importante du déficit commercial américain, cette année. Tout au plus a-t-il exprimé l'espoir que le déficit record de 1986 (qui avait atteint 156,2 milliards de dollars) ne serait pas dépassé, comme cela a été le cas chaque année depuis 1982.

M. Yeutter a répété que le Japon et la RFA devaient stimuler leur économie pour acheter davantage, et a ajouté que la taxation de 100 % imposée, en avril, par le président Reagan aux téléviseurs et aux ordinateurs personnels japonais ne serait pas levée prochainement.

REPÈRES

Croissance

+ 1,5 % au premier trimestre en RFA

Le produit national brut (PNB) de la RFA a augmenté de 1,5 % au deuxième trimestre 1987 par rapport au premier trimestre. La croissance a donc été de 1,5 % au premier semestre 1987 par rapport à la même période de 1986.

Paiements extérieurs

Mauvaise surprise pour les Britanniques

La balance des paiements courants de la Grande-Bretagne s'est nettement dégradée en juillet, avec un déficit de 310 millions de livres, cntre 140 millions le mois précédent (chiffre révisé). Selon les statistiques publiées mardi 1er septembre par le ministère du commerce et de l'industrie, la dégradation de juillet est due à la progression du déficit de la balance commerciale, passé de 740 millions de livres en juin à 910 millions le mois suivant, les importations ayant plus augmenté que les exportations.

Les chiffres de juillet ont beaucoup surpris les milieux financiers. Ceux-ci s'attendaient à une nouvelle réduction du déficit de la balance des paiements courants, qui aurait confirmé l'amélioration du mois de juin, après le déficit considérable de 527 millions de livres du mois de mai. Cette dégradation donne raison aux pouvoirs publics, qui avaient resserré, début août, leur politique monétaire.

Chômage

Baisse au Portugal

Le chômage au Portugal, au deuxième trimestre, est tombé à son plus bas niveau depuis quatre ans, avec un taux de 8,5 % de la population active contre 9,6 % il y a un an à la même époque. Fin juin, il y avait 387 700 chômeurs au Portugal.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Siemens envisage d'entrer dans le capital de Telit

Siemens, la puissante firme allemande de l'électronique et des télécommunications (184 milliards de francs environ de chiffre d'affaires), envisage d'élargir ses activités sur le marché italien des télécommunications et, pour ce faire, d'entrer dans le capital de Telit, numéro un transalpin dans cette industrie.

Selon son porte-parole, l'opération n'est cependant pas réalisable immédiatement, compte tenu du « tour de table » de cette entreprise. Résultat de la fusion de Telettra (groupe Fiat) avec Italtel (société nationale italienne de télécommunications), Telit est contrôlée par le constructeur de Turin (48 %) et le holding public italien STET (48 % également), le Mediobanca détenant les 4 % restants. Ce groupe possède plus de la moitié du marché des télécoms de la péninsule. D'où la convoitise de Siemens, dont la part sur ce marché se limite pour l'instant à 12,9 % (2,4 % directement et 10,5 % par sa filiale GTET). Siemens compte cependant sur ses accords technologiques conclus avec l'ancienne Italtel dans les centraux électroniques, toujours d'actualité, pour arriver à ses fins.

Equipement automobile : Jaeger et Veglia fusionnent

Jaeger (Matra) et Veglia (Fiat), toutes deux filiales d'UFIMA – groupement commun à Matra et à Fiat dans les carburateurs et l'instrumentation automobile, – fusionnent leurs activités ainsi que celles de leurs filiales respectives. La fusion, avec effet rétroactif au 1er janvier 1987, se fera par absorption des sociétés par Jaeger SA, qui verra, au terme de l'opération, son capital porté à 221,7 millions de francs. La nouvelle entité Jaeger, dont les capitaux seront renforcés de façon importante d'ici à la fin de l'année, représentera un chiffre d'affaires proche de 2,3 milliards de francs en 1987.

Selon une étude de la banque National Westminster

La croissance économique reste forte dans la zone Asie-Pacifique

La Corée du Sud, Taiwan et Hongkong vont encore enregistrer une forte croissance en 1987, malgré une décélération par rapport à 1986, tandis que les autres pays de la zone Asie-Pacifique (à l'exception du Japon et de la Chine) connaîtront cette année une nette reprise, selon une étude qui vient d'être publiée par la banque National Westminster.

La croissance de Taiwan et de la Corée du Sud atteindra cette année 9 %, un taux très élevé mais inférieur à ceux de 1986 (respectivement 10,8 % et 12,5 %). A Hongkong, l'expansion serait de 7 %, contre 8,7 % en 1986. La croissance de ces trois économies est stimulée par l'accroissement des exportations vers les Etats-Unis, favorisée par la forte appréciation du yen, qui rend les produits japonais moins compétitifs.

De 1980 à 1986, l'excédent commercial de l'ensemble de ces trois économies vis-à-vis des Etats-Unis est passé de 5 milliards à 30 milliards de dollars par an, approchant rapidement l'excédent japonais, passé entre-temps de 7 milliards à 51 milliards de dollars.

Le won sud-coréen et le dollar de Taiwan risquent cependant, en s'appréciant face au dollar, de freiner la progression des exportations de ces deux pays sur le marché américain.

Le taux de croissance du Japon restera faible en 1987 et en 1988 : 2,5 %. La Chine, menacée de surchauffe après une progression de 12 % en 1984 et de 12,3 % en 1985, connaîtra une hausse ralentie : 6 % en 1987, probablement 5,5 % en 1988.

Les autres pays de la zone enregistreront, au contraire, une accélération de leur croissance en 1987, avec le redressement des cours de leurs matières premières, notamment du pétrole (Indonésie, Malaisie) et le développement de leur infrastructure industrielle. – (*AFP.*)

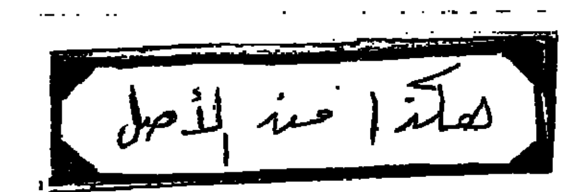
VIETNAM

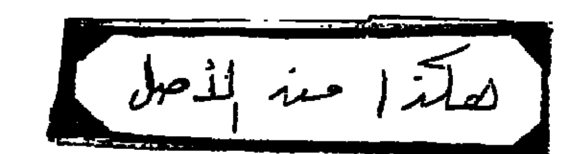
Le nouveau premier ministre dresse un sombre bilan de l'économie

Hanoï. – L'économie vietnamienne se porte mal, l'inflation poursuit sa course folle et la population vit de moins en moins bien : tel est en résumé le bilan dressé par M. Pham Hung, dans un long discours prononcé, le mardi 1er septembre, la veille de la fête nationale. Le premier ministre, élu en juin dernier à ce poste à l'âge de soixante-quinze ans, n'a pas mâché ses mots : *« Jusqu'à présent, aucun changement positif n'a été obtenu dans le domaine de la répartition et de la circulation des marchandises. Les prix continuent d'augmenter rapidement, le déficit budgétaire et les dépenses n'ont pas été freinés. La vie des travailleurs, et surtout celle des salariés, des retraités et des forces armées, devient plus difficile. »*

M. Pham Hung a rappelé que les insectes et la sécheresse ont provoqué la perte de plus de 1 million de tonnes de paddy pendant la récolte d'hiver-printemps, la plus importante dans le nord du pays. L'objectif pour cette récolte avait été fixé à 7,2 millions de tonnes de paddy. Dans le domaine industriel, il a noté toutefois une légère amélioration : la production, a-t-il dit, s'est accrue à un rythme normal, grâce à une meilleure fourniture de matériels, de matières premières et d'énergie, notamment dans le secteur des biens de consommation, l'une des priorités du Vietnam.

Reprenant les thèmes développés lors du troisième plénum du comité central du PC, qui vient de se tenir à Hanoï, M. Pham Hung a réaffirmé la nécessité de *« passer définitivement et totalement du mécanisme de centralisme bureaucratique à la comptabilité socialiste »*, et d'accorder une autonomie totale aux entreprises. Le « centralisme bureaucratique » désigne le système de subventions accordées aux entreprises déficitaires, qui grève depuis des années le budget de la nation. Les entreprises étatiques devront à présent être responsables de leurs profits et de leurs pertes, sous le nouveau régime de la « comptabilité socialiste ». A ce sujet, le premier ministre a insisté sur la réduction du déficit budgétaire, afin de parvenir à l'équilibre d'ici à 1990. – *(AFP.)*





Economie



REGARDS SUR L'ÉTRANGER

Japon : forte monnaie pour pauvres gens

TOKYO
de notre correspondant

En termes statistiques, il n'y a guère de doute : le Japon est riche. N'est-il pas le premier pays créancier du monde ? N'a-t-il pas les réserves de devises les plus élevées des nations industrialisées ? Ne dégage-t-il pas chaque année des excédents commerciaux records ?

Les sociétés nippones sont en tête de la liste des cinq cents premières entreprises du monde établie annuellement par la revue *Fortune*. Selon le magazine *Forbes*, le Japon compte désormais plus de milliardaires que les Etats-Unis. Les Japonais les plus riches achètent à tout va : des toiles de maîtres (pour 21 milliards de dollars rien qu'entre janvier et avril derniers) et des châteaux en Ecosse, comme l'acteur Masahiko Tsugawa qui, en toute simplicité, fera reconstruire à Hokkaido le manoir d'Edimbourg qu'il vient d'acquérir. Après avoir bombardé Pearl-Harbor, les Japonais s'offrent aussi Hawaï, achetant ses hôtels, ses tennis et ses golfs.

Sur l'archipel même, une classe de nouveaux riches dépense ostensiblement et circule en luxueuses voitures étrangères. Les moins riches se donnent l'illusion qu'ils sont nantis en s'offrant des plaisirs aussi imprévus que farfelus : l'un se fait livrer 200 litres d'eau provenant d'une source thermale pour prendre son bain, tandis que l'autre agrémente son whisky de glace « polaire » directement arrivée par avion d'Antarctique ; une mode qui a fait fureur cet été et a rapporté des fortunes à la société de pêches qui en a eu l'idée. A la télévision, on fait chaque soir de la publicité pour des appareils électriques permettant de faire soi-même son pain ; ce qui ne manque pas de piquant dans un pays où la civilisation a été profondément marquée par la culture du riz. A croire que les Japonais ne savent comment dépenser leur argent.

Frénésie et paradoxes

La richesse nippone – bien réelle – n'est pas sans paradoxes.

Ainsi, les statistiques de ces derniers mois indiquent-elles une augmentation de la consommation de 3 %. Les ventes de voitures, de téléviseurs, de matériel électronique en particulier connaissent un véritable boom qui se produit en dépit de la plus faible augmentation des salaires (3,6 %) intervenue depuis vingt-deux ans, compensée par les profits obtenus sur un effervescent marché boursier...

A en croire le dernier Livre blanc sur les conditions de vie des Japonais, ceux-ci bénéficieraient d'un niveau de vie supérieur à ceux de l'Europe et des Etats-Unis. La réalité quotidienne ne confirme pas ce triomphalisme statistique. Le Japon est globalement une nation riche mais il est loin d'être évident que ses habitants soient des nantis. Le yen est peut-être omnipotent à l'étranger. Il ne l'est guère au Japon.

Un Japonais peut, par exemple, se procurer 1 dollar pour moins de 150 yens. Mais s'il veut acheter ce qu'un Américain peut s'offrir avec 1 dollar, il devra débourser 230 yens. Le revenu moyen d'un ménage japonais est actuellement de 26 700 dollars, soit 3 000 dollars de plus que son homologue américain, mais le prix des denrées alimentaires est 2,5 fois plus élevé sur l'archipel qu'aux Etats-Unis. Le riz coûte, par exemple, 8,5 fois plus cher et la viande de bœuf 5,9 fois plus qu'en Australie. Le pouvoir d'achat des « riches Japonais » est ainsi fortement réduit par le coût de la vie, mais aussi par des contraintes qui les obligent à épargner.

« Prenez des vacances, ce sera la preuve de votre compétence. » Ce slogan du ministère du travail, comme celui qui avait fleuri l'année dernière (*« Travaillez moins, profitez plus de la vie »*), n'a guère eu d'effets. Le nombre des jours de vacances pris cette année par les salariés nippons n'a augmenté que marginalement, passant de 5,3 jours à 5,4 jours. Les Japonais ne sont pas plus obsédés de travail que d'autres, et 60 % d'entre eux sont favorables à l'idée de prendre davantage de congés. Mais les raisons avancées pour ne pas en prendre plus sont nombreuses. La concurrence au sein de l'entreprise est telle que les salariés craignent d'être pénalisés dans la course à la promotion. Beaucoup estiment également ne pas avoir assez d'argent disponible (en moyenne, un ménage dépense 123 000 yens pour ses vacances) (1).

Enfin, les Japonais disent ne pas savoir comment utiliser leur temps libre. Résultat : on travaille 2 100 heures par an, en moyenne, une durée qui, depuis dix ans, n'a pas varié, bien que le fameux rapport Maekawa (1985) sur les orientations à donner à l'économie japonaise recommande de limiter le nombre d'heures de travail annuel à 1 800.

Très peu de progrès ont d'autre part été accomplis dans l'instauration de la semaine de cinq jours dans les PME.

La retraite, l'éducation, le logement

A ces contraintes en matière de durée du travail s'en ajoutent d'autres, qui font que les Japonais ne sont pas aussi riches que le donne à penser la force de leur monnaie. *« De grands épargnants »*, dit-on, évoquant la parcimonie traditionnelle dont les Japonais auraient fait preuve au cours de leur histoire, autre explication peu étayée mais que l'on aime bien ressasser. En 1986, selon la Banque du Japon, l'épargne a augmenté de 10,3 %. Chaque Japonais a épargné 16 yens pour 100 yens gagnés.

Pourquoi ? Par atavisme ? Non. Simplement, parce qu'il est impossible de faire autrement. Les Japonais doivent d'abord prévoir l'avenir et penser à leur retraite. Le taux d'épargne est en fait inversement proportionnel à la couverture sociale. Au Japon, les dépenses en matière de Sécurité sociale représentent 2 % du PNB, et l'épargne 16 % des revenus. Rien d'étonnant, dans ces conditions, qu'un retraité japonais sur quatre doive travailler à temps partiel après soixante-cinq ans pour faire face à ses besoins.

Deuxième facteur obligeant à épargner : l'éducation des enfants. La compétition contraint beaucoup de parents à envoyer leur progéniture dans des établissements privés. Même lorsque les enfants vont dans des établissements publics, il faut leur faire suivre des cours supplémentaires pour les mettre à flot. Or ces cours peuvent coûter jusqu'à 300 000 yens (environ 13 000 francs) pour une session de six semaines.

Dernière contrainte : le logement. Dans le meilleur des cas, un ménage peut acheter un logement à une heure ou une heure et demie du centre de Tokyo pour 60 millions de yens (2,5 millions de francs environ). L'apport personnel demandé représente souvent l'équivalent du salaire annuel d'un employé de trente ans. Si, en Europe, les salariés peuvent songer à s'offrir un jour un bateau ou une résidence secondaire, leurs homologues nippons rêvent, eux, d'un logement qu'ils ne pourront peut-être jamais s'acheter, sinon en s'endettant au-delà du supportable, la spéculation foncière aggravant tout. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce Japon riche que d'avoir des sociétés et des institutions financières, dont les liquidités se chiffrent par milliards de dollars, mais un Etat au bord de la banqueroute. Un remède à cela ? Le pouvoir politique est trop dépendant des lobbies et des groupes de pression qui le financent pour imposer une réforme fiscale.

Le Japon est riche. Les Japonais le lisent dans leurs journaux. On le leur dit à la télévison. Mais à l'exception d'une minorité et des propriétaires fonciers, la majorité d'entre eux ne le sentent pas encore dans leur vie quotidienne.

PHILIPPE PONS.

(1) 100 yens = 4,26 francs.

★ Dans la série «Regards sur l'étranger», nous avons publié, dans nos éditions des 18, 19, 20, 21, 22, 25, 26, 27, 28, 29 août et 2 septembre, des articles sur la Belgique, l'Italie, l'Espagne, la Chine, la Suède, la Grande-Bretagne, le Canada, les Pays-Bas, l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis et le Mexique.

Marchés financiers

PARIS, 2 septembre ↓

Hésitation

Après une séance de stabilisation, la Bourse de Paris a légèrement reculé mercredi. Affichant –0,60 % à l'ouverture, l'indicateur de tendance se reprenait et clôturait à –0,37 %. Le recul brutal de Wall Street, qui a perdu près de 60 points le 1er septembre, a entraîné quelques inquiétudes chez les investisseurs. Si la crainte d'une contagion de la baisse régnait en fin de matinée sur le marché, la confiance revenait lentement au fur et à mesure du déroulement de la séance officielle. Toutefois, l'hésitation reste de mise dans un marché qui demeure actif mais où les acheteurs anglo-saxons sont en moins grand nombre que la semaine dernière. Les valeurs vedettes à la hausse étaient emmenées par Maisons Phénix, Codetel, Darty, Navigation Mixte et Matra. Parmi les baisses figuraient principalement Damart, Docks de France, Sovac et GTM-Entrepose. Si un certain optimisme est encore de mise au rez-de-chaussée du palais Brongniart, où se négocient les actions, la morosité s'est définitivement installée dans les étages sur le marché des obligations et du MATIF. Les intervenants n'ont pas apprécié l'ajournement, le 1er septembre, par la Banque de France de son appel au marché financier, une façon comme une autre de ne pas baisser les taux... Le pessimisme règne à la veille de l'adjudication de 5 à 7 milliards de francs d'OAT. Dans ce contexte les contacts sur le MATIF ont à nouveau cassé leur pair de 100. Celui de décembre perdait 0,45 %.

NEW-YORK, 1er sept. ↓

Baisse spectaculaire

La Bourse de New-York a plongé de façon spectaculaire mardi, en fin d'après-midi. L'indice Dow Jones a baissé de 51,98 points, pour s'établir en clôture à 2 610,98. L'ampleur de cette baisse avait été dépassée seulement quatre fois dans toute l'histoire de Wall Street. Le volume des échanges a atteint 193,45 millions de titres, contre 165,81 millions le jour précédent. Le nombre des baisses (1 197) a été deux fois plus important que celui des hausses (420), et 352 titres ont été inchangés.

Les ventes massives qui ont entraîné cette chute brutale ont été déclenchées par les inquiétudes nourries sur la situation économique. Les derniers indicateurs sont très décevants *(voir d'autre part)*. Des rumeurs, démenties ensuite, ont circulé, rapportant que le président Reagan avait eu une crise cardiaque. Par réaction, le marché obligataire s'est alourdi, ajoutant encore au pessimisme ambiant. Pour couronner le tout, l'une des principales actions, qui composent l'indice Dow Jones, IBM, a cédé près de 6 dollars à 162,75 dollars, entraînant dans son sillage de nombreuses autres vedettes de la cote.

Parmi les plus fortes transactions, on a remarqué Union Electric Co (14 876 000 titres échangés), National Semiconductor (4 403 000 titres échangés), Ohio Edison (2 169 000 titres échangés), Kansas Gas and Electric (2 112 000 titres échangés) et American Telephone (1 985 000 titres échangés).

VALEURS	Cours du 31 août	Cours du 1er sept.
Alcoa	54 3/4	54
Allegis (ex-UAL)	98 7/8	99
A.T.T.	33 3/4	33 1/8
Boeing	52 7/8	51 7/8
Chase Manhattan Bank	41 3/4	40 3/4
Du Pont de Nemours	124 1/8	121 1/2
Eastman Kodak	100 3/8	98 1/8
Exxon	89 5/8	87 1/8
Ford	108	106 1/4
General Electric	62 1/2	60 1/4
General Motors	92 1/4	88 5/8
Goodyear	70 1/2	70 3/4
I.B.M.	168 5/8	162 3/4
I.T.T.	63 7/8	63 3/4
Mobil Oil	53 1/2	52
Pfizer	70 3/4	71 3/4
Schlumberger	47 3/8	46 1/2
Texaco	42 7/8	41 5/8
Union Carbide	28 7/8	28 7/8
U.S.X.	37 1/2	37 3/8
Westinghouse	70 1/4	70
Xerox Corp.	80	79 1/4

CHANGES

Dollar : 6,0510 F ↓

Le dollar a encore perdu un peu de terrain mercredi 2 septembre sur les grands marchés. Il a coté 6,0510 F (contre 6,0565 F) et 1,8090 DM (contre 1,8116 DM). Cependant, la Banque du Japon et la Bundesbank seraient à nouveau intervenues pour freiner la glissade. Mais leur action a surtout un impact psychologique.

FRANCFORT	1er sept.	2 sept.
Dollar (en DM)	1,8116	1,8090

TOKYO	1er sept.	2 sept.
Dollar (en yens)	141,60	141,20

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (2 sept.)	7 3/16-7 1/4 %
New-York (1er sept.)	6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

	31 août	1er sept.
Valeurs françaises	107,4	107,2
Valeurs étrangères	135	135,2

Cie des agents de change
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	31 août	1er sept.
Indice général	428,7	430,40

NEW-YORK
(Indice Dow Jones)

	31 août	1er sept.
Industrielles	2 662,95	2 610,98

LONDRES
(Indice « Financial Times »)

	28 août	1er sept.
Industrielles	1 759,80	1 778,90
Mines d'or	431,50	432,20
Fonds d'Etat	85,05	84,98

TOKYO

	1er sept.	2 sept.
Nikkeï Dow Jones	26 118,42	25 946,60
Indice général	2 153,20	2 139,47

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 1er sept. 1987
Nombre de contrats : 78 099

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	100,15	99,55	99,50	99,65
Précédent	100,65	100,35	100,25	–

LA VIE DE LA COTE

SKIS ROSSIGNOL : BÉNÉFICE DE 42 MILLIONS DE FRANCS POUR L'EXERCICE 1986-1987. – Le fabricant de Skis Rossignol a enregistré une hausse de 9,4 % de son chiffre d'affaires en 1986-1987 (exercice commençant en mars), qui a ainsi été porté à 1,33 milliard de francs. Le bénéfice net consolidé a atteint, de son côté, 42,04 millions de francs, contre 41,07 millions l'année précédente. Le groupe a vendu 1,661 million de paires de skis alpins, conservant 23,4 % du marché mondial. 80 % de son chiffre d'affaires ont été réalisés à l'étranger.

TAYLOR WOODROW : AMÉLIORATION DE 5,5 % DU BÉNÉFICE AU PREMIER SEMESTRE. – L'entreprise de construction Taylor Woodrow a annoncé une hausse de 5,5 % de son bénéfice imposable au premier semestre, à 21,2 millions de livres, contre 20,1 millions pour la même période de 1986.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	6,0500	6,0530	+ 10	+ 25	+ 35	+ 60	+ 200	+ 280
$ can.	4,5920	4,5978	– 76	– 51	– 130	– 97	– 333	– 239
Yen (100)	4,2877	4,2929	+ 126	+ 143	+ 257	+ 285	+ 867	+ 949
DM	3,3453	3,3488	+ 89	+ 107	+ 194	+ 218	+ 663	+ 723
Florin	2,9708	2,9737	+ 53	+ 64	+ 112	+ 129	+ 409	+ 456
F.B. (100)	16,0998	16,1155	+ 91	+ 195	+ 222	+ 375	+ 855	+ 1264
F.S.	4,0577	4,0624	+ 127	+ 145	+ 273	+ 301	+ 891	+ 964
L (1 000)	4,6183	4,6277	– 229	– 201	– 445	– 393	– 1087	– 981
£	9,9341	9,9451	– 220	– 177	– 415	– 350	– 1025	– 847

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 5/8	6 7/8	7 1/16	7 3/16	7 1/8	7 1/4	7 1/2	7 5/8
DM	3 3/4	4	3 7/8	4	3 7/8	4	4 3/16	4 5/16
Florin	4 7/8	5 3/8	5 1/8	5 1/4	5 3/16	5 5/16	5 3/8	5 1/2
F.B. (100)	5 7/8	6 3/8	6 3/8	6 11/16	6 1/2	6 13/16	6 15/16	7 1/4
F.S.	1 1/4	1 3/4	3 9/16	3 11/16	3 9/16	3 11/16	3 7/8	4
L (1 000)	9 1/2	11	12 1/2	13	12 5/8	13 1/8	12 3/4	13 1/8
£	9 1/2	9 3/4	9 13/16	9 15/16	9 3/16	10 1/4	10 5/8	10 3/4
F. franç.	7	7 1/2	7 13/16	8	8	8 1/8	8 5/8	8 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde

La guerre dans le Golfe

Irakiens et Iraniens multiplient leurs attaques contre le trafic maritime

La guerre dans le golfe Arabo-Persique a gagné en intensité, mardi 1er et mercredi 2 septembre, Irakiens et Iraniens ayant accru leurs attaques contre le trafic maritime, suscitant mises en garde et avertissements de plus en plus durs de la part des grandes puissances.

Bien que le nombre exact de navires de commerce touchés par les forces des deux belligérants depuis la reprise, samedi dernier, par l'Irak, de ses raids contre des pétroliers et terminaux iraniens soit difficile à établir, il apparaît que l'Iran a rendu coup pour coup aux attaques de Bagdad. Quatre — ou cinq — pétroliers iraniens ou chargés de pétrole iranien semblent avoir été touchés par l'aviation irakienne, tandis que les vedettes rapides iraniennes ont pris pour cible cinq navires marchands, selon des indications fournies de sources maritimes dans la région par les Lloyd's de Londres.

Les victimes d'attaques de vedettes rapides sont, depuis samedi, un porte-conteneurs koweïtien, un pétrolier espagnol et un autre libérien — affrété par une compagnie japonaise — ainsi qu'un bâtiment chypriote, et enfin un navire grec.

Parallèlement, Iraniens et Irakiens ont intensifié leurs bombardements, à terre, d'installations industrielles, menaçant à tour de rôle de reprendre la *« guerre des villes »*. Bagdad a ainsi menacé mardi de *« détruire »* des villes iraniennes et d'utiliser à cette fin des missiles, l'aviation et l'artillerie au cas où se poursuivrait l'*« agression »* iranienne contre ses zones civiles. De son côté, l'Iran a appelé la population irakienne à *« évacuer le plus rapidement possible les abords des objectifs militaires, industriels et économiques en Irak en prévision d'une riposte sévère »*.

Le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, est allé plus loin en laissant planer la menace d'une nouvelle arme pour se défendre contre les armes chimiques utilisées par Bagdad. Recevant, selon l'agence officielle IRNA, des membres d'une unité de guerre chimique, biologique et nucléaire des gardiens de la révolution, M. Rafsandjani a estimé que les musulmans devaient se doter d'une *« arme de dissuasion »* pour faire échec à l'arsenal de *« l'hérésie mondiale »*, ajoutant que le monde ne s'était pas encore aperçu que l'Iran *« serait bientôt capable de se défendre »* contre les armes chimiques de l'Irak.

Sommation à Washington

Bombardements et menaces n'ont toutefois pas empêché un convoi de pétroliers koweïtiens réimmatriculés aux Etats-Unis et escortés par la marine américaine d'arriver mardi à bon port, au Koweït. L'US Navy a par la même occasion secouru un pilote irakien qui dérivait, à bord d'un canot pneumatique, dans le centre du Golfe depuis samedi.

Cette flambée dans une région où naviguent maintenant une trentaine de navires de guerre américains a accru l'inquiétude des grandes puissances. Mardi, le chargé d'affaires irakien à Londres a été convoqué au Foreign Office, où il lui a été demandé *« dans les termes les plus vigoureux »* que l'Irak s'abstienne d'attaques militaires qui contribuent *à « l'escalade de la tension »* dans le Golfe.

A Washington, c'est l'Iran qui a fait l'objet d'une sommation. *« L'Iran doit donner une réponse »* à l'appel de l'ONU à un cessez-le-feu, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, ajoutant : *« ce blocage est inacceptable »*. Si Téhéran, qui a promis une réponse *« définitive »* à la fin de la semaine, rejette l'appel du Conseil de sécurité, a encore dit le porte-parole, alors l'*« élaboration d'une seconde résolution* (appelant à des sanctions) *doit commencer immédiatement »*. Selon le *Washington Post*, Bagdad aurait pour sa part rejeté un appel de Washington à mettre fin à ses attaques dans le Golge.

Quant aux Soviétiques, ils semblent moins pressés que les Américains et les Britanniques. M. Vladimir Petrovsky, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a ainsi laissé entendre que Moscou souhaitait donner davantage de temps à la diplomatie. Interrogé sur l'éventuelle adoption de sanctions, il a préféré insister sur la nécessité de faciliter les efforts du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, et a souligné l'importance de *« créer le climat international nécessaire »* à l'application de la résolution 598 demandant l'application d'un cessez-le-feu. Il a en outre critiqué la présence militaire américaine dans le Golfe. *(AFP, Reuter.)*

Visite à Damas du roi Hussein

Le roi Hussein de Jordanie, accompagné de son premier ministre, M. Zeid Rifaï, a effectué, mardi 1er septembre, une visite à Damas, où il a eu des entretiens avec le président Hafez El Assad.

Cette seconde visite du roi Hussein à Damas en quatre mois s'inscrit vraisemblablement dans le cadre des efforts jordaniens en vue de réconcilier la Syrie et l'Irak, avant un éventuel sommet arabe sur la situation dans le Golfe. — *(AFP, Reuter.)*

L'affaire Albertini

M. Marchais demande la démission de M. Raimond

« Je demande la démission du ministre des affaires étrangères. Il est indigne de représenter la France », a déclaré M. Georges Marchais, le jeudi 2 septembre. Le secrétaire général du PCF s'est indigné des propos, selon lui *« déshonorants pour la France »* tenus récemment par M. Jean-Bernard Raimond au sujet de M. Pierre-André Albertini.

[Le ministre des affaires étrangères, au sujet du jeune coopérant français condamné à quatre ans de prison au Ciskei pour refus de témoigner contre des militants de l'ANC, avait déclaré que M. Albertini *« ne s'est pas comporté* [en tant que coopérant] *comme il aurait dû se comporter » (le Monde* du 29 août).]

BERLIN-OUEST

Attentat contre un juge

Un juge du tribunal administratif de Berlin-Ouest, chargé des questions d'asile et d'immigration, M. Günther Korbmacher, a été blessé aux jambes, le mardi 1er septembre, à proximité de son domicile dans la banlieue berlinoise. Ses deux agresseurs, qui ont utilisé une arme de faible calibre, se sont enfuis en moto.

Le mouvement d'extrême-gauche des Cellules Révolutionnaires (RZ) a revendiqué mercredi l'attentat. Dans une lettre adressée à deux agences de presse, il affirme qu'il a voulu ainsi punir sans le tuer *« quelqu'un qui renvoie les hommes dans des pays où ils sont menacés de mort et de torture »*.

La chambre du tribunal, que dirige M. Korbmacher, avait été critiquée à plusieurs reprises pour son attitude restrictive pour l'octroi de l'asile aux réfugiés du tiers monde. *(AFP.)*

Le numéro du « Monde » daté 2 septembre 1987 a été tiré à 494 997 exemplaires

A Neuilly-sur-Seine

Trois adolescents se plaignent d'avoir été maltraités par des policiers

Damien est âgé de seize ans. Il porte un nom à consonance arabe, hérité du passage des Sarrasins au Moyen Age. Etudiant à l'école hôtelière de Lyon, fils d'un directeur de société d'informatique et d'une pharmacienne, il est en vacances à Paris, chez son ami Renaud, dix-sept ans. Damien affirme qu'un policier s'est amusé à jouer à la roulette russe avec lui, le lundi 31 août.

Ce soir-là, Damien, Renaud et Frédéric, dix-sept ans, avaient décidé de rentrer à pied des Champs-Elysées à Neuilly. Et voici ce qu'ils ont raconté, mardi 1er septembre, au domicile des parents de Renaud. Près de la porte de Champerret, une voiture de police les croise, à faible allure. Réflexe de peur, les adolescents, tous trois de bonne famille, prennent un raccourci à travers le square du 17, avenue de la Porte-de-Villiers, et se mettent à courir. Frédéric s'aperçoit que deux policiers courent sans bruit derrière eux et prévient ses camarades : *« Arrêtez-vous »*.

Déjà les policiers le ceinturent et le forcent à s'allonger par terre, pistolet pointé sur la nuque. D'une main, il réussit à sortir sa carte d'identité de la poche de son pantalon. *« Tes papiers, on s'en fout »*, lance un agent. Les policiers attachent avec des menottes la cheville de Renaud au poignet de Frédéric et les jeunes gens sont conduits ainsi à la voiture de police qui attend dans la rue, bientôt rejointe par deux autres voitures et un car. Au total, les adolescents pensent avoir vu une douzaine de policiers. Renaud est déshabillé sans ménagement. Un policier lui baisse le pantalon et *« fouille même dans le slip »*, raconte-t-il. Les jeunes gens ne comprennent pas ce qu'ils doivent avouer. *« Tu ferais mieux de parler sinon ça va être ton tour. »* Les policiers cherchent, réalisent-ils avec retard, les auteurs d'un vol de voiture.

« Tu es beur, toi »

« Toi, tu es costaud, tu supporteras mieux le choc. » Les policiers emmènent Renaud faire un tour en voiture dans Neuilly. *« Alors, elle est où cette voiture »*, demande un policier. *« Emmène-le dans un coin sombre,* conseille son collègue, *ça se verra moins. »* De retour devant le square, l'intimidation continue : *« Ecoute ton copain comment il gueule. »*

Renaud entend effectivement des cris. Car Damien a eu droit à un traitement particulier. *« Tu es beur toi »*, lui dit un policier qui a examiné sa carte d'identité. Il ne l'est pas mais qu'importe. A l'abri des arbres, dans le square, quatre policiers, selon son témoignage, le frappent tour à tour au visage et plus tard au bas-ventre. Un policier est d'humeur badine. *« Et si on s'amusait à jouer à la roulette russe ? »* Il pose son revolver sur la tempe de l'adolescent et fait tourner le barillet. *« Ecoute ce joli bruit »*. Damien implore, *« s'il vous plait »*... Quelques secondes et le policier tire. Damien est ramené, en pleurs, dans le fourgon.

Quelques sarcasmes encore et les policiers décident de libérer les adolescents après les avoir retenus plus d'une heure, sur le boulevard Gouvion-Saint-Cyr.

Damien, qui s'est évanoui dès son arrivée au domicile des parents de Renaud, a été soigné à l'hôpital de Neuilly pour des ecchymoses « para-ombilicale et maxillaire », selon le certificat médical. Appelés par la famille — qui a souhaité préserver l'anonymat des trois adolescents, — deux inspecteurs du commissariat de Neuilly ont été eux-mêmes choqués, selon les parents, en recueillant les déclarations des jeunes. Le parquet de Paris a été informé, mardi 1er septembre, et a demandé à l'Inspection générale des services (IGS) d'ouvrir une enquête.

Les familles ont affirmé qu'elles porteraient plainte ce mercredi. Au cabinet du préfet de police, comme à l'IGS, on déclarait mercredi matin ne pas avoir encore déterminé l'identité des policiers impliqués ni leur corps d'appartenance. Au commissariat de Neuilly, on affirmait que l'un des jeunes avait reconnu avoir ouvert une portière de voiture en stationnement, ce qui aurait attiré l'attention de la patrouille parisienne. Si les méthodes employées par les policiers ne lui paraissaient pas invraisemblables, le commissaire indiquait ne pas avoir eu connaissance de la scène de la « roulette russe ».

CORINE LESNES.

Le procès du pilote de la place Rouge

Mathias Rust plaide coupable

Moscou *(AFP)*. — Mathias Rust a plaidé coupable, mercredi 2 septembre, en acceptant les termes des trois chefs d'accusations retenus contre lui, lors de la première audience de son procès ouvert dans la matinée à Moscou. Le jeune Allemand de l'Ouest de dix-neuf ans, excessivement mince, pâle, les cheveux très courts, portant des lunettes à monture d'acier, a écouté pendant cinquante minutes la lecture de l'acte d'accusation, répondant trois fois par l'affirmative à l'énoncé des faits qui lui sont reprochés. Mathias Rust, qui a déjà passé quatre-vingt-dix-sept jours en détention, est accusé de violation des frontières de l'URSS, non-respect des réglementations aériennes et « hooliganisme aggravé ». Selon le compte rendu lu par une employée du tribunal, Mathias Rust a expliqué aux enquêteurs qu'il avait effectué son vol téméraire le 28 mai, *« pour rencontrer des dirigeants soviétiques afin de parler de la paix et du désarmement »*.

Mathias Rust était entré dans la salle du tribunal cinq minutes après l'ouverture de la séance. Avant de s'asseoir, encadré par deux militaires en uniforme, il a souri à ses parents et à son frère cadet Ingo, admis à assister au procès.

Vingt-cinq journalistes étrangers (dont dix ouest-allemands) sont également présents, ainsi que quinze représentants de la presse soviétique. Cette présence d'observateurs étrangers est soulignée par *les Nouvelles de Moscou*, qui ajoutent que, *« selon une pratique internationale »*, les prises de vues de télévision et de photo sont pratiquement interdites.

Les Nouvelles de Moscou n'avouent pas toutefois que les autorités soviétiques s'efforcent en fait de « vendre » ce procès en Occident, en contrepartie de devises fortes.

Les représentants des chaînes de télévision américaines ont ainsi dénoncé à Moscou le fait que l'accès aux couloirs du tribunal leur a été proposé, à condition qu'ils versent de fortes sommes d'argent en dollars. L'URSS a par ailleurs vendu à une firme américaine l'exclusivité mondiale des droits de distribution d'un film que la télévision soviétique va tourner dans la salle même du tribunal.

L'agence de presse *Novosti*, a pour sa part, monnayé en RFA des photos de Mathias Rust dans sa cellule.

Sur le vif

La télé, c'est moi !

Ils sont vraiment chiens, au *Canard enchaîné*. Ils m'ont complètement sapé le moral. C'est rapport à la petite boîte noire, un audimat ça s'appelle. J'en ai un, figurez-vous. Il y a quelque temps, on sonne chez moi. C'est Médiamétrie. On voudrait bien savoir ce que je regarde à la télé, si ça m'intéresse et tout. Les chaînes, elles veulent absolument qu'on leur dise si j'aime. Parce que, si j'aime pas, elles se plieront à mes oukases. Les publicitaires aussi.

Moi, j'étais flattée, ravie : c'est ça le succès, la célébrité. Non, mais c'est vrai, jugez un peu de mon importance ! Je jonglais avec les budgets. Je tenais sous le pouce les confrères de l'audiovisuel. Tiens, toi, t'as pas parlé de ma Lolotte dans ton émission. Je te boude pendant un mois, et paf ! tu te retrouves sur le pavé.

Pareil pour les stars du showbiz. Quand Bouygues et Hersant se les sont disputées à prix d'or, c'est grâce à qui ? A bibi. Pour rajouter un zéro à leur contrat, il me suffisait de zapper de Bouvard à Collaro. Le dimanche, mes enfants étaient branchés sur Téléfoot, je les interrompais : permettez, une seconde, je passe sur Jacques Martin, faut que je lui refile son petit cadeau, je lui ai rien donné la semaine dernière, il va finir par se vexer.

Et puis ce matin j'ouvre *le Canard*, et qu'est-ce que j'apprends ? Je suis pas la seule à l'avoir, ce truc-là ! Il y en a un autre en Haute-Loire, et attendez, c'est pas fini, entre Le Havre, Nîmes, Nantes, Nice, Saint-Etienne et Lille, ils ont trouvé moyen d'en placer encore deux. A qui ? Pourquoi ? Quel intérêt ils présentent, ces débiles ? Paraît qu'ils en ont distribué quelques centaines n'importe où, n'importe comment. A des copains.

Du coup, tout le monde rigole. C'est vrai, c'est nul, leur système. En plus, c'est cher. A quoi ça sert, hein, tous ces bidules ? Un seul suffirait. Le mien.

CLAUDE SARRAUTE.

MM. Dumas et Bérégovoy : un seul candidat socialiste, M. Mitterrand...

M. Roland Dumas est confiant. Le mercredi 2 septembre, au micro de France-Inter, il a assuré qu'une nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle est *« de plus en plus vraisemblable »*. Pour justifier que *« les conditions objectives »* d'une nouvelle candidature du président de la République lui *« semblent de plus en plus apparaître à l'horizon »*, l'ancien ministre, proche du chef de l'Etat, a expliqué : *« Les problèmes de société se font de plus en plus aigus, la situation internationale se tend de plus en plus, les problèmes culturels, au sens large du mot, apparaissent aussi »*.

M. Pierre Bérégovoy, n'est pas plus inquiet. Mercredi au micro d'Europe 1, il s'est déclaré *« convaincu »* que, si M. Mitterrand se représente, M. Michel Rocard se retirera de la course.

Au sommaire du « Monde de l'éducation »

• Santé : comment vont les lycéens
• Les sujets du bac 87 : français et philosophie

Comment vont les lycéens ? Plutôt bien, si l'on en croit *le Monde de l'éducation*, qui, dans sa livraison de septembre, publie une enquête de Marie-Claude Betbeder sur *« la santé des lycéens »*. *« Le docteur ? Connais pas. Une fois tous les deux ans, pas plus »* : la classe d'âge qui fréquente les lycées est la plus économique pour la sécurité sociale. Mais si, globalement, la santé des lycéens est bonne, deux sujets d'inquiétude se font jour.

L'hécatombe des deux-roues, d'une part. Sur 32 000 blessés chaque année en deux-roues, révèle *le Monde de l'éducation*, 19 000 — plus de la moitié — n'ont pas dix-neuf ans. Et ce chiffre ne cesse d'augmenter. Que faire ? Sans doute, protéger les jeunes contre eux-mêmes : sans casque, le risque d'être tué en deux-roues augmente de 25 %.

Autre sujet de préoccupation : la progression de l'alcoolisme, en nette croissance chez les jeunes filles. Selon diverses études, la consommation quotidienne d'alcool triple chez les lycéens et les ivresses répétées doublent, tandis que la bière est désormais la boisson préférée de 71 % des garçons et de 20 % des filles.

Outre ce qu'il faut savoir sur la rentrée scolaire, et notamment comment réussir quatre étapes essentielles — l'entrée en maternelle, le cours préparatoire, la sixième et la seconde, on trouve aussi dans le même numéro du *Monde de l'éducation* un dossier *sur les sujets de français et de philosophie du bac 87*, avec une présentation renouvelée et enrichie.

Le numéro de septembre du *Monde de l'éducation*, pour aider les plus jeunes à démarrer d'un bon pied, publie enfin une *sélection de livres d'enfants pour la rentrée*.

★ En vente partout, 13 F.

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS — 2 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 57

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1902	4,5 % 1973	1855	1862	1864	+ 0 48
4255	C.N.E. 3 %	4260	4260	4260	....
1187	B.N.P. T.P.	1195	1200	1200	+ 0 42
1128	C.C.F. T.P.	1129	1129	1129	....
1249	Créd. Lyon. T.P.	1255	1252	1252	− 0 24
....	C.G.E. T.P.	3115	3130	3130	+ 0 48
1920	Renault T.P.	1930	1930	1930	....
2185	Rhône-Poul. T.P.	2150	2120	2120	− 1 39
1265	St-Gobain T.P.	1275	1280	1280	+ 0 39
1220	Thomson T.P.	1221	1225	1225	+ 0 33
460	Accor	500	498 50	508	+ 1 60
530	Agence Havas	552	549	557	+ 0 91
675	Air Liquide	700	695	696	− 0 57
2380	Alcatel	2517	2470	2460	− 2 26
2020	Alt. Superm.	2170	2170	2170	....
480	A.L.S.P.I.	505	500	497	− 1 58
385	Alsthom ★	389	381	386	− 0 77
2590	Arjom. Prioux	2700	2671	2671	− 1 07
570	Aussedat-Rey	630	620	619	− 1 75
1270	Aux. Entrepr. ★	1394	1386	1400	+ 0 43
1060	Avions Dassault	1080	1085	1085	+ 0 46
545	BAFP	601	598	598	− 0 50
365	Bail-Equipem. ★	394 50	382	386	− 2 15
810	Bail Investiss.	836	830	827	− 1 08
535	B.N.P. C.I.	543	540	540	− 0 55
690	Cie Bancaire	756	757	757	+ 0 13
490	Bazar H.-V.	529	527	525	− 0 76
500	Béghin-Say ★	515	509	509	− 1 17
885	Berger (Mé)	894	895	895	+ 0 11
730	Bic ★	768	758	770	+ 0 26
1260	B.I.S.	1394	1390	1381	− 0 93
2950	Bongrain S.A.	2950	2945	2950	....
1290	Bouygues	1230	1238	1240	+ 0 81
98	B.P. France	100	100	100	....
4980	B.S.N.	5280	5250	5250	− 0 57
2450	Cap Gem. S. ★	2491	2500	2488	− 0 20
1250	Carnaud	1320	1320	1310	− 0 76
3290	Carrefour ★	3560	3550	3542	− 0 51
169	Casino	182	181 10	180	− 1 10
136	Casino A.D.P.	141 10	142	141 50	+ 0 28
1270	C.C.M.C.	1281	1275	1275	− 0 47
850	Cetelem	923	900	925	+ 0 22
790	Cerus	788	788	790	+ 0 25
2050	C.F.A.O.	2175	2175	2175	....
335	C.G.E.	341	336	338	− 0 88
1300	C.G.I.P. ★	1360	1360	1360	....
1340	Chargeurs S.A.	1321	1288	1299	− 1 67
72	Chiers-Châtill.	73 10	73	75	+ 2 60
1010	Ciments franç. ★	1116	1108	1124	+ 0 72
660	Club Méditerr.	668	659	661	− 1 05
161	Codetel ★	164	167 50	167 80	+ 2 32
340	Cofimeg	330	330	335	+ 1 52
2160	Coles	2225	2200	2200	− 1 12
265	Compt. Entrepr.	287 80	288	287 50	− 0 11
745	Compt. Mod.	755	757	758	+ 0 40
1260	Créd. Foncier	1298	1273	1273	− 1 93
525	Crédit F. Imm.	510	510	515	+ 0 98
136	C.C.F.	141 50	138 50	138 50	− 2 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
770	Créd. Lyon. (CI)	788	776	776	[illegible]
1130	Crédit Nat. ★	1185	1183	1180	[illegible]
230	Crouzet ★	241	239 90	235	[illegible]
3040	Damart S.A.	3300	3180	3235	[illegible]
430	Darty ★	485	490	495	[illegible]
355	Darty (DP)	380	375	378	[illegible]
2020	De Dietrich	2240	2220	2235	[illegible]
300	Dév. P.d.C. (Li)	302	316	316	[illegible]
585	D.M.C.	591	585	585	[illegible]
465	Drouot Assur.	481	455	460	[illegible]
2360	Docks France ★	2720	2700	2680	[illegible]
1080	Dumez ★	1168	1141	1140	[illegible]
1270	Eaux (Gén.)	1350	1320	1333	[illegible]
1210	Ecco ★	1362	1348	1365	[illegible]
1080	Electro-Finan.	1085	1060	1058	[illegible]
365	Elf-Aquitaine	380	381	379	[illegible]
315	− (certific.)	324	324	324	[illegible]
920	Epeda-B-Faure	949	935	935	[illegible]
3790	Essilor	3910	3940	3930	[illegible]
2770	Essilor Int. (DP)	2720	2680	2680	[illegible]
465	Esso S.A.F. ★	465	485	470	[illegible]
2180	Euratrance	2400	2415	2400	[illegible]
1440	Eurocom ★	1469	1450	1470	[illegible]
4150	Euromarché	4090	4090	4090	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 7 % 1973	9045	..
Emp. 8,80 % 77	125 65	2 477
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Champex (Ny)	153	[illegible]
C.I.C. (Financ. de)	338	[illegible]
C.I. Maritime	641	[illegible]
Cimen-Slatra	495	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

MINITEL

Le gestion en direct de votre portefeuille personnel 36.15 Tapez

SICAV (sélection) 1/9

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 2/9	COURS DES BILLETS Achat	Vente
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 2/9
[illegible]	[illegible]	[illegible]